

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXVIII

1927

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1565. — Grèce et Turquie :	
Accord en vue de faciliter l'application de certaines dispositions du Traité de Lausanne et de la Déclaration N° IX annexée à ce traité, signé à Athènes, le 1 ^{er} décembre 1926, avec annexe, protocole final et déclaration de la même date, ainsi que deux protocoles et un procès-verbal de signature, signés à Angora, le 21 juin 1925	11
N° 1566. — Luxembourg et Norvège :	
Echange de notes comportant un arrangement abrogeant complètement, à titre de réciprocité, le visa obligatoire des passeports des ressortissants des deux pays. Oslo, les 25 août et 26 septembre, et Luxembourg, le 12 septembre 1927	37
N° 1567. — Belgique et Suisse :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Bruxelles, le 5 février 1927	45
N° 1568. — Bulgarie et Grèce :	
Accord commercial provisoire, avec protocole de signature. Signés à Athènes, le 28 février 1927	59
N° 1569. — Grèce et Roumanie :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Athènes, le 28 mars 1927	67
N° 1570. — Autriche et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. La Haye, les 25 janvier et 1 ^{er} mars 1927	75

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXVIII

1927

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1565. — Greece and Turkey :	
Agreement to facilitate the Application of certain Provisions of the Treaty of Lausanne and of Declaration No. IX annexed to that Treaty, signed at Athens, December 1, 1926, with Annex, Final Protocol and Declaration of the same Date, as well as two Protocols and a Procès-Verbal of Signature, signed at Angora, June 21, 1925	11
No. 1566. — Luxemburg and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the mutual complete Abolition of the Compulsory Passports Visas for the Nationals of the two States. Oslo, August 25 and September 26, and Luxemburg, September 12, 1927	37
No. 1567. — Belgium and Switzerland :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Brussels, February 5, 1927	45
No. 1568. — Bulgaria and Greece :	
Provisional Commercial Agreement, with Protocol of Signature. Signed at Athens, February 28, 1927	59
No. 1569. — Greece and Roumania :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Athens, March 28, 1927	67
No. 1570. — Austria and The Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. The Hague, January 25 and March 1, 1927	75

	Pages
N° 1571. — Autriche et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. Vienne, les 22 et 28 mars 1927	81
N° 1572. — Autriche et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. Berlin, le 9 juin, et Copenhague, le 11 juin 1927	87
N° 1573. — Autriche et Grande-Bretagne :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. Londres, le 18 juillet 1927	97
N° 1574. — Finlande et Suisse :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Berne, le 24 juin 1927	103
N° 1575. — Allemagne et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à La Haye, le 26 octobre, et à Berlin, le 3 novembre 1926	111
N° 1576. — Allemagne, Autriche et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre l'Autriche et les Pays-Bas, par l'Allemagne. Signé à La Haye, le 17 décembre 1926, à Vienne, le 12 janvier, et à Berlin, le 22 janvier 1927	129
N° 1577. — Allemagne, Pays-Bas et Suisse :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre les Pays-Bas et la Suisse, par l'Allemagne. Signé à Berne, le 1 ^{er} février, à La Haye, le 11 février, et à Berlin, le 19 février 1927	139
N° 1578. — Allemagne, Pays-Bas et Tchécoslovaquie :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire d'Allemagne. Signé à La Haye, le 18 décembre 1926, à Prague, le 11 février, et à Berlin, le 22 février 1927	149
N° 1579. — Allemagne, Danemark et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de l'Allemagne. Signé à Copenhague, le 10, à La Haye, le 17, et à Berlin, le 24 février 1927	159
N° 1580. — Belgique et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et les Pays-Bas. Signé à Bruxelles, le 10, et à La Haye, le 28 février 1927	169
N° 1581. — Belgique, Luxembourg et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, par la Belgique. Signé à La Haye, le 28 février, à Luxembourg, le 7 mars, et à Bruxelles, le 18 mars 1927... ..	179

	Pages
No. 1571. — Austria and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. Vienna, March 22 and 28, 1927	81
No. 1572. — Austria and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. Berlin, June 9, and Copenhagen, June 11, 1927	87
No. 1573. — Austria and Great Britain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. London, July 18, 1927	97
No. 1574. — Finland and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Berne, June 24, 1927	103
No. 1575. — Germany and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between Germany and The Netherlands. Signed at The Hague, October 26, and at Berlin, November 3, 1926	111
No. 1576. — Germany, Austria and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between Austria and The Netherlands via Germany. Signed at The Hague, December 17, 1926, at Vienna, January 12, and at Berlin, January 22, 1927... ..	129
No. 1577. — Germany, The Netherlands and Switzerland :	
Agreement concerning the Telephone Service between The Netherlands and Switzerland via Germany. Signed at Berne, February 1, at The Hague, February 11, and at Berlin, February 19, 1927	139
No. 1578. — Germany, The Netherlands and Czechoslovakia :	
Agreement concerning the Telephone Service between The Netherlands, and Czechoslovakia through the Lines established in German Territory. Signed at The Hague, December 18, 1926, at Prague, February 11, and at Berlin, February 22, 1927	149
No. 1579. — Germany, Denmark and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between Denmark and The Netherlands through the Lines established in German Territory. Signed at Copenhagen, February 10, at The Hague, February 17, and at Berlin, February 24, 1927	159
No. 1580. — Belgium and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between Belgium and The Netherlands. Signed at Brussels, February 10, and at The Hague, February 28, 1927... ..	169
No. 1581. — Belgium, Luxemburg and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between the Grand-Duchy of Luxemburg and The Netherlands via Belgium. Signed at The Hague, February 28, at Luxemburg, March 7, and at Brussels, March 18, 1927	179

	Pages
N° 1582. — Belgique, France et Pays-Bas :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la France et les Pays-Bas, par la Belgique. Signé à La Haye, le 5 avril, à Bruxelles, le 14 avril, et à Paris, le 2 mai 1927	189
N° 1583. — Italie et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des lois réglant la navigation et des certificats y relatifs. Rome, le 28 juin 1927	203
N° 1584. — Norvège et Suède :	
Echange de notes concernant la construction d'une voie publique norvégienne qui empruntera le territoire suédois. Stockholm, le 19 novembre 1927	209
N° 1585. — Hongrie et Italie :	
Accord additionnel à la Convention conclue le 27 mars 1924 entre le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre placée en Italie. Signé à Budapest, le 15 mars 1927	221
N° 1586. — Danemark et Italie :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif aux certificats d'origine et aux factures consulaires. Rome, le 26 octobre 1927	229
N° 1587. — France et Japon :	
Protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre l'Indochine et le Japon. Signé à Paris, le 30 août 1927	235
N° 1588. — Libéria et Monaco :	
Convention pour l'extradition des criminels. Signée à Monaco, le 28 octobre 1926	241
N° 1589. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Accord au sujet de l'acquisition de terrains pour la Commission américaine des monuments de guerre. Signé à Washington, le 29 août 1927	253
N° 1590. — Allemagne et Pologne :	
Accord relatif à l'échange des dossiers, avec protocole final et règlement annexé. Signés à Berlin, le 22 décembre 1926	263
N° 1591. — Lettonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de commerce, avec protocole de clôture, annexe (convention douanière), protocole de clôture de la Convention douanière et listes relatives à cette convention, ainsi qu'un second protocole de clôture de la Convention douanière. Signés à Moscou, le 2 juin 1927	321
N° 1592. — France et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité d'entente amicale. Signé à Paris, le 11 novembre 1927	373

	Pages
No. 1582. — Belgium, France and The Netherlands :	
Agreement concerning the Telephone Service between France and The Netherlands via Belgium. Signed at The Hague, April 5, at Brussels, April 14, and at Paris, May 2, 1927	189
No. 1583. — Italy and The Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the mutual Recognition of the Laws regulating Navigation and of the Certificates relating thereto. Rome, June 28, 1927	203
No. 1584. — Norway and Sweden :	
Exchange of Notes concerning the Construction of a Norwegian Public Road through Swedish Territory. Stockholm, November 19, 1927	209
No. 1585. — Hungary and Italy :	
Additional Agreement to the Convention concluded March 27, 1924, between the Kingdom of Hungary and the Kingdom of Italy regarding the Consolidation of the Coupons due for Payment and the Bonds due for Redemption of the Pre-War Hungarian Public Debt issued in Italy. Signed at Budapest, March 15, 1927	221
No. 1586. — Denmark and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Certificates of Origin and Consular Invoices. Rome, October 26, 1927	229
No. 1587. — France and Japan :	
Protocol determining the Régime regarding Establishment and Navigation in Relations between Indo-China and Japan. Signed at Paris, August 30, 1927	235
No. 1588. — Liberia and Monaco :	
Convention for the Extradition of Criminals. Signed at Monaco, October 28, 1926	241
No. 1589. — United States of America and France :	
Agreement for the Acquisition of Sites for Monuments which the American Battle Monuments Commission is to erect in France. Signed at Washington, August 29, 1927	253
No. 1590. — Germany and Poland :	
Agreement concerning the Exchange of Archives, with Final Protocol and Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, December 22, 1926	263
No. 1591. — Latvia and Union of Socialist Soviet Republics :	
Treaty of Commerce, with Final Protocol, Annex (Customs Convention), Final Protocol of the Customs Convention and Lists relating to this Convention and Second Final Protocol of the Customs Convention. Signed at Moscow, June 2, 1927	321
No. 1592. — France and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Friendly understanding. Signed at Paris, November 11, 1927	373

	Pages
N° 1593. — France et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Convention d'arbitrage. Signée à Paris, le 11 novembre 1927	381
N° 1594. — Suisse et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, avec protocole additionnel. Signés à Berne, le 21 décembre 1926	393
N° 1595. — Empire britannique, France, Italie, Japon et Hongrie :	
Accord aéronautique en vue d'assurer l'application de l'article 128 du Traité de Trianon, fait à Paris, le 19 mai 1927 et échange de notes du 12 juillet 1927	407
N° 3B. — Etats-Unis d'Amérique et Mexique :	
Convention prorogeant la durée du mandat de la Commission générale des réclamations prévues par la convention du 8 septembre 1923. Signée à Washington, le 16 août 1927.	459

	Pages
No. 1593. — France and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Arbitration Convention. Signed at Paris, November 11, 1927	381
No. 1594. — Switzerland and Czechoslovakia :	
Agreement concerning reciprocal Legal Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol. Signed at Berne, December 21, 1926.....	393
No. 1595. — British Empire, France, Italy, Japan and Hungary :	
Agreement on Aerial Navigation with a view to the Application of Article 128 of the Treaty of Trianon, done at Paris, May 19, 1927, and Exchange of Notes of July 12, 1927 ...	407
No. 3B. — United States of America and Mexico :	
Convention extending the Duration of the General Claims Commission provided for in Convention of September 8, 1923. Signed at Washington, August 16, 1927	459

N° 1565.

GRÈCE ET TURQUIE

Accord en vue de faciliter l'application de certaines dispositions du Traité de Lausanne et de la Déclaration N° IX annexée à ce traité, signé à Athènes, le 1^{er} décembre 1926, avec annexe, protocole final et déclaration de la même date, ainsi que deux protocoles et un procès-verbal de signature, signés à Angora, le 21 juin 1925.

GREECE AND TURKEY

Agreement to facilitate the Application of certain Provisions of the Treaty of Lausanne and of Declaration No. IX annexed to that Treaty, signed at Athens, December 1, 1926, with Annex, Final Protocol and Declaration of the same Date, as well as two Protocols and a Procès-Verbal of Signature, signed at Angora, June 21, 1925.

N° 1565. — ACCORD¹ ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE EN VUE DE FACILITER L'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE LAUSANNE² ET DE LA DÉCLARATION N° IX ANNEXÉE A CE TRAITÉ. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 1^{ER} DÉCEMBRE 1926.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 15 novembre 1927.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir d'aplanir les difficultés surgies relativement à l'application de certaines dispositions du Traité de Paix de Lausanne et de la Déclaration N° IX annexée à ce traité, ont décidé de conclure un accord en vue de faciliter l'application desdites stipulations de traité et nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur P. ARGYROPOULO, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur SARADJOGLOU CHUKRI bey, président de la Délégation turque à la Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent.

Article premier.

Les biens immeubles situés dans les régions de Grèce soumises à l'échange et appartenant aux musulmans qui ont quitté ces régions avant le 18 octobre 1912 ou résidé de tout temps en dehors de la Grèce, ainsi qu'à tous ressortissants turcs, seront acquis par le Gouvernement hellénique, aux conditions prévues par les articles 5 et 6, si la restitution aux propriétaires en est impossible en raison de leur occupation par des immigrés ou des paysans.

Les biens urbains bâtis ou non bâtis, de même que les bois et forêts et les pâturages d'été, seront rendus, en principe, à leurs propriétaires.

Article 2.

Les biens immeubles sis dans les régions de Turquie dont la population grecque a été échangée et appartenant à des Grecs ayant quitté la Turquie avant le 18 octobre 1912, ou résidé de tout

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 23 juin 1927.

² Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1565. — AGREEMENT² BETWEEN GREECE AND TURKEY TO FACILITATE THE APPLICATION OF CERTAIN PROVISIONS OF THE TREATY OF LAUSANNE³ AND OF DECLARATION No. IX ANNEXED TO THAT TREATY. SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 1, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Agreement took place November 15, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of removing the difficulties which have arisen regarding the application of certain provisions of the Treaty of Peace of Lausanne and of Declaration No. IX annexed to that Treaty, have decided to conclude an agreement with a view to facilitating the application of the said Treaty provisions and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. P. ARGYROPOULO, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency M. SARADJOGLOU CHUKRI Bey, Chairman of the Turkish Delegation to the Mixed Commission for the Exchange of Greek and Turkish populations,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Immovable property situated in districts of Greece to which the exchange applied and belonging to Moslems who left such districts before October 18, 1912, or who have always resided outside Greece, or to any Turkish nationals, shall be acquired by the Greek Government under the conditions provided for in Articles 5 and 6 if it is impossible to restore it to the owners on account of its being occupied by immigrants or peasants.

Urban property, including both land and buildings, together with woods, forests and summer pasture-land shall in principle be restored to their owners.

Article 2.

Immovable property situated in districts of Turkey, the Greek population of which has been exchanged, and belonging to Greeks who left Turkey before October 18, 1912, or who have always

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Athens, June 23, 1927.

³ Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

temps en dehors de ce pays, ainsi qu'à tous ressortissants hellènes, seront acquis par le Gouvernement turc aux conditions fixées dans les articles 5 et 6 et jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'aura acquis le Gouvernement hellénique.

Article 3.

La mesure prévue par les articles qui précèdent s'applique aussi aux mines et aux pêcheries que peuvent posséder les personnes visées par ces mêmes dispositions.

Article 4.

Les termes « musulman », « grec », « ressortissant hellène » et « ressortissant turc », employés dans les articles 1 et 2, désignent aussi bien les personnes physiques que les personnes morales.

Les termes « ressortissant hellène » et « ressortissant turc » ne visent pas les personnes régies par la Convention¹ concernant l'échange des populations grecques et turques.

Article 5.

Les biens à acquérir par les deux Hautes Parties contractantes, conformément aux prescriptions ci-dessus, seront évalués suivant les principes posés dans l'annexe ci-jointe.

Les intéressés auront le droit d'assister à l'évaluation de leurs biens, soit personnellement, soit par fondé de pouvoirs en vertu de procurations individuelles ou collectives.

Article 6.

Les travaux d'évaluation terminés, les montants respectivement dus seront compensés. S'il n'y a pas d'équivalence entre ces montants, le solde sera payé au comptant par le Gouvernement hellénique, qui affecte à cet effet les excédents des revenus soumis au contrôle de la Commission financière internationale jusqu'à concurrence de 500.000 livres sterling.

Au cas où la somme due dépasserait les prévisions ci-dessus, le Gouvernement hellénique s'engage à renouveler, après le premier versement, la garantie donnée conformément à l'alinéa précédent, pour le restant du solde, qui portera un intérêt de 6 %.

Si, la compensation faite, l'un des deux gouvernements se trouve en possession de biens restés en dehors de la liquidation, toutes questions relatives à l'obligation de restituer lesdits biens, notamment celles d'indemnité pour restitution tardive ou de garanties éventuelles, seront décidées par la Commission mixte.

Article 7.

En vue de restreindre l'application du système de compensation ci-dessus prévu, le Gouvernement hellénique aura la faculté de conclure des arrangements spéciaux avec les propriétaires turcs qui voudraient lui vendre leurs immeubles sis en Grèce. Cependant, au cas où de tels achats auront été conclus avant la déstermination du prix moyen régional des biens par la Commission mixte et à un prix inférieur de plus de 35 % à cette moyenne, le propriétaire aura droit à la différence entre le prix obtenu et la moyenne régionale diminuée de 35 %. Une estimation du bien vendu sera faite, en cas de nécessité, par la Commission mixte sur la demande du propriétaire. La différence de prix sera portée au compte de liquidation générale.

Le Gouvernement hellénique se réserve également la faculté de payer au comptant le prix d'estimation de tout bien à acquérir par lui, en l'éliminant du compte de compensation. Le paiement sera fait au Gouvernement turc.

¹ Vol. XXXII; page 75, de ce recueil.

resided outside that country, or to any Greek nationals, shall be acquired by the Turkish Government, under the conditions laid down in Articles 5 and 6, up to the value of the property which the Greek Government may acquire.

Article 3.

The measure provided for under the foregoing Articles shall also refer to any mines or fisheries which may be owned by the persons to whom the said provisions apply.

Article 4.

The terms "Moslem", "Greek national", and "Turkish national" which are used in Articles 1 and 2 shall apply equally to physical and juridical persons.

The terms "Greek national" and "Turkish national" shall not apply to the persons specified in the Convention¹ concerning the Exchange of Greek and Turkish Populations.

Article 5.

The property to be acquired by the two High Contracting Parties in conformity with the foregoing provisions shall be valued according to the principles laid down in the Annexe hereto.

The persons concerned shall be entitled to be present at the valuation of their property either in person or through a legal representative acting in virtue of individual or collective powers of attorney.

Article 6.

When the work of valuation is completed, the sums due on both sides shall be balanced. If these sums do not correspond, the balance shall be paid in cash by the Greek Government, which shall use for this purpose the surplus of the revenues controlled by the International Finance Commission up to a maximum of five hundred thousand pounds sterling.

If the sum to be paid exceeds the foregoing estimate, the Greek Government undertakes to renew, after the first payment, the guarantee given in conformity with the preceding paragraph for the remainder of the balance, which shall bear interest at 6 %.

If, after a balance has been struck, either of the Governments finds itself in possession of property which has not been included in the liquidation, all questions relating to the obligation to restore the said property, particularly questions of compensation for delay in restoration or possible guarantees, shall be decided by the Mixed Commission.

Article 7.

With a view to restricting the application of the method of settlement provided for above, the Greek Government shall be entitled to conclude special agreements with Turkish owners who may wish to sell to that Government their immovable property situated in Greece. Should such purchases, however, have been made before the determination by the Mixed Commission of the average regional price of the property, and a price which is more than 35 % lower than that average, the owner shall be entitled to the difference between the price obtained and the regional average less 35 %. If need be, the Mixed Commission shall, at the owner's request, have the property which has been sold valued. The difference in price shall be entered in the general liquidation account.

The Greek Government also reserves the right to pay in cash the valuation price of any property to be acquired by it and to exclude this amount from the account to be set off. Payment shall be made to the Turkish Government.

¹ Vol. XXXII, page 75, of this Series.

Article 8.

Les biens se trouvant en la possession du propriétaire hellène actuellement établi dans les régions soumises à la compensation et dont la liste est annexée au présent accord, ne peuvent pas être saisis avant leur estimation. Ils n'entreront dans la compensation que sur la demande éventuelle du Gouvernement hellénique. L'exclusion de ces biens de la compensation donnera lieu, après leur estimation, à un versement du Gouvernement hellénique correspondant à leur valeur et à valoir sur la dette à compenser de ce gouvernement.

Le Gouvernement hellénique se réserve la faculté de faire excepter de la compensation tous autres biens visés par l'article 2 en avançant, un mois après leur estimation, une somme correspondant à leur valeur et à valoir sur sa dette à compenser. L'intention du Gouvernement hellénique d'user de cette faculté doit être exprimée quinze jours après l'estimation au plus tard.

Au cas, toutefois, où un bien aurait été affecté à ce jour à un but d'utilité générale, il ne pourra être excepté de la compensation sans l'acquiescement du Gouvernement turc.

Article 9.

Les propriétés rurales et urbaines restées en dehors de l'application de la mesure prévue dans l'article premier, de même que celles situées dans la région de Grèce exceptée de l'échange, seront restituées à leurs propriétaires, libres de toutes charges, dans un délai d'un mois à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Seront également restitués à leurs propriétaires dans le même délai et libres de toutes charges les biens appartenant aux personnes visées par l'article 2 et situés dans les parties de Turquie où l'échange des populations n'a pas été appliqué.

En ce qui concerne les biens situés en Asie-Mineure et en Thrace orientale, leur restitution éventuelle aura lieu dans les mêmes conditions, au fur et à mesure de leur exception de la compensation.

La restitution d'un bien rural doit être intégrale. Néanmoins, un bien peut être restitué partiellement si le propriétaire n'en considère pas la division comme préjudiciable à ses intérêts. Les biens ruraux visés au second alinéa de l'article premier peuvent dans tous les cas être restitués indépendamment du domaine dont ils feraient partie.

Les propriétaires qui seront rentrés en possession de leurs biens, conformément aux dispositions ci-dessus, auront le droit d'en disposer librement et sans aucune entrave.

Article 10.

Toutes dispositions ou mesures prises à titre exceptionnel, soit avant, soit après la mise en vigueur du Traité de Paix de Lausanne, par l'un ou l'autre des deux gouvernements, à l'égard des propriétés visées dans l'article précédent ou à l'égard de la fortune mobilière des ressortissants respectifs, seront levées dès la mise en vigueur du présent accord.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de faire bénéficier réciproquement du présent accord les propriétaires dont les biens ont été frappés d'expropriation dans les pays respectifs, soit avant, soit après la mise en vigueur du Traité de Paix de Lausanne.

Les biens expropriés, ainsi que ceux confisqués ou frappés d'une mesure exceptionnelle à ce jour, seront évalués, conformément à l'annexe ci-jointe comme si les mesures en question n'avaient pas été appliquées. La restitution éventuelle de biens de cette catégorie aux ayants-droit aura lieu dans les conditions fixées par l'article 9.

Article 8.

Property in the possession of Greek owners now established in districts where the system of set-off applies, a list of which is annexed to this Agreement, may not be seized before valuation. The value of such property shall only be set-off if the Greek Government so requests. The latter shall, in respect of such property excluded from set-off, effect payment, after valuation, of a sum corresponding to its value, and on account of the debt of that Government which is to be set-off.

The Greek Government reserves the right to exclude from the system of set-off any other property referred to in Article 2 by advancing, one month after the valuation of such property, a sum corresponding to its value, on account of its debt which is to be set-off. The Greek Government must notify its intention of availing itself of this right fifteen days at latest after the valuation.

Should any property, however, have been appropriated at this date for public utility purposes, it cannot be excluded from set-off without the consent of the Turkish Government.

Article 9.

Rural and urban property to which the provisions of Article 1 do not apply, and property situated in the part of Greece excluded from the exchange shall be restored to the owners free of all charges within one month from the entry into force of this Agreement.

Property belonging to the persons mentioned in Article 2 and situated in parts of Turkey in which the exchange of populations has not been applied shall also be restored to the owners free of all charges within the same period.

Property situated in Asia Minor and Eastern Thrace shall be restored under the same conditions upon being excepted from the system of set-off.

Rural property must be restored in its entirety. Nevertheless, property may be restored in part if the owner does not consider division to be prejudicial to his interests. The rural property mentioned in the second paragraph of Article 1 may in all cases be restored independently of the estate of which it forms part.

Owners who have again entered into possession of their property in conformity with the foregoing provisions shall have the right to dispose of it freely and without hindrance.

Article 10.

Such arrangements and measures as may have been exceptionally taken either before or after the entry into force of the Treaty of Peace of Lausanne by one or other of the two Governments with respect to the property mentioned in the foregoing Article or with respect to the movable assets of the respective nationals, shall be annulled as from the date of the entry into force of this Agreement.

Article 11.

The High Contracting Parties agree to extend the benefits of this Agreement reciprocally to owners whose property was expropriated in the respective countries either before or after the entry into force of the Treaty of Peace of Lausanne.

Expropriated property, and property confiscated or subjected to any exceptional measure at this date, shall be valued, in conformity with the Annex hereto, as if the measures in question had not been applied. Any restoration of property in this category to the persons entitled shall take place under the conditions laid down in Article 9.

Article 12.

Les revenus dont le versement aux propriétaires est prévu par le paragraphe 2 de la Déclaration N° IX annexée au Traité de Paix de Lausanne, formeront un compte de compensation distinct dont le solde sera porté au compte de liquidation générale.

Des règles identiques régiront les revenus afférents à tous autres biens visés par le présent accord.

Il demeure entendu que, sauf arrangement spécial entre les deux gouvernements, toutes difficultés pouvant surgir à propos de ces revenus seront tranchées par la Commission mixte.

Article 13.

Le fait, par les personnes visées dans les articles 1 et 2, d'avoir quitté respectivement les territoires hellénique et turc avant le 18 octobre 1912, ou d'avoir résidé de tout temps en dehors de ces territoires, pourra être établi par tous les moyens de preuve. Dans les cas douteux, cette preuve sera faite par-devant la Commission mixte.

La nationalité d'une personne ne fera pas l'objet d'un examen si elle a été reconnue antérieurement par les autorités du pays où sont situés les immeubles à compenser ou à restituer.

Toutes contestations relatives à la nationalité seront résolues par la Commission mixte, sans préjudice des décisions qui pourront être rendues incidemment par le Tribunal arbitral gréco-turc sur des recours précédemment exercés par les intéressés en conformité des traités.

L'enquête réclamée par l'application des premier et troisième alinéas ci-dessus sera faite dorénavant par un comité *ad hoc* créé au sein de la Commission mixte. Cette disposition ne préjuge pas le sort des décisions déjà rendues à ce sujet.

Article 14.

La Commission mixte d'échange des populations grecques et turques sera chargée de l'application du présent accord.

La Commission mixte constituera les équipes d'évaluation nécessaires dont chacune sera composée d'un expert turc, d'un expert hellène et d'un chef ressortissant d'une Puissance tierce.

Article 15.

Les dispositions du présent accord n'ont d'application qu'à l'égard des ressortissants des Hautes Parties contractantes.

Il est cependant bien entendu que les personnes qui ayant, au moment de la mise en vigueur du Traité de Paix de Lausanne, la qualité de sujet turc ou de sujet hellène, ont acquis postérieurement une nationalité étrangère, conservent tous les droits assurés par les articles 65 et 66 dudit Traité de Paix et par la Déclaration N° IX annexée à ce traité.

Article 16.

Le présent accord visant le mode d'exécution de certains engagements découlant des Traités et autres Actes signés à Lausanne le 24 juillet 1923, ne porte aucune atteinte aux dispositions desdits instruments internationaux qui ne sont pas spécialement visées par les stipulations ci-dessus.

Article 12.

Revenues the payment of which to the owners is laid down in paragraph 2 of Declaration No. IX annexed to the Treaty of Peace of Lausanne shall be set-off in a separate account, the balance of which shall be entered in the general liquidation account.

The same rules shall apply to the revenues derived from any other property mentioned in the present Agreement.

It is understood that, in the absence of a special agreement between the two Governments, such difficulties as may arise in connection with the said revenues shall be settled by the Mixed Commission.

Article 13.

As regards the persons mentioned in Articles 1 and 2, any method of proof may be used to establish the fact of their having left Greek and Turkish territory respectively before October 18, 1912, or of having always resided outside such territory. In doubtful cases, the fact shall be proved before the Mixed Commission.

No enquiry shall be made into the nationality of a person if such nationality was formerly recognised by the authorities of the country where the immovable property to be set-off or restored is situated.

All disputes relating to nationality shall be settled by the Mixed Commission without prejudice to decisions which may incidentally be given by the Greco-Turkish Arbitral Tribunal as a result of action previously taken by the persons concerned in conformity with the Treaties.

Enquiries necessitated by the application of the first and third paragraphs above, shall be henceforth carried out by a committee formed *ad hoc* from among the members of the Mixed Commission. This provision shall not affect decisions which may already have been given on this subject.

Article 14.

It shall be the duty of the Mixed Commission for the Exchange of Greek and Turkish Populations to apply the present Agreement.

The Mixed Commission shall set up the necessary valuation groups, each of which shall be composed of a Turkish expert, a Greek expert and a national of a third Power, who shall be at the head of the group.

Article 15.

The provisions of the present Agreement shall only be applicable to nationals of the High Contracting Parties.

It is, however, understood that persons who were Turkish or Greek subjects at the time of the entry into force of the Treaty of Peace of Lausanne and who afterwards acquired a foreign nationality shall preserve all the rights assured by Articles 65 and 66 of the said Treaty of Peace and by Declaration No. IX annexed thereto.

Article 16.

The present Agreement which refers to the method of executing certain undertakings arising from the Treaties and other Acts signed at Lausanne on July 24, 1923, shall in no way affect those provisions of the said international instruments which are not specially mentioned in the foregoing stipulations.

Les principes admis pour l'estimation des biens visés par le présent accord ne préjugent pas les bases sur lesquelles s'effectuera l'évaluation des biens laissés dans les pays respectifs par les personnes soumises à l'échange.

Article 17.

Le présent accord sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Athènes dans le plus bref délai.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord.

Fait à Athènes, le premier décembre mil neuf cent vingt-six, en deux exemplaires.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

ANNEXE

1. L'estimation des biens sera faite selon les principes ci-dessous :
Les biens seront classés en trois catégories :

A. — Propriétés urbaines comprenant :

- a) Les habitations, magasins et autres bâtiments ;
- b) Les terrains de construction.

B. — Propriétés rurales comprenant :

- a) Les champs et prairies ;
- b) Les vignobles, vergers, figuiers, oliviers, noisetiers, jardins potagers et autres ;
- c) Les pâturages ;
- d) Les bâtiments ruraux ;
- e) Les forêts.

C. — Usines, fabriques, mines et pêcheries.

2. L'estimation de ces biens sera faite isolément pour chaque bien, après enquête sur place.

Les biens urbains et ruraux seront évalués sur la base de leur valeur marchande actuelle. Pour établir cette valeur, on se basera sur ces données :

- a) Les prix de vente des biens de même catégorie et de même genre se trouvant dans la même localité et dans les mêmes conditions ;
- b) Les loyers de ces biens et du bien à évaluer.

3. Les prix de vente et les loyers arbitrairement fixés et s'écartant de ceux fournis par la loi de l'offre et de la demande ne seront pas pris en considération. Tels seraient les loyers et les prix de vente influencés par la loi sur le moratorium ou arrêtés sans le libre consentement du propriétaire.

Seront par contre prises en considération les ventes non visées par des lois et mesures restrictives et légalement conclues sans obtention d'une autorisation spéciale. Les prix de vente de biens ruraux de petite superficie ne constitueront cependant qu'une base indicative pour l'estimation d'immeubles d'étendue plus considérable.

4. Dans les localités où des ventes d'immeubles ruraux n'auraient pas eu lieu dans les trois dernières années, on se basera sur les prix et loyers des régions se trouvant dans des conditions économiques analogues ou, à défaut, sur la productivité des biens à estimer. On entend par productivité le rendement moyen d'une propriété d'après le système de culture (semis, rotation, jachère, intensité) employé d'ordinaire dans les propriétés de même genre dans la même région.

The principles recognised for the valuation of the property referred to in the present Agreement shall not affect the basis on which the valuation of property left in the respective countries by persons liable to exchange shall be effected.

Article 17.

The present Agreement shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Athens, the first day of December, one thousand nine hundred and twenty-six, in duplicate.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

ANNEX.

1. The valuation of the property shall be made according to the following principles :
The property shall be classified in three categories :

A. — Urban property, including :

- (a) Dwelling places, shops and other buildings ;
- (b) Building ground.

B. — Rural property, including :

- (a) Fields and meadows ;
- (b) Vineyards, orchards, fig trees, olive trees, nut trees, market and other gardens ;
- (c) Pasture land ;
- (d) Rural buildings ;
- (e) Forests.

C. — Works, factories, mines and fisheries.

2. The valuation of this property shall be made separately for each item of property after investigation on the spot.

Urban and rural property shall be valued on the basis of the present market value. In order to establish this value the following data shall be taken as a basis :

- (a) The sale price of property of the same category and of the same nature, situated in the same locality and subject to the same conditions ;
- (b) The rent of such property and of the property to be valued.

3. Sale prices and rents arbitrarily fixed and differing from those resulting from the operations of the law of supply and demand shall not be taken into account. Such would be rents and sale prices influenced by the moratorium law or fixed without the free consent of the owner.

On the other hand, sales not affected by laws and measures of restriction and legally concluded without special authorisation being obtained shall be taken into account. The sale prices of rural property of small area shall, however, only be taken as indicating a basis for the valuation of immovable property of greater extent.

4. In places where sales of rural immovable property have not occurred within the last three years, the basis taken shall be the prices and rents in districts where similar economic conditions prevail, or, failing such, the productivity of the property to be valued. By productivity shall be understood the average yield of the property according to the system of cultivation (sowing, rotation, fallow land, intensity) ordinarily applied to property of the same kind in the same district.

S'il s'agit de petites propriétés paysannes on se basera sur les systèmes de culture employés dans la région dans des conditions normales.

5. Les bâtiments ruraux ne seront estimés séparément que s'ils représentent un capital indépendant du capital de l'exploitation agricole. Par exemple, seront estimées les habitations des propriétaires et les installations d'industries rurales (moulins, laiteries, caves).

N'entreront pas dans l'estimation spéciale les écuries, les dépôts, les habitations des ouvriers ou des métayers, les installations d'arrosage, etc. Pour l'estimation de construction rurales dans les localités où les bases du prix marchand ou du loyer feraient défaut, on se basera sur les prix des bâtiments situés dans la ville la plus proche, en tenant compte d'une diminution due à l'éloignement de cette ville.

Les terres affectées actuellement au jardinage ou à d'autres exploitations agricoles, seront évaluées comme terrains de constructions, si elles sont comprises dans le plan des villes et faubourgs.

6. Dans l'estimation des propriétés rurales on ne prendra pas en considération les constructions qui auraient été faites après la dépossession du propriétaire.

7. Dans les localités où il existe un nombre considérable de bâtiments à évaluer se trouvant dans des conditions identiques, on pourra procéder à l'estimation globale de ces biens, en estimant quelques-uns de ces bâtiments seulement et en comparant la valeur actuelle avec celle inscrite dans les registres de l'impôt foncier.

Au cas où cette comparaison présenterait un certain écart, on établira un coefficient à appliquer à tous les bâtiments du même type situés dans la même localité et dans les mêmes conditions.

8. Si le prix d'estimation d'une habitation ou d'un bâtiment à compenser en Turquie est de plus de 10 % inférieur à la valeur inscrite sur les registres dressés consécutivement à la loi du 5 février 1328 relative à l'enregistrement des biens immobiliers, le Gouvernement turc aura la faculté de faire excepter ces biens de la compensation ou de les acquérir au prix porté sur lesdits registres diminué de 10 %.

De même, si le prix d'estimation d'un terrain de construction ou d'un bien rural est de plus de 50 % inférieur au prix d'avant guerre, le Gouvernement turc aura la faculté de le faire excepter de la compensation ou de l'acquérir à la moitié du prix d'avant guerre.

9. En ce qui concerne spécialement les biens situés en Thrace orientale et dans la presqu'île de Vourla, seront appliquées les dispositions suivantes :

Si le prix d'estimation d'une habitation ou d'un bâtiment est de plus de 10 % au-dessous de la valeur inscrite sur les registres dressés consécutivement à la loi turque du 5 février 1328, le Gouvernement hellénique aura la faculté de le faire excepter de la compensation en exprimant son intention à ce sujet dans un délai maximum d'un mois.

Il en sera de même des terrains de construction et des biens ruraux dont le prix d'estimation serait de plus de 50 % inférieur au prix d'avant guerre.

La valeur des biens qui seraient ainsi exceptés de la compensation fera l'objet d'un compte spécial qui sera réglé par priorité dans un délai maximum d'un mois et en sus des sommes à verser, s'il y a lieu, par le Gouvernement hellénique à titre de solde débiteur de la compensation.

10. Les forêts seront estimées d'après leur capacité de rendement, en tenant compte de leur éloignement des centres de communications.

11. L'estimation des terrains à bâtir des zones incendiées de Salonique et de Smyrne sera faite sur la base des prix actuels des ces terrains, les prix moyens obtenus par les ventes aux enchères dans chaque secteur étant considérés, à titre indicatif, comme base de cette estimation.

12. Pour l'estimation des usines, fabriques, mines et pêcheries, on prendra comme base des éléments spéciaux à déterminer par une commission composée de deux techniciens nommés par chacune des deux Hautes Parties et d'un troisième choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'un pays neutre.

Fait à Athènes, en double exemplaire, le 1^{er} décembre 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

In the case of small peasant holdings, the basis shall be the system of cultivation employed in the district under normal conditions.

5. Rural buildings shall only be valued separately if they represent capital which is independent of the capital used in the agricultural undertaking. For example, the owners' dwellings and the buildings and plants of rural industries (mills, dairies, cellars) shall be valued.

Stables, stores, dwellings of labourers or farmers, irrigation installations, etc., shall not be included in the special valuation. For the valuation of rural buildings in places where the market price or the rent cannot be taken as a basis, the basis shall be the prices of buildings situated in the nearest town, a reduction being made on account of the distance from that town.

Land at present used for market gardens or other agricultural undertakings shall be valued as building land if it is included in the area of a town and its suburbs.

6. In valuing rural property, buildings which may have been constructed after the dispossession of the owner shall not be taken into consideration.

7. In places where a large number of buildings in identical conditions has to be valued, an aggregate valuation of such property may be carried out, a few only of the buildings being valued and the present value being compared with that entered in the land taxation registers.

If on comparison a difference is found to exist, a coefficient shall be established and applied to all buildings of the same kind situated in the same locality and subject to the same conditions.

8. If the valuation price of a dwelling-house or building to be set-off in Turkey is more than 10 % lower than the value entered in the registers, which were made out subsequent to the Law of February 5, 1328, relating to the registering of immovable property, the Turkish Government shall be entitled to exclude such property from set-off, or acquire it at the price entered in the said registers, less 10 %.

In the same way, if the valuation price of a building plot or of a rural property is more than 50 % less than the pre-war price, the Turkish Government shall be entitled to have it excluded from set-off or to acquire it for half its pre-war price.

9. As regards more particularly property situated in Eastern Thrace and in the Peninsula of Vurla, the following provisions shall apply:

If the valuation price of a dwelling-place or building is more than 10 % less than the value entered in the registers made out subsequent to the Turkish Law of February 5, 1328, the Greek Government shall be entitled to have it excluded from set-off, due notice being given of its intention to do so within a period not exceeding one month.

The same shall apply to building land and rural property, the valuation price of which is more than 50 % less than the pre-war price.

The value of any property thus excluded from set-off shall be entered in a special account, which shall be given priority and settled within a period not exceeding one month, over and above any sums which the Greek Government may have to pay as the balance owing after set-off.

10. — Forests shall be valued according to their capacity of yield, regard being had to their distance from centres of communication.

11. The valuation of building land in the Salonica and Smyrna zones which were destroyed by fire shall be made on the basis of the present price of such land, the average price obtained at auction sales in each sector being considered as indicating a basis for such valuation.

12. For the valuation of works, factories, mines and fisheries, account shall be taken of special factors to be determined by a Commission composed of two technical experts appointed by each of the High Parties, and of a third expert chosen jointly from among the nationals of a neutral country.

Done at Athens, in duplicate, December 1, 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

LISTE D'IMMEUBLES

APPARTENANT A DES RESSORTISSANTS HELLÈNES ÉTABLIS A SMYRNE, MERSINE ET PENDIK ET SE TROUVANT EN POSSESSION DE LEURS PROPRIÉTAIRES.

A. SMYRNE.

1. Marie Petrou Sassou et Eugénie P. Sassou : Une maison, rue Lazare 88.
2. Ignatius Jean Sclavos, Pauline St. Sclavou et Marie D. Anastassaki : Une maison.
3. Nic. Vassiliou Glytsos : Une maison, rue Messoudjié 125.
4. Nicolas Spyr. Dragonas : Quatre maisons avec un jardin, rue Hendek 22, 24, 26, 28.
5. Calliopi Jean Kaouri : Une maison, rue Binbachi Serafedine 28.
6. Dimitri Divaris : Une maison, rue Caracol N° 5.
7. Pauline Alex. Varibati : Une maison, rue Henkiam 40.
8. Antonia George Kaloumenou : Une maison, rue Meidan 40.
9. Themaïs Thémist. Stylianopoulou : Une maison, rue Banca 1.
10. Lucie Polycarpou Psalti : Une maison avec magasin, rue Tozlou 24.
11. Pierre Jean Armao : Une maison, rue Banca 44.
12. Constantin Ath. Stamatiadis, Theophano Const. Stamatiadis et Jacques Ath. Stamatiadis : Une usine (moulin), Quartier du cimetière. Une maison.
13. Dr Eustache Jean Halkiopoulos : Les 4/7 d'une maison, rue Birindji Cordon 638.
14. Athina J. Halkiopoulo : Une maison, rue Parali Kioprou 129.
15. Antoine Pierre Guizi : Maison, rue Hadji Bekir 23.
16. Jacques Abraam Benghiat : Maison. Haviar Hamami 45.
17. Irène Georges Corfiatou : Maison avec jardin, rue Tramway 769.
18. Judas Abraam : Maison, rue Tocandi 2.
19. Marie Veuve Nicolas Foscolo : Deux maisons et un jardin, rue Tchaciroglou, 28 et Osman Zadé 12.
20. Marie Th. Palamari, née J. Halkiopoulos : Maison, rue Ikindji Cordon 487.
21. Eriphile Panay. Kastritsou : Maison, rue Donan Madji 23.
22. Catherine Const. Vitali, née Corinthiou : Maison, rue Hendik N° 67.
23. Marie Veuve Jean Vitali : Une maison, rue Dermendji 4.
24. Catherine Veuve Nic. Foscolo : Maison, rue Donan Madji Nazli 12.
25. Catherlne Fr. Alberti : Maison, rue Sevda.
26. Dr Raphaël V. Corrès : Maison, rue Saadoulah 21.
27. Marie Fr. Prelorenzo : Maison, rue Caracol 46.
28. Georges Pavlou Vitali : Maison, rue Mouadess Mezar 5.
29. Piere Const. Zallone : Maison, rue Inkiam 16.
30. Victoria Georges Prindizi : Maison, rue Scarayinou 80.
31. Polycarpou Ant. Caloumenos : Maison, rue Mouradié 40.
32. Emilie Jean Caloumenos : Le quart de 3 maisons, rue Mouradié et Sélimié 20, 7 et 9.
33. Steph. Polyc. Dermon : Une maison avec un magasin, rue Station.
34. Antoine Vinc. Damolino : Maison et jardin, rue Mazgema 27.
35. Antoinette Joseph Collaro : Maison 115, Mortakia.
36. Marie J. Fr. Gambéli, née V. Haviara : Maison, rue Henkiam 27.
37. Joseph, Adèle, Marius Gambéli et Marie Psalti : Maison, Donam Madji.
38. François Gambéli : rue Donam Madji 41.
39. Olympia Vve Jean Pestemadjoglou : Maison, rue Gazel 22.
40. Jean Nikiph Vitali et Marie Vitali : Maison, rue Osman Zadé.
41. Philippe Léonard Vitali : Maison, rue Caracol 33.
42. Marguerite Exarhou, née Corsini : Maison, rue Acdenis 25.
43. Héritiers de Sophoclis Adamopoulos : Trois maisons, rue Vassil 18, Caracol 52 et Gomma 16.
44. Sophie Joseph Armacola : Deux maisons, Caracol 23, 25.
45. Rozita C. Zira, née Boretti : Maison, rue Sayesté 31.
46. Marie Xenopoulo, née Batista : Maison, rue Esref Pacha 6.
47. Marie Michel Leshopoulou : Maison, rue Siah 33.
48. Calitsa Zallone : Maison, Yenikislar 47.
49. Vassilia Mologari, née Zamofta : Maison, rue Souzan 3.
50. M^{me} Baldji : Maison.
51. M. Djavelopoulos : Maison.
52. (Rayé).

LIST OF IMMOVABLE PROPERTY

BELONGING TO GREEK NATIONALS ESTABLISHED AT SMYRNA, MERSINA AND PENDIK AND IN POSSESSION OF THE OWNERS.

A. SMYRNA :

1. Maria Petrou Sassou and Eugenia P. Sassou : House, 88, Lazare Street.
2. Ignatios John Sclavos, Paulina St. Sclavou and Maria D. Anastassaki, House.
3. Nic. Vassilion Glytsos : House, 125, Messoujje Street.
4. Nicolas Spyr. Dragonas : Four houses with one garden, 22, 24, 26, 28, Hendek Street.
5. Calliopi John Kaouri : House, 28, Binbachi Serafedine Street.
6. Demetrius Divaris : House, 5, Caracol Street.
7. Paulina Alex. Varibati : House, 40, Henkiam Street.
8. Antonia George Kaloumenou : House, 40, Meidan Street.
9. Themais Themist. Stylianopoulou : House, 1, Banca Street.
10. Lucy Polycarpou Psalti : House with shop, 24, Tozlou Street.
11. Peter John Armao : House, 44, Banca Street.
12. Constantine Ath. Stamatiadis, Theophano Const. Stamatiadis and James Ath. Stamatiadis : Workshop (mill). Cemetery quarter. House.
13. Dr. Eustace John Halkiopoulos : 4/7 of a house, 638, Birinji Cordon.
14. Athena J. Halkiopoulo : House, 129 Parali Kioprou Street.
15. Anthony Peter Guizi : House, 23 Hadji Bekir Street.
16. James Abraam Benghiat : House, 45, Haviar Hamami.
17. Irene Georges Corfiatou : House with garden, 769, Tramway Street.
18. Judas Abraam : House, 2, Tocandi Street.
19. Maria, Widow of Nicolas Foscolo : Two houses and a garden, 28, Chasiroglou Street and 12 Osman Zade.
20. Maria Th. Palamari, née J. Halkiopoulos : House, 487, Ikinji Cordon.
21. Eriphile Panay. Kastritsou : House, 23, Donan Maji Street.
22. Catherine Const. Vitali, née Corinthiou : House, 67, Hendik Street.
23. Maria, Widow of John Vitali : House, 4, Dermenji Street.
24. Catherine, Widow of Nic. Foscolo : House, 12, Donan Maji Nazli Street.
25. Catherine Fr. Alberti : House, Sevda Street.
26. Dr. Raphael V. Corrés : House, 21, Saadoulah Street.
27. Maria Fr. Prelorenzo : House, 46, Caracol Street.
28. George Pavlou Vitali : House, 5, Mouadess Mezar.
29. Peter Const. Zallone : House, 16 Inkiam Street.
30. Victoria George Prindizi : House, 80, Scarayinou Street.
31. Polycarpus Ant. Caloumenos : House, 40 Mouradie Street.
32. Aemilia John Caloumenos : A quarter of three houses. Mouradie and Selimié Streets, 20, 7 and 9.
33. Steph. Polyc. Derman : House with shop. Station Street.
34. Anthony Vinc. Damolino : House and garden. 27, Mazgema Street.
35. Antoinette Joseph Collaro : House 115, Mortakia.
36. Maria J. Fr. Gambeli, née V. Haviara : House, 27 Henkiam Street.
37. Joseph, Adela, Marius Gambeli and Maria Psalti : House, Donam Maji.
38. Francis Gambeli : House, 41, Donam Maji.
39. Olympia, Widow of John Pezmajogliu : House, 22, Gazel Street.
40. John Nikiph. Vitali and Maria Vitali : House, Osman Zade Street.
41. Philip Leonard Vitali : House, 33, Caracol Street.
42. Marguerite Exarhou, née Corsini : House, 25, Acdenis Street.
43. Heirs of Sophocles Adamopoulos : Three houses, 18, Vassil Street, 52, Caracol Street and 16 Gomma Street.
44. Sophia Joseph Armacola : Two houses, 23 and 25, Caracol Street.
45. Rozita C. Zira, née Boretti : House, 31, Sayeste Street.
46. Maria Xenopoulo, née Batista : House, 6, Esref Pacha Street.
47. Maria Michael Leshopoulou : House, 33, Siahi Street.
48. Calitsa Zallone : House, 47, Yenikislar :
49. Vassilia Mologaru, née Zamofta : House, 3, Souzan Street.
50. Mme. Baldji : House.
51. M. Djavelopoulos : House
52. (Struck out).

53. Rocos Galinos : Une maison.
54. Marie Rigou : Une maison.
55. Paul Savopoulos : Une maison.
56. Cather. Vitali : La moitié d'une maison.
57. N. Lefthéris : Un immeuble.

B. MERSINE :

1. André G. Mavromati : Quatre magasins et un dépôt (Quartier Mahmoudié). Une maison (Résidence du Vali). Une maison et cinq magasins (Quartier Chypre). Plusieurs magasins (Quartier Chypre). Une maison en pierre (Banque de Salonique).
2. Georges C. Mavromati : Un han, sis à Adana.
3. Héritiers de Constantin Mavromati : Un champ sis à Youmourtalik. Maison à deux étages (près de l'église orthodoxe). Maison sise à côté de la précédente. Maison sise à côté de la précédente. Maison à deux étages sise à Tarsos (Kouzou Kalé).
4. Héritiers de Christopoulos Dembas : Maison à deux étages et à 19 pièces sise à Tarsos. Dépôt en pierre sis à Tarsos. — Jardin d'arbres fruitiers (60 str.) sur la route de Tarsos à Mersine. Terrain de 2274 p², sis à Tarsos près de la gare. — Trois maisons sises à Gïozhané. Jardin sis à Gïozhané (70 str.) La moitié d'une usine de cotonnades.
5. Grégoire Carayoryi : Terrain de 400 p² (marché de Mersine). Jardins dans la ville de Mersine. (9 str.). — Champ cultivable près de Mersine (29 str.). Champ cultivable près de Mersine (25 str.)
6. David Antoniadis : Maison sise près de la gare.
7. Europi D. Mathioudi : Maison de deux étages sise à Adana (Kourou Kioprou). — Une vigne. Plusieurs champs et terrains.
8. H. Veuve Barouti : Maison en pierre et terrain de 1000 p. à Mersine. Terrain de 1800 p. sis à Mersine.
9. Héritiers de André Nicolaïdis : Maison à un étage avec jardin, de 700 p² à Mersine. Maison de campagne avec jardin de 1 str. (Foundouk Pounar) : Maison à 1 étage à Mersine (Kiooproussou Mahali).
10. Emmanouel Argyriadis : Maison à un étage à Mersine (Bachtassi Mahali). Maison à deux étages près de l'église arabe.

C. PENDIK :

1. Dimitri Lambriadis : Une maison.
2. Nicolas J. Vassilopoulo : Une maison.
3. Timoléon Picmaléon : Une maison.
4. Anguéliki Xenaki : Une maison.
5. Dimitri Aristidou : Une maison.
6. Victoria Koutéli : Une maison.
7. Aristidi Riga : Une maison.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

(N. B.) D'après les informations du Gouvernement hellénique, la valeur des biens ci-dessus mentionnés ne dépasserait pas de beaucoup la somme de 60.000 livres sterling.

P. A. ARGYROPOULO.

SARADJOGLOU CHUKRI.

PROTOCOLE FINAL

I.

Les deux gouvernements s'engagent à prendre les dispositions nécessaires afin que la ratification de l'accord ne soit pas différée au delà du mois de janvier prochain.

Les soussignés conviennent cependant de ce qui suit :

a) Les articles 9, 10 et 13 de l'accord seront mis en vigueur aussitôt après sa signature.

b) La Commission mixte pourra procéder avant la ratification de l'accord à la constitution des équipes prévues par l'article 14, ainsi qu'à tous travaux préliminaires de l'estimation.

53. Rocos Galinos : House.
54. Maria Rigou : House.
55. Paul Savopoulos : House.
56. Cather. Vitali : Half a house.
57. N. Lefthéris : Building.

B. MERSINA :

1. Andrew G. Mavromati : 4 shops and a store (Mahmoudie quarter). A house (Residence of the Vali). A house and five shops (Cyprus quarter). Several shops (Cyprus quarter). Stone house (Salonica Bank).
2. George C. Mavromati. Caravanserai situated at Adana.
3. Heirs of Constantine Mavromati. A field situated at Yumurtalik. Two-storied house (near the Orthodox Church). House adjoining the foregoing. House adjoining the foregoing. Two-storied house at Tarsus (Kouzou Kale).
4. Heirs of Christopoulos Dembas : Two-storied house with 19 rooms at Tarsus : Stone store at Tarsus. Garden with fruit trees (60 str.) on the Tarsus-Mersina road. Land 2,274 sq. p. at Tarsus, near the station. 3 houses at Giozhane. Garden at Giozhane (70 str.). Half of a cotton fabric factory.
5. Gregory Carayoryi : land of 400 sq. p. Mersina market. Garden in the town of Mersina (9 str.). Cultivable field near Mersina (29 str.). Cultivable field near Mersina (25 str.).
6. David Antoniadis : House near the station.
7. Europi D. Mathioudi : Two-storied house at Adana (Kourou Kïoprou). A vineyard. Several fields and land.
8. Heirs of the Widow Barouti : Stone house and land of 1,000 p. at Mersina. Land of 1,800 p. at Mersina.
9. Heirs of Andrew Nicolaidis. One-storey house with garden of 700 p. at Mersina. Country house with garden of 1 str. (Foundouk Pounar). One-storey house at Mersina (Kiolroussou Mahali).
10. Emmanuel Argyriadis : One-storied house at Mersina (Bachtassi Mahali). Two-storied house near the Arab Church.

C. PENDIK.

1. Demetrius Lambriadis : House.
2. Nicolas J. Vassilopoulo : House.
3. Timoleon Picmaleon : House.
4. Angeliki Xenaki : House.
5. Demetrius Aristidou : House.
6. Victoria Kouteli : House.
7. Aristides Riga : House.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) SARADJOGLOU CHUKRI.

(N. B.) According to the information of the Greek Government, the value of the above-mentioned property does not greatly exceed the sum of £60,000.

P. A. ARGYROPOULO.

SARADJOGLOU CHUKRI.

FINAL PROTOCOL.

I.

The two Governments undertake to adopt the necessary measures in order that the ratification of the Agreement shall not be deferred later than next January.

The undersigned, however, agree as follows :

(a) Articles 9, 10 and 13 of the Agreement shall come into force immediately after signature.

(b) The Mixed Commission may proceed, before the Agreement is ratified, to form the groups provided for in Article 14 and to carry out any preliminary work of valuation.

c) Les deux gouvernements se réservent d'examiner ensemble l'opportunité de faire commencer, sous certaines conditions, l'estimation des biens se trouvant en leur possession dans quelques localités avant l'échange des ratifications.

d) Il sera versé au Gouvernement turc par le Gouvernement hellénique, sans attendre la ratification, une somme de quinze millions de drachmes à valoir sur les revenus des biens turcs encaissés par le fisc hellénique. Le Gouvernement hellénique aura cependant la faculté de reporter ultérieurement cette somme au compte des paiements qu'il aura à faire en exécution de l'article 8 de l'accord.

II.

Les biens visés par l'article 2 de l'accord ne devant entrer en compensation que jusqu'à concurrence de la valeur des biens que le Gouvernement hellénique acquerra suivant l'article premier, il est entendu que les immeubles qui, restés éventuellement en dehors de la compensation en Turquie, devraient être rendus à leurs propriétaires, seront situés dans une seule région d'accès facile pour les ressortissants helléniques.

III.

Toutes sommes adjugées par des décisions définitives du Tribunal arbitral gréco-turc dans des matières rentrant dans la sphère d'application des articles 65 et 66 du Traité de Paix de Lausanne, pris en combinaison avec les dispositions de l'accord conclu ce jour, seront portées au compte de compensation et liquidation prévu dans l'article 6 dudit accord, tant que le compte en question n'aura pas été clos.

IV.

Les questions de principe présentant quelque importance et qui pourraient surgir au sein de la Commission mixte à l'occasion des attributions nouvelles que lui confère l'accord signé ce jour et qu'elle n'avait pas à la conclusion de ce dernier sur la base des actes antérieurs fixant sa compétence, seront soumises à l'arbitrage du président du Tribunal arbitral gréco-turc, siégeant à Constantinople. Les sentences de l'arbitre seront obligatoires.

V.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer que, conformément à l'article 6 de la Convention¹ relative à l'établissement et à la compétence judiciaire signée le 24 juillet 1923, et sous réserve des dispositions de l'Accord signé en date de ce jour, aucun ressortissant turc en Grèce et aucun ressortissant hellène en Turquie ne pourra être exproprié de ses biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

VI.

Le présent acte fait partie intégrante de l'accord signé ce jour à Athènes et sera ratifié en même temps que ce dernier.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Athènes en double exemplaire le 1^{er} décembre 1926.

P. A. ARGYROPOULO
SARADJOGLOU CHUKRI.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

(c) The two Governments reserve the right to examine jointly the advisability of beginning, under certain conditions, the valuation of property in their possession in certain places before the exchange of ratifications.

(d) The Greek Government shall pay to the Turkish Government, without waiting for the ratification of the Agreement, a sum of fifteen million drachmae on account of the revenues from Turkish property received by the Greek Treasury. The Greek Government shall, however, be entitled subsequently to enter this sum in the account of the payments which it will have to make under Article 8 of the Agreement.

II.

As the property mentioned in Article 2 of the Agreement may only be set off up to the value of the property which the Greek Government will acquire in accordance with Article 1, it is understood that any immovable property which may have been excluded from set-off in Turkey, and which should therefore be returned to the owners, shall be situated in a single district easily accessible to Greek nationals.

III.

All sums awarded by final decisions of the Greco-Turkish Arbitral Tribunal in matters coming within the sphere of the application of Articles 65 and 66 of the Treaty of Peace of Lausanne, taken in conjunction with the provisions of the Agreement concluded this day, shall be entered in the set-off and liquidation account provided for in Article 6 of the said Agreement, so long as the account in question has not been closed.

IV.

Any important questions of principle arising in the Mixed Commission in connection with the new powers which are conferred upon it by the Agreement signed this day and which, at the time of the conclusion of this Agreement, it did not possess in virtue of the previous instruments determining its competence, shall be submitted to the President of the Greco-Turkish Arbitral Tribunal at Constantinople for arbitration. The awards of the arbitrator shall be binding.

V.

The two High Contracting Parties agree that, in conformity with Article 6 of the Convention¹ respecting conditions of Residence and Business and Jurisdiction signed on July 24, 1923, and subject to the provisions of the Agreement signed this day, the property of Turkish nationals in Greece and of Greek nationals in Turkey may not be expropriated except on grounds of public utility recognised by law as such, and in return for fair compensation to be paid in advance.

VI.

The present Act shall form an integral part of the Agreement signed this day at Athens and shall be ratified at the same time as the latter.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Athens, in duplicate, December 1, 1926.

P. A. ARGYROPOULO.
SARADJOGLOU CHUKRI.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

DÉCLARATION

I.

Les soussignés, agissant en vertu de leurs pleins pouvoirs, déclarent, au nom de leurs gouvernements, respectifs, que l'accord conclu à Athènes en date de ce jour remplace un des actes signés à Angora, le 21 juin 1925, l'« Accord relatif aux biens des Turcs en Grèce et des Hellènes en Turquie ».

II.

Les Protocoles sous N^{os} I et II signés à ladite date à Angora, ainsi que l'acte dit « Procès-verbal de signature », sont maintenus dans la mesure où ils ne sont pas modifiés par le nouvel accord.

Il est cependant bien entendu que le premier paragraphe du protocole sous N^o II est maintenu intact.

III.

Les dispositions arrêtées à Angora le 21 juin 1925 en vue de l'application des articles 2 et 16 de la Convention signée à Lausanne le 30 janvier 1923, seront soumises à la commission mixte pour revêtir la forme de résolution de cette commission dans l'intervalle qui doit s'écouler entre la ratification de l'accord par les pouvoirs compétents des deux pays et l'échange des instruments de ratification.

Etant donné que l'acte contenant les dispositions relatives à l'article 16 précité se réfère à l'Accord signé à Angora le 21 juin 1925, quant au mode de fixation et de paiement de l'indemnité à allouer aux propriétaires des immeubles à exproprier, il est entendu que les clauses de cet ancien accord réglant les points dont il s'agit seront intercalées dans le texte de la résolution y relative de la Commission mixte.

Il est également bien entendu qu'en attendant les résolutions de la Commission mixte, il ne sera procédé de part et d'autre à aucune mesure ou acte quelconque pouvant aggraver l'état de choses actuel, soit au point de vue de la situation personnelle des individus visés par lesdites résolutions, soit à celui de leurs biens et intérêts.

IV.

En ce qui concerne l'évaluation des propriétés qui, d'après l'article IV, alinéa 4, de la résolution interprétative de l'article 16 de la Convention du 30 janvier 1923, doit être éventuellement faite à l'expiration de quatre ans après la mise en vigueur de ladite résolution, par les soins de la Commission mixte, il est convenu que les deux gouvernements auront recours pour faire remplir cette mission, au cas où la Commission mixte viendrait à terminer sa tâche dans l'intervalle, à une commission composée d'un membre turc, d'un membre hellène et d'un président ressortissant d'une Puissance demeurée neutre pendant la guerre de 1914 à 1918, lequel sera choisi d'un commun accord ou, en cas de divergence, par la Cour fédérale suisse, si elle y consent.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dont les pleins pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente déclaration qui fait partie intégrante de l'accord signé ce jour à Athènes et sera ratifiée en même temps que ce dernier.

Fait à Athènes en double exemplaire le 1^{er} décembre 1926.

P. A. ARGYROPOULO.

D. JEVAD.

DECLARATION.

I.

The undersigned, acting in virtue of their full powers, declare on behalf of their respective Governments that the Agreement concluded at Athens this day replaces one of the Acts signed at Angora on June 21, 1925, the " Agreement relating to the property of Turks in Greece and of Greeks in Turkey ".

II.

Protocols Nos. I and II signed on the said date at Angora and the Act called " Procès-verbal of Signature " shall be maintained in so far as they are not modified by the new Agreement. It is, however, understood that the first paragraph of Protocol No. II remains unaffected.

III.

The provisions drawn up at Angora on June 21, 1925, with a view to the application of Articles 2 and 16 of the Convention signed at Lausanne on January 30, 1923, shall be submitted to the Mixed Commission to be given the form of resolutions of the Commission in the interval between the ratification of the Agreement by the competent authorities of the two countries and the exchange of the instruments of ratification .

In view of the fact that the Act containing the provisions relating to the above-mentioned Article 16 has reference to the Agreement signed at Angora on June 21, 1925, as regards the method of fixing and paying the compensation to be given to owners whose immovable property is to be expropriated, it is understood that the clauses of that former agreement settling the points in question shall be inserted in the text of the Mixed Commission's resolution relating thereto.

It is likewise understood that, pending the Mixed Commission's resolutions, no measure or action whatsoever shall be taken by either side which might aggravate the present situation, either from the point of view of the personal position of the individuals mentioned in the said resolutions or from the point of view of their property and interests.

IV.

As regards the valuation of property which, in accordance with Article IV, paragraph 4, of the resolution interpreting Article 16 of the Convention of January 30, 1923, must be made, if necessary, on the expiry of four years after the entry into force of the said resolution by the Mixed Commission, it is agreed that the two Governments, in order to accomplish this task, shall have recourse, should the Mixed Commission terminate its work in the interval, to a Commission composed of a Turkish member, a Greek member and a Chairman, who shall be a national of a Power which remained neutral during the war of 1914 to 1918 and who shall be chosen by common agreement, or, in the case of a difference of opinion, by the Swiss Federal Court if the latter assents thereto.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, whose full powers were found in good and due form, have signed the present Declaration, which shall form an integral part of the Agreement signed this day at Athens and shall be ratified at the same time as the latter.

Done at Athens in duplicate on December 1, 1926.

P. A. ARGYROPOULO.

D. JEVAĐ.

PROTOCOLE N° 1.

Le terme « personne morale » mentionné dans l'accord relatif aux biens signé aujourd'hui comprend l'Union et Progrès, les Sociétés commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés de transport et d'assurance, ainsi que toutes autres associations et personnes morales.

Les actes de procuration présentés par les fondés de pouvoir des propriétaires des biens, dont la restitution est prévue dans le susdit accord, seront légalisés le plus promptement possible par les gouvernements respectifs, la légalisation ne se rapportant qu'à la signature ou au sceau apposé sur ces actes. Toute vérification concernant la nationalité du propriétaire ou le fait par lui d'avoir quitté la Grèce avant le 18 octobre 1912, ou d'avoir résidé de tout temps en dehors de la Grèce, sera faite indépendamment de la légalisation desdits actes de procuration.

En ce qui concerne la « Liste civile », les deux gouvernements sont d'accord pour soumettre cette question à un arbitrage, ou bien pour la résoudre ultérieurement par des négociations directes.

Fait à Angora, en double exemplaire, le 21 juin 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDİ.

PROTOCOLE N° 2.

Tous les musulmans ayant quitté depuis le 18 octobre 1912 les territoires de la Grèce, dont les habitants musulmans doivent être échangés, sont compris dans l'échange par application de l'article 3 de la Convention de Lausanne, nonobstant toutes formalités qu'ils aient pu remplir en exécution de traités ou conventions alors existants et notamment l'option en faveur de la nationalité turque qu'ils aient pu exercer en conformité du Traité d'Athènes.

Toutefois, les personnes qui, ayant quitté les territoires susmentionnés avant ladite date du 18 octobre 1912, mais qui se seraient rendues, depuis cette date, dans leurs pays d'origine pour y faire un court séjour, sans l'intention de s'y fixer à nouveau, ni conserver leur ancienne nationalité hellénique, ne rentrent pas dans les dispositions de l'alinéa précédent.

Le fait de s'être muni après l'année 1918 d'un passeport hellénique pour se rendre en Grèce dans les conditions qui précèdent ne constitue pas en soi une preuve que les intéressés ont conservé la nationalité hellénique, à moins d'être corroboré par d'autres faits, tels que d'avoir séjourné dans le pays pendant plus d'une année, y avoir participé à la vie politique comme électeur ou éligible, accepté des fonctions ou charges publiques, procédé à l'achat ou à la vente d'immeubles en qualité de ressortissant hellène, ainsi que d'avoir esté en justice ou figuré, en cette même qualité, dans un acte authentique notarié ou administratif.

Fait à Angora, en double exemplaire, le 21 juin 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDİ.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

III.

Il est entendu que le protocole N° 1 relatif à l'interprétation du terme « personnes morales » ne concerne en aucune façon les différents biens Vakoufs situés sur le territoire hellénique et relevant du ci-devant ministère de l'Evkaf, la question ne se posant pas à leur sujet, attendu qu'elle a été

PROTOCOL No. I.

The expression "juridical person" in the Agreement relating to property signed this day includes the "Union and Progress", commercial, industrial and financial companies, including transport and insurance companies, and all other associations and corporations.

The powers of attorney presented by the legal representatives of the owners of property, the restoration of which is provided for in the above-mentioned Agreement, shall be legalised as speedily as possible by the respective Governments, which shall, for purposes of legalisation, merely affix their signature or seal to such documents. Any investigations for the purpose of verifying the nationality of the owner or the fact that such owner left Greece before October 18, 1912, or has always resided outside Greece, shall be carried out independently of the legalisation of the said powers of attorney.

As concerns the "civil list", the two Governments agree to submit this question to arbitration or to settle it subsequently by direct negotiation

Done at Angora in duplicate on June 21, 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDI.

PROTOCOL No. 2.

All Moslems who have, since October 18, 1912, left those territories of Greece the Moslem inhabitants of which are to be exchanged, shall be included in the exchange by application of Article 3 of the Convention of Lausanne, notwithstanding any formalities which they may have fulfilled in execution of treaties or conventions then existing, and in particular the option for Turkish nationality which they may have exercised in conformity with the Treaty of Athens.

Nevertheless, persons who left the above-mentioned territories before the said date, October 18, 1912, and returned after that date to their country of origin in order to make a short stay there, but without the intention of again taking up permanent residence there or of retaining their former Greek nationality, shall not be included in the provisions of the foregoing paragraph.

The fact that a person obtained a Greek passport after 1918 in order to proceed to Greece under the foregoing conditions does not in itself constitute a proof that he has retained his Greek nationality, unless it is corroborated by other facts, such as that of having resided in the country for more than a year, participated there in political life as an elector or candidate, accepted public office or responsibilities and bought or sold immovable property as a Greek national, or of having appeared in court or been mentioned, as a Greek national, in an authentic notarial or administrative document.

Done at Angora, in duplicate, June 21, 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDI.

PROCÈS-VERBAL OF SIGNATURE.

III.

It is understood that Protocol No. I relating to the interpretation of the term "juridical persons" does not in any way concern Wakf property situated on Greek territory and under the authority of the former Ministry of the Evkaf; the question does not arise with regard to this

définitivement tranchée par la Convention sur l'échange des populations grecques et turques. Il va de soi que le protocole susmentionné ne concerne pas non plus les biens de toute nature appartenant aux communautés visées dans les articles 8 et 9 de ladite convention sur l'échange qui prescrit leur mode de liquidation.

IV.

Les deux gouvernements s'engagent à entrer en pourparlers, après l'expiration du délai de six mois prévu dans l'article 4 de la résolution à prendre par la Commission mixte concernant l'application de l'article 16 de la Convention de Lausanne, pour la remise des listes des personnes dont le retour sera autorisé aux fins de règlement du statut personnel des personnes visées dans ledit article et qui ne bénéficieraient pas du droit de retour. Toutefois, il est d'ores et déjà entendu que ce règlement ne pourra en aucun cas avoir pour effet de porter une atteinte ni une déchéance quelconque dans les droits patrimoniaux en général et, plus spécialement, dans les droits de succession desdites personnes.

Fait à Angora, en double exemplaire, le 21 juin 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDI.

property as it was finally settled by the Convention concerning the Exchange of Greek and Turkish populations. Obviously the above-mentioned Protocol likewise does not concern property of any kind belonging to the communities specified in Articles 8 and 9 of the said Convention which prescribes their method of liquidation.

IV.

The two Governments undertake to open negotiations, after the expiry of the period of six months provided for in Article 4 of the resolution to be adopted by the Mixed Commission concerning the application of Article 16 of the Convention of Lausanne, for the handing over of the lists of persons whose return will be authorised for the purpose of settling the personal status of the persons specified in the said Article who do not benefit by the right of return. Nevertheless, it is understood that this settlement shall not in any case result in any prejudice to or loss of patrimonial rights in general, and in particular the rights of succession of the said persons.

Done at Angora, in duplicate, June 21, 1925.

G. A. EXINTARIS.

M. HAMDI.

N° 1566.

LUXEMBOURG ET NORVÈGE

Échange de notes comportant un arrangement abrogeant complètement, à titre de réciprocité, le visa obligatoire des passeports des ressortissants des deux pays. Oslo, les 25 août et 26 septembre, et Luxembourg, le 12 septembre 1927.

LUXEMBURG AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the mutual Complete Abolition of the Compulsory Passports Visas for the Nationals of the two States. Oslo, August 25 and September 26, and Luxembourg, September 12, 1927.

N^o 1566. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS LUXEMBOURGEOIS ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT ABROGEANT COMPLÈTEMENT, A TITRE DE RÉCIPROCITÉ, LE VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS DES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS. OSLO, LES 25 AOUT ET 26 SEPTEMBRE, ET LUXEMBOURG, LE 12 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 novembre 1927.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 25 août 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à l'article 2 de l'Arrangement conclu en 1922 entre la Norvège et le Grand-Duché de Luxembourg (ainsi qu'entre la Norvège et la Belgique) relative à la suppression réciproque du visa des passeports le visa consulaire est resté obligatoire pour les ressortissants norvégiens et luxembourgeois (belges) se rendant dans le pays co-contractant pour y séjourner pendant une période excédant trois mois.

En vue de faciliter le trafic des voyageurs entre la Norvège et le Grand-Duché de Luxembourg le Gouvernement du Roi trouve qu'il serait désirable de conclure avec le Gouvernement luxembourgeois un arrangement abrogeant complètement, à titre de réciprocité, le visa obligatoire des passeports des ressortissants des deux pays.

Toutefois, le Gouvernement norvégien est d'avis qu'un tel arrangement ne devra en rien déroger aux prescriptions qui seraient en tout temps en vigueur dans les pays co-contractants, relatives à l'entrée et au séjour des étrangers (voir la nouvelle loi du 22 avril 1927 sur l'entrée des étrangers en Norvège, insérée dans l'exemplaire ci-joint du Bulletin des Lois norvégien (*Norsk Lovtidende*) datée du 25 avril dernier, pp. 283-289).

Je me permets de proposer que l'arrangement prenne effet à la date de l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée. D'après les renseignements que je viens de recevoir, de mon collègue, M. le ministre de la Justice et de la Police, la loi en question entrera probablement en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

L'arrangement pourra se faire par un simple échange de notes.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement luxembourgeois est prêt à conclure un accord avec la Norvège sur les bases ci-dessus indiquées.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1566. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF LUXEMBURG AND NORWAY, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE MUTUAL COMPLETE ABOLITION OF THE COMPULSORY PASSPORTS VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. OSLO, AUGUST 25 AND SEPTEMBER 26, AND LUXEMBURG, SEPTEMBER 12, 1927.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 18, 1927.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

OSLO, August 25, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

Under the terms of Article 2 of the Agreement concluded in 1922 between Norway and the Grand Duchy of Luxemburg (and between Norway and Belgium), concerning the reciprocal abolition of passport visas, the consular visa is still compulsory for Norwegian and Luxemburg (or Belgian) nationals proceeding to the territory of the other Contracting State with the intention of remaining there for a period exceeding three months.

With a view to facilitating passenger traffic between Norway and the Grand Duchy of Luxemburg, His Majesty's Government desires to conclude with the Luxemburg Government an agreement providing for the complete abrogation, on terms of reciprocity, of compulsory passport visas for nationals of the two countries.

The Norwegian Government is of opinion, however, that this agreement should in no way affect the provisions which may be in force at any time in the two Contracting States concerning the admittance and residence of aliens (*vide* the new law of April 22, 1927, concerning the admittance of aliens into Norway, published in the attached copy of the Norwegian Legal Gazette (*Norsk Lovtidende*) of April 25, 1927, pp. 283-289).

I would venture to propose that the agreement should take effect as from the date of the entry into force of the above-mentioned law. According to the information which I have just received from my colleague, the Minister of Justice and Police, the law in question will probably come into force on January 1, 1928.

The agreement might be concluded simply by an exchange of notes.

I should be grateful if you would be good enough to inform me whether the Luxemburg Government is prepared to enter into an agreement with Norway on the lines indicated above.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force January 1, 1928.

Je crois devoir ajouter que je viens de m'adresser à M. le ministre de Belgique à Oslo dans le but de conclure un arrangement de la même nature avec la Belgique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Ivar LYKKE.

Son Excellence Monsieur Bech,
Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement luxembourgeois,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 29 octobre 1927.

Pour le Ministre :
(Signé) W. Foss,
Chef de Division.

GOVERNEMENT
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
N° 12.19 a.

LUXEMBOURG, le 12 septembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'obligeant office du 25 août 1927 par lequel Votre Excellence a bien voulu proposer l'abrogation complète, à titre de réciprocité, du visa obligatoire des passeports dans les relations entre la Norvège et le Grand-Duché.

C'est avec beaucoup de satisfaction que le Gouvernement grand-ducal a pris connaissance de cette proposition contre les dispositions de laquelle il n'a aucune objection à faire. Il est du même avis : que l'arrangement ne doit en rien déroger aux prescriptions qui seraient en tout temps en vigueur dans les pays co-contractants, relatives à l'entrée et au séjour des étrangers.

Le nouvel accord qui prendra effet le 1^{er} janvier 1928, peut être considéré de part et d'autre comme parfaitement établi par l'échange de correspondance qui a eu lieu.

Le Gouvernement grand-ducal ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application du nouveau régime à partir de la date indiquée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Le Ministre des Travaux Publics,

(Signé) A. CLEMANG.

Son Excellence Monsieur Lykke,
Ministre des Affaires étrangères de Norvège,
Oslo.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 29 octobre 1927.

Pour le Ministre :
W. Foss.
Chef de Division.

I desire to inform you further that I have just communicated with the Belgian Minister at Oslo with a view to the conclusion of a similar agreement with Belgium.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Ivar LYKKE.

His Excellency M. Bech,
Minister of State,
President of the Luxemburg Government,
etc., etc., etc.

GOVERNMENT.
FOREIGN AFFAIRS.
No. 12. 19a.

LUXEMBURG, September 12, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the communication of August 25, 1927, in which Your Excellency proposed the complete abrogation, on terms of reciprocity, of compulsory passport visas in relations between Norway and the Grand Duchy.

The Grand Ducal Government has received this suggestion with great satisfaction and has no objection to raise to the terms of your proposal. It shares the view that the agreement should in no way affect the provisions which may be in force at any time in the two Contracting States concerning the admittance and residence of aliens.

The new agreement, which will come into force on January 1, 1928, may be regarded by both Parties as having been concluded in due form by this exchange of correspondence.

The Grand Ducal Government will take such measures as may be necessary to ensure the application of the new system as from the date indicated.

I have the honour to be, etc.,

For the Minister of State, President of the Government,

(Signed) A. CLEMANG.

Minister of Public Works.

His Excellency M. Lykke,
Norwegian Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 26 septembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 12 de ce mois par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement grand-ducal a accepté l'arrangement proposé par le Gouvernement norvégien concernant l'abrogation complète, à titre de réciprocité, du visa obligatoire des passeports des ressortissants des deux pays.

D'accord avec le Gouvernement grand-ducal, le Gouvernement norvégien considère l'entente comme intervenue par l'échange de notes qui a eu lieu et a en conséquence donné les instructions nécessaires pour la mise en application du nouveau régime à partir du 1^{er} janvier 1928.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Ivar LYKKE.

Son Excellence Monsieur Bech,
Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement luxembourgeois,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 29 octobre 1927.

Pour le Ministre :
W. Foss,
Chef de Division.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *September 26, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter of September 12, by which Your Excellency was good enough to inform me that the Grand Ducal Government accepts the agreement proposed by the Norwegian Government concerning the complete abrogation, on terms of reciprocity, of compulsory passport visas for the nationals of the two countries.

The Norwegian Government, like the Grand Ducal Government, regards the agreement as being constituted by the recent exchange of notes, and has accordingly given the necessary instructions for the application of the new system as from January 1, 1928.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Ivar LYKKE.

His Excellency M. Bech,
Minister of State,
President of the Luxemburg Government,
etc., etc., etc.

N° 1567.

BELGIQUE ET SUISSE

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Bruxelles, le 5 février 1927.

**BELGIUM
AND SWITZERLAND**

Treaty of Conciliation, Judicial Sett-
lement and Arbitration. Signed at
Brussels, February 5, 1927.

No. 1567. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BELGIQUE ET LA SUISSE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 5 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 21 novembre 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Belgique et la Suisse et de résoudre, conformément aux principes à la base du Pacte de la Société des Nations, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. BARBEY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Belgique ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous les litiges ayant pour objet un droit, de quelque nature qu'il soit, allégué par une des Parties contractantes et contesté par l'autre, et, notamment, les différends mentionnés à l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui n'auraient pu être réglés, dans un délai raisonnable, par les procédures diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale².

Article 2.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes. Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 12 novembre 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1567. — TREATY ² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND SWITZERLAND. SIGNED AT BRUSSELS, FEBRUARY 5, 1927.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place November 21, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Belgium and Switzerland, and of settling the disputes which may arise between the two countries in accordance with the principles upon which the Covenant of the League of Nations is based, have resolved to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. BARBEY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Belgium ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All disputes relating to a right of any nature whatsoever claimed by one of the Contracting Parties and contested by the other (in particular the disputes mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations), which it may not have been possible to settle within a reasonable time by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice³.

Article 2

In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice and any other conditions fixed between themselves.

The agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties. All points contained therein shall be interpreted by the Court of Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, November 12, 1927.

³ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent, toutefois, de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siègera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 5 du présent traité.

Article 5.

La Commission de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas sera, à défaut d'autre entente, priée de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La Commission de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties, si l'article 16 du présent traité est applicable.

If the agreement is not drawn up within three months from the date on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of Justice by a simple application.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing and shall appoint by common agreement the three other commissioners and, from among the latter, the President of the Commission. These three commissioners may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be in the service of the Contracting Parties. They must all three be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If upon the expiry of the term of office of a member of the Commission no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years. Nevertheless, the Parties reserve the right, on the expiry of the term of three years, to transfer the functions of president to another of the members of the Commission, appointed by common agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

Vacancies which may occur as a result of the death or resignation of any member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Should one of the members of the Conciliation Commission appointed by common agreement by the Contracting Parties be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the Commission's work, the Parties shall agree to appoint a substitute to take his place for the time being. If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Article 5 of the present Treaty shall be applicable.

31

Article 5.

The Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, Her Majesty the Queen of the Netherlands shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 6.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties, if Article 16 of the present Treaty is applicable.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 8.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale, saisie du différend, ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la Commission de conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 7.

Within fifteen days from the date on which one of the Contracting Parties shall have brought a dispute before the Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being any permanent member appointed by it who may be temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Article 8.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission was first notified of the dispute.

If a settlement has not been effected between the Parties, the Commission may, unless the two Commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order a report to be published, setting forth the opinion of each of the members of the Commission, even before the Permanent Court of International Justice, notified of the dispute, has given a final decision.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 11.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 16.

Tous les litiges autres que ceux visés à l'article premier qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis à la Commission permanente de conciliation. Il sera procédé dans ce cas conformément aux articles 7 à 15 du présent traité.

Article 17.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés, pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue, aux articles 4 et 5 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation.

Article 18.

Lorsqu'il y aura lieu à l'arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande

Article 12.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, however, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon, with the consent of their Government.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 14.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall pay an equal share of the joint expenses of the Commission, the emoluments provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 16.

All disputes other than those referred to in Article 1 which may arise between the Contracting Parties and which it may not be possible to settle within a reasonable time by the normal methods of diplomacy shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission. The procedure laid down in Articles 7 to 15 of the present Treaty shall be applicable.

Article 17.

In the event of no agreement being reached between the Parties, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal consisting, in the absence of any other agreement between the Parties, of five members appointed for each individual case, according to the method laid down in Articles 4 and 5 of the present Treaty for the constitution of the Conciliation Commission.

Article 18.

Should recourse be had to arbitration, the Contracting Parties undertake to conclude within three months from the day on which one of the Parties shall have addressed to the other a request

d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure prévue au Titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régira, dans ce cas, le recours à l'arbitrage.

Article 19.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation, à la procédure de règlement judiciaire ou à la procédure d'arbitrage prévues par le présent traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 20.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire, ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas, ou ne permettait qu'imparfaitement, d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation, ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale, ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

Article 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 23.

Le présent traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever, après l'échange des ratifications du présent traité, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

for arbitration a special agreement concerning the subject of the dispute and the methods of procedure.

If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, the procedure laid down in Chapter IV of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be obligatory and shall in this case govern the recourse to arbitration.

Article 19.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the courts, including the administrative tribunals, the defendant Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure of conciliation, judicial settlement or arbitration as laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent judicial authority.

Article 20.

Should the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal find that a decision of a court of law or any other authority of either of the Contracting Parties is wholly or in part contrary to international law and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 21.

During the course of proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration the Contracting Parties shall abstain from all measures likely to exert any influence on the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission, or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice, or the award of the Arbitral Tribunal. For this purpose, the Conciliation Commission, the Court of Justice and the Arbitral Tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article 22.

Any disputes arising as to the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple application.

Article 23.

The present Treaty shall apply only to disputes arising after the exchange of the ratifications of this Treaty in connection with situations or events subsequent to that date.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other agreements in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those agreements.

Article 24.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Brussels as soon as possible.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent traité.

Le présent traité abroge le Traité d'arbitrage¹ conclu entre les Parties contractantes le 15 novembre 1904.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 5 février 1927.

(L. S.) (Signé) Frédéric BARBEY.

(L. S.) (Signé) E. VANDERVELDE.

Pour copie conforme :

Berne, le 23 novembre 1927.

Le Chancelier de la Confédération,
Käslin.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 312.

The present Treaty shall come into force as soon as the ratifications are exchanged and shall remain in force for ten years from that date. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and similarly thereafter for successive periods of five years.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion in accordance with the stipulations of the present Treaty.

The present Treaty abrogates the Treaty of Arbitration¹ concluded between the Contracting Parties on November 15, 1904.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty

Done in duplicate at Brussels on February 5, 1927.

(L. S.) (Signed) Frederic BARBEY.

(L. S.) (Signed) E. VANDERVELDE

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 571.

N° 1568.

BULGARIE ET GRÈCE

Accord commercial provisoire, avec
protocole de signature. Signés à
Athènes, le 28 février 1927.

BULGARIA AND GREECE

Provisional Commercial Agreement,
with Protocol of Signature. Signed
at Athens, February 28, 1927.

N^o 1568. — ACCORD¹ COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LA BULGARIE
ET LA GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 28 FÉVRIER 1927.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 novembre 1927.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, désireux de faciliter les relations économiques entre la Grèce et la Bulgarie, ont décidé, en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif, de conclure un arrangement commercial provisoire et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur André MICHALACOPOULOS, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Monsieur M. Ratcho KOSSEF, ancien ministre plénipotentiaire ;

Monsieur Georges KIOSSEIVANOF, directeur du Département consulaire au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions ci-après.

Article premier.

Le traitement de la nation la plus favorisée sera réciproquement accordé entre la Grèce et la Bulgarie pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous autres droits ou taxes d'importation et d'exportation, le transit, le régime des zones et ports francs et les entrepôts, les prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation, les droits intérieurs ou de port de toute sorte, que ces droits ou taxes soient perçus pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'administrations publiques ou d'institutions d'utilité publique ou de bienfaisance.

Article 2.

La Grèce et la Bulgarie bénéficieront pour l'importation des produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de leurs territoires respectifs du traitement de la nation la plus favorisée, ce terme comprenant les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées postérieurement à des produits similaires d'un tiers pays quelconque, et ce tant en ce qui concerne les droits de douane proprement dits qu'en ce qui concerne tous autres droits ou taxes, de quelque dénomination que ce soit, perçus à l'importation, ou après l'importation, comme taxes intérieures de toutes sortes, y compris le droit de consommation et d'accise.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 14 octobre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1568. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN BULGARIA AND GREECE. SIGNED AT ATHENS, FEBRUARY 28, 1927.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Agreement took place November 27, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, desirous of facilitating economic relations between Greece and Bulgaria, have decided, pending the conclusion of a definitive commercial treaty, to conclude a provisional commercial arrangement, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency M. Andrew MICHALACOPOULOS, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Monsieur Ratcho KOSSEF, former Minister Plenipotentiary; and Monsieur George KIOSSEIVANOF, Director of the Consular Department at the Ministry of Foreign Affairs;

Who, having been duly authorised for that purpose, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Most-favoured-nation treatment shall be reciprocally granted by Greece and Bulgaria in all matters relating to Customs duties and all other import and export duties and charges, transit, the régime of free zones and ports, bonded warehouses, import and export prohibitions and restrictions, and internal or port duties of any kind, whether these duties or charges are levied on account of the State or of provinces, communes, public administrations or public utility or charitable institutions.

Article 2.

As regards the importation of products of the soil and of industry originating in and coming from their respective territories, Greece and Bulgaria shall enjoy most-favoured-nation treatment, which shall include favours granted now or hereafter to similar products of any third country in respect both of actual Customs duties and of all other duties or charges of whatever denomination levied on or after importation as inland revenue of any kind, including consumption duty and excise.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Athens, October 14, 1927.

Les raisins secs de Corinthe, produit hellénique, seront assimilés, pendant la durée du présent arrangement, au point de vue des droits d'entrée et taxes intérieures de toutes sortes, et quelle qu'en soit la dénomination, ainsi qu'à tous autres égards aux autres raisins secs de toute autre provenance.

Article 3.

Il en sera de même pour les exportations à destination du pays de l'une des Parties contractantes qui ne seront pas grevées par l'autre Partie de droits ou taxes autres plus élevés que les objets similaires exportés dans le pays le plus favorisé.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, admis à exercer le commerce sur le territoire de l'autre Partie, ne seront pas soumis, dans les ports, villes et autres lieux du pays respectif, à des droits, taxes, impôts et patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les ressortissants des deux Parties contractantes auront, en se conformant aux lois du pays respectif, le droit d'ester en justice et seront dispensés de la *cautio judicatum solvi*.

Article 6.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues, sur le territoire de l'autre Partie comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'ester en justice. Elles seront réciproquement dispensées de la *cautio judicatum solvi*.

Les sociétés de l'une des Parties contractantes, qui auront été admises, sur le territoire de l'autre Partie, conformément aux lois et règlements sur les sociétés étrangères qui y sont en vigueur, à exercer leur activité, ne seront pas soumises respectivement à des droits, taxes, impôts et patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les sociétés de la nation la plus favorisée.

Article 7.

De même, le traitement de la nation la plus favorisée est garanti en matière de navigation. Le même traitement est également garanti à la navigation sur les voies navigables intérieures.

Article 8.

Le présent arrangement est conclu pour une durée indéterminée et pourra prendre fin à tout moment sur préavis de trois mois.

During the period of validity of the present Agreement, currants which are products of Greece shall, for the purpose of import duty and internal taxation of all kinds, under whatever denomination, and in all other respects, be assimilated to other dried grapes of any other origin.

Article 3.

The same shall apply to exports to the country of either of the Contracting Parties, which shall not be subjected by the other Party to duties or charges other or higher than those leviable upon similar articles exported to the most favoured country.

Article 4.

Nationals of either of the Contracting Parties who are allowed to engage in commerce in the territory of the other shall not be subject in ports, towns or other places in the country of that Party to payment of duties, charges, taxes or licence-fees, under whatever denomination, other or higher than those which are or may hereafter be leviable upon the nationals of the most favoured nation.

Article 5.

Nationals of both Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country concerned, have the right to appear in courts of law and shall be exempt from the *cautio judicatum solvi*.

Article 6.

Joint stock companies and other commercial, industrial, agricultural or financial companies, including shipping and insurance companies, having their headquarters in the territory of either of the High Contracting Parties and being legally constituted there, shall be recognised in the territory of the other Party as possessing a legal existence and shall possess the right to appear in courts of law there. They shall, on a reciprocal basis, be exempt from the *cautio judicatum solvi*.

Companies of either of the Contracting Parties which have been allowed to carry on their activities in the territory of the other Party in accordance with the laws and regulations regarding foreign companies which are in force there shall not be subject to payment of duties, charges, taxes or licence-fees, under whatever denomination, other or higher than those which are or may hereafter be leviable upon companies of the most favoured nation.

Article 7.

Most-favoured-nation treatment shall similarly be assured in regard to navigation. The same treatment shall also be assured for navigation on inland navigable waterways.

Article 8.

The present Agreement is concluded for an indefinite period and may be terminated at any time at three months' notice.

Il sera soumis à ratification et les ratifications en seront échangées à Athènes.
Il entrera en vigueur cinq jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leur cachet.

Fait en double, à Athènes, le vingt-huit février mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) A. MICHALACOPOULOS.

(L. S.) R. KOSSEF.

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord commercial provisoire entre la Grèce et la Bulgarie en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires respectifs tiennent à constater que cet accord, notamment les articles 4 et 6, ne modifient point le *statu quo* existant en vertu des traités en vigueur, en ce qui concerne l'établissement des ressortissants et sociétés respectifs sur le territoire de l'autre Partie.

Fait, en double, à Athènes, le 28 février 1927.

A. MICHALACOPOULOS.

R. KOSSEF.

G. KIOSSEIVANOV.

It shall be subject to ratification and the ratifications shall be exchanged at Athens.
It shall come into force five days after the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, February the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) A. MICHALACOPOULOS.

(L. S.) R. KOSSEF.

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the provisional commercial agreement of to-day's date between Greece and Bulgaria, the respective Plenipotentiaries hereby place it on record that that agreement, particularly Articles 4 and 6 thereof, in no way modifies the *status quo* existing in virtue of the treaties in force regarding the settlement of nationals and the establishment of companies of one Party in the territory of the other.

Done in duplicate at Athens, February 28, 1927.

A. MICHALACOPOULOS.

R. KOSSEF.

G. KIOSSEIVANOV.

N° 1569.

GRÈCE ET ROUMANIE

Échange de notes comportant un
accord commercial provisoire.
Athènes, le 28 mars 1927.

GREECE AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Athens, March 28, 1927.

N° 1569. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HELLÉNIQUE ET ROUMAIN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISoire. ATHÈNES, LE 28 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 novembre 1927.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRÈCE AU MINISTRE DE ROUMANIE, A ATHÈNES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. Comme suite à l'entretien que j'ai eu avec Votre Excellence, j'ai l'honneur de lui confirmer par la présente, au nom de mon gouvernement, qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre la Grèce et la Roumanie, nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

2. La Roumanie bénéficiera pour l'importation en Grèce des produits du sol et de l'industrie, originaires et de provenance de son territoire, du traitement de la nation la plus favorisée, ce terme comprenant les faveurs accordées actuellement ou à accorder postérieurement à des produits similaires d'un tiers pays quelconque. Réciproquement, la Grèce jouira du même traitement pour les produits du sol et de l'industrie helléniques à leur entrée en Roumanie.

3. Il est toutefois entendu que la Grèce et la Roumanie ne pourront pas se prévaloir d'un régime de faveur qui, pour des raisons locales, serait accordé par l'un des deux pays aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

4. D'une manière générale le traitement de la nation la plus favorisée, sera accordé pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, qu'il s'agisse de personnes, de sociétés, de navires et de marchandises, et, notamment, pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous autres droits ou taxes d'importation et d'exportation, le transit, le régime des zones et ports francs et les entrepôts, les prohibitions ou restrictions d'entrée ou de sortie, les droits intérieurs ou de port de toute sorte, que ces droits ou taxes soient perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes, d'administrations publiques ou d'institutions d'utilité publique ou de bienfaisance.

5. Les marchandises originaires de chacun des pays contractants jouiront également dans l'autre pays, respectivement, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le transport par chemin de fer ou par n'importe quel autre moyen.

6. De même, les chalands battant pavillon grec et qui sont affectés au trafic dans les eaux du Danube, jouiront des mêmes facilités qui sont ou qui seraient accordées par le Gouvernement roumain aux chalands de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement roumain consent notamment que les taxes d'exportation prévues par les lois et règlements roumains auxquelles sont imposées les marchandises destinées à l'exportation

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1569. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HELLENIC AND ROUMANIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ATHENS, MARCH 28, 1927.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 21, 1927.

I.

THE GREEK MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ROUMANIAN MINISTER AT ATHENS.

YOUR EXCELLENCY,

1. With reference to my conversation with Your Excellency, I have the honour to send you on behalf of my Government the present confirmatory note to the effect that, pending the conclusion of a definitive treaty of commerce between Greece and Roumania, we have agreed upon the following :

2. As regards the importation into Greece of products of the soil and of industry originating in and coming from Roumanian territory, Roumania shall enjoy most-favoured-nation treatment, which shall include the favours granted now or hereafter to similar products of any third country. Greece shall reciprocally enjoy the same treatment as regards products of the soil and industry of Greece on entry into Roumania.

3. It is understood, however, that Greece and Roumania may not claim the benefits of any privileged régime which for local reasons may be granted by either country to adjoining States for the purpose of facilitating frontier traffic.

4. Most-favoured-nation treatment shall in general be granted in all matters relating to commerce, industry and navigation, whether in regard to persons, companies, vessels or merchandise, and, in particular, in all matters relating to Customs duties and all other import or export duties or charges, transit, the régime of free zones and free ports, bonded warehouses, import and export prohibitions and restrictions and internal or port duties of any kind, whether such duties or charges be levied on account of the State or of provinces, communes, public administrations or public utility or charitable institutions.

5. Merchandise originating in either of the contracting countries shall also be accorded most-favoured-nation treatment in the other country as regards transport by rail or by any other means.

6. Similarly, barges flying the Greek flag and engaged in traffic on the waters of the Danube shall be accorded the same facilities as are or may hereafter be granted by the Roumanian Government to barges of the most favoured nation.

The Roumanian Government agrees that export charges provided for by the Roumanian laws and regulations and leviable on merchandise which is to be exported and will be loaded on

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et qui seront chargées sur les chalands battant pavillon hellénique, soient payées au port d'exportation, ceci contre la présentation d'une lettre de garantie d'une banque agréée par le Ministère des Finances roumain.

7. En outre, étant donné que la Roumanie, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée bénéficie également pour ses produits de toutes les réductions tarifaires, au-dessous du minimum du tarif hellénique consolidées par la Grèce au profit des Puissances avec lesquelles elle a déjà conclu des traités de commerce définitifs, le Gouvernement roumain déclare que, de son côté, les raisins secs de Corinthe, produit hellénique, ne seront frappés pendant la durée du présent arrangement, à leur importation en Roumanie, d'un droit d'entrée supérieur à 10 fr.-or les cent kg. En outre, les raisins secs de Corinthe seront exempts en Roumanie de la taxe de commission de 2 % *ad valorem*, ainsi que de la taxe de consommation de 1 leu pour un kg.

8. Le présent arrangement est conclu pour une durée indéterminée et pourra prendre fin à tout moment sur préavis de trois mois.

9. Il entrera en vigueur cinq jours après la signature.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. MICHALACOPOULOS.

II.

LÉGATION ROYALE
DE ROUMANIE.

N° 760.

LE MINISTRE DE ROUMANIE A ATHÈNES AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRÈCE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. Comme suite à l'entretien que j'ai eu avec Votre Excellence, j'ai l'honneur de lui confirmer par la présente, au nom de mon gouvernement, qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre la Roumanie et la Grèce, nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

2. La Roumanie bénéficiera pour l'importation en Grèce des produits du sol et de l'industrie originaires et de provenance de son territoire, du traitement de la nation la plus favorisée, ce terme comprenant les faveurs accordées actuellement ou à accorder postérieurement à des produits similaires d'un tiers pays quelconque. Réciproquement, la Grèce jouira du même traitement pour les produits du sol et de l'industrie helléniques à leur entrée en Roumanie.

3. Il est toutefois entendu que la Grèce et la Roumanie ne pourront pas se prévaloir d'un régime de faveur qui pour des raisons locales serait accordé par l'un des deux pays aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

4. D'une manière générale, le traitement de la nation la plus favorisée sera accordé pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie et la navigation, qu'il s'agisse de personnes, de sociétés, de navires et de marchandises, et, notamment, pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous autres droits ou taxes d'importation et d'exportation, le transit, le régime des zones et ports francs et les entrepôts, les prohibitions ou restrictions d'entrée ou de sortie, les droits intérieurs ou de port de toute sorte, que ces droits ou taxes soient perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes, d'administrations publiques ou d'institutions d'utilité publique ou de bienfaisance.

5. Les marchandises originaires de chacun des deux pays contractants jouiront également dans l'autre pays, respectivement, du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le transport par chemin de fer ou par n'importe quel autre moyen.

6. De même, les chalands battant pavillon grec et qui sont affectés au trafic dans les eaux du Danube, jouiront des mêmes facilités qui sont ou qui seraient accordées par le Gouvernement roumain aux chalands de la nation la plus favorisée.

barges flying the Greek flag may be payable at the port of exportation on production of a letter of guarantee from a bank approved by the Roumanian Minister of Finance.

7. Further, since under the most-favoured-nation clause Roumanian products are allowed all tariff reductions below the Greek minimum tariff which have been consolidated by Greece for the benefit of the Powers with which Greece has already concluded definitive treaties of commerce, the Roumanian Government declares that currants of Greek production shall not during the validity of the present Agreement be subject on importation into Roumania to import duty higher than 10 gold francs per 100 kg. Further, currants shall be exempt in Roumania from the commission charge of 2 % *ad valorem* and the consumption tax of 1 leu per kg.

8. The present Agreement shall be concluded for an indefinite period and may be terminated at any time at three month's notice.

9. It shall come into force five days after signature.

I have the honour to be, etc.,

A. MICHALACOPOULOS.

II.

ROYAL
ROUMANIAN LEGATION.

No. 760.

THE ROUMANIAN MINISTER AT ATHENS TO THE GREEK MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

1. With reference to my conversation with Your Excellency, I have the honour to send you on behalf of my Government the present confirmatory note to the effect that, pending the conclusion of a definitive treaty of commerce between Roumania and Greece, we have agreed upon the following :

2. As regards the importation into Greece of products of the soil and of industry originating in and coming from Roumanian territory Roumania shall enjoy most-favoured-nation treatment, which shall include the favours granted now or hereafter to similar products of any third country. Greece shall reciprocally enjoy the same treatment as regards products of the soil and industry of Greece on entry into Roumania.

3. It is understood, however, that Greece and Roumania may not claim the benefits of any privileged régime which for local reasons may be granted by either country to adjoining States for the purpose of facilitating frontier traffic.

4. Most-favoured-nation treatment shall in general be granted in all matters relating to commerce, industry and navigation, whether in regard to persons, companies, vessels or merchandise, and, in particular, in all matters relating to Customs duties and all other import or export duties or charges, transit, the régime of free zones and free ports, bonded warehouses, import and export prohibitions and restrictions, and internal or port duties of any kind, whether such duties or charges be levied on account of the State or of provinces, communes, public administrations or public utility or charitable institutions.

5. Merchandise originating in either of the contracting countries shall also be accorded most-favoured-nation treatment in the other country as regards transport by rail or by any other means.

6. Similarly, barges flying the Greek flag and engaged in traffic on the waters of the Danube shall be accorded the same facilities as are or may hereafter be granted by the Roumanian Government to barges of the most favoured nation.

Le Gouvernement roumain consent notamment que les taxes d'exportation prévues par les lois et règlements roumains auxquelles sont imposées les marchandises destinées à l'exportation et qui seront chargées sur les chalands battant pavillon hellénique, soient payées au port d'exportation, ceci contre la présentation d'une lettre de garantie d'une banque agréée par le Ministère des Finances roumain.

7. En outre, étant donné que la Roumanie, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée bénéficie également pour ses produits, de toutes les réductions tarifaires, au-dessous du minimum du tarif hellénique consolidées par la Grèce au profit des Puissances avec lesquelles elle a déjà conclu des traités de commerce définitifs, le Gouvernement roumain déclare que, de son côté, les raisins secs de Corinthe, produit hellénique, ne seront frappés pendant la durée du présent arrangement, à leur importation en Roumanie d'un droit d'entrée supérieur à 10 fr.-or les cent kg. En outre, les raisins secs de Corinthe seront exempts en Roumanie de la taxe de commission de 2 % *ad valorem*, ainsi que de la taxe de consommation de 1 leu pour un kilo.

8. Le présent arrangement est conclu pour une durée indéterminée et pourra prendre fin à tout moment sur préavis de trois mois.

9. Il entrera en vigueur cinq jours après la signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Langa RASCANO.

The Roumanian Government agrees that export charges provided for by the Roumanian laws and regulations and leviable on merchandise which is to be exported and will be loaded on barges flying the Greek flag may be payable at the port of exportation on production of a letter of guarantee from a bank approved by the Roumanian Minister of Finance.

7. Further, since under the most-favoured-nation clause Roumanian products are allowed all tariff reductions below the Greek minimum tariff which have been consolidated by Greece for the benefit of the Powers with which Greece has already concluded definitive treaties of commerce, the Roumanian Government declares that currants of Greek production shall not during the validity of the present Agreement be subject on importation into Roumania to import duty higher than 10 gold francs per 100 kg. Further, currants shall be exempt in Roumania from the commission charge of 2 % *ad valorem* and the consumption tax of 1 leu per kg.

8. The present Agreement shall be concluded for an indefinite period and may be terminated at any time at three months' notice.

9. It shall come into force five days after signature.

I have the honour to be, etc.,

Langa RASCANO.

N° 1570.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. La Haye, les 25 janvier et 1^{er} mars 1927.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. The Hague, January 25 and March 1, 1927.

N^o 1570. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES CITOYENS DES DEUX ÉTATS. LA HAYE, LES 25 JANVIER ET 1^{er} MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1927.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction juridique.

N^o 37853.

LA HAYE, le 25 janvier 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La possibilité d'arriver à l'abolition réciproque de l'obligation du visa pour les ressortissants de nos deux pays a été à l'étude auprès des autorités néerlandaises ; elle a été l'objet de conversations entre Votre Excellence et le chef de la Direction juridique de mon département.

J'ai maintenant l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine est prêt à dispenser les ressortissants autrichiens, se rendant aux Pays-Bas, de l'obligation du visa néerlandais, sous réserve de la réciprocité à accorder par le Gouvernement autrichien aux ressortissants néerlandais se rendant en Autriche. Les ressortissants des deux pays seraient, par conséquent, admis réciproquement sur la simple production de leur passeport national valable.

Toutefois, dans la pensée du Gouvernement de la Reine, cet arrangement, qui ne s'applique qu'à la métropole, devra laisser intact le droit des deux gouvernements soit de mettre fin au séjour du ressortissant néerlandais ou autrichien qui se serait montré indésirable ou dangereux au point de vue du maintien de l'ordre et de la sûreté générale dans l'autre pays, soit de lui interdire d'y retourner. Il est bien entendu que l'abolition du visa laissera également intacte la faculté des deux gouvernements de prendre, le cas échéant, pour la protection du marché du travail intérieur, des mesures concernant le travail salarié des étrangers.

Si le Gouvernement autrichien était d'accord sur les termes de cet arrangement, il pourrait, de l'avis du Gouvernement néerlandais, après la réponse favorable de Votre Excellence et sans autres formalités, entrer en vigueur le 15 mars prochain.

En vue de la possibilité que l'abolition du visa, qui n'a pour but que de faciliter les conditions de voyage des ressortissants réciproques, donne lieu à une immigration de personnes sans travail, mon collègue, M. le ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie attacherait du prix à ce que, avant l'entrée en vigueur de l'arrangement, le Gouvernement de la République d'Autriche voulût

¹ Entré en vigueur le 15 mars 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1570. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE AUSTRIAN AND THE NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE ABOLITION OF PASSPORTS VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. THE HAGUE, JANUARY 52 AND MARCH 1, 1927.

French official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 22, 1927.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Legal Section.

No. 37853.

THE HAGUE, *January 25, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

The possibility of arriving at the mutual abolition of compulsory visas for the nationals of our two countries has been under consideration by the Netherlands authorities, and has been the subject of conversations between Your Excellency and the Head of the Legal Section of my Department.

I have now the honour to inform Your Excellency that the Royal Government is prepared to exempt Austrian nationals proceeding to the Netherlands from the obligation of obtaining a Netherlands visa subject to reciprocal treatment being granted by the Austrian Government to Netherlands nationals proceeding to Austria. The nationals of the two countries would in consequence be reciprocally admitted on production only of a valid national passport.

Nevertheless, in the Royal Government's view, this arrangement, which would only apply to the mother country, should not affect the right of the two Governments either to expel a Netherlands or Austrian national who may prove undesirable or dangerous from the point of view of the maintenance of order and general security in the other country, or to forbid such person from returning thither. It is understood, moreover, that the abolition of visas shall not affect the right of the two Governments to take any measures that may be necessary with regard to the paid labour of foreigners for the purpose of protecting the home market.

If the Austrian Government agrees to the terms of this Agreement, the Netherlands Government considers that, after Your Excellency's conforming to the Agreement, it might enter into force as from March 15 next without other formalities.

In view of the possibility that the abolition of visas, which is only intended to provide improved travelling facilities for the nationals of the two countries, might lead to an immigration of unemployed, my colleague, the Minister of Labour, Commerce and Industry, would be glad if the Government of the Austrian Republic, before the entry into force of the Agreement, would warn

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force March 15, 1927.

bien faire avertir les ouvriers autrichiens de ne pas chercher du travail aux Pays-Bas, étant donné les conditions actuelles du marché du travail en ce pays.

En attendant la réponse de Votre Excellence, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre,
Le Secrétaire général :
 (Signature) SNOUCK HURGONJE.

A Son Excellence
 Monsieur Duffek,
 Envoyé extraordinaire et
 Ministre plénipotentiaire d'Autriche.

LÉGATION D'AUTRICHE.

N° 490.

LA HAYE, le 1^{er} mars 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la Note N° 37853 (Direction juridique) du 25 janvier dernier, relative à l'abolition du visa entre l'Autriche et les Pays-Bas ; je n'ai pas manqué de soumettre cette note à mon gouvernement qui, avec vive satisfaction, a pris connaissance de l'obligeante proposition du Gouvernement royal.

Je suis heureux de pouvoir maintenant porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil des ministres, ayant adhéré à ladite proposition, m'autorise à déclarer, au nom de mon gouvernement, ce qui suit :

Le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche est prêt à dispenser les ressortissants néerlandais, se rendant en Autriche, de l'obligation du visa autrichien, sous réserve de la réciprocité à accorder par le Gouvernement néerlandais aux ressortissants autrichiens se rendant aux Pays-Bas. Les ressortissants des deux pays seraient, par conséquent, admis réciproquement sur la simple production de leur passeport national et valable.

Le Gouvernement fédéral a pris connaissance de ce que cet arrangement — en tant qu'il s'agit de voyages de ressortissants autrichiens aux Pays-Bas — ne s'applique pas aux colonies et territoires néerlandais situés outre mer, de sorte que les Autrichiens se rendant dans ces parages seront, comme par le passé, obligés de faire apposer sur leurs passeports le visa de l'autorité néerlandaise compétente.

Il est de même entendu que cet arrangement devra laisser intact le droit des deux gouvernements, soit de mettre fin au séjour du ressortissant autrichien ou néerlandais qui se serait montré indésirable ou dangereux au point de vue du maintien de l'ordre et de la sûreté générale dans l'autre pays, soit de lui interdire d'y retourner. Il est bien entendu que l'abolition du visa laissera également intacte la faculté des deux gouvernements de prendre, le cas échéant, pour la protection du marché du travail intérieur, des mesures concernant le travail salarié des étrangers.

Le Gouvernement fédéral est, enfin, d'accord avec le Gouvernement royal de faire entrer en vigueur cet arrangement, sans autres formalités, le 15 mars 1927 ; il vient, par conséquent, de donner les ordres respectifs. De même, les dispositions nécessaires ont été prises pour qu'il soit tenu compte du vœu exprimé par Son Excellence Monsieur le ministre néerlandais du Travail, du Commerce et de l'Industrie, portant que, avant l'entrée en vigueur de l'arrangement, les ouvriers autrichiens soient avertis de ne pas chercher du travail aux Pays-Bas, étant donné les conditions actuelles du marché du travail en ce pays.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) DUFFEK.

A Son Excellence
 Monsieur le Ministre des Affaires étrangères
 du Royaume des Pays-Bas,
 La Haye.

Austrian workmen not to seek employment in the Netherlands owing to the present conditions of the labour market in that country.

Awaiting Your Excellency's reply, I have the honour to be, etc.,

(Signed) SNOUCK HURGONJE,
Secretary General.
For the Minister.

To His Excellency
M. Duffek,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Austria.

AUSTRIAN LEGATION.

No. 490.

THE HAGUE, March 1, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 37853 (Legal Section) of January 25 last, regarding the abolition of visas between Austria and the Netherlands. I duly submitted this Note to my Government, which had great pleasure in taking cognisance of the Royal Government's proposal.

I am glad to be now in a position to inform Your Excellency that the Council of Ministers, having accepted the said proposal, authorises me to make the following declaration on behalf of my Government :

The Federal Government of the Austrian Republic is prepared to exempt Netherlands nationals proceeding to Austria from the obligation of obtaining an Austrian visa, subject to reciprocal treatment being granted by the Netherlands Government to Austrian nationals proceeding to the Netherlands. The nationals of the two countries should in consequence be reciprocally admitted on production only of a valid national passport.

The Federal Government has noted that, in so far as this arrangement concerns journeys undertaken by Austrian nationals to the Netherlands, it does not apply to the Netherlands overseas colonies and territories, so that Austrians proceeding thereto will be obliged, as in the past, to have their passports *visé* by the competent Netherlands authority.

It is also understood that this Agreement shall not affect the right of the two Governments either to expel an Austrian or Netherlands national who may prove undesirable or dangerous from the point of view of the maintenance of order and general security in the other country, or to forbid such person from returning thither. It is understood moreover that the abolition of visas shall also not affect the right of the two Governments to take any measures that may be necessary with regard to the paid labour of foreigners for the purpose of protecting the home market.

Lastly, the Federal Government agrees with the Royal Government that this arrangement should enter into force without other formalities as from March 15, 1927, and has given the necessary instructions to this effect. Further, the necessary steps have been taken to comply with the request of His Excellency, the Minister of Labour, Commerce and Industry; that before the entry into force of the Agreement, Austrian workmen should be warned not to seek employment in the Netherlands owing to the present conditions of the labour market in that country.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) DUFFEK.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs
of the Netherlands,
The Hague.

No. 1570

N° 1571.

AUTRICHE ET PORTUGAL

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. Vienne, les 22 et 28 mars 1927.

AUSTRIA AND PORTUGAL

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. Vienna, March 22 and 28, 1927.

N^o 1571. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES CITOYENS DES DEUX ÉTATS. VIENNE, LES 22 ET 28 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1927.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
103928/15.

VIENNE, le 22 mars 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à la correspondance qui a été échangée dernièrement entre la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, et la Légation du Portugal au sujet de l'abolition des visas de passeport pour les ressortissants autrichiens et portugais, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement fédéral est d'accord avec le règlement suivant :

1^o Les ressortissants de chacun des deux Etats peuvent, en tout temps, entrer dans le territoire de l'autre Etat et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, sur la base d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la ressortissance du titulaire.

Le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche a pris connaissance de ce que le Gouvernement portugais ne permet aux ressortissants autrichiens l'entrée sans visa que dans le territoire européen du Portugal, tandis que les ressortissants autrichiens qui désirent se rendre dans les possessions et colonies portugaises hors d'Europe, auront — comme par le passé — besoin du visa de l'autorité consulaire compétente de Portugal.

2^o Les prescriptions qui sont en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, le renvoi à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers ne sont pas touchées par le présent accord.

3^o Chaque gouvernement peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Partie qui ne se soumettent pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour, ou dont l'activité comme ouvriers ou employés lèse les dispositions émises pour la protection du marché du travail national.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1571. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND PORTUGUESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE ABOLITION OF PASSPORTS VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. VIENNA, MARCH 22 AND 28, 1927.

French official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 22, 1927.

FEDERAL CHANCELLERY.
DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.
103928/15.

VIENNA, *March 22, 1927.*

SIR,

With reference to the correspondence recently exchanged between the Department of Foreign Affairs of the Federal Chancellery and the Portuguese Legation concerning the abolition of passport visas for Austrian and Portuguese nationals, I have the honour to state that the Federal Government agrees to the following regulations :

(1) Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points, on production of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality.

The Federal Government of the Austrian Republic has noted that the Portuguese Government will only allow Austrian nationals to enter Portugal's European territory without a visa, and that Austrian nationals desiring to enter the Portuguese possessions and colonies outside Europe must, as in the past, procure a visa from the competent Portuguese consular authority.

(2) The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier and the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

(3) Either Government may expel from its territory nationals of the other State who infringe the regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country, or whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force May 1, 1927.

4^o Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 1927 ; il pourra être dénoncé au commencement de chaque trimestre et cessera ses effets trois mois après la dénonciation.

En vous priant, Monsieur le Chargé d'affaires, de vouloir bien me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération distinguée.

(Signé) SEIPEL.

Monsieur A. L. da Cunha Pessôa,
Chargé d'affaires a. i. de Portugal,
Vienne.

LEGAÇÃO DE PORTUGAL.

P. 59.

VIENNE, le 28 mars 1927.

EXCELLENCE,

Me référant à la correspondance qui a été échangée dernièrement entre la Légation de Portugal et la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, au sujet de l'abolition des visas de passeport pour les ressortissants portugais et autrichiens, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement portugais est d'accord avec le règlement suivant :

1^o Les ressortissants de chacun des deux Etats peuvent, en tout temps, entrer dans le territoire de l'autre Etat et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, sur la base d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la ressortissance du titulaire.

Il reste entendu que le Gouvernement portugais ne permet aux ressortissants autrichiens l'entrée sans visa que dans le territoire européen du Portugal, tandis que les ressortissants autrichiens qui désirent se rendre dans les possessions et colonies portugaises hors d'Europe, auront besoin — comme par le passé — du visa de l'autorité consulaire compétente de Portugal.

2^o Les prescriptions qui sont en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, le renvoi à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers, ne sont pas touchées par le présent accord.

3^o Chaque gouvernement peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Partie qui ne se soumettent pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour, ou dont l'activité comme ouvriers ou employés lèse les dispositions émises pour la protection du marché du travail national.

4^o Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 1927 ; il pourra être dénoncé au commencement de chaque trimestre et cessera ses effets trois mois après la dénonciation.

En vous priant, Excellence, de vouloir bien me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Agudo L. CUNHA PESSÔA,
Chargé d'Affaires a. i.

A Son Excellence,
Monsieur le docteur Ignace Seipel,
Chancelier fédéral de la République d'Autriche,
Vienne.

(4) The present Agreement shall enter into force on May 1, 1927. It may be denounced at the beginning of each quarter and shall cease to have effect three months after its denunciation.

Requesting you to be good enough to forward me a note similar to the present with a view to constituting formally the agreement on the aforesaid subject, I have the honour to be, etc.

To
M. A. L. da Cunha Pessôa,
Acting Portuguese Chargé d'Affaires,
Vienna.

(Signed) SEIPEL.

PORTUGUESE LEGATION.

P. 59.

VIENNA, March 28, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the correspondence recently exchanged between the Portuguese Legation and the Department of Foreign Affairs of the Federal Chancellery concerning the abolition of passport visas for Portuguese and Austrian nationals, I have the honour to state that the Portuguese Government agrees to the following regulations :

(1) Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points, on production of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality.

It is understood that the Portuguese Government will only allow Austrian nationals to enter Portugal's European territory without a visa, and that Austrian nationals desiring to enter the Portuguese possessions and colonies outside Europe must, as in the past, procure a visa from the competent Portuguese consular authority.

(2) The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier and the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

(3) Either Government may expel from its territory nationals of the other State who infringe the regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country, or whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

4. The present Agreement shall enter into force on May 1, 1927. It may be denounced at the beginning of each quarter and shall cease to have effect three months after its denunciation.

Requesting you to be good enough to forward me a note similar to the present with a view to constituting formally the agreement on the aforesaid subject, I have the honour to be, etc.

(Signed) Agudo L. CUNHA PESSÔA,
Acting Chargé d'Affaires.

To His Excellency
Dr. Ignaz Seipel,
Federal Chancellor of the Austrian Republic,
Vienna.

N° 1572.

AUTRICHE ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux Etats. Berlin, le 9 juin, et Copenhague, le 11 juin 1927.

AUSTRIA AND DENMARK

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. Berlin, June 9, and Copenhagen, June 11, 1927.

N^o 1572. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET DANOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES CITOYENS DES DEUX ÉTATS. BERLIN, LE 9 JUIN, ET COPENHAGUE, LE 11 JUIN 1927.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1927.

LÉGATION D'AUTRICHE.

BERLIN, le 9 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la Note du 23 mai dernier, Journal N^o 36, D 85, et de vous informer que je n'ai pas manqué de porter à la connaissance de mon gouvernement que le Gouvernement royal de Danemark est — ainsi qu'il résulte de cette note — disposé à supprimer le visa des passeports dans les relations entre l'Autriche et le Danemark, à partir du 15 juin courant ; le Gouvernement fédéral a pris connaissance, avec vive satisfaction, de l'obligeante proposition du Gouvernement royal danois.

Je suis heureux de pouvoir maintenant porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil des Ministres autrichien, ayant adhéré à ladite proposition, m'autorise à déclarer au nom de mon gouvernement, qu'il est d'accord avec le règlement suivant de cette question :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, entrer dans le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, sur la base d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la ressortissance du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls, les porteurs de passeports nationaux, mais non ceux de passeports pour étrangers, bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la ressortissance à l'Etat respectif est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, ressortissance et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans, être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

¹ Entré en vigueur le 15 juin 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1572. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND DANISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE ABOLITION OF PASSPORTS VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. BERLIN, JUNE 9, AND COPENHAGEN, JUNE 11, 1927.

French official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 22, 1927.

AUSTRIAN LEGATION.

BERLIN, *June 9, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of May 23 last, No. 36, D 85, and to make known to you that I duly informed my Government that the Royal Danish Government is prepared, as stated in the aforesaid Note, to abolish passport visas between Austria and Denmark as from June 15th next. The Federal Government had great pleasure in noting the Royal Danish Government's proposal.

I am glad to be now in a position to inform Your Excellency that the Austrian Council of Ministers, having accepted the said proposal, authorises me to state, on behalf of my Government, that it agrees to the following regulations on this question :

Article I.

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points on production of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality and without a visa from the other State being required.

This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of so-called foreigners' passes (passports for foreigners). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force June 15, 1927.

Article II.

Lorsque des groupes de personnes, se composant de ressortissants autrichiens, ou de ressortissants danois, ou de ressortissants des deux Etats, désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera délivré sans frais.

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article III.

Les prescriptions qui sont en vigueur dans le territoire des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le renvoi à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers, ne sont pas touchées par le présent accord.

Article IV.

Chaque gouvernement peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers et à celles relatives à leur séjour; ou
- d) Dont l'activité comme ouvriers ou employés lèse les dispositions émises pour la protection du marché du travail national.

Chacun des deux Etats prendra soin que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un poste — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour exercer leur profession ou entrer en service.

Article V.

Il demeure entendu que — en ce qui concerne l'abolition du visa — les ressortissants de l'Islande jouiront du même traitement que les ressortissants danois.

Article VI.

Le présent accord entrera en vigueur, sans autre approbation, le 15 juin 1927 ; il pourra être dénoncé au commencement de chaque trimestre et cessera ses effets trois mois après la dénonciation.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) D^r FRANK.

A Son Excellence
Monsieur Moltesen,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

Article II.

With regard to the crossing of the frontier by groups of persons travelling together and consisting of either Austrian nationals or Danish nationals, or of nationals of the two States, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the consular authority of the other State may take the place of a passport. The visa shall be issued free of charge.

Collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article III.

The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

Article IV.

Each Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who infringe the regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country; or

(d) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall take steps to inform its nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up a post, that they must obtain consent to exercise a calling or to take up a post in the other country.

Article V.

It is understood that, as regards the abolition of visas, the nationals of Iceland shall enjoy the same treatment as Danish nationals.

Article VI.

The present Agreement shall enter into force without other ratification on June 15, 1927. It may be denounced at the beginning of each quarter and shall cease to have effect three months after denunciation.

Requesting you to be good enough to forward me a note similar to the present with a view to constituting formally the agreement on the aforesaid subject, I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. FRANK.

To His Excellency,
Monsieur Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

UDENRIGSMINISTERIET.

Journal N° 36, D 85.

COPENHAGUE, le 11 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 9 courant, relative à la suppression des visas entre le Danemark et l'Autriche, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement royal accepte avec satisfaction le projet d'accord que vous avez eu l'obligeance de me soumettre par votre dite note, et portant le texte suivant :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tout temps, entrer dans le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, sur la base d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la ressortissance du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls, les porteurs de passeports nationaux, mais non ceux de passeports pour étrangers, bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la ressortissance à l'Etat respectif est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, ressortissance et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article II.

Lorsque des groupes de personnes se composant de ressortissants autrichiens, ou de ressortissants danois, ou de ressortissants de deux Etats désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu de passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de la représentation consulaire de l'autre Etat. Ce visa sera délivré sans frais.

Ces listes ne pourront être délivrées pour des transports d'ouvriers.

Article III.

Les prescriptions qui sont en vigueur dans les territoires des deux pays concernant l'interdiction de l'accès, le renvoi à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre l'invasion d'ouvriers étrangers, ne sont pas touchées par le présent accord.

Article IV.

Chaque gouvernement peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

a) Qui ne se soumettront pas aux prescriptions concernant la déclaration des étrangers ou à celles relatives à leur séjour ; ou

b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés lèse les dispositions émises pour la protection du marché du travail national.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 36, D 85.

COPENHAGEN, June 11, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note of June 9 last regarding the abolition of visas between Denmark and Austria, I have the honour to inform you that the Royal Government accepts with satisfaction the draft Agreement you were good enough to forward in the same Note, the text of which is as follows :

Article I.

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points on production of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality and without a visa from the other State being required.

This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of so-called foreigners' passes (passports for foreigners). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

Article II.

With regard to the crossing of the frontier by groups of persons travelling together and consisting of either Austrian nationals or Danish nationals, or of nationals of the two States, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the consular authority of the other State may take the place of a passport. The visa shall be issued free of charge.

Collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article III.

The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour shall not be affected by the present Agreement.

Article IV.

Each Government may expel from its territory nationals of the other State :

(a) Who infringe the regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country; or

(b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Chacun des deux Etats prendra soin que ses ressortissants — lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays dans le but d'y accepter un poste — soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour exercer leur profession ou entrer en service.

Article V.

Il demeure entendu que — en ce qui concerne l'abolition du visa — les ressortissants de l'Islande jouiront du même traitement que les ressortissants danois.

Article VI.

Le présent accord entrera en vigueur, sans autre approbation, le 15 juin 1927 ; il pourra être dénoncé au commencement de chaque trimestre et cessera ses effets trois mois après la dénonciation.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. MOLTESEN.

Monsieur le D^r Felix Frank,
Ministre d'Autriche.

Each of the two States shall take steps to inform its nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up a post, that they must obtain consent to exercise a calling or to take up a post in the other country.

Article V.

It is understood that, as regards the abolition of visas, the nationals of Iceland shall enjoy the same treatment as Danish nationals.

Article VI.

The present Agreement shall enter into force without other ratification on June 15, 1927. It may be denounced at the beginning of each quarter and shall cease to have effect three months after denunciation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) L. MOLTESEN.

To Dr. Felix Frank,
Austrian Minister.

N° 1573.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports pour les citoyens des deux États. Londres, le 18 juillet 1927.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN**

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passports Visas for the Nationals of the two States. London, July 18, 1927.

N^o 1573. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRITISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE ABOLITION OF PASSPORTS VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. LONDON, JULY 18, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 novembre 1927.

AUSTRIAN LEGATION.

LONDON, 18th July, 1927.

SIR,

I have the honour to inform you that the Federal Government of the Republic of Austria are prepared to conclude with His Majesty's Government in Great Britain an agreement for the abolition of visas on the following terms :

(1) The Government of the Federal Republic of Austria will permit all British nationals, to whatever part of His Majesty's dominions they may belong, to travel in and pass through the territory of the Federal Republic of Austria without an Austrian visa. His Majesty's Government in Great Britain will allow the entry without visas of Austrian nationals into Great Britain and Northern Ireland only, but Austrian nationals wishing to enter any other part of His Majesty's dominions must for the present obtain the visa of the competent British authority. In neither case shall exit visas be required, but both Austrian and British travellers must be in the possession of valid passports.

(2) The regulations in force at any given time regarding the temporary closing of frontiers, the non-admittance of undesirable persons, police registration, the stay and expulsion of foreigners, as well as those regarding the protection of the home labour market against an excessive influx of foreign labour, will not be affected by this agreement. The same applies to any regulations which may be in force in regard to immigration, the nationals of either party to this agreement being obliged to comply with such regulations.

(3) Either party to this agreement may expel from its territory nationals of the other party who either violate the regulations concerning the police registration and stay of foreigners, or whose activities as workers or employees infringe any regulations issued for the protection of the home labour market.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1573. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRITANNIQUE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES CITOYENS DES DEUX ÉTATS. LONDRES, LE 18 JUILLET 1927.

English official text communicated by the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 22, 1927.

LÉGATION D'AUTRICHE.

LONDRES, le 18 juillet 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche est disposé à conclure, avec le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, un accord relatif à la suppression des visas, dans les termes suivants :

1^o Le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche autorisera tous les ressortissants britanniques, à quelque partie des territoires de Sa Majesté qu'ils appartiennent, à voyager et à passer sur le territoire de la République fédérale d'Autriche sans visa autrichien. Le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne autorisera l'entrée sans visa des ressortissants autrichiens en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord seulement ; toutefois, les ressortissants autrichiens désirant pénétrer dans une autre partie des territoires de Sa Majesté seront tenus, pour le moment, d'obtenir le visa de l'autorité britannique compétente. Dans aucun de ces deux cas, il ne sera exigé de visa de sortie, mais les voyageurs autrichiens et britanniques devront être possesseurs de passeports valables.

2^o Le présent accord ne saurait porter atteinte aux règlements qui pourraient à un moment quelconque être mis en vigueur en ce qui concerne la fermeture temporaire des frontières, la non-admission des personnes indésirables, l'enregistrement par la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi qu'aux dispositions relatives à la protection de la main-d'œuvre nationale contre un afflux excessif de main-d'œuvre étrangère. Il en sera de même à l'égard de tous règlements qui pourraient être en vigueur en ce qui concerne l'immigration, les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie au présent accord étant tenus de se conformer auxdits règlements.

3^o Chacune des Parties au présent accord pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Partie qui auraient enfreint les règlements visant l'enregistrement par la police et le séjour des étrangers, ou dont l'activité, en qualité d'ouvriers ou d'employés constituerait une contravention aux règlements édictés pour assurer la protection de la main-d'œuvre nationale.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force August 1, 1927.

(4) The present agreement shall come into force on the 1st August 1927, without requiring any further confirmation. It can be terminated at the beginning of each calendar quarter after three month's notice.

(5) The present note and your note of the same date will be regarded as constituting the agreement reached by the respective Governments.

I have the honour, to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble Servant.

(Signed) G. FRANCKENSTEIN,
Austrian Minister.

The Right Hon.

Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
His Majesty's Principal Secretary of State for
Foreign Affairs, etc.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

Ref. Nr. T 8484/91/378.

July 18th, 1927.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in Great Britain are prepared to conclude with the Austrian Government an agreement for the abolition of visas on the following terms :

(1) 1. His Majesty's Government in Great Britain will allow the entry without visas of Austrian nationals into Great Britain and Northern Ireland only, but Austrian nationals wishing to enter any other part of His Majesty's dominions must for the present obtain the visa of the competent British authority.

2. All British nationals, to whatever part of His Majesty's dominions they may belong, will nevertheless be permitted to travel in and pass through the territory of the Federal Republic of Austria without an Austrian visa. In neither case shall exit visas be required but both British and Austrian travellers must be in the possession of valid passports.

(2) The regulations in force at any given time regarding the temporary closing of frontiers, the non-admittance of undesirable persons, police registration, the stay and expulsion of foreigners, as well as those regarding the protection of the home labour market against an excessive influx of foreign labour, will not be affected by this agreement. The same applies to any regulations which may be in force in regard to immigration, the nationals of either party to this agreement being obliged to comply with such regulations.

(3) Either party to this agreement may expel from its territory nationals of the other party who either violate the regulations concerning the police registration and stay of foreigners, or whose activities as workers or employees infringe any regulations issued for the protection of the home labour market.

(4) The present agreement shall come into force on the 1st of August, 1927, without requiring any further confirmation. It can be terminated at the beginning of each calendar quarter after three months' notice.

(5) The present note and your note of the same date will be regarded as constituting the agreement reached between the respective Governments.

I have the honour to be with the highest consideration, Sir, Your obedient servant,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

Monsieur Georg Franckenstein,
etc.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1927, sans qu'il soit besoin d'autre confirmation. Il pourra être dénoncé, moyennant un préavis de trois mois, au commencement de chaque trimestre de l'année civile.

5° La présente note, ainsi que votre note, portant la même date, seront considérées comme constituant l'accord conclu entre les gouvernements respectifs.

J'ai l'honneur, etc.

Le Ministre d'Autriche :
(Signé) G. FRANCKENSTEIN.

Le Très Honorable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
aux Affaires étrangères, etc.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
Ref. Nr. T 8484/91/378.

Le 18 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne est disposé à conclure avec le Gouvernement autrichien un accord relatif à la suppression des visas, dans les termes suivants :

1° (1) Le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne autorisera l'entrée sans visa des ressortissants autrichiens en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord seulement ; toutefois, les ressortissants autrichiens désirant pénétrer dans une autre partie des territoires de Sa Majesté, seront tenus, pour le moment, d'obtenir le visa de l'autorité britannique compétente.

(2) Tous les ressortissants britanniques, à quelque partie des territoires de Sa Majesté qu'ils appartiennent, seront toutefois autorisés à voyager et à passer sur le territoire de la République d'Autriche sans visa autrichien. Dans aucun de ces deux cas, il ne sera exigé de visa de sortie, mais les voyageurs britanniques et autrichiens devront être possesseurs de passeports valables.

2° Le présent accord ne saurait porter atteinte aux règlements qui pourraient, à un moment quelconque, être mis en vigueur en ce qui concerne la fermeture temporaire des frontières, la non-admission des personnes indésirables, l'enregistrement par la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi qu'aux dispositions relatives à la protection de la main-d'œuvre nationale contre un afflux excessif de main-d'œuvre étrangère ; il en sera de même à l'égard de tous règlements qui pourraient être en vigueur en ce qui concerne l'immigration, les ressortissants de l'une ou de l'autre Partie au présent accord étant tenus de se conformer auxdits règlements.

3° Chacune des Parties au présent accord pourra expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Partie qui auraient enfreint les règlements visant l'enregistrement par la police et le séjour des étrangers, ou dont l'activité, en qualité d'ouvriers ou d'employés, constituerait une contravention aux règlements édictés pour assurer la protection de la main-d'œuvre nationale.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1927, sans qu'il soit besoin d'autre confirmation. Il pourra être dénoncé, moyennant un préavis de trois mois, au commencement de chaque trimestre de l'année civile.

5° La présente note, ainsi que votre note, portant la même date, seront considérées comme constituant l'accord conclu entre les gouvernements respectifs.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Monsieur Georg Franckenstein,
etc.

N° 1574.

FINLANDE ET SUISSE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Berne, le 24
juin 1927.

**FINLAND
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Berne,
June 24, 1927.

N° 1574. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
FINLANDAIS ET SUISSE, COMPORTANT UN ACCORD COMMER-
CIAL. BERNE, LE 24 JUIN 1927.

*Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et par le ministre des Affaires
étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 novembre 1927.*

I.

BERNE (Englische Anlage 6), le 24 juin 1927.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce proprement dit, LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre LA FINLANDE et LA SUISSE, de la manière suivante :

1. Le Gouvernement finlandais s'engage à accorder aux produits suisses et le Gouvernement suisse s'engage à accorder aux produits finlandais le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Toutefois, la Suisse ne pourra pas invoquer la clause qui précède pour prétendre aux avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à l'Estonie aussi longtemps que ces avantages ne seront pas, soit en partie, soit en totalité, étendus à un Etat tiers.

Il est, en outre, entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

- a) Aux faveurs spéciales accordées ou qui pourraient être accordées, par la suite, aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière ;
- b) A l'importation des vins et des boissons alcooliques ;
- c) Aux semences dont la faculté germinative ne saurait, en raison de leur origine, se développer dans le pays d'importation.

2. Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée s'applique aussi au traitement des voyageurs de commerce qui visitent des personnes ou des entreprises opérant la revente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels (voyageurs en gros), ainsi qu'au traitement de leurs échantillons.

3. Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la forme, le contenu et l'emploi des certificats d'origine.

Il est entendu que, ni en Finlande, ni en Suisse, la taxe à percevoir pour la légalisation des certificats d'origine ne dépassera dix marks finlandais.

4. Le Gouvernement suisse s'engage à octroyer à la Finlande les concessions tarifaires ci-après :

- a) Consolidation du droit de 5 francs par q. (100 kg) sur les placages de tout genre (numéro 241 du tarif suisse).

¹ Entré en vigueur le 10 novembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1574. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. BERNE, JUNE 24, 1927.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 23, 1927.

I.

BERNE (Englische Anlage 6), June 24, 1927.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

I have the honour to inform you that pending the conclusion of a commercial treaty properly so-called, the FINNISH GOVERNMENT is prepared to regulate commercial relations between FINLAND and SWITZERLAND provisionally in the following manner :

1. The Finnish Government undertakes to grant to Swiss products, and the Swiss Government undertakes to grant to Finnish products, most-favoured-nation treatment in respect of importation, exportation and transit.

Nevertheless, Switzerland shall not be entitled under the preceding clause to claim the advantages which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia, so long as part or all of the said advantages are not extended to a third State.

It is, furthermore, understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to :

- (a) Special favours which are at present or may subsequently be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic ;
- (b) The importation of wines and alcoholic liquors ;
- (c) Seeds which by reason of their origin cannot germinate in the importing country.

2. It is understood that the most-favoured-nation clause shall also apply to the treatment of commercial travellers who may visit persons or enterprises re-selling their articles or using the said articles for their professional requirements (wholesale travellers), and to the treatment of their samples.

3. The Contracting Parties mutually guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of the form, the contents and use of certificates of origin.

It is understood that neither in Finland nor in Switzerland shall the charge levied for legalisation of certificates of origin exceed 10 Finnish marks.

4. The Swiss Government undertakes to grant to Finland the following concessions in respect of tariffs :

- (a) Consolidation of the duty of 5 francs per quintal (100 kg.) on veneers of all kinds (No. 241 of the Swiss tariff).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force November 10, 1927.

b) Réduction à 30 francs par q. du droit sur les bobines en bois, brutes, aussi avec garniture de fer (numéro 257*a*).

c) Consolidation du droit de 4 francs par q. sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, non blanchie (numéro 290).

d) Consolidation du droit de 5 francs par q. sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, blanchie (numéro 291).

5. Le présent accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises. Cette constatation aura lieu dans le délai le plus court possible, par un échange de notes qui interviendra à Berne.

Le présent accord demeurera exécutoire jusqu'à la mise en application d'un traité de commerce proprement dit ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'accord par l'une des Parties contractantes.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement suisse adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu et applicable dès la date fixée sous chiffre 5.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) R. ERICH.

II.

BERNE, le 24 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce proprement dit, LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre LA SUISSE et LA FINLANDE, de la manière suivante :

« 1. Le Gouvernement finlandais s'engage à accorder aux produits suisses et le Gouvernement suisse s'engage à accorder aux produits finlandais le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

« Toutefois, la Suisse ne pourra pas invoquer la clause qui précède pour prétendre aux avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à l'Estonie, aussi longtemps que ces avantages ne seront pas, soit en partie, soit en totalité, étendus à un Etat tiers.

« Il est, en outre, entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

« *a)* Aux faveurs spéciales accordées ou qui pourraient être accordées, par la suite, aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière ;

« *b)* A l'importation des vins et des boissons alcooliques ;

« *c)* Aux semences dont la faculté germinative ne saurait, en raison de leur origine, se développer dans le pays d'importation.

« 2. Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée s'applique aussi au traitement des voyageurs de commerce qui visitent des personnes ou des entreprises opérant la revente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels (voyageurs en gros), ainsi qu'au traitement de leurs échantillons.

« 3. Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la forme, le contenu et l'emploi des certificats d'origine.

« Il est entendu que, ni en Finlande, ni en Suisse, la taxe à percevoir pour la légalisation des certificats d'origine ne dépassera 10 marks finlandais.

(b) Reduction to 30 francs per quintal of the duty on wooden reels, rough, with or without iron rims (No. 257a).

(c) Consolidation of the duty of 4 francs per quintal on fibrous materials for the manufacture of paper obtained by chemical process (cellulose, straw pulp, esparto, etc.), wet or dry, unbleached (No. 290).

(d) Consolidation of the duty of 5 francs per quintal on fibrous materials for the manufacture of paper obtained by chemical process (cellulose, straw pulp, esparto etc.), wet or dry, bleached (No. 291).

5. The present provisional Agreement shall come into force on both sides eight days after it has been mutually ascertained that the necessary legislative measures to that effect have been taken. This fact shall be put on record as soon as possible by an exchange of Notes to take place at Berne.

The present Agreement shall remain in operation until the putting into force of a commercial treaty properly so-called, or until the expiry of a period of three months from the date on which the Agreement has been denounced by either of the Contracting Parties.

I shall be glad if you will confirm that the Swiss Government accepts the above proposals and that it regards the Agreement which forms the subject of the present Note as effectively concluded and applicable as from the date fixed in No. 5.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) R. ERICH.

II.

BERNE, June 24, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of to-day's date, by which you were good enough to inform me that pending the conclusion of a commercial treaty properly so-called, THE FINNISH GOVERNMENT is prepared to regulate commercial relations between SWITZERLAND and FINLAND provisionally in the following manner :

" 1. The Finnish Government undertakes to grant to Swiss products, and the Swiss Government undertakes to grant to Finnish products, most-favoured-nation treatment in respect of importation, exportation and transit.

" Nevertheless, Switzerland shall not be entitled under the preceding clause to claim the advantages which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia so long as part or all of the said advantages are not extended to a third State.

" It is, furthermore, understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to :

" (a) Special favours which are at present or may subsequently be accorded to neighbouring States in order to facilitate frontier traffic ;

" (b) The importation of wines and alcoholic liquors ;

" (c) Seeds which by reason of their origin cannot germinate in the importing country.

" 2. It is understood that the most-favoured-nation clause shall also apply to the treatment of commercial travellers who may visit persons or enterprises re-selling their articles or using the said articles for their professional requirements (wholesale travellers) ; and to the treatment of their samples.

" 3. The Contracting Parties mutually guarantee each other most-favoured-nation treatment in respect of the form, the contents and use of certificates of origin.

" It is understood that neither in Finland nor in Switzerland shall the charge levied for legalisation of certificates of origin exceed 10 Finnish marks.

« 4. Le Gouvernement suisse s'engage à octroyer à la Finlande les concessions tarifaires ci-après :

« *a*) Consolidation du droit de 5 francs par q. (100 kg) sur les placages de tout genre (numéro 241 du tarif suisse).

« *b*) Réduction à 30 francs par q. du droit sur les bobines en bois, brutes, aussi avec garniture de fer (numéro 257 *a*).

« *c*) Consolidation du droit de 4 francs par q. sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, non blanchie (numéro 290).

« *d*) Consolidation du droit de 5 francs par q. sur la matière fibreuse pour la fabrication du papier, obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche, blanchie (numéro 291).

« 5. Le présent accord provisoire entrera en vigueur, de part et d'autre, huit jours après qu'il aura été mutuellement constaté que les mesures législatives nécessaires à cet effet ont été prises. Cette constatation aura lieu dans le délai le plus court possible, par un échange de notes qui interviendra à Berne.

« Le présent accord demeurera exécutoire jusqu'à la mise en application d'un traité de commerce proprement dit ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'accord par l'une des Parties contractantes. »

Au nom du Conseil fédéral, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'il adhère aux propositions ci-dessus et qu'il considère l'accord faisant l'objet de la présente note comme effectivement conclu et applicable dès la date fixée sous chiffre 5.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) SCHULTHESS.

Pour copie conforme :

Berne, le 22 novembre 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Käslin.

“ 4. The Swiss Government undertakes to grant to Finland the following concessions in respect of tariffs :

“ (a) Consolidation of the duty of 5 francs per quintal (100 kg.) on veneers of all kinds (No. 241 of the Swiss tariff).

“ (b) Reduction to 30 francs per quintal of the duty on wooden reels, rough, with or without iron rims (No. 257 a).

“ (c) Consolidation of the duty of 4 francs per quintal on fibrous materials for the manufacture of paper obtained by chemical process (cellulose, straw pulp, esparto, etc.), wet or dry, unbleached (No. 290).

“ (d) Consolidation of the duty of 5 francs per quintal on fibrous materials for the manufacture of paper obtained by chemical process (cellulose, straw pulp, esparto, etc.), wet or dry, bleached (No. 291).

“ 5. The present provisional Agreement shall come into force on both sides eight days after it has been mutually ascertained that the necessary legislative measures to that effect have been taken. This fact shall be put on record as soon as possible by an exchange of Notes to take place at Berne.

“ The present Agreement shall remain in operation until the putting into force of a commercial treaty properly so-called, or until the expiry of a period of three months from the date on which the Agreement has been denounced by either of the Contracting Parties.”

On behalf of the Federal Council, I have the honour to confirm to you its acceptance of the above proposals and to inform you that it regards the Agreement which forms the subject of the present Note as effectively concluded and applicable as from the date fixed in No. 5.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHULTHESS.

N° 1575.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Arrangement concernant le service téléphonique entre l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à La Haye, le 26 octobre, et à Berlin, le 3 novembre 1926.

**GERMANY
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between Germany and The Netherlands. Signed at The Hague, October 26, and at Berlin, November 3, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1575. — ABKOMMEN¹ ÜBER DEN FERNSPRECHDIENST ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEN NIEDERLANDEN. GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 3. NOVEMBER UND IM HAAG, DEN 26. OKTOBER 1926.

Textes officiels allemand et néerlandais, communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Artikel 1.

Die Bestimmungen im Kapitel XXIV (Fernsprechdienst) der Vollzugsordnung zum Welttelegraphenvertrag (Ausgabe Paris 1925), Anlage zum Welttelegraphenvertrag² von St. Petersburg, gelten für den Fernsprechdienst zwischen Deutschland und den Niederlanden mit den folgenden Ergänzungen und Zusätzen :

A. ZWISCHENSTAATLICHES NETZ.

§ 5. — (2) Der Vorrang von den Gesprächsverbindungen gleicher Gattung des inneren Verkehrs wird auch den Gesprächsverbindungen gewährt, die über Nachrichtenanlagen ausgeführt werden, die der Landesgrenze nahe gelegene Ortsnetze miteinander verbinden.

C. VERZEICHNIS DER TEILNEHMER UND DER ÖFFENTLICHEN SPRECHSTELLEN.

§ 4. — Die Bestellungen auf die Verzeichnisse der Teilnehmer (amtliche Fernsprechbücher), die verkauft werden sollen, sind zu richten für die deutschen Verzeichnisse an das Fernsprechamt in Düsseldorf, für die niederländischen Verzeichnisse an das Telegraphenamts im Haag. Diese Dienststellen geben die Bestellungen an die Verlagsstellen weiter. Die Verlagsstellen lassen sich den Kaufpreis zusenden und schicken nach Eingang des Geldes die Verzeichnisse entweder als Brief oder als Postpaket dem Besteller unmittelbar zu.

E. DRINGENDE PRIVATGESPRÄCHE.

§ 1. — Dringende Privatgespräche werden zugelassen.

F. BLITZGESPRÄCHE.

§ 1. — Blitzgespräche werden zugelassen.

Die Gebühr für ein Blitzgespräch beträgt das Zehnfache der Gebühr für ein in dieselbe Verkehrszeit fallendes gewöhnliches Privatgespräch.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1926.

² Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 1575. — OVEREENKOMST¹ BETREFFENDE DEN TELEFOONDIENT TUSCHEN DUITSCHLAND EN NEDERLAND, GETEEKEND TE'S-GRAVENHAGE DEN 26 OKTOBER 1926, EN TE BERLYN, DEN 3 NOVEMBER 1926.

German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Artikel 1.

De bepalingen in hoofdstuk XXIV (Telefoondienst) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925) behoorende bij de Internationale Telegraafovereenkomst² van St. Petersburg, gelden voor den telefoondienst tusschen Duitschland en Nederland, behoudens de volgende verduidelijkingen en aanvullingen :

A. INTERNATIONAAL NET.

§ 5. — (2) De voorrang boven de binnenlandsche gesprekken van dezelfde klasse wordt ook verleend aan gesprekken voor welke gebruik wordt gemaakt van verkeerswegen tusschen nabij de grens gelegen netten.

C. LIJST VAN DE GEABONNEERDEN EN VAN DE ZELFSTANDIGE PUBLIEKE STATIONS.

§ 4. — De bestellingen van de lijsten van de geabonneerden (telefoongidsen) die aan het publiek verkocht moeten worden zijn te richten voor de Duitse naamlijsten aan het telefoonkantoor in Düsseldorf, voor de Nederlandsche naamlijsten aan het telegraafkantoor te's-Gravenhage. Deze kantoren geven de bestellingen door naar de uitgevers. De uitgevers laten zich den koopprijs toezenden en sturen na ontvangst van het geld de naamlijsten, hetzij als brief, hetzij als postpakket, rechtstreeks aan den besteller.

E. DRINGENDE PARTICULIERE GESPREKKEN.

§ 1. — Dringende particuliere gesprekken worden toegelaten.

F. BLIKSEMGESPREKKEN.

§ 1. — Bliksemgesprekken worden toegelaten.

De taks van een bliksemgesprek bedraagt het tienvoud van de taks verschuldigd voor een gewoon particulier gesprek, gewisseld gedurende dezelfde tariefsperiode.

¹ Came into force November 1, 1926.

² Vol. LVII, page 201, of this Series.

G. STAATSGESPRÄCHE.

§ 1. — Dringende Staatsgespräche und gewöhnliche Staatsgespräche werden zugelassen.

H. MONATSGESPRÄCHE.

§ 1. (1) Monatsgespräche werden während des Zeitraums des schwachen Verkehrs sowie während der anderen Verkehrszeiten zugelassen.

§ 1. — (4) Für Monatsgespräche werden folgende Gebühren erhoben :

- a) in dem Zeitraum des schwachen Verkehrs : die Hälfte der Gebühreneinheit ;
- d) während der übrigen Zeit (Zeitraum des starken Verkehrs) : das Dreifache der Gebühreneinheit.

§ 2. — (1) Die Verbindungen für Monatsgespräche, die in den Zeitraum des starken Verkehrs (§ 1, b) fallen, können auf Wunsch der Anmelder allgemein an Sonn- und Feiertagen ausfallen.

§ 3. — In dem Zeitraum des schwachen Verkehrs können Monatsgespräche von längerer Dauer als 6 Minuten von den beteiligten Anstalten zugelassen werden, wenn die Belastung der zu benutzenden Leitungen es zulässt.

§ 5. — Die Monatsgesprächsgebühr wird nach einer mittleren Monatsdauer von 30 Tagen, bei solchen Monatsgesprächen jedoch, die allgemein an Sonn- und Feiertagen nicht ausgeführt werden [siehe vorstehend unter H § 2 (1)] mit nur 25 Tagen berechnet.

§ 6. — (2) Zusatzgespräche werden als neue Gespräche nach L § 1 (1) angesehen und berechnet. Während des Zeitraums des starken Verkehrs wird demnach mindestens eine Gebühreneinheit, während des Zeitraums des schwachen Verkehrs werden mindestens drei Fünftel (3/5) der Gebühreneinheit erhoben.

§ 7. — (3) Wird die Monatsgesprächsgebühr nur nach 25 Tagen berechnet, so wird ein Fünfundzwanzigstel (1/25) dieser Gebühr oder der Teil eines Fünfundzwanzigstels erstattet, der dem nicht ausgenutzten Zeitraum entspricht.

K. FESTSETZUNG UND ERHEBUNG DER GEBÜHREN.

§ 1-3. — Der Betrag der Gebühreneinheit für jede Verkehrsbeziehung und der jeder Verwaltung zustehende Gebührenanteil ergeben sich aus der folgenden Aufstellung.

Verkehrsbeziehungen zwischen :	Betrag der Gebühren- einheit Goldfrank.	Gebühren- anteil Deutschland Goldfrank.	Gebühren- anteil der Niederlande Goldfrank.	Bemerkungen.
Orten, die in der Luftlinie :				
a) Nicht mehr als 15 K.M.	0,60	—	—	Diese Gebühren gehen nicht in die Abrechnung über.
b) Über 15, aber nicht mehr als 50 K.M. von einander entfernt sind	1,20	—	—	
c) Den Niederlanden und der Deutschen Zone 1	3,30	1,80	1,50	
» 2	4,50	3,00	1,50	
» 3	5,70	4,20	1,50	
» 4	7,50	6,00	1,50	

G. REGEERINGSGESPREKKEN.

§ 1. — Dringende Regeeringsgesprekken en gewone Regeeringsgesprekken worden toegelaten.

H. ABONNEMENTSGESPREKKEN.

§ 1. — (1) Abonnementsgesprekken worden toegelaten zoowel gedurende de perioden van gering verkeer als gedurende de overige perioden.

§ 1. — (4) Voor gesprekken bij abonnement gelden de volgende taksen :

a) gedurende de perioden van gering verkeer : de helft van de takseenheid ;

b) gedurende den overigen tijd (perioden van druk verkeer) : het drievoud van de takseenheid.

§ 2. — (1) De verbindingen voor abonnementsgesprekken, die in de perioden van druk verkeer (§ 1, b) vallen, kunnen op verlangen van den aanvrager op Zon- en feestdagen uitvallen.

§ 3. — In de perioden van gering verkeer kunnen abonnementsgesprekken van langeren duur dan 6 minuten door de betrokken kantoren worden toegelaten, wanneer de belasting der te gebruiken geleidingen zulks toelaat.

§ 5. — Het bedrag van het maandabonnement wordt berekend naar een gemiddelden duur van dertig dagen, bij die abonnementsgesprekken echter, welke op Zon- en feestdagen niet worden gevoerd [zie hiervoren onder H § 2 (1)] naar slechts 25 dagen per maand.

§ 6. — (2) Aanvullingsgesprekken worden als nieuwe gesprekken overeenkomstig L § 1 (1) beschouwd en berekend. Gedurende de perioden van druk verkeer wordt dienvolgens ten minste eene takseenheid geheven en gedurende de perioden van gering verkeer ten minste drie vijfden ($\frac{3}{5}$) van de takseenheid.

§ 7. — (3) Wordt het maandabonnement naar slechts 25 dagen berekend, dan wordt een vijf en twintigste deel van dit abonnement of het gedeelte van een vijf en twintigste deel overeenstemmende met den verloren tijd terugbetaald.

K. TARIEVEN. INNING VAN DE TAKSEN.

§ 1-3. — Het bedrag van de takseenheid voor elk verkeer en het aan elke Administratie toekomende taksaaandeel blijken uit het volgende overzicht.

Verkeer tusschen :	Bedrag der takseenheid goudfrank.	Aandeel van Duitschland goudfrank.	Aandeel van Nederland goudfrank.	Opmerkingen.
a) Plaatsen, die hemelsbreed niet meer dan 15 K.M. van elkaar verwijderd zijn	0,60	—	—	Deze taksen worden niet in de afrekening opgenomen.
b) Meer dan 15, maar niet meer dan 50 K.M. van elkander verwijderd zijn	1,20	—	—	
c) Nederland en Duitsche zone 1	3,30	1,80	1,50	
» 2	4,50	3,00	1,50	
» 3	5,70	4,20	1,50	
» 4	7,50	6,00	1,50	

Zoneneinteilung :

a) Deutschland :

Zone 1 : VST in den OPD-Bezirken Aachen, Dortmund, Düsseldorf, Köln, Münster (Westf.), Oldenburg (Oldb.) ;

Zone 2 : VST östlich von Zone 1 bis zur Eisenbahn Wismar—Schwerin (Mecklb.)—Ludwigslust—Wittenberg—Stendal—Magdeburg—Sangerhausen—Erfurt—Neudietendorf—Grimmenthal—Schweinfurt—Würzburg—Heilbronn—Stuttgart—Eutingen—Hausach, von da bis zu einer über Schweighausen—Kenzingen—Sasbach bis Colmar (Els) gehenden Linie. Die vorgenannten und die an den bezeichneten Bahnlinien gelegenen Orte gehören mit zur Zone 2 ;

Zone 3 : VST östlich von Zone 2 bis zur Eisenbahn Cammin—Stettin—Küstrin—Frankfurt (Oder)—Cottbus—Senftenberg—Kamenz—Pirna (Tetschen)—Pilsen—Eisenstein—Plattling—Landshut—München—Immenstadt—Lindau. Die an den bezeichneten Bahnlinien liegenden Orte gehören mit zur Zone 3 ;

Zone 4 : VST östlich von Zone 3.

b) Niederlande :

die Niederlande bilden eine einzige Zone.

§ 6. — Die Stunden des schwachen Verkehrs sind folgende : 7 Uhr nachm. (19 Uhr) bis 8 Uhr vorm. (gesetzliche Zeit des Abgangslandes). Bei Monatsgesprächen gilt das Land als Abgangsland, in dem das Monatsgespräch angemeldet worden ist.

In den Stunden des schwachen Verkehrs wird die Gebühr für ein gewöhnliches Privatgespräch auf drei Fünftel (3/5) der Gebühreneinheit festgesetzt.

L. FÄLLIGKEIT DER GEBÜHREN. DAUER DER GESPRÄCHE.

§ 1. — (3) Unter Sprechbeziehungen zwischen nahe der Landesgrenze gelegenen Ortsnetzen für die die Gebühr nach unteilbaren Einheiten von 3 Minuten berechnet wird, versteht man die Sprechbeziehungen zwischen Ortsnetzen, deren Entfernung nach der Luftlinie gemessen 50 Km. nicht übersteigt.

§ 8. — (2 and 3) Wenn der Anmelder nicht antwortet, wird die Gebühr für eine Gesprächseinheit der verlangten Gattung erhoben, wenn der Verlangte nicht antwortet, wird keine Gebühr erhoben.

Wenn der Anmelder oder der Verlangte, nachdem er auf den vorläufigen Anruf geantwortet hat, auf den endgültigen Anruf nicht antwortet, wird diese Nichtantwort einer Verweigerung gleichgeachtet. In diesem Falle wird die Gebühr für ein Dreiminutengespräch der verlangten Gattung erhoben.

N. XP-GESPRÄCHE UND V-GESPRÄCHE.

§ 1. — (4) V-Gespräche und XP-Gespräche werden zugelassen. Bei ihrer Abwicklung werden die Richtlinien des „Comité Consultatif International“ beachtet, die die Ueberschrift „Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel“ tragen und die die Bestimmungen der Vollzugsordnung (Ausgabe Paris) ergänzen.

O. HERSTELLUNG UND TRENNUNG DER GESPRÄCHSVERBINDUNGEN.

§ 2. — (3) Wenn der Verkehr genügend stark ist, sollen die Gesprächsanmeldungen zwischen den Grenzausgangsanstalten derart ausgetauscht werden, dass bei jeder der beiden Anstalten, abgesehen von den im Gange befindlichen Gespräch, wenigstens 2 Gesprächsanmeldungen der ankommenden Richtung vorliegen.

§ 4. — (5) In Zeiten der Verkehrsanhäufung wird jede zwischenstaatliche Nachrichtenanlage für den Weltverkehr möglichst von je einer besonderen Beamtin bedient.

Zonenindeeling :

a) Duitschland :

Zone 1 : de kantoren in de O. P. D.-districten Aachen, Dortmund, Düsseldorf, Köln, Münster (Westf.), Oldenburg (Oldb.) ;

Zone 2 : de kantoren ten Oosten van zone 1 tot aan den spoorweg Wismar—Schwerin (Mecklb.)—Ludwigslust—Wittenberg—Stendal—Magdeburg—Sangerhausen—Erfurt—Neudietendorf—Grimmenthal—Schweinfurt—Würzburg—Heilbronn—Stuttgart—Eutingen—Hausach, vandaar tot een over Schweighausen—Kenzingen—Sasbach tot Colmar (Els) gaande lijn. De vorengenoemde en de aan de aangegeven spoorweglijnen gelegen plaatsen behooren mede tot zone 2 ;

Zone 3 : de kantoren ten Oosten van zone 2 tot aan den spoorweg Cammin—Stettin Küstrin—Frankfurt (Oder)—Cottbus—Senftenberg—Kamenz—Pirna (Tetschen)—Pilsen—Eisenstein—Plattling—Landshut—München—Immenstadt—Lindau. De aan de aangegeven spoorlijnen liggende plaatsen behooren mede tot zone 3 ;

Zone 4 : de kantoren ten Oosten van zone 3.

b) Nederland :

Nederland vormt een enkele zone.

§ 6. — De uren van gering verkeer zijn de volgende : 7 uur namiddag (19 uur) tot 8 uur voormiddag (wettelijke tijd van het land van oorsprong). Bij abonnementsgesprekken is het land van oorsprong dat waar het abonnement is aangevraagd.

In de uren van gering verkeer wordt de taks voor een gewoon particulier gesprek op drie vijfden (3/5) van de takseenheid bepaald.

L. WIJZE VAN TOEPASSING DER TARIEVEN. DUUR DER GESPREKKEN.

§ 1. — (3) Onder verkeer tusschen nabij de grens gelegen netten voor hetwelk de taks geheven wordt per ondeelbare eenheden van 3 minuten, wordt verstaan het verkeer tusschen netten welke niet meer dan 50 K. M. hemelsbreed van elkander zijn verwijderd.

§ 8. — (2 en 3) Wanneer de aanvrager niet antwoordt wordt de taks geheven voor een gesprekseenheid van de verlangde klasse, wanneer de opgeroepene niet antwoordt, wordt geen taks ingevorderd.

Wanneer de aanvrager of de opgeroepene, na beantwoording van den voorloopigen oproep, op den definitieven oproep niet antwoordt, wordt dat niet-antwoorden met eene weigering gelijk gesteld. In dit geval wordt de taks voor een gesprek van drie minuten van dezelfde klasse geheven.

N. TELEFOONOPROEPBERICHTEN EN VOORBERICHTEN.

§ 1. — (4) Voorberichten en telefoonoproepberichten worden toegelaten. Bij hunne afwikkeling worden de richtlijnen in acht genomen van het « Comité Consultatif International » welke het opschrift dragen « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel » en welke de bepalingen van het Internationaal dienstreglement (Herziening Parijs 1925) aanvullen.

E. TOTSTANDBRENGING EN VERBREKING VAN VERBINDINGEN.

§ 2. — (3) Als het verkeer voldoende druk is, moeten de gespreksaanvragen tusschen de eindkantoren zoodanig worden overgebracht, dat behalve het aan den gang zijnde gesprek elk eindkantoor ten minste twee gespreksaanvragen in elke richting voorhanden heeft.

§ 4. — (5) In uren van ophooping wordt elke internationale telefoongeleiding voor het verkeer op grooten afstand zoo mogelijk door een afzonderlijke telefoniste bediend.

Artikel 2.

Auf Grund des Artikels 8 des Internationalen Vertrags von St. Petersburg behält sich jede der vertragschliessenden Verwaltungen das Recht vor, nötigenfalls den Fernsprechdienst ganz oder teilweise einzustellen, ohne zu einer Entschädigung verpflichtet zu sein.

Artikel 3.

Das gegenwärtige Abkommen tritt zu dem gleichen Zeitpunkt, wie das Kapitel XXIV der Vollzugsordnung (Ausgabe Paris 1925) in Kraft. Es gilt auf unbestimmte Zeit, kann jedoch von jeder der beiden Verwaltungen unter Innehaltung einer dreimonatigen Frist jederzeit gekündigt werden.

In doppelter Ausfertigung

Berlin, den 3. November 1926.

Haag, den 26. Oktober 1926.

Der Reichspostminister
I. V.,

FEYERABEND.

DAMME.

Generaldirektor der Niederländischen
Posten und Telegraphen.

Artikel 2.

Krachtens artikel 8 van de Internationale Overeenkomst van St. Petersburg behoudt elke der contracteerende Administratiën zich het recht voor zoo noodig den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken, zonder tot eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel 3.

Deze overeenkomst treedt in werking op hetzelfde tijdstip als hoofdstuk XXIV van het Internationaal dienstreglement (Herziening Parijs 1925). Zij geldt voor onbepaalden tijd, kan echter door elk der beide Administratiën te allen tijde met inachtneming van een termijn van drie maanden, opgezegd worden.

Gedaan in tweevoud

's-Gravenhage, den 26 October 1926.

Berlijn, den 3 November 1926.

DAMME,

*Directeur-Generaal der Posterijen en
Telegraphie der Nederlanden.*

De Rijkspostminister lo.,

FEYERABEND.

¹ TRADUCTION.

N^o 1575. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 26 OCTOBRE, ET A BERLIN, LE 3 NOVEMBRE 1926.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, sont appliquées au service téléphone qui entre l'Allemagne et les Pays-Bas, sous réserve des précisions et additions suivantes :

A. RÉSEAU INTERNATIONAL.

Paragraphe 5 — (2) La priorité sur les conversations de même catégorie du service intérieur est également attribuée aux conversations qui empruntent des voies de communication reliant des réseaux voisins de la frontière.

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4 — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (Annuaire téléphonique officiels), destinées à être mises en vente, seront adressées au Bureau téléphonique de Düsseldorf en ce qui concerne les listes allemandes, et au Bureau télégraphique de La Haye pour les listes néerlandaises. Ces services transmettront les commandes aux services d'édition. Ces derniers se feront verser le prix d'achat et, après réception des fonds, expédieront les listes directement aux clients, soit comme lettre, soit par colis postal.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1 — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1 — Les conversations « éclair » sont admises.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT

Paragraphe 1 — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1 — (1) Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1575. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 26, AND AT BERLIN, NOVEMBER 3, 1926.

Article I.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephone service between Germany and the Netherlands, as amplified and modified by the following conditions :

A. INTERNATIONAL SYSTEM.

Paragraph 5. — (2) Calls using means of communication connecting districts near the frontier shall also have priority over internal calls of the same category.

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of subscribers (official telephone directories) for sale to the public, must be made to the Düsseldorf Telephone Office for German lists, and to the Hague Telegraph Office for Dutch lists. Applications will be forwarded by those offices to the publishing departments, which, after receiving payment, will forward the lists direct to subscribers, either by letter or parcel post.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are admitted.

The rate for a " Lightning " call is ten times that for an ordinary private call made during the same rate period.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls are authorised during the periods of light traffic, and also during other periods.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Paragraphe 1. — (4) Les conversations par abonnement donneront lieu à la perception des taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes (périodes de fort trafic) : le triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Le demandeur de conversations par abonnement à échanger pendant les heures de fort trafic (paragraphe 1, b), a la faculté de demander l'exclusion générale des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 3. — Pendant les heures de faible trafic, des conversations par abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être autorisées par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement, calculé en règle générale sur une durée moyenne de trente jours, est établi sur la base de vingt-cinq jours lorsque l'abonné a renoncé à échanger des conversations par abonnement les dimanches et les jours fériés (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus).

Paragraphe 6. — (2) Les conversations supplémentaires sont considérées comme de nouvelles conversations [(Section L, paragraphe 1 (1))] et taxées comme suit : pendant les heures de fort trafic, à l'unité de taxe au moins, et pendant les heures de faible trafic, aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe au moins.

Paragraphe 7. — (3) Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours seulement, il est remboursé un vingt-cinquième (1/25) de ce montant ou la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIF ET PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 1-3. — Le montant de l'unité de taxe pour chaque communication et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe : francs or	Part de l'Allemagne francs or	Part des Pays-Bas francs or	Observations.
Des localités entre lesquelles la distance à vol d'oiseau :				
a) N'excède pas 15 kilomètres	0,60	—	—	Ces taxes n'entrent pas dans les comptes.
b) Est supérieure à 15 kilomètres, mais inférieure à 50 kilomètres	1,20	—	—	
c) Les Pays-Bas et la 1 ^{re} zone allemande .	3,30	1,80	1,50	
2 ^{me} » »	4,50	3,00	1,50	
3 ^{me} » »	5,70	4,20	1,50	
4 ^{me} » »	7,50	6,00	1,50	

Zones :

a) Allemagne :

Zone 1 : Bureaux situés dans le ressort des Directions supérieures des postes (OPD) suivantes : Aix-la-Chapelle, Dortmund, Düsseldorf, Cologne, Münster (Westphalie) Oldenbourg (Oldb.) ;

Paragraph 1. — (4) Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
 (b) During other periods (periods of heavy traffic), three times the unit charge.

Paragraph 2. — (1) Add : Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic (*Paragraph 1, (b)*), may ask for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 3. — During the periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned if the traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 5. — The amount of the subscription, which, as a general rule, is calculated on a mean duration of 30 days, is computed on the basis of 25 days when no subscription calls are to take place on Sundays and holidays (see Section H, *Paragraph 2 (1)* above).

Paragraph 6. — (2) The additional conversation is regarded as a new call (*Section L, Paragraph 1 (1)*) and is charged for as follows : during the hours of heavy traffic, at the unit rate as a minimum and during the hours of light traffic, at three-fifths ($3/5$) of the unit as a minimum.

Paragraph 7. — (3) Where the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 25 days only, one-twenty-fifth ($1/25$) of that amount, or that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost is refunded.

K. RATES AND COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 1-3. — The amount of the unit charge for each call and the quota of each Administration are shown in the following table :

Services between	Amount of unit charge : Gold frs.	Germany's quota Gold frs.	Netherlands quota Gold frs.	Observations.
Localities between which the distance as the crow flies :				These charges are not included in the accounts.
(a) Does not exceed 15 km.	0.60	—	—	
(b) Is over 15 km. but under 50 km. . . .	1.20	—	—	
(c) Netherlands and the 1st German zone . .	3.30	1.80	1.50	
2nd " "	4.50	3.00	1.50	
3rd " "	5.70	4.20	1.50	
4th " "	7.50	6.00	1.50	

Zones :

a) Germany :

Zone 1 : Offices situated within the following head post-office districts (O.P.D.) ; Aachen, Dortmund, Düsseldorf, Cologne, Münster (Westphalia), Oldenburg (Oldb.) ;

Zone 2 : Bureaux situés à l'est de la zone 1), jusqu'à la ligne de chemin de fer Wismar, Schwerin (Mecklb.), Ludwigslust, Wittenberg, Stendal, Magdebourg, Sangerhausen, Erfurt, Neudietendorf, Grimmenthal, Schweinfurt, Würzburg, Heilbronn, Stuttgart, Eutingen, Hausach, de là, jusqu'à une ligne allant par Schweighausen, Kenzingen, Sasbach jusqu'à Colmar (Alsace). Les localités mentionnées ci-dessus et situées sur la ligne de chemin de fer indiquée, font partie de la zone 2.

Zone 3 : Bureaux situés à l'est de la zone 2, jusqu'à la ligne de chemin de fer Cammin, Stettin, Küstrin, Francfort (Oder), Cottbus, Senftenberg, Kamenz, Pirna (Tetschen), Pilsen, Eisenstein, Plattling, Landshut, Munich, Immenstadt, Lindau. Les localités situées sur les lignes de chemin de fer susmentionnées font partie de la zone 3.

Zone 4 : Bureaux situés à l'est de la zone 3.

b) Pays-Bas :

Les Pays-Bas constituent une seule zone

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont fixées comme suit : de 7 heures de l'après-midi (19 heures) à 8 heures du matin (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 1. — (3) Par communications téléphoniques entre réseaux situés à proximité de la frontière, pour lesquels la taxe est calculée en raison d'unités indivisibles de trois minutes, on entend les communications téléphoniques entre réseaux dont la distance, mesurée à vol d'oiseau, ne dépasse pas 50 kilomètres.

Paragraphe 8. — (2) et (3) Si le demandeur ne répond pas, il est perçu la taxe afférente à une unité de conversation de la catégorie demandée ; si le demandé ne répond pas, il n'est pas perçu de taxe.

Si, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette absence de réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'Avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications, avec préavis et avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. — (5) Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Zone 2 : Offices situated east of zone 1 as far as the Wismar-Schwerin (Mecklb), Ludwigslust, Wittenberg, Stendal, Magdeburg, Sangerhausen, Ehrfurt, Neudietendorf, Grimmental, Schweinfurt, Würzburg, Heilbronn, Stuttgart, Eutingen, Hausach railway line and thence to a line passing through Schweighausen, Kenzingen, Sasbach to Colmar (Alsace). Places mentioned above and those situated on the railway line in question are included in zone 2.

Zone 3 : Offices situated east of zone 2 as far as the Kammin, Stettin, Küstrin, Frankfort (Oder), Cottbus, Senftenberg, Kamenz, Pirna (Tetschen), Pilsen, Eisenstein, Plattling, Landshut, Munich, Immenstadt, Lindau railway line. Places situated on the above-mentioned railway line are included in zone 3.

Zone 4 : Offices situated east of zone 3.

(b) Netherlands :

The Netherlands form a single zone.

Paragraph 6. — The hours of light traffic are as follows : From 7 p. m. (19 h.) to 8 a. m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 1. — (3) Telephone calls between districts situated near the frontier for which the rate is calculated in indivisible three-minute call periods, are understood to be those between districts between which the distance, measured as the crow flies, does not exceed 50 km.

Paragraph 8. — (2) (3) If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one call period of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

If after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — (4) Communications with "preavis" and "avis d'appel" are admitted.

In putting through such calls the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Method of establishing communications with préavis or avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4. — (5) When the lines are congested there shall, as far as possible, be one operator for each long-distance international circuit.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la même date que le Chapitre XXIV du Règlement international (Revision de Paris). Il sera valable pour une période indéterminée, mais il pourra, à tout moment, être résilié par chacune des administrations intéressées moyennant un préavis de trois mois.

Fait en double expédition :

La Haye, le 26 octobre 1926.

Berlin, le 3 novembre 1926.

(Signé) FEYERABEND,
Ministre des Postes du Reich
P. I.

(Signé) DAMME,
Directeur général des Postes et Télégraphes
des Pays-Bas.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on the same date as Chapter XXIV of the International Regulations (Paris Revision, 1925). It shall be valid for an indefinite period, but may be cancelled at any moment by either of the Administrations concerned, subject to three months' notice.

Done in duplicate :

The Hague, October 26, 1926.

Berlin, November 3, 1926.

(Signed) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of the Reich.

(Signed) DAMME,
Director-General of Posts and Telegraphs
of the Netherlands.

N° 1576.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant le service téléphonique entre l'Autriche et les Pays-Bas, par l'Allemagne. Signé à La Haye, le 17 décembre 1926, à Vienne, le 12 janvier, et à Berlin, le 22 janvier 1927.

**GERMANY, AUSTRIA
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between Austria and The Netherlands via Germany. Signed at The Hague, December 17, 1926, at Vienna, January 12, and at Berlin, January 22, 1927.

N° 1576. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE L'AUTRICHE ET LES PAYS-BAS, PAR L'ALLEMAGNE. SIGNÉ : A LA HAYE, LE 17 DÉCEMBRE 1926, A VIENNE, LE 12 JANVIER, ET A BERLIN, LE 22 JANVIER 1927.

Texte officiel français, communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre l'Autriche et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire d'Allemagne.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention¹ télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au Service téléphonique entre l'Autriche et les Pays-Bas, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées pour l'Autriche à la « Telegraphendirektion Wien » et pour les Pays-Bas au bureau télégraphique de La Haye.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclair » sont admises.

Paragraphe 3. — La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1. — (2) Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1576. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN AUSTRIA AND THE NETHERLANDS, VIA GERMANY. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 17, 1926, AT VIENNA, JANUARY 12, AND AT BERLIN, JANUARY 22, 1927.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Article 1.

The telephone service is hereby organised between Austria and the Netherlands by means of communication through German territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (telephone service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention² of St. Petersburg, are applied to the telephone service between Austria and the Netherlands, as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made, in the case of Austria, to the "Telegraphendirektion Wien", and in the case of the Netherlands to the Telegraph Office, The Hague.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1. — "Lightning" calls are admitted.

Paragraph 3. — The rate for a "lightning" call is ten times that of an ordinary private call during the same call period.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. LVII, page 201, of this Series.

Paragraphe 2. — (5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un des ses bureaux.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1. — (1) Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.¹

Paragraphe 1. — (4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Ajouter :

Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6. — (2) Ajouter :

La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins, et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins.

Paragraphe 7. — (3) Ajouter :

Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4.

Parts terminales.

Autriche.

La part terminale revenant à l'Autriche, par unité de taxe, pour les communications originaires ou à destination des villes ci-après, est fixée comme suit :

Wien..... deux francs soixante centimes (2 fr. 60).

Pays-Bas.

La part terminale revenant aux Pays-Bas, par unité de taxe, est fixée à un franc cinquante centimes (1 fr. 50) quels que soient les bureaux d'origine ou de destination dans ce pays.

Part de transit.

Allemagne.

La part revenant à l'Administration allemande, par unité de taxe, est fixée à cinq francs vingt centimes (5 fr. 20) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

¹ Pendant les autres périodes, seulement à partir d'une date à fixer ultérieurement, de gré à gré, entre les trois administrations intéressées.

Paragraph 2. — (5) The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the German Administration reserves the right to limit the duration of ordinary State Government calls to six minutes, when these calls are made through one of its offices.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods¹.

Paragraph 1. — (4) Subscription calls are subject to the following charges :

(a) During the periods of light traffic, half the unit charge.

(b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2. — (1) Add :

Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic, may ask for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 3. — During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 5. — The amount of the subscription, which is calculated as a general rule on a mean duration of thirty days, is computed on the basis of 25 days for subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H 2 (1) above) when the subscriber has asked for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 6. — (2) Add :

The additional call is regarded as a new conversation (Section L, 1 (1)), and charged for : during the hours of heavy traffic, at the unit rate as minimum, and during the hours of light traffic, at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate as minimum.

Paragraph 7. — (3) Add :

When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 25 days (Section H 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount, or at that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost.

K. RATES-COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

Terminal quotas.

Austria.

The terminal quota of Austria per unit fee for communications originating at or destined to the following towns is fixed as follows :

Vienna..... two francs sixty centimes (2 fr. 60).

Netherlands.

The terminal quota of the Netherlands per unit fee is fixed at one franc fifty centimes (1 fr. 50), whatever the offices of origin or destination in that country.

Transit quota.

Germany.

The quota of the German Administration per unit fee is fixed at five francs twenty centimes (5 fr. 20) for any call, whatever the offices of origin and destination.

¹ During other periods, only from a date to be fixed later by agreement among the three Administrations concerned.

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes : 21 heures à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. — (2) et (3) En cas de non-réponse du demandeur il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. — (5) Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Paragraphe II. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des Communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris 1925).

Toutefois, la disposition facultative figurant sous la lettre *h*) de cet avis est remplacée par la suivante :

h) En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit sur la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Q. COMPTABILITÉ. DISPOSITION ADDITIONNELLE.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les Administrations autrichienne et néerlandaise. La liquidation des taxes de transit se fera entre l'Administration allemande et les deux administrations débitrices. L'Administration allemande comprendra les taxes de transit dues par l'Administration néerlandaise dans son compte du trafic néerlandais-allemand, séparées des autres montants et les taxes de transit dues par l'Administration autrichienne dans son compte du trafic austro-allemand.

Article 3.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Paragraph 6. — The hours of light traffic are from 21 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. — (2) (3). If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one call period of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — (4) Communications with "préavis" and "avis d'appel" are admitted.

In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with préavis and avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, the demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4. — (5) When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each long-distance international circuit.

Paragraph 11. — As regards the putting-through of calls passing through a German Office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance Telephone Communications, under the heading: "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision, 1925).

The optional clause under letter (h) of these recommendations is, however, replaced by the following:

(h) Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Q. ACCOUNTING. ADDITIONAL PROVISION.

Terminal charges shall be settled direct between the Austrian and Netherlands Administrations. The liquidation of transit charges shall be effected between the German Administration and the two debtor Administrations. The German Administration shall include the transit charges owing by the Netherlands Administration as a separate item in its Dutch-German traffic account, and the transit charges owing by the Austrian Administration in its Austro-German traffic account.

Article 3.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

Article 4.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait triple,

à La Haye, le 17 décembre 1926.

*Le Directeur Général des Postes et
des Télégraphes des Pays-Bas,*

DAMME.

à Vienne, le 12 janvier 1927.

Le Directeur Général,
HOHEISEL.

à Berlin, le 22 janvier 1927.

Der Reichspostminister,
I. V.,
FEYERABEND.

Article 4.

The present Agreement shall take effect at the date which shall be fixed by the Contracting Administrations, as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States concerned. It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time, subject to three month's notice.

Done in triplicate,

At The Hague, December 17, 1926.

DAMME,
*Director-General of Posts
and Telegraphs
of the Netherlands.*

At Vienna, January 12, 1927.

HOHEISEL,
Director-General.

At Berlin, January 22, 1927.

FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of the Reich.

N° 1577.

**ALLEMAGNE, PAYS-BAS
ET SUISSE**

Arrangement concernant le service téléphonique entre les Pays-Bas et la Suisse, par l'Allemagne. Signé à Berne, le 1^{er} février, à La Haye, le 11 février, et à Berlin, le 19 février 1927.

**GERMANY,
THE NETHERLANDS
AND SWITZERLAND**

Agreement concerning the Telephone Service between The Netherlands and Switzerland via Germany. Signed at Berne, February 1, at The Hague, February 11, and at Berlin, February 19, 1927.

N^o 1577. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA SUISSE PAR L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A BERNE, LE 1^{er} FÉVRIER, A LA HAYE, LE 11 FÉVRIER, ET A BERLIN, LE 19 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français, communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Article premier.

Afin de faciliter les relations téléphoniques entre les Pays-Bas et la Suisse, les Administrations des télégraphes et des téléphones des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Suisse établiront un circuit téléphonique Amsterdam-Bâle et un circuit Amsterdam-Zurich. Ces deux circuits ne comporteront aucun établissement intermédiaire et serviront en tout premier lieu à l'écoulement du trafic Pays-Bas-Suisse. Ils pourront également être utilisés, après entente entre les administrations intéressées, pour l'échange de correspondances au delà des Pays-Bas et au delà de la Suisse.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg² sont appliquées au service téléphonique entre les Pays-Bas et la Suisse, sous réserve des précisions et additions suivantes.

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public, seront adressées au Bureau télégraphique de La Haye, respectivement à la Direction générale des Télégraphes suisses, à Berne.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

¹ Entré en vigueur le 19 février 1927.

² Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1577. — AGREEMENT ² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWITZERLAND VIA GERMANY. SIGNED AT BERNE, FEBRUARY 1, AT THE HAGUE, FEBRUARY 11, AND AT BERLIN, FEBRUARY 19, 1927.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Article 1.

In order to facilitate telephonic communication between the Netherlands and Switzerland, the Telegraph and Telephone Administrations of the Netherlands, Germany and Switzerland shall establish telephone circuit between Amsterdam and Basle and a circuit between Amsterdam and Zurich. There shall be no intermediate station on these two circuits, the main purpose of which shall be to provide for the traffic between the Netherlands and Switzerland. They may likewise be used, by agreement between the Administrations concerned, for communications beyond the Netherlands and beyond Switzerland.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telephone Convention³ of St-Petersburg are applied to the telephone service between the Netherlands and Switzerland as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the Telegraph Office at The Hague or the Swiss General Direction of Telegraphs, Berne, as the case may be.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are not admitted.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force February 19, 1927.

³ Vol. LVII, page 201, of this Series.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1, alinéa 2. — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2, alinéa 5. — La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à 6 minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe 1, alinéa 1. — Les conversations par abonnement, à heures fixées, sont autorisées pendant les périodes de faible trafic comme aussi pendant les autres périodes.

Paragraphe 1, alinéa 4. — Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 3. — Pendant les périodes de faible trafic, des conversations par abonnement d'une durée de plus de 6 minutes, peuvent être admises par les offices téléphoniques intéressés, pour autant que le permet le trafic sur les circuits à utiliser.

Paragraphe 6, alinéa 2. — Les conversations supplémentaires sont considérées et taxées conformément au paragraphe 1 (1) de la Section L, c'est-à-dire comme nouvelles conversations. Il sera donc perçu une unité de taxe au moins pendant les heures de fort trafic, et trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe au moins durant les heures de faible trafic.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 1-3. — Zones. Pour la détermination des taxes terminales :

- Le territoire des Pays-Bas ne comprend qu'une zone.
- Le territoire de la Suisse ne comprend qu'une zone.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

Pays-Bas.

A un franc cinquante centimes (1 fr. 50) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination dans ce pays.

Suisse.

A un franc cinquante centimes (1 fr. 50) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination dans ce pays.

PART DE TRANSIT.

Allemagne.

Paragraphe 4. — La part de transit revenant à l'Administration allemande, par unité de taxe, est fixée à trois francs (3 fr.) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

La même taxe de transit sera aussi bonifiée à l'Allemagne si, en cas de dérangement, les conversations s'échangent par l'entremise d'établissements allemands.

Le montant de l'unité de taxe, dans les relations entre les Pays-Bas et la Suisse est ainsi de :

Part néerlandaise 1 fr. 50 + part suisse 1 fr. 50 + part allemande 3 fr. = 6 fr.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1, § 2. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2, § 5. — The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the German Administration reserves the right to limit to six minutes the duration of ordinary Government calls when these calls are put through by one of its offices.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1, § 1. — Subscription calls are authorised at fixed hours during the period of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1, § 4. — Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic ; half the unit charge ;
- (b) During other periods ; three times the unit charge.

Paragraph 3. — During the periods of light traffic, subscription calls of a longer duration than six minutes may be admitted by the offices concerned if the traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 6, § 2. — Additional conversations are regarded and charged for in accordance with paragraph 1 (1) of Section L, *i.e.* as new calls. They will accordingly be charged for during the periods of heavy traffic, at the unit rate as minimum, and during the periods of light traffic at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate as minimum.

K. RATES. COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 1-3. — *Zones.* For the fixing of terminal charges :

The Netherlands territory comprises a single zone.
Swiss territory comprises a single zone.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of the Administration at each end per unit fee is fixed as follows :

Netherlands.

At one franc fifty centimes (1 fr. 50) for any call, irrespective of the offices of origin or destination in that country.

Switzerland.

At one franc fifty centimes (1 fr. 50) for any call, irrespective of the offices of origin or destination in that country.

TRANSIT QUOTA.

Germany.

Paragraph 4. — The transit quota of the German Administration per unit fee is fixed at three francs (3 frs.) for any conversation, irrespective of the offices of origin and destination.

The same transit charge shall also be granted to Germany if, owing to dislocation, calls are put through German offices.

The amount of the unit fee for services between the Netherlands and Switzerland is accordingly :
Netherlands quota 1 fr. 50 + Swiss share 1 fr. 50 + German share 3 fr. = 6 fr.

Paragraphe 5. — Les administrations néerlandaises et suisses garantissent à l'Allemagne une recette minimum annuelle (taxes de transit) de 70.000 fr. (francs soixante-dix mille), par circuit, excepté le circuit Amsterdam-Bâle.

Lorsque la recette annuelle réelle n'atteindra pas la somme garantie, la différence sera versée à l'Allemagne lors du règlement des comptes du quatrième trimestre ; elle sera payée en parts égales par les Administrations néerlandaise et suisse.

En cas d'interruption ou de dérangement, l'Administration allemande usera de tous les moyens dont elle dispose pour rétablir la communication dans le plus bref délai possible. Si l'interruption ou le dérangement sur territoire allemand dure plus de cinq jours à partir du jour où l'Administration allemande en aura été avisée par les Administrations néerlandaise ou suisse, la recette minimum garantie sera réduite de $\frac{1}{365}$ pour chaque période de 24 heures ou fraction de 24 heures dépassant les cinq jours.

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes :

De 21 heures à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8, alinéas 2 et 3. — Le demandeur qui ne répond pas, malgré le bon fonctionnement de son raccordement, est débité de l'unité de taxe fixée pour une communication de la catégorie demandée. Aucune taxe n'est perçue si le poste demandé ne répond pas.

Lorsque le demandeur ou le demandé, après avoir répondu à l'appel préparatoire, ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est considérée comme un refus. Dans ce cas, il est perçu la taxe pour une communication de trois minutes de la catégorie demandée.

Paragraphe 10. — Les communications échangées avec des bourses commerciales, financières ou autres seront taxées à partir du moment où le poste demandeur et le poste public, cas échéant le poste public principal, ont répondu à l'appel.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1, dernier alinéa. — Les avis d'appel ne sont pas admis.

Les préavis téléphoniques sont admis. Pour l'établissement des communications avec préavis, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2, alinéa 3. — Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4, alinéa 5. — Pendant les périodes de fort trafic chaque circuit téléphonique international à grande distance est desservi, autant que possible, par un agent spécial.

Paragraphe 11. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande, les trois Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Paragraph 5. — The Netherlands and Swiss Administrations guarantee to Germany minimum annual receipts (transit fees) of fr. 70,000 (seventy thousand francs) per circuits except as regards the Amsterdam-Basle circuit.

When the annual receipts fall short of the sum guaranteed, the difference shall be paid to Germany when the accounts for the fourth quarter are settled, equal shares being contributed by the Netherlands and Swiss Administrations.

In the case of interruption or dislocation of the service, the German Administration shall do its utmost to re-establish communication within the shortest possible time. If the interruption or dislocation in German territory lasts for more than five days from the day on which the German Administration has been notified thereof by the Netherlands or Swiss Administration, the minimum guaranteed receipts shall be reduced by $\frac{1}{365}$ for each period of twenty-four hours or fraction thereof in excess of five days.

Paragraph 6. — The hours of light traffic are from 21 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8, §§ 2 and 3. — A caller who fails to reply, although his apparatus is in working order, is debited with the unit fee fixed for a call of the category demanded. No charge is made if the person called fails to reply.

If the caller or the person called, after replying to the preparatory call, fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal, and the charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

Paragraph 10. — Calls to commercial or Stock Exchanges or other markets will be charged for as soon as the office at the originating end and the public call office or chief public call office reply to the call.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — Last §. — "Avis d'appel" are not admitted.

Telephonic "préavis" are admitted. In putting through such calls the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with préavis and avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2, § 3. — If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4, § 5. — During periods of heavy traffic, there shall, as far as possible, be a special agent for each international long distance circuit.

Paragraph 11. — As regards the putting-through of calls through a German Office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for longdistance Telephone Communications under the heading "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Toutefois, la disposition facultative figurant sous la lettre *h* de cet avis est remplacée par la suivante :

h) En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit au sujet de la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Article 3.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 4.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date fixée par les administrations contractantes, dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps, moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait triple :

A Berne, le 1^{er} février 1927.

*Le Département fédéral
des Postes et des Chemins de fer,
D^r HAAB.*

A La Haye, le 11 février 1927.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes des Pays-Bas,
DAMME.*

A Berlin, le 19 février 1927.

*Pour le Ministre des Postes,
FEYERABEND.*

The optional clause under letter *h*) of these recommendations is, however, replaced by the following :

(*h*) Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office, in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Article 3.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

Article 4.

The present Agreement shall take effect at the date which shall be fixed by the Contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of each of the States concerned.

It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in triplicate,

At Berne, February 1, 1927.

*Federal Department
of Posts and Railways,*

Dr. HAAB.

At The Hague, February 11, 1927.

DAMME,

*Director-General of Posts
and Telegraphs of the Netherlands,*

At Berlin, February 19, 1927.

For the Postmaster-General,

FEYERABEND.

N° 1578.

**ALLEMAGNE, PAYS-BAS
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement concernant le service téléphonique entre les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire d'Allemagne. Signé à La Haye, le 18 décembre 1926, à Prague, le 11 février, et à Berlin, le 22 février 1927.

**GERMANY,
THE NETHERLANDS
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning the Telephone Service between The Netherlands and Czechoslovakia through the Lines established in German Territory. Signed at The Hague, December 18, 1926, at Prague, February 11, and at Berlin, February 22, 1927.

N^o 1578. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LE TERRITOIRE D'ALLEMAGNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 18 DÉCEMBRE 1926, A PRAGUE, LE 11 FÉVRIER, ET A BERLIN, LE 22 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale¹ de Saint-Petersbourg sont appliquées au service téléphonique entre les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de l'Allemagne, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaire des téléphones) qui doivent être vendues au public, seront adressées pour les Pays-Bas au bureau télégraphique de La Haye et pour la Tchécoslovaquie au bureau de poste Prague I.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3. — La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1. — (2) Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2. — (5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1578. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN THE NETHERLANDS AND CZECHOSLOVAKIA THROUGH THE LINES ESTABLISHED IN GERMAN TERRITORY. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 18, 1926, AT PRAGUE, FEBRUARY 11, AND AT BERLIN, FEBRUARY 22, 1927.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Article 1.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention² of St. Petersburg are applied to the telephone service between the Netherlands and Czechoslovakia by the means of communication through German territory, as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) on sale to the public should be made: in the case of the Netherlands, to the Telegraph Office at The Hague, and in the case of Czechoslovakia, to the Post Office, Prague I.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are admitted.

Paragraph 3. — The rate for a " lightning " call is ten times that for an ordinary private call exchanged during the same rate period.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — (2) There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2. — (5) The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the German Administration reserve the right to limit to six minutes the duration of ordinary Government calls when these calls are established through one of its offices.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. LVII, page 201, of this Series.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1. — (1) Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.¹

Paragraphe 1. — (4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Ajouter :

Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans le cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic, (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus) le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6. — (2) Ajouter :

La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation [Section L, paragraphe 1 (1)] et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité.

Paragraphe 7. — (3) Ajouter :

Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4. — *Zones.* Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire des Pays-Bas ne comprend qu'une zone.

Le territoire de la Tchécoslovaquie est divisé en trois zones.

La part de transit revenant à l'Administration allemande, par unité de taxe, est fixée à quatre francs soixante centimes (4 fr. 60) pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Limite des zones :

La *Tchécoslovaquie*.

La *première* zone comprend la Bohême (Čechy).

La *deuxième* zone comprend la Moravie (Morava), Silésie (Slezsko) et la partie de la Slovaquie (Slovensko) située à l'ouest d'une ligne partant du point frontière entre Salgotarjan (en Hongrie) et Lucence et passant par Lucence, Brezno, Liptovsky Svätý Mikuláš et de là au nord-est jusqu'à la frontière polonaise. Les villes précitées font partie de la deuxième zone.

La *troisième* zone comprend la partie de la Slovaquie située à l'est de la ligne susmentionnée et la Russie Sous-Carpathique (*Podkarpatiskà Rus*).

¹ Pendant les autres périodes seulement à partir d'une date à fixer ultérieurement de gré à gré entre les trois administrations intéressées.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods¹.

Paragraph 1. — (4) Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge.
- (d) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2. — (1) Add :

Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 3. — During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 5. — The amount of the subscription which is calculated as a general rule on a mean duration of thirty days is computed on the basis of twenty-five days for subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above) when the subscriber has asked for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 6. — (2) Add :

The additional call is regarded as a new call [Section L, paragraph 1 (1)] and charged for: during the hours of heavy traffic, at the unit rate, and during the hours of light traffic, at three-fifths of the unit rate.

Paragraph 7. — (3) Add :

When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 25 days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount, or at that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost.

K. RATES. COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4. — *Zones.* For the fixing of terminal charges :

The territory of the Netherlands comprises a single zone.

The territory of Czechoslovakia is divided into three zones.

The transit quota of the German Administration per unit charge is fixed at four francs 60 centimes (4 fr. 60) for any call, irrespective of the offices of origin and destination.

Limits of Zones :

Czechoslovakia.

The *first* zone consists of Bohemia (Čechy).

The *second* zone comprises Moravia (Morava), Silesia (Sleszko), and that part of Slovakia (Slovensko) situated west of a line starting from the frontier point between Salgotarjan (in Hungary) and Lucence and passing through Lucence, Brezno, Liptovsky Svätý Mikulaš, and thence in a north-easterly direction to the Polish frontier. The above-mentioned towns are included in the second zone.

The *third* zone comprises that part of Slovakia situated to the east of the above-mentioned line, and Sub-Carpathian Russia (*Podkarpatská Rus*).

¹ During other periods, only from a date to be fixed later by agreement among the three Administrations concerned.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES PAYS- BAS
ET LES DIVERSES ZONES TCHÉCOSLOVAQUES.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre :	Montant de l'unité de taxe	Part terminale néerlandaise	Part terminale tchécoslovaque	Part de transit allemande
	francs	francs	francs	francs
les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie :				
1 ^{re} zone.	8,10	1,50	2,—	4,60
2 ^{me} »	9,60	1,50	3,50	4,60
3 ^{me} »	10,60	1,50	4,50	4,60

Paragraphe 6 — Les heures de faible trafic sont les suivantes : 21 heures à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. — (2) et (3). En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandeur, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. — (5) Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Paragraphe 11. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'administration allemande, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris 1925).

AMOUNT OF UNIT CHARGE FOR SERVICES
BETWEEN THE NETHERLANDS AND THE VARIOUS CZECHOSLOVAK ZONES.

The amount of the unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following table :

Services between	Amount of unit charge	Netherlands terminal quota	Czechoslovak terminal quota	German transit quota
	francs	francs	francs	francs
The Netherlands and Czechoslovakia :				
First zone	8.10	1.50	2.00	4.60
Second "	9.60	1.50	3.50	4.60
Third "	10.60	1.50	4.50	4.60

Paragraph 6. — The hours of light traffic are from 21 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. — (2) and (3). If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one 3-minute call period of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — (4) Communications with "préavis" and "avis d'appel" are admitted. In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Method of establishing communications with préavis and avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4. — (5) When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each long-distance international circuit

Paragraph 11. — As regards the putting-through of calls passing through a German Office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance Telephone Communications, under the heading "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision 1925).

Toutefois, la disposition facultative figurant sous la lettre *h*) de cet avis est remplacée par la suivante :

h) En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit sur la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Q. COMPTABILITÉ. DISPOSITION ADDITIONNELLE.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les Administrations néerlandaise et tchécoslovaque. La liquidation des taxes de transit se fera entre l'Administration allemande et les deux administrations débitrices. L'Administration allemande comprendra les taxes de transit dues par l'Administration néerlandaise dans son compte du trafic néerlandais-allemand, séparées des autres montants.

Article 2. ●

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps, moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait triple :

A La Haye, le 18 décembre 1926.

*Le Directeur général des Postes
et des Télégraphes des Pays-Bas.*

DAMME.

A Prague, le 11 février 1927.

Le Ministre,

D^r NOSEK.

A Berlin, le 22 février 1927.

Der Reichspostminister, In Vertretung,

FEYERABEND.

The additional provision under letter (h) of these recommendations is, however, replaced by the following :

(h) Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office, in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Q. ACCOUNTING. ADDITIONAL PROVISION.

Terminal charges shall be liquidated direct between the Netherlands and Czechoslovak Administrations. The liquidation of transit charges shall be effected between the German Administration and the two debtor Administrations. The German Administration shall include the transit charges owing by the Netherlands Administration as a separate item in its Dutch-German traffic account.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall take effect at the date which shall be fixed by the Contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of each of the States concerned. It shall be valid for an indefinite period, and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in triplicate,

At The Hague, December 18, 1926.

DAMME,
*Director-General of Posts and Telegraphs
of the Netherlands.*

At Prague, February 11, 1927.

D^r NOSEK,
Minister.

At Berlin, February 22, 1927.

FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of the Reich.

N° 1579.

**ALLEMAGNE, DANEMARK
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de l'Allemagne. Signé à Copenhague, le 10, à La Haye, le 17, et à Berlin, le 24 février 1927.

**GERMANY, DENMARK
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between Denmark and The Netherlands through the Lines established in German Territory. Signed at Copenhagen, February 10, at The Hague, February 17, and at Berlin, February 24, 1927.

N^o 1579. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LES PAYS-BAS PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LE TERRITOIRE DE L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 10, A LA HAYE, LE 17, ET A BERLIN, LE 24 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale² de Saint-Petersbourg sont appliquées au Service téléphonique entre le Danemark et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne, sous réserve des précisions et additions suivantes :

Section C.

LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public, seront adressées à la Direction générale des télégraphes, Copenhague, respectivement au Bureau télégraphique, La Haye.

Section E.

CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

Section F.

CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

Section G.

CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1. — (2) Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1927.

² Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 1579. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND THE NETHERLANDS THROUGH THE LINES ESTABLISHED IN GERMAN TERRITORY. SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 10, AT THE HAGUE, FEBRUARY 17, AND AT BERLIN, FEBRUARY 24, 1927.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Article 1.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925) annexed to the International Telegraph Convention³ of St. Petersburg are applied to the telephone service between Denmark and the Netherlands by the means of communication through German territory, as amplified and modified by the following conditions :

Section C.

LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Direction of Telegraphs, Copenhagen or to the Telegraph Office, The Hague.

Section E.

URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

Section F.

“ LIGHTNING ” CALLS.

Paragraph 1. — “ Lightning ” calls are not admitted.

Section G.

GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force March 1, 1927.

³ Vol. LVII, page 201, of this Series.

Paragraphe 2. — (5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée
 Toutefois l'Administration allemande se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

Section H.

CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1. — (1) Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1. — (4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les périodes de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3. — Pendant les périodes de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus) le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6. — (2) Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation [Section L, paragraphe (1)] et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité. »

Paragraphe 7. — (3) Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

Section K.

TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 et 4. — Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Danemark est divisé en 2 zones ; le territoire des Pays-Bas ne comprend qu'une zone.

Une taxe uniforme de transit est attribuée à l'Allemagne qu'elle que soit la voie allemande utilisée pour l'échange des communications.

Limite des zones au Danemark :

La première zone comprend :

Les réseaux situés au sud d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Kjøge, Horsens et Skjern, ces villes inclusivement.

La deuxième zone comprend :

Les réseaux situés au nord d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Kjøge, Horsens et Skjern, ces villes exclusivement.

Paragraph 2. — (5). The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the German Administration reserves the right to limit to six minutes the duration of ordinary Government calls when these calls are established through one of its offices.

Section H.

SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls are authorised during the periods of light traffic, and also during other periods.

Paragraph 1. — (4). Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2. — (1) Add :

“ Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic, may ask for Sundays and holidays to be excepted ”.

Paragraph 3. — During the hours of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 5. — The amount of the subscription which, as a general rule, is calculated on a mean duration of 30 days, is computed on the basis of 25 days in the case of subscription calls to take place during the hours of heavy traffic (Section H. paragraph 2 (1) above), when the subscriber has asked for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 6. — (2) Add :

“ The additional conversation is regarded as a new call (Section L. paragraph 1 (1)), and is charged for : during the hours of heavy traffic, at the unit rate, and during the hours of light traffic, at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate. ”

Paragraph 7. — (3) Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 25 days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of that amount, or at that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost. ”

Section K.

RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4. — For the fixing of terminal charges, the territory of Denmark is divided into two zones ; the territory of the Netherlands comprises a single zone.

A uniform transit fee will be paid to Germany irrespective of the German line used for the exchange of communications.

Limits of Danish zones :

The first zone comprises :

The systems situated south of a line running from east to west through the towns of Kjøge, Horsens and Skjern and including those towns.

The second zone comprises :

The systems situated north of a line running from east to west through the towns of Kjøge, Horsens, and Skjern and excluding those towns.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part des Pays-Bas	Part de l'Allemagne (transit)	Observations
	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	
Danemark 1 ^{re} zone et Pays-Bas .	8,10	2,00	1,50	4,60	
Danemark 2 ^{me} zone et Pays-Bas.	9,10	3,00	1,50	4,60	

Paragraphe 6. — Les périodes de faible trafic sont les suivantes : 21 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant les périodes de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

Section L.

MODE D'APPLICATIONS DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. — (2) et (3). En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque le demandeur ou le demandé, après avoir répondu à l'appel préalable, ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

Section N.

AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Section O.

ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. — (5) Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Ajouter un nouveau paragraphe, ainsi conçu :

§ 11. — Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande, les trois administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des Communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

The amount of the unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following table :

Services between	Amount of unit charge	Denmark's quota	Netherlands quota	Germany's quota (transit)	Observations
	Gold frs.	Gold frs.	Gold frs.	Gold frs.	
Denmark 1st zone and Netherlands	8.10	2.00	1.50	4.60	
Denmark 2nd zone and Netherlands	9.10	3.00	1.50	4.60	

Paragraph 6. — The hours of light traffic are as follows : 21 h. to 8 h (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

Section L.

METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. — (2) (3). If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one 3 minute call period of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

Section N.

AVIS D'APPEL AND TELEPHONIC PRÉAVIS.

Paragraph 1. — (4) Communications with *préavis* and *avis d'appel* are admitted.

In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel*", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Section O.

ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4. — (5) When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each long-distance international circuit.

Add a new Paragraph, reading as follows :

Paragraph 11. — As regards communications established through an office of the German Administration, the three Administrations shall comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance Telephonic Communications under the heading "Regulations for the Operation of International Transit Traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

Toutefois, la disposition facultative figurant sous la lettre *h*) de cet avis est remplacée par la suivante :

h) En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit sur la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Section Q.

COMPTABILITÉ.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les Administrations danoise et néerlandaise. La liquidation des taxes de transit se fera entre l'Administration allemande et les deux administrations débitrices. L'Administration allemande comprendra les taxes de transit dues par l'Administration danoise dans son compte du trafic dano-allemand, séparées des autres montants, et les taxes de transit dues par l'Administration néerlandaise dans son compte du trafic germano-néerlandais, séparées des autres montants.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} mars 1927.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en trois exemplaires, signés.

Copenhague, le 10 février 1927.

Pour la Direction générale des Télégraphes,

GREDSTED.

J. JANSEN.

La Haye, le 17 février 1927.

*Le Directeur Général des Postes et des Télégraphes
des Pays-Bas,*

DAMME.

Berlin, le 24 février 1927.

Der Reichspostminister, In Vertretung,

FEYERABEND.

The optional clause included under letter (h) of these recommendations is, however, replaced by the following :

(h) Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Section Q.

ACCOUNTING.

Terminal charges shall be liquidated direct between the Danish and Netherlands Administrations. The liquidation of transit charges shall be effected between the German Administration and the two debtor Administrations. The German Administration shall include the transit charges owing by the Danish Administration as a separate item in its Dano-German traffic account, and the transit charges owing by the Netherlands administration as a separate item in its Germano-Dutch traffic account.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part, without being liable to any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on March 1st, 1927, for an indefinite period. It may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in triplicate and signed.

Copenhagen, February 10, 1927.

For the General Direction of Telegraphs :

GREDSTED.

J. JANSEN.

The Hague, February 17, 1927.

DAMME,

Director of Posts and Telegraphs of the Netherlands.

Berlin, February 24, 1927.

FEYERABEND,

Acting Postmaster-General of the Reich.

N° 1580.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et les Pays-Bas. Signé à Bruxelles, le 10, et à La Haye, le 28 février 1927.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Agreement concerning the Telephone Service between Belgium and The Netherlands. Signed at Brussels, February 10, and at The Hague, February 28, 1927.

N^o 1580. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT LE SERVICE
TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS.
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 10, ET A LA HAYE, LE 28 FÉVRIER
1927.

*Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.*

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale ² de Saint-Pétersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre la Belgique et les Pays-Bas, sous réserve des précisions et additions suivantes :

A. RÉSEAU INTERNATIONAL.

Paragraphe 5. — (2). La priorité sur les correspondances de même catégorie du service intérieur est également attribuée aux conversations qui empruntent des voies de communication reliant des réseaux voisins de la frontière.

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLIQUES.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés belges et néerlandais qui doivent être vendues au public, seront adressées respectivement à M. le comptable des Téléphones, rue de la Paille, 5, à Bruxelles et à M. le directeur du Bureau télégraphique de La Haye.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1. — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe 1. — Les conversations par abonnement sont autorisées :
Pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1926.

² Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 1580. — OVEREENKOMST ¹ BETREFFENDE DEN TELEFOONDIENST
TUSSCHEN NEDERLAND EN BELGIË. GETEEKEND TE BRUSSEL,
DEN 10 FEBRUARI EN'S-GRAVENHAGE, DEN 28 FEBRUARI 1927.

*French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne.
The registration of this Agreement took place November 23, 1927.*

Artikel I.

De bepalingen in hoofdstuk XXIV (telefoon dienst) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925), behoorende bij de Internationale Telegraafovereenkomst ² van St. Petersburg, gelden voor den telefoon dienst tusschen België en Nederland, behoudens de volgende verduidelijkingen en aanvullingen :

A. INTERNATIONAAL NET.

§ 5. — (2) De voorrang boven de binnenlandsche gesprekken van dezelfde klasse wordt ook verleend aan gesprekken, voor welke gebruik wordt gemaakt van verkeerswegen tusschen nabij de grens gelegen netten.

C. LIJST VAN DE GEABONNEERDEN EN VAN DE ZELFSTANDIGE PUBLIEKE STATIONS.

§ 4. — De bestellingen betreffende de Belgische en Nederlandsche lijsten van de geabonneerden, die aan het publiek moeten worden verkocht, zijn te richten respectievelijk aan den Boekhouder der Telefonie, rue de la Paille 5, te Brussel, en aan den Directeur van het telegraafkantoor te 's-Gravenhage.

E. DRINGENDE PARTICULIERE GESPREKKEN.

§ 1. — Dringende particuliere gesprekken worden toegelaten.

F. «BLIKSEM» GESPREKKEN.

§ 1. — «Bliksem» gesprekken worden niet toegelaten.

G. REGEERINGSGESPREKKEN.

§ 1. — Er bestaan dringende Regeeringsgesprekken en gewone Regeeringsgesprekken.

H. ABONNEMENTSGESPREKKEN.

§ 1. — Abonnementsgesprekken worden toegelaten zoowel gedurende de perioden van gering verkeer als gedurende de overige perioden.

¹ Came into force November 1, 1926.

² Vol. LVII, page 201, of this Series.

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : le triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Le demandeur d'une conversation par abonnement à échanger pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement, calculé, en règle générale, sur une durée moyenne de trente jours, est établi sur la base de vingt-cinq jours lorsque l'abonné a renoncé formellement à échanger des conversations par abonnement les dimanches et jours fériés.

Paragraphe 6. — (2) Ajouter :

La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation [L. paragraphe 1 (1)] et donne lieu au paiement minimum, pendant les heures de fort trafic, d'une unité de taxe et pendant les heures de faible trafic des trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

Paragraphe 7. — (3) Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours, le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3. — *Zones.* Pour la détermination des taxes terminales, le territoire de la Belgique est divisé en deux zones.

Le territoire des Pays-Bas ne forme qu'une zone.

La première zone belge comprend les réseaux des provinces de Flandre orientale, d'Anvers, de Limbourg et de Liège.

Les autres réseaux constituent la deuxième zone belge.

RELATIONS ENTRE RÉSEAUX VOISINS DE LA FRONTIÈRE.

On entend par relations entre réseaux voisins de la frontière celles entre réseaux dont la distance mesurée à vol d'oiseau :

- 1^o Ne dépasse pas 15 kilomètres.
- 2^o Est comprise entre 15 et 30 kilomètres.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES DIVERSES ZONES.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe	Part de la Belgique	Part des Pays-Bas	Observations
	Fr.	Fr.	Fr.	
Réseaux dont la distance mesurée à vol d'oiseau				Ces taxes n'entrent pas dans les comptes internationaux ; elles restent acquises intégralement au pays d'origine.
{ n'excède pas 15 km.	0,60	—	—	
{ est comprise entre 15 et 30 km.	1,00	—	—	
La 1 ^{re} zone belge et les Pays-Bas . . .	4,00	2,00	2,00	
La 2 ^{me} zone belge et les Pays-Bas . . .	4,50	2,50	2,00	

Voor gesprekken bij abonnement gelden de volgende taksen :

- a) gedurende de perioden, van gering verkeer : de helft van de takseenheid ;
 b) gedurende de overige perioden : het drievoud van de takseenheid.

§ 2. — (1) De aanvrager van een abonnementsgesprek in de uren van druk verkeer heeft recht de uitsluiting van Zon-en feestdagen te verzoeken.

§ 5. — Het abonnementsbedrag, in het algemeen berekend naar een gemiddelden duur van dertig dagen, wordt op de basis van vijf en twintig dagen vastgesteld, wanneer de geabonneerde er uitdrukkelijk van heeft afgezien abonnementsgesprekken te wisselen op Zon- en feestdagen.

§ 6. — (2) Bijvoegen :

Het aanvullingsgesprek wordt beschouwd als een nieuw gesprek (L. § 1 (1)), waarvoor ten minste moet worden betaald, in de uren van druk verkeer, eene takseenheid en in de uren van gering verkeer drie vijfden ($\frac{3}{5}$) van de takseenheid.

§ 7. — (3) Ingeval het abonnementsgesprek wordt berekend naar een gemiddelden duur van vijf en twintig dagen, wordt een vijf en twintigste deel van dit bedrag of het gedeelte van een vijf en twintigste deel van het abonnementsbedrag, overeenstemmende met den verloren tijd, terugbetaald.

K. TARIEVEN-INNING VAN DE TAKSEN.

§ 3. — *Zonen.* Voor de bepaling van de eindtaksen is het grondgebied van België verdeeld in twee zonen.

Het grondgebied van Nederland omvat slechts eene zone.

De 1ste Belgische zone omvat de netten van de provinciën Oost-Vlaanderen, Antwerpen, Limburg en Luik.

De overige netten vormen de 2de Belgische zone.

VERKEER TUSSCHEN NABIJ DE GRENS GELEGEN NETTEN.

Men verstaat onder verkeer tusschen nabij de grens gelegen netten dat tusschen netten, waarvan de hemelsbreed gemeten afstand :

- 1^o. Niet meer bedraagt dan 15 K.M. ;
 2^o. Ligt tusschen 15 en 30 K.M.

BEDRAG VAN DE TAKSEENHEID IN HET VERKEER TUSSCHEN DE VERSCHILLENDE ZONEN.

Het bedrag van de takseenheid voor elk verkeer en het aan elke Administratie toekomende aandeel zijn aangegeven in de volgende tabel :

Verkeer tusschen		Bedrag der takseenheid	Aandeel België	Aandeel Nederland	Opmerkingen
		Fr.	Fr.	Fr.	
Netten, waarvan de hemelsbreed gemeten afstand	niet meer bedraagt dan 15 K.M.	0,60	—	—	Deze taksen worden niet in de internationale rekeningen opgenomen ; zij blijven geheel aan het land van oorsprong.
	ligt tusschen 15 en 30 K.M.	1,00	—	—	
De 1ste Belgische zone en Nederland . .		4,00	2,00	2,00	
De 2de Belgische zone en Nederland . .		4,50	2,50	2,00	

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont fixées de 19 à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. — (2) et (3) En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe afférente à une unité de conversation de la catégorie demandée; en cas de non-réponse du demandé, il n'est pas perçu de taxe sur le demandeur.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de 3 minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis et avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement sera valable pour une période indéterminée, mais il pourra être résilié par chacune des administrations intéressées, moyennant un préavis de trois mois.

Fait en double :

A Bruxelles, le 10 février 1927.

*Le Directeur général
des Télégraphes et des Téléphones,*

AI. ROOSEN.

A La Haye, le 28 février 1927.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes,*

DAMME.

§ 6. — De uren van gering verkeer zijn vastgesteld van 19 tot 8 uur wettelijke tijd van het land van oorsprong). Bij abonnementsgesprekken is het land van oorsprong dat, waar het abonnement is aangevraagd.

In de uren van gering verkeer wordt de taks voor een gewoon particulier gesprek op drie vijfden ($\frac{3}{5}$) van de takseenheid bepaald.

L. WIJZE VAN TOEPASSING DER TARIEVEN. DUUR DER GESPREKKEN.

§ 8. — (2) en (3) Wanneer de aanvrager niet antwoordt, wordt de taks geheven voor een gesprekseenheid van de gevraagde klasse ; ingeval de opgeroepene niet antwoordt, wordt van den aanvrager geen taks ingevorderd.

Wanneer de aanvrager of de opgeroepene, na beantwoording van den voorloopigen oproep, op den definitieven oproep niet antwoordt, wordt dat niet antwoorden met een weigering gelijkgesteld. Alsdan wordt geheven de taks voor een gesprek van drie minuten van de klasse van het gevraagde gesprek.

N. TELEFOONOPROEPBERICHTEN EN VOORBERICHTEN.

§ 1. — (4) Voorberichten en telefoonoproepberichten worden toegelaten.

Bij hunne afwikkeling schikken de Administratiën zich naar het advies van het «Comité Consultatif International», dat het opschrift draagt «Mode d'établissement des communications avec préavis et avis d'appel» en dat de bepalingen van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs) aanvult.

O. TOTSTANDBRENGING EN VERBREKING VAN VERBINDINGEN.

§ 2. — (3) Als het verkeer voldoende druk is, moeten de gespreksaanvragen tusschen de eindkantoren zoodanig worden overgebracht, dat behalve het aan den gang zijnde gesprek, elk eindkantoor ten minste twee gespreksaanvragen in elke richting voorhanden heeft.

Artikel 2.

Krachtens artikel 8 van de Overeenkomst van St. Petersburg, behoudt elke der contracteerende partijen zich het recht voor den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken zonder tot eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel 3.

Deze overeenkomst geldt voor onbepaalden tijd, maar zal door elke der betrokken Administratiën kunnen opgezegd met inachtneming van een termijn van drie maanden.

Gedaan in dubbel :

te Brussel, den 10 Februari 1927.

*De Directeur-General
der Telegrafie en der Telephonie,*
AL. ROSEN.

te 's-Gravenhage, den 28 Februari 1927.

*De Directeur-Generaal
der Posterijen en Telegrafie,*
DAMME.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1580. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT BRUSSELS, FEBRUARY 10, AND AT THE HAGUE, FEBRUARY 28, 1927.

Article I.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephone service between Belgium and the Netherlands, as amplified and modified by the following conditions :

A. INTERNATIONAL SYSTEM.

Paragraph 5. — (2) Calls using means of communication connecting districts near the frontier shall also have priority over internal calls of the same category.

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of Belgian and Netherlands subscribers, for sale to the public, must be made to the Telephone Accountant, rue de la Paille, 5, Brussels, or to the Director of the Telegraph Office, The Hague.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are not admitted.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — Subscription calls are authorised :

During the periods of light traffic, and also during other periods.

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Paragraph 2. — (1) Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted.

Paragraph 5. — The amount of the subscription, which, as a general rule, is calculated on a mean duration of 30 days, is computed on the basis of 25 days when the subscriber formally declares that no subscription calls will take place on Sundays and holidays.

Paragraph 6. — (2) *Add:*

The additional conversation is regarded as a new call [L. paragraph 1 (1)] and is subject during the hours of heavy traffic, to the minimum unit rate, and during the hours of light traffic to three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

Paragraph 7. — (3) When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of 25 days, the refund is fixed at one twenty-fifth of that amount, or at that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost.

K. RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3. — *Zones.* For the fixing of terminal charges, the territory of Belgium is divided into two zones.

The territory of the Netherlands comprises a single zone.

The first Belgian zone comprises the systems in the provinces of East Flanders, Antwerp, Limburg, and Liège.

The other systems constitute the second Belgian zone.

SERVICES BETWEEN DISTRICTS NEAR THE FRONTIER.

Services between districts near the frontier are those where the distance, measured as the crow flies :

- (1) Does not exceed 15 kilometres.
- (2) Is between 15 and 30 kilometres.

AMOUNT OF THE UNIT CHARGE FOR SERVICES BETWEEN DIFFERENT ZONES.

The amount of the unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following table :

Services between		Amount of unit charge	Belgium's quota	Netherlands' quota	Observations
		Fr.	Fr.	Fr.	
Systems where the distance, measured as the crow flies, does	not exceed 15 km. . .	0.60	—	—	These charges are not included in the international accounts, but are retained by the country of origin.
	is between 15 and 30 km.	1.00	—	—	
The first Belgian zone and the Netherlands		4.00	2.00	2.00	
The second Belgian zone and the Netherlands		4.50	2.50	2.00	

Paragraph 6. — The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. — (2) and (3) If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one call period of the category demanded ; if the person called fails to reply no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

N. " AVIS D'APPEL " AND TELEPHONIC " PRÉAVIS ".

Paragraph 1. — (4) Communications with " préavis " and " avis d'appel " are admitted.

In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee, under the heading " Method of establishing communications with préavis or avis d'appel ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the St. Petersburg Convention, each of the Contracting Parties reserves to itself the right to suspend the telephone service, either wholly or in part, without being liable to any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall be valid for an indefinite period. It may, however, be cancelled by either of the Administrations concerned, subject to three months' notice.

Done in duplicate :

At Brussels, February 10, 1927.

AL. ROOSEN,
Director-General
of Telegraphs and Telephones.

At The Hague, on February 28, 1927.

DAMME,
Director-General
of Posts and Telegraphs.

N° 1581.

**BELGIQUE, LUXEMBOURG
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, par la Belgique. Signé à La Haye, le 28 février, à Luxembourg, le 7 mars, et à Bruxelles, le 18 mars 1927.

**BELGIUM, LUXEMBURG
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between the Grand-Duchy of Luxemburg and The Netherlands via Belgium. Signed at The Hague, February 28, at Luxemburg, March 7, and at Brussels, March 18, 1927.

N^o 1581. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LES PAYS-BAS, PAR LA BELGIQUE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 28 FÉVRIER, A LUXEMBOURG, LE 7 MARS, ET A BRUXELLES, LE 18 MARS 1927.

*Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.*

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale¹ de Saint-Petersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Belgique, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (Annuaire des téléphones) luxembourgeois et néerlandais qui doivent être vendues au public, seront adressées respectivement à M. le directeur des Postes et des Télégraphes, à Luxembourg, et à M. le directeur du Bureau téléphonique de La Haye.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.

F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1. — (2) Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2. — (5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, l'Administration belge se réserve le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 1581. — OVEREENKOMST BETREFFENDE DEN TELEFOONDIENST TUSSEN HET GROOT-HERTOGDOM LUXEMBURG EN NEDERLAND OVER BELGIE. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 28 FEBRUARI, LUXEMBURG, DEN 7 MAART EN TE BRUSSEL, DEN 18 MAART, 1927.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Artikel Eén.

De bepalingen in hoofdstuk XXIV (Telefoondienst) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925) behoorende bij de Internationale Telegraafovereenkomst¹ van St. Petersburg, gelden voor den telefoondienst tusschen het Groot-Hertogdom Luxemburg en Nederland over de verkeerswegen over het grondgebied van België, behoudens de volgende verduidelijkingen en aanvullingen :

C. LIJST VAN DE GABONNEERDEN EN DE ZELFSTANDIGE PUBLIEKE STATIONS.

§ 4. — De bestellingen betreffende de lijsten van de Luxemburgsche en Nederlandsche geabonneerden (telefoongidsen), die aan het publiek moeten worden verkocht, zullen zijn te zenden respectievelijk aan den Directeur der Posterijen en Telegrafie te Luxemburg en aan den Directeur van het Telegraafkantoor, 's Gravenhage.

E. DRINGENDE PARTICULIERE GESPREKKEN.

§ 1. — Dringende particuliere gesprekken worden toegelaten.

F. «BLIKSEM» GESPREKKEN.

§ 1. — «Bliksem» gesprekken worden niet toegelaten.

G. REGEERINGSGESPREKKEN.

§ 1. — (2) Er bestaan dringende Regeeringsgesprekken en gewone Regeeringsgesprekken.

§ 2. — (5) De duur van Regeeringsgesprekken is niet beperkt. De Belgische Administratie behoudt zich echter het recht voor den duur van gewone Regeeringsgesprekken tot zes minuten te beperken, wanneer deze gesprekken door tusschenkomst van een van haar kantoren worden tot stand gebracht.

¹ Vol. LVII, page 201, of this Series.

H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe 1. — (1) Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1. — (4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : le triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2. — (1) Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 5. — Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus) le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6. — (2) Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité. »

Paragraphe 7. — (3) Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H., paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3. — *Zones.*

Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et celui des Pays-Bas ne forment chacun qu'une zone.

Une taxe uniforme est attribuée à la Belgique pour chaque conversation, quelle que soit la voie belge utilisée.

Le montant de l'unité de taxe et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Montant de l'unité de taxe	Part grand-ducale	Part néerlandaise	Part du pays de transit (Belgique)	Observations
Francs or	Francs or	Francs or	Francs or	
5.—	0,50	2,—	2,50	

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont celles de 19 à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. — (2) et (3) En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe afférente à une unité de conversation de la catégorie demandée ; en cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

H. ABONNEMENTSGESPREEKEN.

§ 1. — (1) Abonnementsgesprekken worden toegelaten zoowel gedurende de periode van gering verkeer als gedurende de overige perioden.

§ 1. — (4) Voor gesprekken bij abonnement gelden de volgende taksen :

- a) gedurende de perioden van gering verkeer de helft van de takseenheid ;
- b) gedurende de overige perioden het drievoud van de takseenheid.

§ 2. — (1) Bijvoegen :

«De aanvrager van een abonnementsgesprek in de uren van druk verkeer heeft het recht te verzoeken dat Zon- en feestdagen uitvallen.»

§ 5. — Het bedrag van het abonnement wordt in het algemeen berekend naar een gemiddelden duur van dertig dagen, maar naar vijf en twintig dagen in die gevallen, waarin voor abonnements gesprekken in de uren van druk verkeer (Afdeling H., § 2. — (1) hierboven) de aanvrager heeft verzocht de Zon- en feestdagen uit te sluiten.

§ 6. — (2) Bijvoegen :

«Het aanvullingsgesprek wordt beschouwd als een nieuw gesprek (afdeeling L., § 1. — (1)), waarvoor verschuldigd is : in de uren van druk verkeer een takseenheid en gedurende de uren van gering verkeer drie vijfden (3/5) van de takseenheid.»

§ 7. — (3) Bijvoegen :

«Ingeval het abonnementsbedrag wordt berekend naar een gemiddelden duur van vijf en twintig dagen (afdeeling H., § 2. — (1) hiervoren), wordt een vijf en twintigste deel van dit bedrag of het gedeelte van een vijf en twintigste deel van het abonnementsbedrag overeenstemmende met den verloren tijd terugbetaald».

K. TARIEVEN-INNING VAN TAKSEN.

§ 3. — *Zonen.*

Voor de bepaling van de eindtaksen vormen het grondgebied van het Groot-Hertogdom Luxemburg en dat van Nederland elk slechts eene zone.

Een uniforme taks wordt toegekend aan België voor elk gesprek, onverschillig van welken Belgischen verkeersweg wordt gebruik gemaakt.

Het bedrag van de takseenheid en het aan elke Administratie toekomende aandeel zijn aangegeven in de volgende tabel :

Bedrag der takseenheid	Aandeel Groot-Hertogdom	Aandeel Nederland	Aandeel van het transitland (België)	Opmerkingen
Goudfranken	Goudfranken	Goudfranken	Goudfranken	
5,—	0,50	2,—	2,50	

De uren van gering verkeer zijn die van 19 uur tot 8 uur (wettelijke tijd van het land van oorsprong). Bij abonnementsgesprekken is het land van oorsprong dat waar het abonnement is aangevraagd.

In de periode van gering verkeer wordt de taks voor een gewoon particulier gesprek op drie vijfden (3/5) van de takseenheid bepaald.

L. WIJZE VAN TOEPASSING DER TARIEVEN. DUUR DER GESPREKKEN.

§ 8 — (2) en (3). Wanneer de aanvrager niet antwoordt, wordt de taks geheven voor een gesprekseenheid van de gevraagde klasse. Wanneer de opgeroepene niet antwoordt, wordt geen taks ingevorderd.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1. — (4) Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2. — (3) Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Pour l'établissement des communications à l'intervention d'un bureau belge, les trois administrations conviennent de se conformer aux règles d'exploitation préconisées par le Comité consultatif international pour le trafic international de transit. En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit au sujet de la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Q. COMPTABILITÉ.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les Administrations luxembourgeoise et néerlandaise. La liquidation des taxes de transit se fera entre l'Administration belge et les deux administrations débitrices. L'Administration belge comprendra les taxes de transit dues par l'Administration néerlandaise dans son compte du trafic néerlandais-belge, séparées des autres montants et les taxes de transit dues par l'Administration grand-ducale dans son compte du trafic belgo-luxembourgeois.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement aura une durée indéterminée, mais il pourra être résilié par chacune des administrations intéressées, moyennant un préavis de trois mois.

Fait en triple expédition :

A Luxembourg, le 7 mars 1927.

A La Haye, le 28 février 1927.

A Bruxelles, le 18 mars 1927.

DUPONG.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes,*

DAMME.

*Le Directeur général
des Télégraphes et des Téléphones,*

AL. ROOSEN.

Wanneer de aanvrager of de opgeroepene, na beantwoording van den voorloopigen oproep, op den definitieven oproep niet antwoordt, wordt dat niet-antwoorden met een weigering gelijk gesteld. Alsdan wordt geheven de taks voor een gesprek van drie minuten van de klasse van het gevraagde gesprek.

N. TELEFOONOPROEPBERICHTEN EN VOORBERICHTEN.

§ 1. — (4) Voorberichten en telefoonoproepberichten worden toegelaten.

Bij hunne afwikkeling schikken de administratiën zich naar het advies van het « Comité consultatif international », dat het opschrift draagt « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel » en dat de bepalingen van het International dienstreglement (Herziening van Parijs) aanvult.

O. TOTSTANDBRENGING EN VERBREKING VAN VERBINDINGEN.

§ 2. — (3) Als het verkeer voldoende druk is, moeten de gespreksaanvragen tusschen de eindkantoren zoodanig worden overgebracht, dat behalve het aan den gang zijnde gesprek, elk eindkantoor ten minste twee gespreksaanvragen in elke richting voorhanden heeft.

Bij het tot stand brengen van verbindingen door tusschenkomst van een Belgisch kantoor schikken de drie Administratiën zich naar de door het Comité consultatif international aanbevolen exploitatieregelen voor het internationale transitverkeer. In geval van verschil tusschen het eindkantoor — aanvraagzijde — en het transitkantoor omtrent den duur der gesprekken geldt de meening van het transitkantoor.

Q. AFREKENING.

De eindtaksen zullen rechtstreeks worden verrekend tusschen de Luxemburgsche en Nederlandsche Administratiën. De verrekening der transittaksen zal geschieden tusschen de Belgische Administratie en de beide Administratiën, welke te betalen hebben. De Belgische Administratie zal de door de Nederlandsche Administratie verschuldigde transittaksen, gescheiden van de overige bedragen, opnemen in hare rekening van het Nederlandsch-Belgische verkeer en de transittaksen verschuldigd door de Luxemburgsche Administratie in hare rekening van het Belgisch-Luxemburgsche verkeer.

Artikel 2.

Krachtens artikel 8 van de Internationale Overeenkomst van St. Petersburg behoudt elke der contracteerende partijen zich het recht voor den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken, zonder tot eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel 3.

Deze overeenkomst geldt voor onbepaalden tijd, maar zal te allen tijde door elke der betrokken Administratiën kunnen worden opgezegd met inachtneming van een termijn van drie maanden.

Opgemaakt in drievoud :

Te Luxemburg, den 7 Maart 1927.

Te 's Gravenhage, den 28 Februari 1927.

Te Brussel, den 18 Maart 1927.

DUPONG.

*De Directeur-Generaal
der Posterijen en Telegrafie,*

DAMME.

*De Directeur-Generaal
der Telegrafie en der Telefonie,*

AL. ROOSEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1581. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG AND THE NETHERLANDS VIA BELGIUM. SIGNED AT THE HAGUE, FEBRUARY 28, AT LUXEMBURG, MARCH 7, AND AT BRUSSELS, MARCH 18, 1927.

Article 1.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephone service between the Grand Duchy of Luxemburg and the Netherlands by the means of communication through Belgian territory, as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Applications for Luxemburg and Netherlands lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the Director of Posts and Telegraphs, Luxemburg, and to the Director of the Telegraph Office, The Hague, respectively.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted.

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are not admitted.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. — (2) There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2. — (5) The duration of Government calls is not limited. Nevertheless, the Belgian Administration reserves the right to limit to six minutes the duration of ordinary Government calls when these calls are put through by one of its offices.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls are authorised during the periods of light traffic, and also during other periods.

Paragraph 1. — (4) Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic : half the unit charge ;
- (b) During other periods : three times the unit charge.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Paragraph 2. — (1) Add :

“ Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted.”

Paragraph 5. — The amount of the subscription, which, as a general rule, is calculated on a mean duration of 30 days, is computed on the basis of 25 days for subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above) when the subscriber declares that no subscription calls will take place on Sundays and holidays.

Paragraph 6. — (2) Add :

“ The additional conversation is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and is charged for : during the hours of heavy traffic, at the unit rate and during the hours of light traffic, at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.”

Paragraph 7. — (3) Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above) the refund is fixed at one twenty-fifth of that amount, or at that fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription corresponding to the time lost.”

K. RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3. — *Zones.*

For the fixing of terminal charges, the territory of the Grand Duchy of Luxemburg and that of the Netherlands form each a single zone.

A uniform charge is granted to Belgium for each conversation, irrespective of the Belgian line used.

The amount of the unit charge and the quota of each Administration are shown in the following table :

Amount of unit charge	Grand Duchy's quota	Netherlands' quota	Transit country's quota (Belgium)	Observations
Gold francs	Gold francs	Gold francs	Gold francs	
5.—	0.50	2.—	2.50	

Paragraph 6. — The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. — (2) and (3). If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one call period of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — (4) Communications with "préavis" and "avis d'appel" are admitted.

In putting through such calls, the Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Method of establishing communications with préavis or avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations. (Paris Revision.)

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

As regards the establishment of calls passing through a Belgian Office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for the operation of international transit traffic. Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Q. ACCOUNTING.

Terminal charges shall be liquidated direct between the Luxemburg and Netherlands Administrations. The liquidation of transit charges shall be effected between the Belgian Administration and the two debtor Administrations. The Belgian Administration shall include the transit charges owing by the Netherlands Administration as a separate item in its Dutch-Belgian traffic account, and the transit charges owing by the Grand-Ducal Administration in its Belgo-Luxemburg traffic account.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

Article 3.

The present Agreement shall be valid for an indefinite period. It may, however, be cancelled by each of the Administrations concerned subject to three months' notice.

Done in triplicate :

At Luxemburg, March 7, 1927.

DUPONG.

At The Hague, February 28, 1927.

DAMME.

Director of Posts and Telegraphs.

At Brussels, March 18, 1927.

AL. ROOSEN,

Director of Telegraphs and Telephones.

N° 1582.

**BELGIQUE, FRANCE
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant le service téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique. Signé à La Haye, le 5 avril, à Bruxelles, le 14 avril, et à Paris, le 2 mai 1927.

**BELGIUM, FRANCE
AND THE NETHERLANDS**

Agreement concerning the Telephone Service between France and The Netherlands via Belgium. Signed at The Hague, April 5, at Brussels, April 14, and at Paris, May 2, 1927.

N^o 1582. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS PAR LA BELGIQUE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 5 AVRIL, A BRUXELLES, LE 14 AVRIL ET A PARIS, LE 2 MAI 1927.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 novembre 1927.

Article premier.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris, 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale¹ de Saint-Pétersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre la France et les Pays-Bas, sous réserve des précisions et additions suivantes :

C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4. — Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public, seront adressées :

Pour les listes françaises, au Secrétariat général des Postes et Télégraphes (Direction de l'Exploitation téléphonique) à Paris ;

Pour les listes néerlandaises, au Bureau télégraphique de La Haye de l'Administration néerlandaise.

E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe 1. — Les conversations privées urgentes sont admises.²

F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe 1. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe 1, alinéa 2. — Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.²

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

² Les conversations urgentes seront admises dès la mise en exploitation des câbles franco-néerlandais.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 1582. — TELEFOONDIENST TUSSEHEN FRANKRIJK EN NEDERLAND. OVEREENKOMST GETEEKEND TE'S-GRAVENHAGE DEN 5 APRIL, BRUSSEL, DEN 14 APRIL EN PARÿS, DEN 2 MEI 1927.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 23, 1927.

Artikel 1.

De bepalingen in hoofdstuk XXIV (Telefoondienst) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925), behoorende bij de Internationale Telegraafovereenkomst¹ van St. Petersburg, gelden voor den telefoondienst tusschen Frankrijk en Nederland, behoudens de volgende verduidelijkingen en aanvullingen :

C. LIJST VAN DE GEABONNEERDEN EN VAN DE ZELFSTANDIGE PUBLIEKE STATIONS.

§ 4. — De bestellingen betreffende de lijsten van de geabonneerden (telefoongidsen), die aan het publiek moeten worden verkocht, zullen zijn te zenden :

Wat de Fransche lijsten betreft, aan het « Secrétariat général des Postes et Télégraphes » (Direction de l'Exploitation téléphonique) te Parijs ;

Wat de Nederlandsche lijsten betreft, aan het telegraafkantoor te 's-Gravenhage van de Nederlandsche Administratie.

E. DRINGENDE PARTICULIERE GESPREKKEN.

§ 1. — Dringende particuliere gesprekken worden toegelaten. ²

F. « BLIKSEM » GESPREKKEN.

§ 1. — « Bliksem » gesprekken worden niet toegelaten.

G. REGEERINGSGESPREKKEN.

§ 1, alinea 2. — Er bestaan dringende Regeeringsgesprekken en gewone Regeeringsgesprekken. ²

¹ Vol. LVII, page 201, of this Series.

² Dringende gesprekken zullen worden toegelaten zoodra de Fransch — Nederlandsche kabels in gebruik zijn genomen.

Paragraphe 2, dernier alinéa. — La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. L'Administration belge n'usera pas du droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat lorsque ces communications seront établies par l'intermédiaire d'un de ses bureaux.

H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1, alinéa 1. — Les conversations par abonnement, à heures fixes, sont autorisées :

- a) Pendant les périodes de faible trafic ;
- d) Pendant les autres périodes, s'il n'en résulte aucun inconvénient pour le service en général.

Paragraphe 1, alinéa 4. — Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié ($\frac{1}{2}$) de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 3. — Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 6, alinéa 2. — La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1, alinéa 1) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe au moins.

K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3. — *Zones*. Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire de la France est divisé en quatre zones ;
Le territoire des Pays Bas ne comprend qu'une zone.

Limites des zones :

France.

La première zone comprend les départements ci-après :

Aisne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Pas de Calais.

La 2^{me} zone comprend les départements ci après :

Aube, Eure, Marne, Marne (Haute), Oise, Rhin (Bas), Rhin (Haut), Saône (Haute) et Territoire de Belfort, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine Inférieure, Somme, Vosges.

La 3^{me} zone comprend les départements ci-après :

Ain, Allier, Calvados, Cher, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Jura, Loire, Loiret, Loiret-et-Cher, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Nièvre, Orne, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Vienne et Yonne.

La 4^{me} zone comprend les départements ci-après :

Alpes (Basses), Alpes (Hautes), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Finistère, Gard, Garonne (Haute), Gers, Gironde, Hérault, Isère, Landes, Loire (Haute), Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Morbihan, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées-Orientales, Savoie, Savoie (Haute), Sèvres (Deux), Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne (Haute).

§ 2, laatste alinea. — De duur van Regeeringsgesprekken is niet beperkt. De Belgische Administratie zal geen gebruik maken van het recht den duur van Regeeringsgesprekken tot 6 minuten te beperken, wanneer deze gesprekken door tusschenkomst van een van haar kantoren worden tot stand gebracht.

H. ABONNEMENTSGESPREKKEN.

§ 1, alinea 1. — Abonnementsgesprekken, op vaste tijdstippen, worden toegelaten :

- a) Gedurende de perioden van gering verkeer ;
- b) Gedurende de overige perioden, indien daaruit geen enkel bezwaar voor den dienst in het algemeen voortvloeit.

§ 1, alinea 4. — Voor gesprekken bij abonnement gelden de volgende taksen :

- a) Gedurende de perioden van gering verkeer de helft ($\frac{1}{2}$) van de takseenheid ;
- b) Gedurende de overige perioden het drievoud van de takseenheid.

§ 3. — Gedurende de uren van gering verkeer kunnen abonnementsgesprekken van lageren duur dan 6 minuten door de betrokken kantoren worden toegestaan, wanneer de normale belasting der te gebruiken geleidingen zulks toelaat.

§ 6, alinea 2. — Het aanvullingsgesprek wordt beschouwd als een nieuw gesprek (Afdeling L, § 1, alinea 1), waarvoor verschuldigd is : in de uren van druk verkeer ten minste een takseenheid en gedurende de uren van gering verkeer ten minste drie vijfden ($\frac{3}{5}$) van de takseenheid.

K. TARIEVEN. INNING VAN TAKSEN.

§ 3. — *Zonen.* Voor de bepaling van de eindtaksen :
is het grondgebied van Frankrijk in 4 zonen verdeeld ;
Omvat het grondgebied van Nederland slechts eene zone. Grens der zonen :

Frankrijk.

De 1^e zone omvat de navolgende departementen :

Aisne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Pas-de-Calais.

De 2^e zone omvat de navolgende departementen :

Aube, Eure, Marne, Marne (Haute), Oise, Rhin (Bas), Rhin (Haut), Saône (Haute) et Territoire de Belfort, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Somme, Vosges.

De 3^e zone omvat de navolgende departementen :

Ain, Allier, Calvados, Cher, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Jura, Loire, Loiret, Loiret-et-Cher, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Nièvre, Orne, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Vienne en Yonne.

De 4^e zone omvat de navolgende departementen :

Alpes (Basses), Alpes (Hautes), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Finistère, Gard, Garonne (Haute), Gers, Gironde, Hérault, Isère, Landes, Loire (Haute), Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Morbihan, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées-Orientales, Savoie, Savoie (Haute), Sèvres (Deux), Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne (Haute).

Montant de l'unité de taxe dans les relations entre les diverses zones françaises et les Pays-Bas.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration, sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre les Pays-Bas et	Montant de l'unité de taxe	Part française	Part néerlandaise	Part belge
La France (1 ^{re} zone)	7,—	1,50	2,50	3
» » (2 ^{me} zone)	8,50	3,—	2,50	3
» » (3 ^{me} zone)	11,50	6,—	2,50	3
» » (4 ^{me} zone)	13,50	8,—	2,50	3

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes : De 19 heures 30 à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe

L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8, alinéas 2 et 3. — En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe afférente à une unité de conversation de la catégorie demandée ; si l'application de cette mesure soulève des difficultés, l'Administration française se réserve le droit de la suspendre après en avoir avisé les Administrations belge et néerlandaise. En cas de non-réponse du demandé, il n'est pas perçu de taxe.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée. ¹

M. DEMANDES DE COMMUNICATION.

Paragraphe 3. — Le nombre des demandes de communication émanant du même correspondant, à destination du même réseau, est limité à un. ²

N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUES.

Paragraphe 1, alinéa 4. — Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. ³

Dans leur établissement, les deux administrations conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Disposition additionnelle.

Lorsque la communication nécessite l'emploi de deux circuits internationaux aboutissant à un même bureau de transit, c'est ce bureau qui prend l'initiative de la faire préparer et établir.

¹ Cette disposition n'entrera en vigueur qu'après que les administrations se seront mises d'accord sur les détails d'application de la mesure.

² Cet article cessera d'avoir effet après la mise en exploitation des câbles franco-néerlandais.

³ Cet article entrera en vigueur après la mise en exploitation des câbles franco-néerlandais.

Bedrag van de takseenheid in het verkeer tusschen de verschillende Fransche zonen en Nederland.

Het bedrag van de takseenheid, voor elk verkeer, en het aan elke Administratie toekomende aandeel, zijn aangegeven in de volgende tabel :

Verkeer tusschen Nederland en .	Bedrag der takseenheid	Aandeel Frankrijk	Aandeel Nederland	Aandeel België
Frankrijk (1 ^e zone)	7,—	1,50	2,50	3
» (2 ^e zone)	8,50	3,—	2,50	3
» (3 ^e zone)	11,50	6,—	2,50	3
» (4 ^e zone)	13,50	8,—	2,50	3

§ 6. — De uren van gering verkeer zijn de volgende : van 19 uur 30 tot 8 uur (wettelijke tijd van het land van oorsprong). Bij abonnementsgesprekken is het land van oorsprong dat waar het abonnement is aangevraagd.

Gedurende de periode van gering verkeer wordt de taks voor een gewoon particulier gesprek op drie vijfden (3/5) van de takseenheid bepaald.

L. WIJZE VAN TOEPASSING DER TARIEVEN. DUUR DER GESPREKKEN.

§ 8, alinéa's 2 en 3. — Wanneer de aanvrager niet antwoordt wordt de taks geheven verschuldigd voor een gesprekseenheid van de gevraagde klasse ; indien de toepassing van dezen maatregel moeilijkheden oplevert, behoudt de Fransche Administratie zich het recht voor hem op te heffen na daarvan bericht te hebben gezonden aan de Belgische en Nederlandsche Administratiën. Wanneer de oproepene niet antwoordt, wordt geen taks ingevorderd.

Wanneer de aanvrager of de oproepene, na beantwoording van den voorloopigen oproep, op den definitieven oproep niet antwoordt, wordt dat niet-antwoorden met een weigering gelijk gesteld. Alsdan wordt geheven de taks voor een gesprek van drie minuten van de klasse van het gevraagde gesprek ¹.

M. GESPREKSAANVRAGEN.

§ 3. Het aantal van denzelfden correspondent uitgaande gespreksaanvragen voor hetzelfde net wordt beperkt tot een ².

N. TELEFOONOPROEPBERICHTEN EN VOORBERICHTEN.

§ 1, alinéa 4. — Voorberichten en oproepberichten worden toegelaten ³.

Bij hunne afwikkeling schikken de beide Administratiën zich naar het advies van het Comité Consultatif International, dat het opschrift draagt « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel » en dat de bepalingen van het International dienstreglement (Herziening van Parijs) aanvult).

O. TOTSTANDBRENGING EN VERBREKING VAN VERBINDINGEN.

Aanvullingsbepaling.

Wanneer de verbinding het gebruik van twee op eenzelfde transitkantoor uitkomende internationale geleidingen noodig maakt, neemt dit kantoor het initiatief om haar te doen voorbereiden en totstandbrengen.

¹ Deze bepaling zal eerst in werking treden, nadat de Administratiën het eens zijn geworden omtrent de bijzonderheden van toepassing van den maatregel.

² Dit artikel treedt buiten werking na de ingebruikneming van de Fransch-Nederlandsche kabels.

³ Dit artikel zal in werking treden na de ingebruikneming van de Fransch-Nederlandsche kabels.

Paragraphe 2, alinéa 3. — Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Pour l'établissement des communications transitant par un bureau belge, les trois administrations conviennent de se conformer aux règles d'exploitation préconisées par le Comité consultatif international pour le trafic international de transit. En cas de divergence entre le bureau tête de ligne — côté demandeur — et le bureau de transit au sujet de la durée des conversations, l'avis du bureau de transit prévaut.

Paragraphe 4, alinéa 5. — Aux heures d'encombrement, les circuits franco-néerlandais doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Le présent arrangement aura une durée indéterminée, mais il pourra être résilié par chacune des administrations intéressées moyennant un préavis de trois mois.

Fait triple : A Paris, le 2 mai 1927.

*Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire général des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France,*
DELETETE.

A La Haye, le 5 avril 1927.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes des Pays-Bas,*
DAMME.

A Bruxelles, le 14 avril 1927.

*Le Directeur général
des Télégraphes et des Téléphones de Belgique,*
AL. ROSEN.

§ 2, alinéa 3. — Als het verkeer voldoende druk is, moeten de gespreksaanvragen tusschen de eindkantoren zoodanig worden overgebracht, dat behalve het aan den gang zijnde gesprek, elk eindkantoor ten minste twee gespreksaanvragen in elke richting voorhanden heeft.

Bij het tot stand brengen van verbindingen door tusschenkomst van een Belgisch kantoor, schikken de drie Administratiën zich naar de exploitatieregelen aanbevolen voor het Internationaal transitverkeer door het Comité Consultatif International. In geval van verschil tusschen het eindkantoor — aanvraagzijde — en het transitkantoor omtrent den duur der gesprekken, geldt de meening van het transitkantoor.

§ 4, alinéa 5. — In uren van ophooping wordt zooveel mogelijk elke der Fransch-Nederlandsche geleidingen door een afzonderlijke telefoniste bediend.

Artikel 2.

Krachtens artikel 8 van de Internationale Overeenkomst van St-Petersburg behoudt elke der contracteerende partijen zich voor den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken, zonder tor eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel 3.

Deze overeenkomst geldt voor onbepaalden tijd, maar zal door ieder der betrokken Administratiën kunnen worden opgezegd, met inachtneming van een termijn van drie maanden.

Gedaan in drievoud, te Parijs, den 2 Mei 1927.

*De Staatsraad,
Secretaris-Generaal der Posterijen,
Telegrafie en Telefonie van Frankrijk,
DELETETE.*

Te 's-Gravenhage, den 5 April 1927.

*De Directeur-Generaal
der Posterijen en Telegrafie der Nederlanden,
DAMME.*

Te Brussel, den 14 April 1927,

*De Directeur-Generaal
der Telegrafie en Telefonie van België,
Al. ROOSEN.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1582. — AGREEMENT CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FRANCE AND THE NETHERLANDS VIA BELGIUM. SIGNED AT THE HAGUE, APRIL 5, AT BRUSSELS, APRIL 14, AND AT PARIS, MAY 2, 1927.

Article 1.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Paris Revision 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephone service between France and the Netherlands, as amplified and modified by the following conditions :

C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4. — Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made :

For French lists, to the Secretariat General of Posts and Telegraphs (Direction of Telephone Service), Paris ;

For Dutch lists, to The Hague Telegraph Office of the Netherlands Administration.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are admitted ².

F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1. — " Lightning " calls are not admitted.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1. § 2. — There are urgent Government calls and ordinary Government calls ².

Paragraph 2, last § — The duration of Government calls is not limited. The Belgian Administration will not avail itself of the right to limit to six minutes the duration of Government calls when these calls are put through one of its offices.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1, § 1. — Subscription calls are authorised at fixed hours :

(a) During the periods of light traffic ;

(b) During other periods, provided this does not inconvenience the general service in any way.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Urgent calls will be admitted as soon as the Franco-Netherlands cables are in operation.

Paragraph 1, § 4. — Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
 (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 3. — During the periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be admitted by the offices concerned, if the normal traffic on the circuits to be employed permits.

Paragraph 6, § 2. — The additional conversation is regarded as a new call (Section L, Paragraph 1, § 1) and charged for as follows : during the periods of heavy traffic, at the unit rate as a minimum, and during the periods of light traffic, at three-fifths of the unit rate as a minimum.

K. RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3. — Zones. For the fixing of terminal charges : The territory of France is divided into four zones ; The territory of the Netherlands comprises a single zone.

Limits of Zones :

France.

The first zone comprises the following departments :

Aisne, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Pas-de-Calais.

The second zone comprises the following departments :

Aube, Eure, Marne, Marne (Haute), Oise, Rhin (Bas), Rhin (Haut), Saône (Haute) and Territoire de Belfort, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Somme, Vosges.

The third zone comprises the following departments :

Ain, Allier, Calvados, Cher, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Jura, Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Nièvre, Orne, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Vienne and Yonne.

The fourth zone comprises the following departments :

Alpes (Basses), Alpes (Hautes), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Dordogne, Drôme, Finistère, Gard, Garonne (Haute), Gers, Gironde, Herault, Isère, Landes, Loire (Haute), Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Morbihan, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées-Orientales, Savoie, Savoie (Haute), Sèvres (Deux), Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne (Haute).

Amount of the unit charge for services between the various French Zones and the Netherlands.

The amount of the unit charge for each service and the quota of each Administration are shown in the following table :

Service between the Netherlands and	Amount of unit charge	France's Quota	Netherlands' Quota	Belgium's Quota
France (1st zone)	7.—	1.50	2.50	3
» (2nd zone)	8.50	3.—	2.50	3
» (3rd zone)	11.50	6.—	2.50	3
» (4th zone)	13.50	8.—	2.50	3

Paragraph 6. — The hours of light traffic are as follows : From 19-30 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. DURATION OF CALLS.

Paragraph 8, §§ 2 and 3. — If the caller fails to reply, a charge is made corresponding to one call period of the category demanded. Should the application of this clause give rise to difficulties, the French Administration reserves the right to suspend it, after notifying the Belgian and Netherlands Administrations. If the person called fails to reply, no charge is made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called fails to reply to the definite call, such non-reply is regarded as a refusal. The charge for a three-minute call of the category demanded is then entered.¹

M. DEMANDS FOR CALLS.

Paragraph 3. — The number of demands for calls from the same subscriber for the same town (*réseau*) is limited to one.²

N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1. — § 4. Communications with "préavis" and "avis d'appel" are admitted³.

In putting through such calls, the two Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Method of establishing communications with préavis or avis d'appel", supplementary to the provisions of the International Regulations. (Paris Revision.)

O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Additional provision.

When a call requires the use of two international circuits ending at the same transit office, it shall be prepared and put through by this latter office.

Paragraph 2. — § 3. If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls must be transmitted between the terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two demands for calls in hand in each direction.

As regards the establishment of calls passing through a Belgian Office, the three Administrations agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for the operation of transit traffic. Should a difference of opinion arise between the terminal office at the originating end and the transit office in regard to the length of calls, the opinion of the transit office shall prevail.

Paragraph 4. — § 5. When the lines are congested, there shall, as far as possible, be one operator for each Franco-Dutch circuit.

¹ This disposition will not come into force until the Administrations have come to an agreement concerning the details for the application of this rule.

² This Article shall cease to have effect after the Franco-Netherlands cables have been put into operation.

³ This Article shall come into force after the Franco-Netherlands cables have been put into operation.

Article 2.

In virtue of Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties reserves the right to suspend the telephone service either wholly or in part without being liable to any indemnity.

The present Agreement shall be valid for an indefinite period. It may however be cancelled by either of the Administrations concerned, subject to three months' notice.

Done in triplicate.

At Paris, May 2, 1927.

DELETETE,
*Councillor of State,
Secretary-General of Posts,
Telegraphs and Telephones for France.*

At The Hague, April 5, 1927.

DAMME,
*Director-General of
Posts and Telegraphs of
the Netherlands.*

At Brussels, April 14, 1927.

Al. ROOSEN,
*Director-General of
Telegraphs and Telephones of Belgium.*

N° 1583.

ITALIE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des lois réglant la navigation et des certificats y relatifs. Rome, le 28 juin 1927.

**ITALY
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the mutual Recognition of the Laws regulating Navigation and of the Certificates relating thereto. Rome, June 28, 1927.

N° 1583. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LOIS RÉGLANT LA NAVIGATION ET DES CERTIFICATS Y RELATIFS. ROME, LE 28 JUIN 1927.

No. 1583. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AN DUTCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE MUTUAL RECOGNITION OF THE LAWS REGULATING NAVIGATION AND OF THE CERTIFICATES RELATING THERETO. ROME JUNE 28, 1927.

Textes officiels italien et français communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 novembre 1927.

Italian and French official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 23, 1927.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

I.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

232756/52.

28 giugno '27 Anno V.

SIGNOR INCARICATO D'AFFARI,

Con Nota-verbale N. 1888 del 24 Maggio 1926, la Legazione Reale dei Paesi Bassi si è compiaciuta proporre a nome del suo Governo la conclusione di un accordo speciale allo scopo di esentare, le navi italiane nei porti neerlandesi e le navi neerlandesi nei porti italiani, dalle visite e dalle ispezioni speciali previste dalle legislazioni nei due Paesi per le navi mercantili addette al trasporto dei passeggeri.

Nel vivo desiderio di contribuire alla tutela di questo interesse comune ai due Paesi, ho l'onore di dichiarare a Vostra Signoria che il Governo di Sua Maestà consente che sia applicato da parte dell'Italia il principio che le regole e prescrizioni della legislazione olandese sull'armamento, allestimento e condizioni di sicurezza delle navi, nonchè i relativi certificati rilasciati dalle Autorità olandesi, siano riconosciuti come validi anche nei porti del Regno d'Italia per quanto riguarda il trasporto dei passeggeri non qualificati emigranti.

Prego Vostra Signoria di volermi dare l'assicurazione che il Governo Olandese consente da parte sua che lo stesso principio sia applicato nei porti olandese nei riguardi delle navi italiane.

Mi pregio infine informare Vostra Signoria che il Governo di Sua Maestà, mentre si dichiara pronto a continuare le trattative per l'applicazione del presente accordo ai porti delle rispettive colonie, accetta di dare all'accordo una immediata esecuzione, nell'intesa che esso rimarrà in vigore fino a distetta dell'una o dell'altra parte da darsi con preavviso di almeno sei mesi.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari l'assicurazione della mia più distinta considerazione

Il Sottosegretario di Stato,
GRANDI.

Al Signor L. G. van Hoorn,
Incaricato d'Affari dei Paesi Bassi.

¹ TRADUCTION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

232756/52

Le 28 juin 1927, an V.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par sa note verbale n° 1888 du 24 mai 1926, la Légation royale des Pays-Bas a bien voulu proposer, au nom de son gouvernement, la conclusion d'un accord spécial en vue d'exempter les navires italiens dans les ports néerlandais et les navires néerlandais dans les ports italiens, des visites et des inspections spéciales prévues par les législations des deux pays pour les navires marchands destinés au transport de passagers.

J'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté, animé du vif désir de contribuer à la sauvegarde de cet intérêt commun aux deux pays, consent à ce que soit appliqué de la part de l'Italie le principe suivant lequel les règlements et les prescriptions de la législation néerlandaise concernant l'armement, l'équipement et les conditions de sûreté des navires, ainsi que les certificats y relatifs délivrés par les autorités néerlandaises, sont reconnus valables également dans les ports du Royaume d'Italie pour ce qui concerne le transport des passagers ne rentrant pas dans la catégorie des émigrants.

¹ TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

232756/52.

June 28, 1927. Year V.

SIR,

In its Note Verbale No. 1888, of May 24th, 1926, the Royal Netherlands Legation, acting on instructions from its Government, proposed the conclusion of a special Agreement for the purpose of exempting Italian vessels in Netherlands ports and Netherlands vessels in Italian ports from the visits and special inspections provided for in the legislations of the two countries for merchant vessels employed in passenger traffic.

I have the honour to inform you that His Majesty's Government, being anxious to assist in safeguarding this common interest of both countries, agrees to the application by Italy of the principle that the regulations and provisions of the Netherlands legislation concerning the armament, outfit, and safety conditions of vessels, and the relevant certificates issued by the Netherlands authorities, shall also be recognised as valid in the ports of the Kingdom of Italy, so far as concerns the conveyance of passengers not classed as emigrants.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Je vous prie de bien vouloir me donner l'assurance que le Gouvernement des Pays-Bas consent, de son côté, à ce que le même principe soit appliqué dans les ports néerlandais, à l'égard des navires italiens.

J'ai enfin l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté, tout en se déclarant prêt à continuer les négociations pour l'application du présent accord aux ports des colonies respectives des deux pays, accepte de mettre cet accord immédiatement à exécution, étant entendu qu'il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé par l'une ou l'autre Partie, moyennant préavis d'au moins six mois.

Veillez agréer, etc.

Le Sous-secrétaire d'Etat :
(Signé) GRANDI.

A Monsieur L. G. van Hoorn,
Chargé d'affaires des Pays-Bas.

I would ask you to be good enough to give me an assurance that the Netherlands Government, for its part, agrees to the same principle being applied to Italian vessels in Netherlands ports.

I have the honour, lastly, to inform you that His Majesty's Government, while declaring its readiness to continue negotiations with a view to the application of the present Agreement to the ports in the colonies of the two countries, is willing to put the Agreement into effect at once, on the understanding that it will remain in force until denounced by one or other of the Parties at least six months before it is to expire.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GRANDI,
Under-Secretary of State.

M. L. G. van Hoorn,
Chargé d'Affaires of the Netherlands.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N° 2000.

ROME, le 28 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note en date du 28 juin 1927, N° 232756/52, Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement royal a accepté la proposition du Gouvernement royal des Pays-Bas relative à la conclusion d'un accord spécial dans le but d'exempter les navires italiens dans les ports néerlandais et les navires néerlandais dans les ports italiens des visites et des inspections spéciales prévues par les législations des deux pays, pour les navires marchands destinés au transport de passagers.

Votre Excellence a voulu me déclarer, en outre, que le Gouvernement royal italien, animé du vif désir de contribuer à la sauvegarde de cet

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

II.

NETHERLANDS LEGATION.
No. 2000.

ROME, June 28, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your Note No. 232756/52, of June 28th, 1927, Your Excellency was good enough to inform me that the Royal Government has accepted the proposal of the Royal Netherlands Government concerning the conclusion of a special Agreement for the purpose of exempting Italian vessels in Netherlands ports and Netherlands vessels in Italian ports from the visits and special inspections laid down in the legislations of the two countries for merchant vessels employed in passenger traffic.

Your Excellency informed me, further, that the Royal Italian Government, being anxious to assist in safeguarding this common interest

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

intérêt commun aux deux pays, consent à ce que soit appliqué de la part de l'Italie le principe que les règlements et les prescriptions de la législation néerlandaise concernant l'armement, l'équipement et les conditions de sûreté des navires, ainsi que les certificats relatifs délivrés par les autorités néerlandaises soient reconnus valables également dans les ports du Royaume d'Italie pour ce qui concerne le transport des passagers n'étant pas qualifiés comme émigrants.

En prenant acte de telle déclaration, je suis heureux de pouvoir assurer Votre Excellence que le Gouvernement royal des Pays-Bas, animé du même désir de contribuer à la sauvegarde de cet intérêt commun aux deux pays, est prêt à accepter que le même principe soit adopté dans les ports néerlandais à l'égard des navires italiens.

J'ai enfin l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, tandis qu'il se déclare prêt à continuer les négociations pour l'application du présent accord aux ports des colonies respectives, accepte de donner à cet accord exécution immédiate. Il est entendu que cet accord restera en vigueur jusqu'à dénonciation de l'une ou de l'autre Partie, à donner avec un préavis d'au moins six mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

(Signé) L. G. VAN HOORN.

A Son Excellence
le Chevalier Benito Mussolini,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

of both countries, agrees to the application by Italy of the principle that the regulations and provisions of the Netherlands legislation concerning the armament, outfit, and safety conditions of vessels, and the relevant certificates issued by the Netherlands authorities, shall also be recognised as valid in the ports of the Kingdom of Italy, so far as concerns the conveyance of passengers not classed as emigrants.

In noting this declaration, I am happy to assure Your Excellency that the Royal Netherlands Governments, being equally anxious to assist in safeguarding this common interest of the two countries, is prepared to agree to the same principle being applied to Italian vessels in Netherlands ports.

I have the honour, lastly, to inform Your Excellency that Her Majesty's Government, while declaring its readiness to continue negotiations with a view to the application of the present Agreement to the ports in the colonies of the two countries, is willing to put the Agreement into effect at once, on the understanding that it will remain in force until denounced by one or other of the Parties at least six months before it is to expire.

I have the honour, etc.

(Signed) L. G. VAN HOORN.

His Excellency
Cavaliere Benito Mussolini,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

N° 1584.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes concernant la construction d'une voie publique norvégienne qui empruntera le territoire suédois. Stockholm, le 19 novembre 1927.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes concerning the Construction of a Norwegian Public Road through Swedish Territory. Stockholm, November 19, 1927.

N^o 1584. — NOTVÄXLING¹ MELLAN SVENSKA OCH NORSKA REGERINGARNA ANGÅENDE FRAMDRAGANDE ÖVER SVENSKT OMRÅDE I AV EN DEL AV EN NORSK ALLMÄN VÄG. STOCKHOLM, DEN 19 NOVEMBER 1927.

N^o 1584. — NOTEVEKSLING¹ MELLAN DE SVENSKA OG NORSKE REGJERINGER ANGÅENDE ANLEGG PÅ SVENSK OMRÅDE AV EN DEL AV NORSK OFFENTLIG VEI. STOCKHOLM, DEN 19. NOVEMBER 1927.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 novembre 1927.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 26, 1927.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

STOCKHOLM, den 19 november 1927.

HERR ENVOYÉ,

Enligt Kungl. Norska regeringens uppdrag har Herr Envoyé i en till min företrädare i ämbetet ställd skrivelse hemställt om medverkan från svensk sida till åstadkommandet av en överenskommelse mellan svenska och norska regeringarna angående framdragande över svenskt område av en väg från Kveli i Norge över Skogen till Tunsjö, jämväl i Norge, i överensstämmelse med ett av landshövdingen i Jämtlands län och fylkesmannen i Nord-Trøndelag fylke den 24 oktober 1925 upprättat förslag.

Med anledning härav har jag äran meddela, att Kungl. regeringen för sin del är beredd att med Kungl. Norska regeringen avsluta en överenskommelse av följande innehåll.

Artikel I.

Svenska staten upplåter utan ersättning till norska staten rätt att å svenskt område från riksgränsen norr om Kveli i Norge till riksgränsen söder om Skogen i Norge anlägga och nyttja en allmän väg i överensstämmelse med det förslag, som den 28 oktober 1924 blivit uppgjort av överingenjören för vägväsendet i Nord-Trøndelag (Alternativ II sträckan E-F).

Artikel II.

Därest under arbetet med anläggningen av vägen särskild polisbevakning å svenskt område skulle visa sig erforderlig, skall norska staten ersätta svenska staten kostnaderna härför.

¹ Entré en vigueur le 19 novembre 1927.

¹ Came into force November 19, 1927.

Artikel III.

Svenska medborgare skola äga rätt att begagna vägen utan annan ersättning från svensk sida än den, som ömförmäles i nästföljande artikel :

Artikel IV.

Norska staten skall hava att ombesörja och bekosta sommar- och vinterunderhåll å vägen ; dock skall svenska staten ersätta norska staten så stor andel av underhållskostnaderna, som byn Björkvattnets i Sverige invånarantal vid näst föregående kalenderårs slut utgör i förhållande till Tunsjö kapellförsamlings i Norge invånarantal vid samma tidpunkt. För bestämmande av den på Sverige fallande delen av sagda kostnader skall utdrag av räkenskaperna för vägens underhåll årligen tillställas Kungl. Väg-och Vattenbyggnadsstyrelsen.

Skulle ovan angivna grund för fördelningen av underhållskostnaderna visa sig uppenbart otillfredsställande, äger vardera parten påkalla ändring däri.

Artikel V.

Från svensk sida skall icke av norsk medborgare, då tullpliktig vara införes från Norge för att å ifrågavarande väg åter utföras till Norge, utkrävas tull eller annan avgift. Ej heller skall från svensk sida av norsk medborgare eller från norsk sida av svensk medborgare fordras erläggande av automobils katt eller annan avgift på grund av färd å vägen.

Artikel VI.

De norska bestämmelserna angående trafik å allmänna vägar skola genom de svenska myndigheternas försorg kungöras till efterrättelse för trafiken å vägen.

Artikel VII.

Därest fråga skulle uppkomma att anlägga en svensk ödebygdsväg norr om Kvarnbergsvattnet och att anknyta denna till den å norskt område gående fortsättningen av ifrågavarande väg, skall från norska statens sida medgivande därtill lämnas i huvudsaklig överensstämmelse med de i detta avtal stadgade villkor.

Artikel VIII.

Svenska staten skall äga rätt att ett år efter därom lämnat meddelande övertaga väganläggningen i det skick den därvid befinner sig mot en efter vanliga enhetspriser vid samma tid beräknad ersättning för anläggningen. Ersättningsbeloppet skall bestämmas genom uppskattning av två sakkunniga, en från vardera staten, vilka utses av vardera statens högsta centrala myndighet för vägväsendet.

Artikel IX.

Efter det väganläggningen övertagits av svenska staten, skola norska medborgare äga rätt att begagna vägen mot den ersättning och på de villkor varom parterna överenskomma.

Jag har äran anhålla om bekräftelse å att Kungl. Norska regeringen godkänner en överenskommelse av ovan angivna lydelse. För den händelse detta är fallet tillåter jag mig föreslå

att överenskommelsen skall anses avslutad i och med utväxlandet av denna skrivelse och Envoyéns svar därå.

Mottag, Herr Envoyé, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Undert.) LÖFGREN.

Herr Wollebaek,
Hans Majestät Konungens av Norge Envoyé extraordinaire
och Ministre plénipotentiaire,
etc., etc., etc.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères
le 19 novembre 1927.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

II.

KGL. NORSK LEGASJON.

STOCKHOLM, den 19 november 1927.

HERR MINISTER,

I en skrivelse av idag har Deres Excellence hatt den godhet å meddele mig at den Kgl. svenske Regjering var villig til med den Kgl. norske Regjering å avslutte en overenskomst av i skrivelsen anført innhold om anlegg på svensk område av en del av den norske vei fra Kveli over Skogen til Tunsjø. Samtidig bad Deres Excellence om å få bekreftet at den Kgl. norske Regjering vilde godkjenne en overenskomst av nevnte lydelse.

I anledning herav gir jeg mig den ære, efter oppdrag, å meddele at den Kgl. Regjering er villig til å avslutte en overenskomst av det i Deres Excellences skrivelse nevnte innhold og i norsk tekst sålydende :

Artikkel I.

Den svenske stat innrømmer den norske stat uten erstatning rett til på svensk område fra riksgrensen nord for Kveli i Norge til riksgrensen syd for Skogen i Norge å anlegge og benytte en offentlig vei overensstemmende med det forslag, som den 28 oktober 1924 er fremsatt av overingeniøren for veivesenet i Nord-Trøndelag (alternativ II strekning E-F)

Artikkel II.

Såfremt saerskilt politibevoktning skulde vise sig påkrevet på svensk område under arbeidet med anlegg av veien, skal den norske stat erstatte den svenske stat omkostningene hermed.

Artikkel III.

Svenske undersåtter skal ha rett til å bruke veien uten annen erstatning fra svensk side enn den som omhandles i nestfølgende artikkel.

Artikkel IV.

Den norske stat skal ha å besørge og bekoste sommer og vintervedlikeholdet av veien. Dog skal den svenske stat erstatte den norske stat så stor del av vedlikeholdsutgiftene som innbyggerantallet i byen Björkvattnet i Sverige ved nest foregående kalenderårs slutning utgjør i

forhold til innbyggerantallet i Tunsjö kapelsogn i Norge ved samme tidspunkt. Til bestemmelse av den på Sverige fallende del av nevnte utgifter skal utdrag av regnkapene vedrørende veiens vedlikehold årlig tilstilles Kungl. Väg- och Vattenbyggnadsstyrelsen.

Skulde det ovenfor angitte grunnlag for fordeling av vedlikeholdsutgiftene vise sig åpenbart utilfredsstillende, har hver part rett til å kreve forandring deri.

Artikkel V.

Fra svensk side skal ikke av norsk undersått kreves toll eller annen avgift for tollpliktig vare som innføres fra Norge for over omhandlede vei å gjenutføres til Norge. Heller ikke skal der fra svensk side av norsk undersått eller fra side av svensk undersått kreves automobilslett eller annen avgift for ferdsel på veien.

Artikkel VI.

De norske bestemmelser om trafikk på offentlig vei skal ved de svenske myndigheters forsorg kunngjøres til iakttagelse ved veiens trafikering.

Artikkel VII.

Skulde der opstå spørsmål om å anlegge en svensk ödebygdevei nord om Kvarnbergsvattnet og om å knytte denne til den gjennen norsk område gående fortsettelse av naervaerende vei, skal der fra den norske stats side gis tillatelse dertil på vilkår som i hovedsaken stemmer overens med de i denne avtale fastsatte.

Artikkel VIII.

Den svenske stat skal ha rett til, ett år efter derom gitt meddelelse, å overta veianlegget i den stand det da befinner sig mot en erstatning beregnet efter vanlige enhetspriser på samme tidspunkt. Erstatningsbeløpet skal fastsettes ved takst av to sakkyndige, en fra hvert rike, som opnevnes av hvert rikets höieste centralmyndighet for veivesenet.

Artikkel IX.

Efterat anlegget er overtatt av den svenske stat, skal norske undersåtter ha rett til å benytte veien mot sådan erstatning og på sådanne vilkår, som partene kommer overens om.

Jeg tillater mig, likeledes efter opdrag, å tilføie at overenskomsten, i overensstemmelse med Deres Excellences forslag, anses endelig avsluttet i og med utvekslingen av Deres Excellences ovenomhandlede skrivelse og naervaerende svar.

Mottag, Herr Minister, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(Undert.) WOLLEBAEK.

Hans Excellence
Herr Löfgren,
Minister for de Utenrikske Anliggender,
etc. etc. etc.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 novembre 1927.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION.

1584. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS SUÉDOIS ET NORVÉGIEN CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UNE VOIE PUBLIQUE NORVÉGIENNE QUI EMPRUNTERA LE TERRITOIRE SUÉDOIS. STOCKHOLM, LE 19 NOVEMBRE 1927.

I.

STOCKHOLM, le 19 novembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note adressée à mon prédécesseur, Votre Excellence a sollicité, d'ordre du Gouvernement royal norvégien, le concours de la Suède à la conclusion d'un Arrangement entre les Gouvernements suédois et norvégien, concernant la construction, en territoire suédois, d'une route allant de Kveli, en Norvège, à Tunsjö, également en Norvège, par Skogen, conformément au projet établi le 24 octobre 1925 par le préfet du « län » de Jämtland et le préfet du « fylke » de Nord-Trøndelag.

Comme suite à cette démarche, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en ce qui le concerne, le Gouvernement royal est disposé à conclure un arrangement, dans les termes suivants :

Article premier.

L'Etat suédois reconnaît à l'Etat norvégien, sans compensation, le droit de construire en territoire suédois et d'utiliser une voie publique allant de la partie de la frontière norvégienne située au nord de Kveli, en Norvège, jusqu'à la partie de cette frontière située au sud de Skogen, en Norvège, conformément au projet présenté le 28 octobre 1924 par l'ingénieur en chef des Services routiers du Nord-Trøndelag (Projet II. Tronçons E. F.).

Article II.

Si une surveillance spéciale de la police en territoire suédois, au cours des travaux de construction de la route, est reconnue nécessaire, l'Etat norvégien indemniserà l'Etat suédois des frais qui en résulteront.

Article III.

Les ressortissants suédois auront le droit d'utiliser ladite route sans que la Suède soit tenue à verser d'autre indemnité que celle qui est stipulée à l'article suivant.

Article IV.

L'Etat norvégien assurera l'entretien de ladite route en été et en hiver et supportera les frais de cet entretien. Toutefois, l'Etat suédois indemniserà l'Etat norvégien d'une fraction de ces frais, déterminée d'après le rapport existant entre le chiffre de la population du village de Björkvattnet, Suède, à l'expiration de l'avant-dernière année civile, et celui de la population de la paroisse de Tunsjö, en Norvège, à la même époque. En vue de déterminer la fraction de ces frais incombant à la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1584. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE CONSTRUCTION OF A NORWEGIAN PUBLIC ROAD THROUGH SWEDISH TERRITORY. STOCKHOLM, NOVEMBER 19, 1927.

I.

STOCKHOLM, *November 19, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

In a letter addressed to my predecessor, you requested, in pursuance of your instructions from the Royal Norwegian Government, that Sweden would assist in promoting an Agreement between the Swedish and Norwegian Governments concerning the construction, through Swedish territory, of a road from Kveli in Norway to Tunsjö, also in Norway, via Skogen, in conformity with a plan drawn up on October 24, 1925, by the Prefect of the Jämtland "län" and the Prefect of the Nord-Trøndelag "fylke".

In regard to this matter, I have the honour to inform you that the Swedish Government is prepared for its part to conclude an Agreement with the Norwegian Government in the following terms :

Article I.

The Swedish Government grants to the Norwegian Government, free of all compensation the right to construct in Swedish territory and to utilize a public road running from the Norwegian frontier to the north of Kveli in Norway to the said frontier to the south of Skogen in Norway, in conformity with the plan submitted on October 28, 1924, by the Chief Engineer of the Nord-Trøndelag Road Services (Plan II Sections E. F.).

Article II.

If, while the road is under construction, special police supervision in Swedish territory should be deemed necessary, the costs of such supervision shall be refunded by the Norwegian Government to the Swedish Government.

Article III.

Swedish nationals shall be entitled to make use of the said road without payment by Sweden of any compensation other than that stipulated in the following Article.

Article IV.

The Norwegian Government shall be responsible for the upkeep and maintenance costs of the said road in summer and winter. The Swedish Government shall, however, pay the Norwegian Government a proportionate share of such cost, computed according to the ratio between the number of inhabitants of the village of Björkvattnet in Sweden at the end of the last civil year but one and the number of inhabitants of the parish of Tunsjö in Norway, at the same date. With a view

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Suède, un extrait de la comptabilité relative à l'entretien de ladite route, sera communiqué chaque année à l'Administration suédoise des Ponts et Chaussées.

Si la base de calcul prévue ci-dessus pour la répartition des frais d'entretien de la route se révèle manifestement défectueuse, chacune des Parties aura la faculté d'en demander la modification.

Article V.

La Suède n'exigera pas des ressortissants norvégiens le paiement de droits de douane ou d'autres taxes sur les marchandises, passibles de droits, importées de Norvège pour être réexportées en Norvège par la route en question. La Suède n'exigera pas non plus des ressortissants norvégiens, ni la Norvège des ressortissants suédois, le paiement d'une taxe sur les automobiles, ou de toute autre taxe, pour la circulation sur ladite route.

Article VI.

Les règlements norvégiens relatifs à la circulation sur les voies publiques régiront la circulation sur ladite route et seront, à cet effet, portée à la connaissance du public par les soins des autorités suédoises.

Article VII.

S'il était question par la suite de construire une route suédoise à travers la région déserte au nord du Kvarnbergsvattnet et de la raccorder au prolongement de la route en question sur le territoire norvégien, l'Etat norvégien y consentira à des conditions correspondant essentiellement à celles qui sont établies par le présent arrangement.

Article VIII.

L'Etat suédois aura la faculté de reprendre, moyennant préavis d'un an, la route en construction, dans l'état où elle se trouve à cette date, contre versement d'une indemnité calculée, au prorata des travaux affectués, d'après les prix-courants en vigueur à la même date. Le chiffre de l'indemnité sera déterminé, par voie d'estimation, par deux experts, un pour chaque pays, nommés par la Direction centrale des Services routiers de chaque pays.

Article IX.

Après la reprise de la route en construction par l'Etat suédois, les ressortissants norvégiens auront le droit d'utiliser cette route, moyennant la rémunération et aux conditions qui seront fixées d'un commun accord par les Parties.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'assentiment du Gouvernement norvégien à la conclusion d'un arrangement rédigé en ces termes. Dans l'affirmative, j'ai l'honneur de proposer que l'arrangement soit considéré comme conclu du fait de l'échange de la présente note et de la réponse de Votre Excellence.

Veillez agréer, etc.

(Signé) LÖFGREN.

A Son Excellence

Monsieur Wollebaek,

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire

de Sa Majesté le Roi de Norvège,

etc., etc., etc.

to establishing the Swedish share of the above-mentioned expenses, an extract from the accounts relating to the upkeep of the road shall be communicated yearly to the Swedish Road and Harbour Works Department.

Should the above-mentioned basis for the apportionment of the maintenance costs prove to be manifestly unsuitable, either Party shall be entitled to demand its alteration.

Article V.

Sweden shall not require Norwegian nationals to pay Customs duties or other charges on dutiable goods imported from Norway in order to be re-exported into Norway by the road in question. Sweden shall not require Norwegian subjects, and Norway shall not require Swedish subjects, to pay motor-car taxes or any other charges in respect of traffic on the said road.

Article VI.

The Norwegian regulations for traffic on public roads shall be brought to the notice of the public by the Swedish authorities with a view to their observance by traffic.

Article VII.

Should it be proposed at a later date to construct a Swedish road through the uninhabited district to the north of the Kvarnbeigsvattnet and to connect it with the extension of the road in question in Norwegian territory, the Norwegian Government shall consent thereto, on conditions similar in all important respects to those laid down in the present Agreement.

Article VIII.

The Swedish Government shall be entitled at the expiration of one year's notice, to take over the road which is to be constructed in whatever condition it may be at the time, on payment of compensation, proportionate to the work carried out, computed at the current prices in force at such date. The amount of this compensation shall be fixed by valuation by two experts — one for each country — who shall be appointed by the highest authority in the Road Services Central Department of each country.

Article IX.

Should the Swedish Government take over the road which is to be constructed, Norwegian nationals shall thereafter be entitled to make use of the said road on payment of such charges and subject to such conditions as may be fixed by agreement between the Parties.

I would ask you to be good enough to confirm the fact that the Norwegian Government agrees to the conclusion of an Agreement in the above terms. Should your reply be in the affirmative, I have the honour to propose that the Agreement be considered as having been concluded by the exchange of this letter and of your reply thereto.

I have the honour to be, etc.

(Signed) LÖFGREN.

His Excellency M. Wollebaek,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
to H. M. the King of Norway,
etc., etc., etc.

II.

STOCKHOLM, le 19 novembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que le Gouvernement royal suédois était disposé à conclure avec le Gouvernement royal norvégien un arrangement dont les termes sont indiqués dans cette note, concernant la construction, en territoire suédois, d'une partie de la route norvégienne de Kveli à Tunsjö, par Skogen. Votre Excellence m'a également prié de lui confirmer l'assentiment du Gouvernement royal norvégien à la conclusion d'un arrangement rédigé en ces termes.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous faire connaître, en vertu des instructions que j'ai reçues, que le Gouvernement royal est disposé à conclure un arrangement conforme aux termes indiqués dans la note de Votre Excellence et ayant en norvégien la teneur suivante :

(Suivent les articles I à IX de la lettre I ci-dessus.)

J'ai l'honneur de vous faire connaître, également en vertu des instructions que j'ai reçues, que, conformément à la proposition de Votre Excellence, l'arrangement est considéré comme définitivement conclu du fait de l'échange de la susdite note de Votre Excellence et de la présente réponse.

Veillez agréer, etc.

(Signé) WOLLEBAEK.

Son Excellence
Monsieur Löfgren,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

STOCKHOLM, *November 19, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you were good enough to inform me that the Royal Swedish Government was prepared to conclude with the Royal Norwegian Government an Agreement, the terms of which were indicated in the said letter, concerning the construction in Swedish territory of a section of a Norwegian road running from Kveli to Tunsjö via Skogen. You also asked me to confirm the fact that the Royal Norwegian Government assents to the conclusion of an Agreement in these terms.

In reply to this letter, I have the honour to inform you, in pursuance of my instructions, that the Royal Government is prepared to conclude an Agreement in the terms which are indicated in your letter and which, in the Norwegian text, read as follows :

(Here follow Articles I to IX of Letter I above.)

I am further instructed to add that in conformity with your proposal, the Agreement shall be considered as having been finally concluded by the exchange of your letter and of the present reply thereto.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WOLLEBAEK.

His Excellency
M. Löfgren,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 1585.

HONGRIE ET ITALIE

Accord additionnel à la Convention conclue le 27 mars 1924 entre le Royaume de Hongrie et le Royaume d'Italie au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre placée en Italie. Signé à Budapest, le 15 mars 1927.

HUNGARY AND ITALY

Additional Agreement to the Convention concluded March 27, 1924, between the Kingdom of Hungary and the Kingdom of Italy regarding the Consolidation of the Coupons due for Payment and the Bonds due for Redemption of the Pre-War Hungarian Public Debt issued in Italy. Signed at Budapest, March 15, 1927.

N^o 1585. — ACCORD¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION² CONCLUE LE 27 MARS 1924 ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME D'ITALIE AU SUJET DE LA CONSOLIDATION DES COUPONS ÉCHUS ET DES TITRES AMORTIS DE LA DETTE PUBLIQUE HONGROISE D'AVANT-GUERRE, PLACÉE EN ITALIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 15 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 novembre 1927.

Article premier.

LE GOUVERNEMENT ROYAL D'ITALIE et LE GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS conviennent d'étendre, dans les conditions indiquées ci-après, les dispositions de la Convention du 27 mars 1924 relative à la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre, placée en Italie, au règlement des arriérés dus aux porteurs italiens de titres de l'ancienne Dette publique hongroise gagée pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1919 et le 30 juin 1919 et au règlement des arriérés dus aux porteurs italiens de titres de l'ancienne dette publique hongroise non gagée pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1919 et le 26 juillet 1921.

Article 2.

Le présent règlement s'applique respectivement aux emprunts suivants :

Emprunts gagés.

- Emprunt 3 % or 1895 (emprunt des Portes de fer) ;
- Emprunt 3 ½ % couronnes 1897 ;
- Emprunt à lots 1870 ;
- Emprunt à lots 1880 (emprunt de la régularisation de la Tisza et de Szeged) ;
- Emprunt privilégié 4 % du chemin de fer Budapest-Pécs ;
- Emprunt 4 % 1910 (libellé en couronnes, marks, francs, et livres sterling) ;

Emprunts non gagés.

- Emprunt 4 % or (toutes émissions) ;
- Emprunt 4 % en couronnes (toutes émissions) ;
- Emprunt 4 ½ % 1913 (libellé en couronnes, marks, francs et livres sterling) ;
- Emprunt amortissable 4 ½ % 1914 (libellé en couronnes, marks, francs et livres sterling) ;
- Emprunt 4 % 1889 (emprunt de la libération des terres, libellé en florins).

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 14 novembre 1927.

² Vol. XLV, page 83, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1585. — ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE CONVENTION³ CONCLUDED MARCH 27, 1924, BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING THE CONSOLIDATION OF THE COUPONS DUE FOR PAYMENT AND THE BONDS DUE FOR REDEMPTION OF THE PRE-WAR HUNGARIAN PUBLIC DEBT ISSUED IN ITALY. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 15, 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 29, 1927.

Article 1.

THE ROYAL ITALIAN GOVERNMENT and THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT agree to extend, under the conditions indicated below, the application of the provisions of the Convention of March 27, 1924, regarding the consolidation of the coupons due for payment and the bonds due for redemption of the pre-war Hungarian public debt issued in Italy, to the settlement of arrears due to Italian holders of bonds of the former Hungarian secured public debt for the period January 1, 1919 — June 30, 1919, and to the settlement of arrears due to Italian holders of bonds of the former Hungarian unsecured public debt for the period January 1, 1919 - July 26, 1921.

Article 2.

The present settlement shall apply to the following loans respectively :

Secured Loans.

- 3 % Gold loan, 1895 (Iron Gates Loan) ;
- 3 ½ % Loan in crowns, 1897 ;
- Prize bond loan, 1870 ;
- Prize bond loan, 1880. (Loan for the regularisation of the Tisza and of Szeged) ;
- 4 % Privileged loan for the Budapest-Pécs Railway ;
- 4 % Loan 1910 (expressed in crowns, marks, francs and sterling) ;

Unsecured Loans.

- 4 % Gold loan (all issues) ;
- 4 % Loan in crowns (all issues) ;
- 4 ½ % Loan 1913 (expressed in crowns, marks, francs and sterling) ;
- 4 ½ % Redeemable loan 1914 (expressed in crowns, marks, francs and sterling) ;
- 4 % Loan 1889 (land liberation loan, expressed in florins).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, November 14, 1927.

³ Vol. XLV, page 83, of this Series.

Article 3.

La consolidation des arriérés (intérêts échus et titres sortis au tirage) visés à l'article premier, s'effectuera sur les bases suivantes :

a) Les arriérés de titres libellés en monnaies autres que la couronne et le mark seront consolidés, pour leur montant nominal intégral exprimé ou calculé en francs au pair et qui doit être converti en liras au pair ;

b) Les arriérés de titres libellés en couronnes ou en marks seront consolidés sur la base de la parité de 0 lire 30 centimes pour une couronne et de 0 lire 36 centimes pour un mark, s'il s'agit de titres possédés par des ressortissants italiens qualifiés comme tels dès le 24 mai 1915, tandis que le taux de valorisation pour les porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de paix sera respectivement de 0 lire 14 centimes pour une couronne et de 0 lire 17 centimes pour un mark.

Article 4.

Le montant des coupons échus compris dans l'opération de consolidation sera augmenté d'un intérêt de 5 %, calculé sur ledit montant du 26 juillet 1921 au 30 juin 1925.

Le montant des capitaux amortis compris dans l'opération de consolidation sera augmenté d'un intérêt de 3 % pour la période écoulée entre la date de leur appel au remboursement et le 31 janvier 1921 et de 5 % pour la période écoulée entre le 1^{er} février 1921 et le 30 juin 1925.

Article 5.

L'intérêt des bons du trésor de consolidation sera payé annuellement et par anticipation par le gouvernement royal hongrois ; il prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1927.

Le taux de l'intérêt sera de 6 %, net d'impôts ou retenues quelconques en Hongrie.

En ce qui concerne les titres dont la feuille de coupons se trouverait épuisée à une date antérieure au 26 juillet 1921 et pour lesquels des coupons ne pourraient être présentés au paiement, la consolidation prévue aux articles précédents n'en sera pas moins effectuée sur la présentation du dernier coupon de la feuille épuisée.

Article 6.

Les bons du trésor de consolidation seront amortissables en dix annuités égales échéant le 1^{er} janvier de chaque année à partir du 1^{er} janvier 1935.

Article 7.

Aucune justification ne sera demandée aux porteurs, s'ils présentent la série ininterrompue des coupons échus du 1^{er} janvier 1919 inclus au 30 juin 1919 inclus, en ce qui concerne les emprunts gagés, et du 1^{er} janvier 1919 inclus au 25 juillet 1921 inclus, en ce qui concerne les emprunts non-gagés, et si l'établissement chargé de l'exécution de l'accord constate, par l'examen des bordereaux de dépôt actuellement en sa possession, que ces porteurs sont été admis au bénéfice de la Convention du 27 mars 1924.

Dans le cas où les deux — où l'une des deux — conditions prévues à l'alinéa précédent ne seraient pas remplies, la Commission arbitrale visée à l'article 11 de la Convention du 27 mars 1924, et dont le fonctionnement sera maintenu aux termes de l'article 10 du présent accord, tranchera

Article 3.

The consolidation of arrears (interest due and bonds drawn) referred to in Article 1 shall be effected on the following basis :

(a) Arrears due on bonds expressed in currencies other than the crown and the mark shall be consolidated in respect of their full nominal amount expressed or calculated in francs at par and converted into lire at par ;

(b) Arrears due on bonds expressed in crowns or marks shall be consolidated on the basis of 0 lire 30 centesimi to one crown and 0 lire 36 centesimi to one mark in the case of bonds held by Italian nationals qualified as such since May 24, 1915 ; in the case of holders who have become Italian nationals by virtue of the Treaties of Peace, the valorisation rate shall be 0 lire 14 centesimi to one crown and 0 lire 17 centesimi to one mark, respectively.

Article 4.

To the amount payable in respect of coupons which have fallen due and which are included in the funding operation shall be added interest on the said amount at 5 % reckoned from July 26, 1921, to June 30, 1925.

To the amount of the capital due for redemption and included in the funding operation shall be added interest at 3 % for the period between the date on which the capital should have been called in for repayment and January 31, 1921, and 5 % for the period February 1, 1921 — June 30, 1925.

Article 5.

The interest on the funding Treasury bonds shall be paid annually in advance by the Royal Hungarian Government and shall begin as from January 1, 1927.

The rate of interest shall be 6 % clear of any taxes or deductions in Hungary.

As regards bonds, the coupon-sheets of which were exhausted before July 26, 1921, and in respect of which coupons could not be presented for payment, the consolidation provided for in the preceding Articles shall none the less be effected on presentation of the last coupon of the exhausted sheet.

Article 6.

The funding Treasury bonds shall be redeemable in ten equal annual payments falling due on January 1, of each year, beginning on January 1, 1935.

Article 7.

No proof shall be required of holders if they produce an uninterrupted series of coupons due for the period January 1, 1919 - June 30, 1919, (both dates inclusive) in the case of secured loans, or January 1, 1919 - July 25, 1921, (both dates inclusive) in the case of unsecured loans, and if the establishment in charge of the application of the Agreement finds, on examining the deposit notes then in its possession, that the holders in question are entitled to the benefits of the Convention of March 27, 1924.

Should neither, or only one, of the conditions laid down in the previous paragraph be fulfilled, the Arbitral Commission referred to in Article 11 of the Convention of March 27, 1924, whose powers shall be maintained under Article 10 of the present Agreement, shall determine the dispute. Holders

le différend. Toutefois, les porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de Paix pourront obtenir, sans avoir à recourir à la Commission arbitrale, le règlement de leurs créances, s'ils présentent :

1° Un certificat de nationalité, établi par l'autorité compétente et dont il ressort qu'ils ont acquis la nationalité italienne sur la base des Traités de paix ;

2° La série ininterrompue des coupons échus postérieurement au 31 octobre 1918 ;

3° Une preuve qu'ils ont acquis la propriété des titres avant le 31 octobre 1918.

Cette preuve pourra résulter, par exemple, d'un inventaire de succession, d'un bordereau d'agent de change, d'un certificat de dépôt ou d'encaissement de coupons d'une banque, etc.

Article 8.

Les provisions nécessaires pour les versements en espèces qui deviendront exigibles à la suite de la mise à exécution du présent accord devront être constituées auprès de l'établissement payeur quinze jours avant la date de la mise en paiement effective desdits versements en espèces.

Les provisions exigées pour le service de l'intérêt et de l'amortissement des Bons du Trésor prévus par le présent accord devront être, de même, constituées auprès de l'établissement payeur quinze jours avant la date de l'échéance à laquelle elles s'appliqueront.

Article 9.

Les dispositions générales des articles 7, 9, 10 et 11 de la Convention du 27 mars 1924 seront étendues au présent accord.

Article 10.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest, le 15 mars 1927, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Italie :

(L. S.) Conte Ercole DURINI DI MONZA.

Pour la Hongrie :

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 21 novembre 1927 (VI^e),

Grandi.

who have become Italian nationals under the Treaties of Peace may, however, obtain payment of the sums due to them without having to apply to the Arbitral Commission if they produce :

- 1) A certificate of nationality issued by the competent authority showing that they have acquired Italian nationality under the Peace Treaties
 - 2) An uninterrupted series of the coupons which have fallen due since October 31, 1918 ;
 - 3) Proof that they acquired ownership of the bonds before October 31, 1918.
- Such proof may consist in an inventory of succession, a broker's contract note, a bank deposit certificate, a bank certificate for encashment of coupons, etc.

Article 8.

The funds necessary for the cash payments due in pursuance of the present Agreement shall be deposited with the establishment making the payments fifteen days before the actual date of payment of the sums in question.

The funds necessary for the service of the interest and amortisation charges on the Treasury bonds, provided for by the present Agreement, shall similarly be deposited with the establishment making the payment fifteen days before the date of maturity to which the funds apply.

Article 9.

The general provisions of Articles 7, 9, 10 and 11 of the Convention of March 27, 1924, shall be extended to the present Agreement.

Article 10.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force as soon as the ratifications thereof are exchanged.

Done at Budapest, March 15, 1927, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Italy :

(L. S.) Conte ERCOLE DURINI DI MONZA.

For Hungary :

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

N° 1586.

DANEMARK ET ITALIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif aux certificats d'origine et aux factures consulaires. Rome, le 26 octobre 1927.

DENMARK AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Certificates of Origin and Consular Invoices. Rome, October 26, 1927.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1586. — SCAMBIO DI NOTE ¹ TRA I GOVERNI DANESE E ITALIANO
CONTENENTE UN ACCORDO SUI CERTIFICATI D'ORIGINE E
SULLE FATTURE CONSOLARI. ROMA, 26 OTTOBRE 1927.

*Texte officiel italien communiqué par le ministre
de Danemark à Berne et le ministre des Affaires
étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet
échange de notes a eu lieu le 29 novembre 1927.*

*Italian official text communicated by the Danish
Minister at Berne and the Italian Minister for
Foreign Affairs. The registration of this
Exchange of Notes took place November 29,
1927.*

I.

LÉGATION DE DANEMARK.

ROMA, il 26 Ottobre 1927.

SIGNOR MINISTRO,

In conformità alle istruzioni ricevute, ho l'onore di comunicare all'E. V. che il Governo Danese, allo scopo di agevolare le relazioni commerciali fra i due Paesi, si dichiara disposto ad esentare a partire dal primo gennaio 1928 dal pagamento dei diritti di vidimazione i certificati di origine che accompagnano le merci italiane destinate in Danimarca, purchè il Governo Italiano, a titolo di reciprocità, consenta lo stesso trattamento per i certificati di origine che accompagnano le merci danesi destinate in Italia. Eguale trattamento si farà pure per la vidimazione di fatture commerciali, qualora la vidimazione fosse richiesta.

Mi tornerà gradito conoscere se il R° Governo Italiano è d'accordo al riguardo.

Gradisca, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

(Sign.) Harald SCAVENIUS.

Sua Eccellenza

Signor Benito Mussolini,

Présidente del Consiglio, Ministro degli Affari Esteri,

ecc., ecc., ecc.,

Roma.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1928.¹ Came into force January 1, 1928.

II.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

SIGNOR MINISTRO,

Con nota in data di oggi Ella ha voluto comunicarmi quanto segue :

«In conformità alle istruzioni ricevute, ho l'onore di comunicare all'E. V. che il Governo danese, allo scopo di agevolare le relazioni commerciali fra i due Paesi, si dichiara disposto ad esentare, a partire dal primo gennaio 1928, dal pagamento dei diritti di vidimazione i certificati di origine che accompagnano le merci italiane destinate in Danimarca purchè il Governo italiano, a titolo di reciprocità, consenta lo stesso trattamento per i certificati di origine che accompagnano le merci danesi destinate in Italia. Eguale trattamento si farà pure per la vidimazione di fatture commerciali, qualora la vidimazione fosse richiesta».

In risposta alla Sua nota ho l'onore di comunicare che il Governo italiano, constatando che il Governo danese si è dichiarato disposto ad accordare, a partire dal primo gennaio 1928, la vidimazione gratuita nei casi suddetti, farà, a titolo di reciprocità, lo stesso trattamento, dalla stessa data, per i certificati di origine che accompagnano le merci danesi destinate in Italia. Resta pure inteso che eguale trattamento si farà per la vidimazione delle fatture commerciali, qualora la vidimazione fosse richiesta.

Voglia gradire, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

ROMA, 26 ottobre 1927- Anno V.

(Sign.) MUSSOLINI.

Sua Eccellenza
Harald de Scavenius,
Ministro di Danimarca,
Roma.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 24 novembre 1927.

Georg Cohn,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

N^o 1586. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AUX CERTIFICATS D'ORIGINE ET AUX FACTURES CONSULAIRES. ROME, LE 26 OCTOBRE 1927.

I.

LÉGATION DE DANEMARK.

ROME, le 26 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions que j'ai reçues, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement danois, en vue de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, se déclare disposé à exempter du paiement des taxes de visa, à partir du 1^{er} janvier 1928, les certificats d'origine accompagnant les marchandises italiennes destinées au Danemark, à condition que le Gouvernement italien accorde, à titre de réciprocité, le même traitement aux certificats d'origine accompagnant les marchandises danoises destinées à l'Italie. Ce traitement sera également applicable au visa des factures commerciales, lorsque ce visa sera requis.

Je serais heureux de savoir si le Gouvernement royal est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Harald SCAVENIUS.

Son Excellence

Sr. Benito Mussolini,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Rome.

¹ TRANSLATION.

No. 1586. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING CERTIFICATES OF ORIGIN AND CONSULAR INVOICES. ROME, OCTOBER 26, 1927.

I.

DANISH LEGATION.

ROME, October 26, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In conformity with my instructions, I have the honour to inform you that, with the object of facilitating commercial relations between the two countries, the Danish Government is prepared to exempt from the payment of visa fees, as from January 1, 1928, certificates of origin accompanying Italian goods intended for Denmark, on condition that the Italian Government grants the same treatment, by way of reciprocity, with respect to certificates of origin accompanying Danish goods intended for Italy. Similar treatment shall also be applicable to commercial invoices, should these require to be *visé*.

I should be glad to know whether the Royal Italian Government agrees with this proposal.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Harald SCAVENIUS.

To His Excellency

Signor Benito Mussolini,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Conformément aux instructions que j'ai reçues, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement danois, en vue de faciliter les relations commerciales entre les deux pays, se déclare disposé à exempter du paiement des taxes de visa, à partir du 1^{er} janvier 1928, les certificats d'origine accompagnant les marchandises italiennes destinées au Danemark, à condition que le Gouvernement italien accorde, à titre de réciprocité, le même traitement aux certificats d'origine accompagnant les marchandises danoises destinées à l'Italie. Ce traitement sera également applicable au visa des factures commerciales, lorsque ce visa sera requis. »

En réponse à votre note, j'ai l'honneur de faire connaître que le Gouvernement italien, constatant que le Gouvernement danois s'est déclaré disposé à accorder, à partir du 1^{er} janvier 1928, la gratuité du visa dans les cas précités, fera, à titre de réciprocité et à partir de la même date, bénéficier du même traitement, les certificats d'origine accompagnant les marchandises danoises destinées à l'Italie. Je vous confirme également que le même traitement sera appliqué au visa des factures commerciales lorsque ce visa sera requis.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

(Signé) MUSSOLINI.

ROME, le 26 octobre 1927 (An V).

Son Excellence
Harald Scavenius,
Ministre de Danemark,
Rome.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

In a Note of to-day's date you were good enough to inform me as follows :

“ In conformity with my instructions, I have the honour to inform you that, with the object of facilitating commercial relations between the two countries, the Danish Government is prepared to exempt from the payment of visa fees, as from January 1, 1928, certificates of origin accompanying Italian goods intended for Denmark, on condition that the Italian Government grants the same treatment, by way of reciprocity, with respect to certificates of origin accompanying Danish goods intended for Italy. Similar treatment shall also be applicable to commercial invoices, should these require to be *visé*. ”

In reply to your letter, I have the honour to inform you that the Italian Government, noting that the Danish Government is prepared, as from January 1st, 1928, to grant visas free of charge in the above-mentioned cases, will by way of reciprocity accord the same treatment, as from the same date, in respect of certificates of origin accompanying Danish goods intended for Italy. It is also understood that similar treatment shall be applicable to commercial invoices, should these require to be *visé*.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) MUSSOLINI.

ROME, October 26, 1927 (Year V).

To His Excellency
M. Harald Scavenius,
Danish Minister,
Rome.

N° 1587.

FRANCE ET JAPON

Protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre l'Indochine et le Japon. Signé à Paris, le 30 août 1927.

FRANCE AND JAPAN

Protocol determining the Régime regarding Establishment and Navigation in Relations between Indo-China and Japan. Signed at Paris, August 30, 1927.

N^o 1587. — PROTOCOLE ENTRE LA FRANCE ET LE JAPON FIXANT
LE RÉGIME DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE LA NAVIGATION
DANS LES RAPPORTS ENTRE L'INDOCHINE ET LE JAPON.
SIGNÉ A PARIS, LE 30 AOUT, 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 30 novembre 1927.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE S. M. L'EMPEREUR DU JAPON, désireux de régler dans leur ensemble les rapports économiques entre le Japon et l'Indochine, ont décidé à cet effet de conclure un traité de commerce et de navigation.

En attendant la conclusion prochaine du traité envisagé, les deux gouvernements ont résolu d'autoriser leurs plénipotentiaires respectifs à consigner, dans le présent protocole, les dispositions ci-après, concernant l'établissement et la navigation, sur lesquelles les Hautes Parties contractantes sont déjà tombées d'accord.

Article premier.

Les personnes physiques et morales ressortissantes du Japon, qui sont ou seront admises à s'établir en Indochine, jouiront en Indochine du traitement de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les conditions de leur activité en toute matière d'ordre économique, qu'en ce qui concerne les taxes et charges fiscales auxquelles elles pourraient être soumises.

Elles jouiront également du traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait à l'administration de la justice.

Le Japon ne pourra cependant réclamer le traitement spécial accordé aux ressortissants de certaines régions limitrophes de l'Indochine aux termes des traités antérieurs à l'institution du Protectorat français.

Article II.

Les personnes physiques et morales ressortissantes de l'Indochine et qui sont ou seront admises à s'établir au Japon, jouiront au Japon du traitement de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les conditions de leur activité en toute matière d'ordre économique, qu'en ce qui concerne les taxes et charges fiscales auxquelles elles pourraient être soumises.

Elles jouiront également du traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait à l'administration de la justice.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1587. — PROTOCOL BETWEEN FRANCE AND JAPAN DETERMINING THE RÉGIME REGARDING ESTABLISHMENT AND NAVIGATION IN RELATIONS BETWEEN INDO-CHINA AND JAPAN. SIGNED AT PARIS, AUGUST 30, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Director of the Imperial Japanese League of Nation's Office. The registration of this Protocol took place November 30, 1927.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, desirous of regulating in general the economic relations between Japan and Indo-China, have decided with this object to conclude a treaty of commerce and navigation.

Pending the conclusion of this treaty in the near future, the two Governments have decided to authorise their respective Plenipotentiaries to record in the present Protocol the following provisions, regarding establishment and navigation, on which the High Contracting Parties have already agreed.

Article I.

Individuals and juridical persons, nationals of Japan, who are or may in future be allowed to establish themselves in Indo-China shall enjoy most-favoured-nation treatment in Indo-China, as regards both the conditions of their economic activities of every description and the taxes and fiscal charges which they may be called upon to pay.

They shall likewise enjoy most-favoured-nation treatment in all matters relating to the administration of justice.

Nevertheless, Japan may not claim the special treatment accorded to the nationals of certain regions bordering on Indo-China, under the terms of treaties concluded prior to the institution of the French Protectorate.

Article II.

Individuals and juridical persons, nationals of Indo-China, who are or may in future be allowed to establish themselves in Japan, shall enjoy most-favoured-nation treatment in Japan, as regards both the conditions of their economic activities of every description and the taxes and fiscal charges which they may be called upon to pay.

They shall likewise enjoy most-favoured-nation treatment in all matters relating to the administration of justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article III.

Les bateaux japonais jouiront, dans les ports de l'Indochine, des facilités et avantages accordés aux navires français ou aux navires immatriculés en Indochine et portant pavillon français, aussi longtemps qu'un pays tiers quelconque pourra réclamer les avantages du traitement national.

Au cas où ce traitement serait refusé aux navires de tous pays étrangers, les navires japonais bénéficieraient dans les ports de l'Indochine du traitement de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les bateaux immatriculés en Indochine et portant pavillon français jouiront, dans les ports du Japon, des facilités et avantages accordés aux navires japonais, aussi longtemps qu'un pays tiers quelconque pourra réclamer les avantages du traitement national.

Au cas où ce traitement serait refusé aux navires de tous pays étrangers, les navires immatriculés en Indochine et portant pavillon français bénéficieraient dans les ports du Japon du traitement de la nation la plus favorisée.

Article V.

Il est entendu que les dispositions du présent protocole sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant au Japon ou administrés par lui.

Article VI.

Les dispositions des articles qui précèdent seront incorporées dans le traité de commerce et de navigation dont les Hautes Parties contractantes entendent poursuivre la négociation avec le désir d'en assurer la conclusion le plus rapidement possible.

Le présent protocole entrera en vigueur quinze jours après la date de sa signature.

Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pour prendre fin trois mois après sa dénonciation, à partir du 1^{er} janvier 1928, si, à cette date, le traité susvisé n'a pas été conclu.

Fait en double exemplaire à Paris, le 30 août 1927.

(Signé) K. ISHII.

(Signé) A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

Le *Sous-Directeur des Relations commerciales au*
Ministère des Affaires étrangères :

Coulondre.

Article III.

Japanese vessels shall enjoy in Indo-Chinese ports the facilities and benefits accorded to French vessels or vessels registered in Indo-China and flying the French flag, as long as any third State is entitled to claim the benefits of national treatment.

Should such treatment be refused to vessels of all foreign States, Japanese vessels shall enjoy most-favoured-nation treatment in Indo-Chinese ports.

Article IV.

Vessels registered in Indo-China and flying the French flag shall enjoy in Japanese ports the facilities and benefits accorded to Japanese vessels, as long as any third State is entitled to claim the benefits of national treatment.

Should such treatment be refused to the vessels of all foreign States, vessels registered in Indo-China and flying the French flag shall enjoy most-favoured-nation treatment in Japanese ports.

Article V.

It is understood that the provisions of the present Protocol shall be applicable to all territories and possessions belonging to or administered by Japan.

Article VI.

The provisions of the foregoing Articles shall be incorporated in the treaty of commerce and navigation, in regard to which the High Contracting Parties will continue negotiations with a view to concluding it at the earliest possible date.

The present Protocol shall come into force fifteen days after the date of signature.

On or after January 1, 1928, if on that date the above-mentioned treaty has not been concluded, either of the High Contracting Parties may denounce the present Protocol by giving three month's notice.

Done in duplicate, Paris, August 30, 1927.

(Signed) K. ISHII.

(Signed) A. BRIAND.

N° 1588.

LIBÉRIA ET MONACO

Convention pour l'extradition des
criminels. Signée à Monaco, le
28 octobre 1926.

LIBERIA AND MONACO

Convention for the Extradition of
Criminals. Signed at Monaco,
October 28, 1926.

N^o 1588. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA ET LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO POUR L'EXTRADITION DES CRIMINELS. SIGNÉE A MONACO, LE 28 OCTOBRE 1926.

Textes officiels anglais et français communiqués par le délégué permanent de la République de Libéria à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} décembre 1927.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, désireux de conclure une convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires à savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. François ROUSSEL-DESPIERRES, secrétaire d'Etat de la Principauté de Monaco, grand-officier de l'ordre de Saint-Charles, grand-officier de l'ordre de la Rédemption africaine, etc., etc.; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :

Son Excellence le baron Rudolph Auguste Louis LEHMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Libéria à Paris, grand-croix de l'ordre de la Rédemption africaine, grand-officier de l'ordre de l'Etoile africaine, etc., etc.;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, dûment reconnus en règle, ont arrêté et accepté les articles suivants :

Article premier.

Le Gouvernement de la Principauté de Monaco et le Gouvernement de la République de Libéria s'engagent à se livrer l'un à l'autre les individus qui, inculpés, accusés ou condamnés pour un crime ou délit commis sur le territoire de l'une des Parties, seront trouvés sur le territoire de l'autre, en les circonstances et conditions énoncées dans la présente convention.

Article 2.

Seront livrés, selon les dispositions de la présente convention, les individus inculpés, accusés ou condamnés pour l'un des crimes ou l'un des délits ci-dessous mentionnés :

1^o a) Attentat à la vie ou à la liberté du Prince, du Président de la République, ou de tout autre chef d'un Etat ami, ou attentat ayant pour objet de les rendre incapables de régner ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 24 novembre 1927.

No. 1588. — CONVENTION¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF LIBERIA AND THE PRINCIPALITY OF MONACO FOR THE EXTRADITION OF CRIMINALS. SIGNED AT MONACO, OCTOBER 28, 1926.

English and French official texts communicated by the Permanent Delegate of the Republic of Liberia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 1, 1927.

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LIBERIA, being desirous of concluding a Convention to deliver up criminals, have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

Mr. François ROUSSEL-DESPIERRES, Secretary of State of the Principality of Monaco, Grand Officer in the Order of Saint-Charles, Knight Grand Officer in the Order of the African Redemption, etc., etc.; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LIBERIA :

His Excellency the Baron Rudolph Auguste Louis LEHMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Liberia at Paris, Grand-Band in the Liberian Humane Order of African Redemption, Grand Commander in the Order of the Star of Africa, etc., etc.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :

Article 1.

The Government of the Principality of Monaco and the Government of the Republic of Liberia engage to deliver up to each other those persons who being accused or convicted of a crime or offence committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other, under the circumstances and conditions stated in the present Convention.

Article 2.

Persons shall be delivered up according to the provisions of this Convention, who shall have been charged with, or convicted of, any of the following crimes or offences :

(1) (a) Attempt made against the life or liberty of the Prince, of the President of the Republic, or other Head of a friendly State, or undertaken with a view to render them incapable of reigning ;

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, November 24, 1927.

b) Attentat à la vie ou à la liberté de l'héritier présomptif du trône ou d'un membre de la Famille régnante ;

2° Meurtre ou assassinat ; meurtre ou assassinat commis sur un enfant ;

3° Viol, bigamie, avortement ;

4° Violence suivie de graves dommages corporels ou de mort, violences graves ;

5° Incendie par malveillance ;

6° Révolte contre l'autorité du maître de bord sur un navire en haute mer ;

7° Vols simples ;

8° Vols qualifiés, aux termes de la législation de Monaco ;

9° Faux ou émission de faux documents, y compris la contrefaçon ou falsification de documents officiels du gouvernement, des autorités publiques ou des tribunaux, ayant trait à un droit ou à une revendication de créance ou de propriété ;

10° Contrefaçon, falsification ou altération de la monnaie, soit métallique, soit papier, ou de titres reconnaissant une dette émis par un gouvernement national, d'Etat, de province ou municipal, de coupons appartenant à ces titres, de billets de banque, émission ou mise en circulation de ces derniers ; contrefaçon, falsification ou modification des cachets d'Etat ;

11° Faux serment ;

12° Corruption de fonctionnaires publics, en tant que les lois des deux pays permettent l'extradition pour ces raisons ; malversation en exercice ; détournement par un fonctionnaire ou par des personnes considérées comme telles ;

13° Détournement au détriment de leurs patrons, par toutes personnes recevant un salaire ou traitement, lorsque ce fait est passible de la peine d'emprisonnement selon les lois des deux pays ;

14° Action illégale, commise intentionnellement en vue de coulage, naufrage, destruction, mise hors service ou endommagement d'un navire, ayant pour résultat de mettre en danger la vie d'autrui ;

15° Rapt de mineurs, dans le sens d'enlèvement ou détention d'un mineur pour un but illégal ;

16° Escroquerie, abus de confiance ;

17° Larcin et filouterie ;

18° Destruction ou obstruction volontaire et illégale de voies ferrées mettant en danger la vie humaine ;

19° Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative ou la complicité des crimes ou délits, lorsqu'elles sont punissables d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée.

Article 3.

Les dispositions de cette convention ne s'appliquent à aucun crime ou délit de caractère politique ni à des actes se rapportant à de tels crimes ou délits. Aucun individu livré d'après les dispositions de l'article 2 de cette convention ne peut être, en aucun cas, jugé ou puni pour un crime ou un délit de caractère politique, ni pour aucun acte s'y rapportant, commis antérieurement à son extradition.

Article 4.

L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée pour un fait punissable quelconque non visé par la présente convention et commis antérieurement

- (b) Attempt against the life or liberty of the Heir presumptive of the Throne or of a Member of the Reigning Family ;
- (2) Murder or wilful murder ; murder or wilful murder committed against a child ;
 - (3) Rape, bigamy, abortion ;
 - (4) Violence having caused serious bodily injury or death, or serious violence ;
 - (5) Arson ;
 - (6) Revolt on board a ship on the high seas against the authority of the master ;
 - (7) Theft ;
 - (8) Robbery, according to the terms of the Law of Monaco ;
 - (9) Forgery, or the utterance of forged papers, including the forgery or falsification of official acts of the Government or public authority or courts of justice, affecting the title or claim to money or property ;
 - (10) The counterfeiting, falsifying or altering of money, whether coin or paper, or of instruments of debt created by national, State, provincial or municipal governments, or coupons thereof, or of banknotes, or the utterance or circulation of the same, or the counterfeiting, falsifying or altering of the seals of State ;
- (11) Perjury ;
- (12) Bribery of public officers, so far as the laws of the two countries permit extradition on this ground ; malversation in office, embezzlement committed by officers or by those regarded as such ;
- (13) Embezzlement by any person or persons hired or salaried to the detriment of their employers, when this offence is subject to punishment by imprisonment by the laws of both countries ;
- (14) The unlawful act, committed intentionally, of sinking, wrecking, destroying, rendering unfit for use, or injuring of a vessel, when there may result from the same a danger of life for others ;
- (15) Kidnapping of minors, defined to be the abduction or detention of a minor for any unlawful end ;
- (16) Swindling, breach of trust ;
- (17) Larceny and pilfering ;
- (18) Wilful and unlawful destruction or obstruction of railroads, endangering human life ;
- (19) Fraudulent bankruptcy.

The attempt to commit, and participation in, the offence are included in the preceding list, when they are punishable under the laws of the country from which the extradition is asked.

Article 3.

The provisions of this Convention shall not apply to any crime or offence of a political character nor to acts connected with such crimes or offences ; and no person, surrendered under the provisions of Article 2 hereof, shall in any case be tried or punished for a crime or offence of a political character nor for any act connected therewith, committed previously to his extradition.

Article 4.

The extradited person shall neither be prosecuted nor punished in the country to which the extradition has been granted, for any punishable offence whatever not provided for by the present

à son extradition, ni extradé dans un troisième Etat sans le consentement de celui accordant l'extradition, à moins qu'il ait eu l'occasion de quitter à nouveau le pays susdit au cours des trois mois suivant son jugement, et, en cas de condamnation, après qu'il a purgé sa peine ou qu'il a été gracié.

Egalement, il ne sera ni poursuivi ni puni pour un fait punissable visé par cette convention et commis antérieurement à son extradition, sans le consentement du gouvernement qui l'a livré et qui, si cela est reconnu désirable, peut exiger la présentation d'un des documents mentionnés à l'article 11 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire si l'individu a demandé lui-même à être jugé ou à purger sa peine, ou si, dans le délai susmentionné, il n'a quitté le territoire de l'Etat auquel il a été livré.

Article 5.

L'individu réclamé ne sera pas livré en vertu des dispositions de la présente convention, lorsque, par suite du temps écoulé, il est couvert par la prescription pour le crime ou le délit pour lequel l'extradition est demandée, selon les lois du pays requis, ou lorsque son extradition est demandée pour le même crime ou délit pour lequel il a été jugé, condamné ou acquitté dans ce pays, ou pendant la durée de l'instruction du crime ou du délit.

Article 6.

Si l'individu dont l'extradition est demandée selon les présentes dispositions, est poursuivi pour un crime ou un délit dans le pays où il a cherché asile, ou s'il y a été condamné en raison de ce crime ou délit, son extradition peut être retardée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'après l'accomplissement de la peine.

Article 7.

Si l'individu réclamé par l'une des Parties contractantes est également réclamé par une ou plusieurs Puissances, selon les dispositions de conventions relatives à des crimes ou délits commis dans le domaine de leur juridiction, la priorité sera accordée à la demande d'extradition formulée la première.

Article 8.

Aucune des Parties contractantes n'est tenue de livrer, en vertu des dispositions de cette convention, ses propres citoyens ou ressortissants.

Article 9.

Les frais d'arrestation, de détention, d'instruction, et le transport de l'extradé sont à la charge du gouvernement ayant présenté la demande d'extradition.

L'extradition s'effectuera à bord d'un navire désigné par un fonctionnaire diplomatique ou consulaire du gouvernement formulant la demande et exclusivement dans un port ouvert au commerce international.

Article 10.

Tous objets trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, et obtenus par suite du fait pour lequel il est condamné ou duquel il est inculpé ou accusé, ou

Convention and committed prior to his extradition, nor shall he be extradited to a third State without the consent of that granting the extradition, unless he has had the opportunity again to leave the country aforesaid during three months after he has been tried and, in case of condemnation, after he has served his sentence or been pardoned.

No more shall he be prosecuted or punished for a punishable offence provided for by the Convention and committed prior to this extradition, without the consent of the Government that has surrendered him, and which, if found desirable, can require the production of one of the documents mentioned in Article 11 of the present Convention. This consent however will not be necessary if the accused person himself has asked for trial or for serving his sentence, or if, within the aforesaid lapse of time, he has not left the territory of the State to which he has been surrendered.

Article 5.

A wanted criminal shall not be surrendered under the provisions hereof when, by lapse of time, he is exempt from prosecution or punishment for the crime or offence for which the surrender is asked, according to the laws of the country from which the extradition is demanded, or when his extradition is asked for the same crime or offence for which he has been tried, convicted or acquitted in that country or so long as he is under prosecution for the same.

Article 6.

If the person whose extradition is claimed pursuant to the stipulations hereof, be actually under prosecution for a crime or offence in the country where he has sought asylum, or shall have been convicted thereof, his extradition may be deferred until such proceedings be terminated, and until such criminal shall be set at liberty in due course of law.

Article 7.

If the person claimed by one of the Parties hereto shall also be claimed by one or more Powers, pursuant to treaty provisions, on account of crimes or offences committed within their jurisdiction, such criminal shall be delivered in preference in accordance with that demand which is the earliest in date.

Article 8.

Neither of the Contracting Parties shall be bound to deliver up, under the stipulations of this Convention, its own citizens or subjects.

Article 9.

The expenses of the arrest, detention, examination and transportation of the accused shall be paid by the Government which has proffered the demand for extradition.

The extradition shall take place on board the vessel designated by a diplomatic or consular officer of the Government making the demand and only in one of the harbours which are opened to international trade.

Article 10.

All articles found in the possession of the wanted criminal at the time of his arrest, which were obtained through the commission of the act of which he is convicted or with which he is

qui peuvent servir de pièces de conviction à l'appui de l'accusation ou de l'inculpation, seront, autant que les lois et coutumes des pays respectifs le permettent pratiquement, livrés lors de l'extradition. Néanmoins, les droits des tiers en ce qui concerne ces objets, seront dûment respectés.

Article 11.

La demande d'extradition sera présentée par voie diplomatique ou consulaire et ne sera accordée que sur présentation de l'original ou d'une copie certifiée conforme de l'un des documents suivants :

- a) Le jugement de condamnation ;
- b) L'ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive, accompagnée du mandat d'arrêt ;
- c) Le mandat d'arrêt seul, établi conformément à la législation de l'Etat formulant la demande, et indiquant le fait dont il s'agit, avec suffisamment de clarté pour permettre à l'Etat recevant la demande de décider si, d'après sa législation, il constitue un cas prévu par la présente convention, et indiquant également la disposition pénale applicable.

Article 12.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique ou consulaire, l'arrestation provisoire de l'individu dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention pourra être demandée, du côté de la Principauté de Monaco, par le ministre d'Etat, le procureur général ou le juge d'instruction, du côté de la République de Libéria par tout officier de Justice ou autorité judiciaire compétente.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

L'étranger arrêté provisoirement aux termes du paragraphe précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de trois mois après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique ou consulaire, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 13.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale qui ne constitue pas un cas politique, l'un des gouvernements juge nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par voie diplomatique ou consulaire, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître. Toutefois, en cas d'urgence, une commission rogatoire pourra être adressée directement par l'autorité judiciaire de l'un des Etats à l'autorité judiciaire de l'autre Etat.

Article 14.

Le transport, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre Partie et qui est étranger à l'Etat qu'il traverse, sera autorisé, sur simple présentation de l'original ou d'une copie certifiée conforme d'un des documents mentionnés à l'article 11, à condition que le fait servant de base à l'extradition soit visé par la présente convention et ne tombe pas sous le coup des exceptions spécifiées, et à condition que le transfert

charged, or which may be material as evidence in making proof of the crime, shall, so far as practicable according to the laws or practice in the respective countries, be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of third parties with regard to all such articles shall be duly respected.

Article 11.

Extradition shall be requested through the diplomatic or consular channel, and shall be granted only on the production of the original or of an authenticated copy of either :

- (a) The sentence of condemnation, or
 - (b) Bill of indictment or commitment for trial together with the warrant of arrest,
- or
- (c) The warrant of arrest only, drawn according to the forms prescribed by the laws of the State making the request, and setting forth the offence in question with sufficient clearness to enable the State on which the demand is made to decide whether, under its laws, the case is one provided for by the present Convention, and also indicating the penal provision applicable thereto.

Article 12.

Pending the arrival of the formal requisition for surrender through the diplomatic or consular channel, the provisional arrest of the person whose extradition may be demanded under this Convention, may be asked for, if by the Principality of Monaco, on the one hand, by the Minister of State, the Attorney-General, or the prosecuting Magistrate, and if by the Republic of Liberia, on the other hand, by any Judicial Officer or competent Judicial Authority.

The provisional arrest shall be made subject to the forms and manner prescribed by the laws of the country to which the request has been made.

The foreigner who has been put under provisional arrest according to the terms of the preceding paragraph, shall be discharged from custody, unless he must be detained for other charges, if the formal requisition for surrender through the diplomatic or consular channel, with the documentary proof hereinbefore prescribed, has not been made within three months from the date of the warrant for provisional arrest.

Article 13.

When, in the prosecution of a criminal, not a political case, one of the Governments shall deem it necessary to examine witnesses in the other State, letters rogatory shall be transmitted for that purpose through the diplomatic or consular channel, and due answer shall be made thereto always complying with the laws of the country in which the witnesses are invited to appear. In case of urgency, however, letters rogatory may be directly addressed by the judicial authority in one of the States to the judicial authority in the other State.

Article 14.

The transit through the territory of one of the contracting States of a person surrendered by a third Power to the other Party and who does not belong to the country of transit, shall be granted on the simple production of the original or an authenticated copy of one of the legal documents mentioned in Article 11, provided that the crime which is the cause of the extradition is included in the present Convention and does not fall under the stipulated exceptions, and

s'effectue, en ce qui concerne l'escorte, avec le concours des fonctionnaires du pays qui autorise le transport à travers son territoire.

Les frais de transport sont à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

La présente convention entrera en vigueur quatre mois après l'échange des ratifications. Après la mise en vigueur de la présente convention, elle sera maintenue jusqu'à ce qu'une des deux Parties ait notifié à l'autre, avec préavis de six mois, son désir de la faire cesser. Cette convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Monaco le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention faite en double exemplaires, les textes français et anglais faisant également foi, et ont apposé leurs cachets.

Fait à Monaco, le 28 octobre 1926.

ROUSSEL,
Secrétaire d'Etat.

LEHMAN,
Ministre plénipotentiaire.

provided that the transfer takes place, so far as the escort is concerned, with the assistance of the officers of the country authorising the transit over its territory.

The cost of transit shall be borne by the State making the request.

Article 15.

The present Convention shall take effect four months after the exchange of the ratifications. After the present Convention shall have come into operation it shall continue until one of the two Parties shall give to the other six months notice of its desire to terminate it. This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Monaco as soon as possible,

In testimony whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in two copies, of which both the English and French texts are authentic, and have hereunto affixed their seals.

Done at Monaco, October 28, 1926.

ROUSSEL,
Secretary of State.

LEHMAN,
Minister Plenipotentiary.

N° 1589.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Accord au sujet de l'acquisition de
terrains pour la Commission améri-
caine des monuments de guerre.
Signé à Washington, le 29 août
1927.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Agreement for the Acquisition of
Sites for Monuments which the
American Battle Monuments
Commission is to erect in France.
Signed at Washington, August
29, 1927.

N^o 1589. — ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA FRANCE, AU SUJET DE L'ACQUISITION DE TERRAINS POUR LA COMMISSION AMÉRICAINNE DES MONUMENTS DE GUERRE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 29 AOUT 1927.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} décembre 1927. Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 18 octobre 1927.

Le présent accord, conclu le 29 août 1927, entre LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, représenté par John J. PERSHING, général des armées, président de la Commission américaine des Monuments de guerre, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, représenté par Anne-Marie Louis DE SARTIGES, son chargé d'affaires *ad interim* à Washington, d'autre part, pour l'acquisition, par le Gouvernement des Etats-Unis, de terrains devant servir d'emplacements pour les monuments que la Commission américaine des monuments de guerre se propose d'ériger en France, en vertu de la Loi du Congrès des Etats-Unis, approuvée le 4 mars 1923, intitulée « Une loi pour la création d'une Commission américaine de Monuments de guerre en vue d'ériger des monuments commémorant dignement les services des soldats américains en Europe, et pour d'autres buts » certifie que :

Article premier.

Le Gouvernement français acquerra les immeubles dont l'*American Battle Monuments Commission* ayant son siège à Paris, 20, rue Molitor, sera devenue elle-même propriétaire en vertu du mandat qu'elle a reçu à cet effet, du Gouvernement des Etats-Unis en vue de l'érection des monuments commémoratifs américains susmentionnés.

Cette acquisition, par le Gouvernement français à la commission précitée, sera faite moyennant la somme forfaitaire de un franc pour l'ensemble des immeubles nécessaires à chaque monument.

Article II.

Lorsque les terrains nécessaires à l'érection des monuments commémoratifs américains dont il s'agit n'auront pas été acquis par l'*American Battle Monuments Commission* et que le Gouvernement des Etats-Unis en exprimera le désir, le Gouvernement français procédera, quand il y aura lieu et si l'opération est possible, à l'acquisition desdits terrains, étant entendu qu'au cas où certains collectivités, telles que communes ou départements, ne consentiraient pas à l'aliénation de leurs terrains, toutes démarches seraient faites à la diligence du Gouvernement français pour obtenir la concession des parcelles de terrains nécessaires aux fins envisagées.

Article III.

Préalablement à l'engagement par le Gouvernement français de toute procédure d'acquisition ou de concession des terrains nécessaires à l'édification de chacun des monuments commémoratifs

No. 1589. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND FRANCE, FOR THE ACQUISITION OF SITES FOR MONUMENTS WHICH THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION IS TO ERECT IN FRANCE. SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 29, 1927.

English and French official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place December 1, 1927. This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 18, 1927.

This Agreement made on August 29, 1927, by and between THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, represented by John J. PERSHING, General of the Armies, Chairman of the American Battle Monuments Commission, party of the first part, and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, represented by Mr. Anne-Marie Louis DE SARTIGES, that Government's Charge d'Affaires *ad interim* at Washington, party of the second part, for the acquisition by the Government of the United States of lands intended as sites for monuments which the American Battle Monuments Commission is to erect in France, in accordance with and by the authority of the Act of Congress of the United States approved March 4, 1923, entitled "An Act for the Creation of an American Battle Monuments Commission to Erect Suitable Memorials Commemorating the Services of the American Soldiers in Europe, and for Other Purposes", witnesses that :

Article I.

The French Government will acquire the real estate of which the American Battle Monuments Commission whose office is at Paris, rue Molitor, 20, will have become proprietor by virtue of the authority for this purpose which it has received from the United States Government, in view of the erection of the American commemorative monuments above mentioned.

This acquisition by the French Government from the said Commission will be accomplished for the sole price of one franc for the totality of the real estate necessary for each monument.

Article II.

When the land necessary for the erection of the American memorials in question has not been acquired by the American Battle Monuments Commission and if the United States Government expresses the wish, the French Government will proceed to acquire the said land if necessary and if such acquisition is possible ; it being understood that in the case where certain organisations such as Communes or Departments do not consent to the transfer of their land, all necessary steps will be diligently pursued by the French Government in order to obtain the concession of the lots necessary to the end in view.

Article III.

Before the French Government will undertake any procedure of acquisition or of concession of land necessary to the erection of any of the memorials in question, the authorisation to erect

en cause, l'autorisation d'ériger le monument devra, conformément à la procédure fixée par le Décret du 18 novembre 1922, et sur la demande qui en aura été préalablement faite par le Gouvernement des Etats-Unis, être donnée par décret dans chaque cas particulier.

Article IV.

Les tractations à engager par le Gouvernement français, prévues à l'article 2, avec les propriétaires ou locataires des terrains précités en vue de la cession amiable desdits terrains, seront faites par un représentant du Gouvernement français (Ministère de la Guerre — Chefferie du Génie intéressée), accompagné d'un représentant du Gouvernement des Etats-Unis. Les engagements amiables souscrits par ces propriétaires ou locataires et visés pour acceptation par le représentant du Gouvernement des Etats-Unis devront spécifier nettement que les formalités d'acquisition et les paiements seront poursuivis par l'Etat français.

Article V.

Le Gouvernement français concédera gratuitement et à perpétuité au Gouvernement des Etats-Unis l'usage et la libre disposition des terrains destinés à l'érection desdits monuments, soit qu'ils appartiennent dès maintenant à l'Etat français, soit qu'ils aient été acquis conformément aux dispositions des articles I et II ci-dessus ; les terrains dont le Gouvernement français ne pourrait obtenir qu'une concession à durée limitée seront concédés par lui pour la même durée au Gouvernement des Etats-Unis ; mais, dans ce cas, le représentant désigné par ce dernier gouvernement aura dû donner son approbation avant que le Gouvernement français n'obtienne définitivement la concession.

Ces mesures ne sauraient toutefois avoir pour conséquence d'empêcher toutes opérations de travaux publics pour lesquelles l'utilité publique serait déclarée et dont l'emprise intéresserait, directement ou non, les terrains concédés ; dans cette éventualité, un représentant du Gouvernement des Etats-Unis serait appelé à se concerter avec le Gouvernement français pour déterminer le meilleur parti à prendre quant à la destination à donner aux monuments intéressés.

Article VI.

Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis déciderait ultérieurement, soit de ne pas donner suite au projet d'érection d'un monument, soit de supprimer un monument précédemment édifié, ceux des terrains qui auraient été acquis à cet effet dans les conditions du présent accord et se trouveraient dès lors libérés seraient vendus par le Gouvernement français et le produit net de la vente de ces terrains serait versé par le Gouvernement français à celui des Etats-Unis.

Article VII.

Les terrains acquis conformément aux dispositions du présent accord seront exonérés de toutes taxes et impositions, conformément aux dispositions des articles 105 et 106 de la Loi du 3 Frimaire An VII et du Décret du 11 août 1808.

En application des dispositions de l'article 12 de la Loi de Finances du 30 juin 1923, seront exemptés de tous droits de timbre, d'enregistrement ou d'hypothèques, les divers documents établis et actes passés par le Gouvernement français ayant pour objet l'acquisition ou la concession des terrains nécessaires à l'érection des monuments commémoratifs dont il s'agit.

such monument must have been given by decree in each separate case, in conformity with the procedure laid down by the Decree of November 18, 1922, and upon a request which will have been previously made by the Government of the United States.

Article IV.

The negotiations provided for in Article 2, which are to be undertaken by the French Government with the owners or tenants of the lands above mentioned for the normal transfer of the said land will be pursued by a representative of the French Government (Ministry of War — appropriate Engineer District) accompanied by a representative of the Government of the United States. The normal agreements signed by the owners or tenants and bearing the written approval of the representative of the United States Government will plainly state that the formalities of acquisition and of payments will be undertaken by the French Government.

Article V.

The French Government will grant without cost and in perpetuity to the Government of the United States the use and free disposal of the lands intended for the erection of the said monuments whether they belong at the present moment to the French Government or whether they have been acquired in conformity with the provisions of Article I and II above mentioned. The land of which the French Government is able to obtain only a concession for a limited period will be conceded by it for the same period to the Government of the United States, but in this case, the representative appointed by the latter Government must have given his approval before the French Government definitely acquires the concession.

These measures, however, can never entail the prohibition of any undertakings of public works for which the public necessity will have been declared and of which the site might concern directly or not the land transferred. In this case a representative of the Government of the United States will be called upon to cooperate with the French Government in order to determine the best measures to be taken so far as the monuments are concerned.

Article VI.

In the case where the Government of the United States might later decide either not to carry out a project for the erection of a monument or to remove a monument once erected, such land as has been acquired for this purpose under the present agreement and which would then be released will be sold by the French Government and the net proceeds of such land will be paid by the French Government to that of the United States.

Article VII.

The land acquired in conformity with the provisions of this agreement will be exempted from all rates and taxes in conformity with Articles 105 and 106 of the Law of 3 Frimaire An VII and with the Decree of August 11, 1808.

By application of the provisions of Article 12 of the Finance Law of June 30, 1923, exemption will be granted from all taxes for stamps, registration, or mortgages, etc., for the various documents established and conveyances accomplished by the French Government having in view the acquisition or the concession of land necessary for the erection of the memorials in question.

Article VIII.

Le Gouvernement français réglera toutes les difficultés pouvant s'élever avec les propriétaires ou locataires riverains ; il suivra toutes actions ou défenses qu'il paraîtrait nécessaire par la suite d'intenter ou de soutenir au sujet des terrains acquis, les frais correspondants lui étant remboursés par le Gouvernement des États-Unis.

Il demeure entendu toutefois que le règlement des dommages causés soit par le personnel préposé par le Gouvernement des États-Unis à l'entretien et à la garde des monuments commémoratifs américains, soit par du matériel lui appartenant, sera poursuivi à la diligence du représentant désigné par ce gouvernement.

Article IX.

Le Gouvernement des États-Unis remboursera au Gouvernement français les sommes que celui-ci aura dû payer à l'exclusion de celles prévues au deuxième alinéa de l'article premier ci-dessus, tant pour les acquisitions ou concessions proprement dites — indemnités aux propriétaires et aux locataires des terrains occupés — que pour tous frais accessoires occasionnés par lesdites acquisitions ou concessions.

Article X.

En aucun cas, les créances du Gouvernement français sur le Gouvernement des États-Unis pour l'achat des terrains nécessaires aux monuments commémoratifs américains ne seront susceptibles d'être éteintes par compensation avec l'une quelconque des dettes de l'État français envers le Gouvernement des États-Unis.

Article XI.

Les remboursements au Gouvernement français seront effectués le plus tôt possible par chèques. Ils donneront lieu à l'établissement d'un reçu dans la forme suivante :

« Le Gouvernement français reconnaît avoir reçu du Gouvernement des États-Unis la somme de
pour l'achat des terrains décrits ci-après, nécessaires à l'érection du monument commémoratif américain de
achat réalisé conformément à l'accord du
dont ci-joint copie.

Description du terrain :

..... »

Article XII.

Les paiements correspondant aux acquisitions réalisées dans les conditions de l'article premier ci-dessus seront effectués par chèques.

Article VIII.

The French Government will settle all difficulties which may arise with adjoining owners or tenants ; it will institute and pursue any suit or sustain any defense concerning the land acquired which may thereafter appear necessary. The cost resulting therefrom being repaid to it by the Government of the United States.

It is agreed, however, that payment of damages caused by the personnel appointed by the Government of the United States for the maintenance and guarding of the American memorials or by the material belonging to it will be undertaken by the representative appointed by that Government.

Article IX.

The Government of the United States will repay to the French Government the amounts which the latter will have paid, other than those provided for in second paragraph of Article I, both for actual acquisitions or concessions (indemnities to owners or tenants of the land occupied) and for all other expenses occasioned by the said acquisitions or concessions.

Article X.

In no case will the debts of the Government of the United States towards the French Government on account of the purchase of land necessary for the American memorials be susceptible of cancellation against any debt whatever of the French Government towards the Government of the United States.]

Article XI.

Repayments to the French Government will be effected as soon as possible by checks, and will provide for a receipt in the following form :

“ The French Government acknowledges to have received from the Government of the United States the sum of
for the purchase of the lands described hereafter, necessary for the erection of the American commemorative monument at
purchase accomplished in accordance with the agreement dated
of which a copy is attached hereto.

“ Description of the property :

..... ”

Article XII.

Payments for acquisitions made under the provisions of Article I above mentioned will be made by checks.]

Ils donneront lieu à l'établissement ce reçus dans la forme suivante :

« Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que l'*American Battle Monuments Commission* a reçu du Gouvernement français la somme de un franc pour l'achat des terrains décrits ci-après nécessaires à l'érection du monument commémoratif de

 achat réalisé conformément à l'accord du
 dont ci-joint copie.

Description du terrain :

..... »

En foi de quoi, les jour, mois et an que dessus, cet accord a été rédigé en quatre exemplaires, chacun d'eux ayant la même valeur et effet qu'un original, par le Gouvernement des Etats-Unis représenté par John J. Pershing, général des armées, président de la Commission américaine des monuments de guerre, et par le Gouvernement français, représenté par Anne-Marie-Louis de Sartiges, son chargé d'affaires *ad interim* à Washington.

John J. PERSHING.
 SARTIGES.

Pour copie certifiée conforme :

Pour le Ministre et par autorisation :

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
 Chef du Service français
 de la Société des Nations :*
 E. Pépin.

They will provide for receipts in the following form :

“ The Government of the United States acknowledges that the American Battle Monuments Commission has received from the French Government the sum of one franc for the purchase of land described hereafter, necessary for the erection of the American commemorative monument at
this acquisition accomplished in accordance with the agreement dated.....
of which a copy is attached hereto.

“ Description of the property :

.....”

In witness whereof, the date, month and year, above mentioned, this agreement has been signed in four copies, each copy having the same value and effect as an original, by the Government of the United States represented by John J. Pershing, General of the Armies, Chairman of the American Battle Monuments Commission, and by the French Government represented by Mr. Anne-Marie Louis de Sartiges, that Government's Chargé d'Affaires *ad interim* at Washington.

John J. PERSHING.
SARTIGES.

N° 1590.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord relatif à l'échange des dossiers avec protocole final et règlement y annexé. Signés à Berlin, le 22 décembre 1926.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the Exchange of Archives, with Final Protocol and Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, December 22, 1926.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

No. 1590. — UKŁAD¹ POLSKO-NIEMIECKI Z DNIA 22 GRUDNIA 1926 R. O WYDANIU AKT.

Textes officiels allemand et polonais communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 décembre 1927.

RZECZPOSPOLITA POLSKA i RZESZA NIEMIECKA zamierzając — w wykonaniu postanowień Traktatu Wersalskiego, art. 92, ustęp ostatni, układu polsko-niemieckiego z dnia 25 listopada 1919 r. w sprawie wycofania wojsk z terytorjów odstąpionych i przekazania zarządu cywilnego, postanowienie A IX i postanowienie końcowe B I, część III b, oraz deklaracji złożonej w Paryżu w dniu 9 stycznia 1920 r. — uregulować sprawę wydania akt i korzystania z nich, zamianowały swoimi Pełnomocnikami :

RZECZPOSPOLITA POLSKA :

Pana Dr. Witolda PRĄDZYŃSKIEGO, członka Komisji Kodyfikacyjnej Rzeczypospolitej Polskiej,

RZESZA NIEMIECKA :

Pana Dr. Erich' a WALLROTH' A, Dyrektora Ministerjalnego w Urzędzie Spraw Zagranicznych.

Pełnomocnicy, uznawszy swe pełnomocnictwa sporządzone w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

§ I.

Rząd Polski i Rząd Niemiecki zobowiązują się wydać sobie nawzajem wszystkie potrzebne do

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 18 octobre 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1590. — DEUTSCH-POLNISCHE AKTENABKOMMEN¹ VOM 22. DEZEMBER 1926.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 5, 1927.

Das DEUTSCHE REICH und die REPUBLIK POLEN haben in der Absicht, die Fragen der Abgabe und der Benutzung von Akten in Ausführung des Artikels 92, letzter Absatz, des Vertrages von Versailles, der Bestimmung in A IX und der Schlussbestimmung in B I, Teil III b), des deutsch-polnischen Abkommens über die militärische Räumung der Abtretungsgebiete und die Uebergabe der Zivilverwaltung von 25 November 1919 und der in Paris vollzogenen Deklaration vom 9. Januar 1920 zu regeln, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DAS DEUTSCHE REICH :

Herrn Dr. Erich WALLROTH, Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt,

DIE REPUBLIK POLEN

Herrn Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Mitglied der Kodifikationskommission der Republik Polen.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, folgende Bestimmungen getroffen :

Artikel I.

§ I.

Die Deutsche Regierung und die Polnische Regierung verpflichten sich gegenseitig alle für

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 18, 1927.

utrzymania ciągłości administracji albo do udowodnienia praw i stosunków prawnych akta, które aż do dnia 1 kwietnia 1915 roku były jako akta resortowo w posiadaniu władz cywilnych (urzędów i zakładów) Państwa (równie jak i Rzeszy Niemieckiej) i władz związków komunalnych, mających stałą siedzibę w dawnych prowincjach pruskich, przeciętych granicą polsko-niemiecką, albo które powstały u tych władz później, i to aż do czasu przejęcia owych władz przez Polskę, o ile urzędowy zakres działania tych władz obejmował w całości lub w części obszary Polsce odstąpione. To samo stosuje się do wszystkich akt władz wojskowych, które miały stałą siedzibę na wspomnianych ziemiach, jeżeli odnoszą się one do administracji wojskowo-fiskalnego majątku nieruchomego wraz z przynależnościami.

Do tych akt nie należą akta, oddane jeszcze przed dniem 1 kwietnia 1915 r. do archiwów państwowych—jednakże dozwolonym będzie nawzajem korzystanie z tych akt dla celów, podanych w ustępie pierwszym, to jest utrzymania ciągłości administracji albo udowodnienia praw lub stosunków prawnych.

Akta organizacyj zawodowych (izb handlowych, rolniczych, rzemieślniczych, lekarskich, weterynaryjnych, aptekarskich i. t. p.) nie podlegają obowiązkowi wydania. Oba Rządy będą jednak w ramach swej wewnętrzno-państwowej kompetencji wpływały na wspomniane organizacje zawodowe, by zapewniły korzystanie z ich akt. Odpowiedzialność za zapewnienie korzystania z akt na żadnym z obu układających się Rządów nie ciąży.

Za akta potrzebne do utrzymania ciągłości administracji albo do udowodnienia praw lub stosunków prawnych należy z reguły uważać te akta, które odnoszą się do obszaru Strony drugiej.

Oba Rządy zastrzegają sobie zatrzymanie takich akt i części akt, które odnoszą się do personaljów, a których wyjawienie nie wydaje się właściwem, tudzież takich akt i części akt, których wydania nie możnaby od Rządu wymagać ze względów politycznych. Jeżeli są akta, w których warunki te w części tylko zachodzą, należy wydać inne części akt, usuwając części wykluczone od wydania.

die Fortführung der Verwaltung oder für den Nachweis von Rechten und Rechtsverhältnissen erforderlichen Akten abzugeben, die sich als Akten bei den in den früheren preussischen durch die deutsch-polnische Grenze durchschnittenen Provinzen domizilierten zivilen Behörden (Aemtern und Anstalten) des Staates (einschliesslich des Reichs) und der Kommunalverbände bis zum 1. April 1915 ressortmässig befanden oder bei diesen Behörden nachher und zwar bis zur Uebernahme der betreffenden Behörden durch Polen entsandt sind, soweit der Amtsbereich dieser Behörden ganz oder teilweise Gebiete umfasste, die an Polen abgetreten sind. Das gleiche gilt für alle Akten der in dem gedachten Gebiete domizilierten militärischen Behörden, welche sich auf die Verwaltung des militärfiskalischen Grundvermögens nebst Zubehör beziehen.

Zu diesen Akten gehören nicht die bereits vor dem 1. April 1915 an die Staatsarchive abgegebenen Akten; indessen wird gegenseitig die Benutzung dieser Akten zu dem in Absatz 1 erwähnten Zwecke der Fortführung der Verwaltung oder für den Nachweis von Rechten oder Rechtsverhältnissen gestattet.

Akten von Berufsvertretungen (Handels-, Landwirtschafts-, Handwerks-, Aerzte-, Tierärzte-, Apothekerkammern, pp.) unterliegen nicht der Abgabepflicht. Indessen werden die beiden Regierungen ihren Einfluss bei den gedachten Berufsvertretungen zur Gewährung der Aktenbenutzung im Rahmen ihrer innerstaatlichen Zuständigkeit geltend machen. Die Verantwortung für die Gewährung der Aktenbenutzung liegt aber nicht den beiden kontrahierenden Regierungen ob.

Als Akten, die für die Fortführung der Verwaltung oder für den Nachweis von Rechten oder Rechtsverhältnissen erforderlich sind, sind in der Regel die Akten anzusehen, die sich auf das Gebiet des anderen Teiles beziehen.

Beide Regierungen behalten sich die Zurückbehaltung solcher Akten und Aktenteile vor, die sich auf Personalien beziehen, deren Mitteilung nicht angebracht erscheint, oder solcher Akten und Aktenteile, deren Abgabe als politischen Gründen der Regierung nicht zugemutet werden kann. Sind Akten vorhanden, bei denen diese Voraussetzungen nur zum Teil vorliegen, so sind die übrigen Akterteile unter Entfernung der von der Abgabe ausgeschlossenen Stücke abzugeben.

§ 2.

Za akta uważa się tomy, zeszyty, dokumenty, karty, mapy i rysunki, służące do prowadzenia urzędowych czynności, wraz z załącznikami należącymi do poszczególnych akt, o ile sporządzone są z papieru, papieru pergaminowego lub z materiału podobnego do papieru.

§ 3.

Akta, pojedyncze tomy akt, zeszyty akt i inne akta najniższego typu, które odnoszą się do terytorjalnych jednostek administracyjnych i komunikacyjnych przedzielonych granicą polsko-niemiecką, a potrzebne są do utrzymania ciągłości administracji albo do udowodnienia praw lub stosunków prawnych, mogą zaś być podzielone jedynie drogą mechaniczną, winny być wydane drugiemu Państwu, jeżeli posiada ono większą część danej jednostki administracyjnej lub komunikacyjnej. W szczególnych wypadkach, gdy istotny interes Państwa, posiadającego mniejszą część owej jednostki, przewyższa w poważnej mierze potrzeby administracji drugiego Państwa, należy ze względów słuszności przekazać akta temu Państwu, które posiada te mniejszą część. W tym wypadku Państwo które akta posiada, musi pozwolić drugiemu Państwu na korzystanie z nich.

Jeżeli akta, dotyczące obu Stron, mają poważniejsze znaczenie dla Państwa nie posiadającego ich, należy w celu łatwiejszego z nich korzystania, na koszt Państwa, które akta otrzymuje w posiadanie lub je w swem posiadaniu zachowuje, wyszczególnić je w dwu równobrzmiących, przeznaczonych dla obu Stron repertoriach z podaniem miejsca stałego przechowania akt.

Za podstawę przydziału akt zakładów technicznych lub urzędzeń o charakterze lokalnym może służyć główny ośrodek ich administracji. Postanowienia o korzystaniu z akt i o prowadzeniu podwójnych repertoriów stosują się odpowiednio i do tych akt.

§ 4.

Wymienione w § 1, ustęp 2, i w § 3 akta i części tych akt mogą być zniszczone tylko za obopólną zgodą. Wyrażenie zgody uważa się również wówczas za dokonane, gdy na

§ 2.

Als Akten gelten die zur behördlichen Geschäftsführung dienenden Bände, Hefte, Urkunden, Blätter, Karten und Zeichnungen, soweit sie aus Papier, Pergamentpapier oder papierähnlichem Material bestehen, nebst den zu den einzelnen Akteneinheiten gehörigen Zubehörstücken.

§ 3.

Akten, einzelne Aktenbände, Aktenhefte und sonstige niedrigste Akteneinheiten, welche durch die deutsch-polnische Grenze geteilte territoriale Verwaltungseinheiten und Verkehrseinheiten betroffen und zur Fortführung der Verwaltung oder zum Nachweis von Rechten oder Rechtsverhältnissen erforderlich sind und nicht ohne mechanischen Eingriff geteilt werden können, sind dem anderen Staate abzugeben, wenn er den grösseren Teil jener Verwaltungseinheit oder Verkehrseinheit besitzt. In besonderen Fällen, wenn wesentliche Interessen des Staates, der den kleineren Teil der Einheit hat, die Verwaltungsinteressen des anderen Staates in erheblichem Masse überwiegen, so sind die Akten aus Billigkeitsgründen dem Staate, der den kleineren Teil hat, zu überlassen. In diesem Falle muss der Staat, der die Akten besitzt, dem anderen Staat deren Benutzung gestatten.

Die beide Teile betreffenden Akten sind, wenn sie für den nichtbesitzenden Staat von erheblicher Bedeutung sind, zum Zwecke leichter Benutzung auf Kosten des Staates, der den Besitz der Akten bekommt oder behält, in zwei für beide Teile bestimmten gleichlautenden Repertorien mit Angabe des ständigen Aufbewahrungsortes der Akten zu verzeichnen.

Bei technischen Anstalten oder Einrichtungen lokaler Natur kann der Aktenzuteilung der Schwerpunkt der Verwaltung zugrundegelegt werden. Die Bestimmungen über die Aktenbenutzung und die Führung von doppelten Repertorien finden auch bei diesen Akten entsprechende Anwendung.

§ 4.

Die in § 1, Absatz 2 und § 3 genannten Akten und Teile solcher Akten können nur in beiderseitigem Einverständnis vernichtet werden. Das Einverständnis gilt auch dann als

zawiadomienie na piśmie o zamiarze zniszczenia akt nie będzie zgłoszony sprzeciw w terminie rocznym, licząc od dnia zawiadomienia. Rząd, który dokonawszy uprzednio wglądu w odnoszące akta zgłasza sprzeciw uzasadniony na piśmie przeciwko ich zniszczeniu, może uiszczając za nie cenę jako za makulaturę zażądać wydania tych akt, o ile drugie Państwo nie chce dłużej odkładać ich zniszczenia.

§ 5.

Jeżeli do chwili wejścia w życie niniejszego układu pewne akta już wydano, obowiązek ich zwrócenia nie istnieje. Postanowienia §§ 1 i 3 będą miały odpowiednie zastosowanie, jeżeli w przeciągu trzech lat od daty wejścia układu w życie będzie postawiony odpowiedni wniosek.

§ 6.

Akta dotyczące podatku osobowego, przemysłowego, spadkowego i od obrotów, o ile w chwili wejścia w życie niniejszego układu już są nawzajem wydane, pozostają w posiadaniu tego Państwa, które je otrzymało. Zwrotu ich nie przewiduje się.

O ile takich akt jeszcze sobie nawzajem nie wydano, zaniechaniem zostanie ustalenie obowiązku ich wydania, chyba że w innym specjalnym układzie porozumiano się już co do wydania akt podatkowych.

Pozostawia się słusznemu uznaniu każdego Państwa, czy i jakie akta z tych, które są wymienione w ustępie pierwszym, zechce wydać drugiemu Państwu.

Jeżeli jeden z Rządów wyrazi życzenie, by mu wydano akta wymienione w ustępie pierwszym, o ile dotyczą należności podatkowych powstałych przed dn. 10 stycznia 1920 r., lub aby mógł z akt takich korzystać, drugie Państwo okaże gotowość do zadośćuczynienia temu życzeniu, jeśli nie staną mu na przeszkodzie przepisy ustawowe.

Artykuł II.

§ 1.

Postępowanie w celu wykonania niniejszego układu normuje załączony regulamin (załącznik A).

erteilt, wenn auf die schriftliche Mitteilung von der Absicht der Aktenvernichtung von dem Tage des Empfangs an gerechnet binnen Jahresfrist kein Widerspruch erhoben wird. Diejenige Regierung, die gegen die Aktenvernichtung mit schriftlicher Begründung nach vorheriger Einsichtnahme in die in Frage kommenden Akten Widerspruch erhebt, kann die Abgabe der fraglichen Akten gegen Erstattung des üblichen, Makulaturpreises beanspruchen, sofern der andere Staat sie nicht weiter aufheben will.

§ 5.

Soweit bis zum Inkrafttreten dieses Abkommens bereits Akten abgegeben sind, besteht eine Rückgabepflicht nicht. Die Bestimmungen der §§ 1 und 3 finden entsprechende Anwendung, wenn innerhalb von drei Jahren nach dem Inkrafttreten des Abkommens ein Antrag gestellt wird.

§ 6.

Akten über Personal-, Gewerbe-, Erbschafts- und Verkehrssteuern bleiben, soweit sie bei dem Inkrafttreten dieses Abkommens bereits gegenseitig abgegeben sind, bei dem Staate, welcher sie erhalten hat. Eine Rückgabe kommt nicht in Betracht.

Soweit Akten gegenseitig noch nicht abgegeben sind, wird von der Festsetzung einer Verpflichtung zur Abgabe solcher Akten Abstand genommen, es sei denn, dass in einem besonderen Abkommen bereits Vereinbarungen über die Abgabe von Steuerakten getroffen sind.

Es bleibt dem billigen Ermessen jeden Staates überlassen, ob und welche der in Absatz I genannten Akten er dem anderen Staate abgeben will.

Aeussert eine Regierung den Wunsch, auf Abgabe oder Benutzung von in Absatz 1 genannten Akten, soweit sie Steuerschulden betreffen, die vor dem 10. Januar 1920 entstanden sind, so wird der andere Staat dabei Entgegenkommen zeigen, soweit er nicht durch gesetzliche Vorschriften daran gehindert ist.

Artikel II.

§ 1.

Ueber das Verfahren zur Ausführung des Abkommens gilt das beiliegende Reglement (Anlage A).

Regulamin ten mogą oba Rządy zmienić za obopólną zgodą.

§ 2.

Jeżeli na wywóz akt, które mają być wydane, potrzebne będzie pozwolenie, będzie ono udzielone bezpłatnie. Transporty akt przekraczają granicę wolne od cła, podatków i opłat. Państwo wydające akta ponosi koszty ich transportu aż do swej granicy.

O ile nie postanowiono inaczej, świadczenia wynikające z niniejszego układu będą wykonane bezpłatnie.

Artykuł III.

Jeżeli powstaną różnice zdań, nie dające się pogodzić, winno każde Państwo wyznaczyć narazie jednego przedstawiciela dla poszczególnego wypadku spornego. Przedstawiciele ci starać się będą załatwić spór drogą obopólnego porozumienia. Gdyby się to nie powiodło, może każde państwo zaproponować zwołanie komisji z trzech osób. Komisja ta ma w sposób, który uzna za właściwy, załagodzić wypadek sporny, w przeciwnym razie — rozstrzygać.

Komisja składa się z zastępców po jednym z każdego Państwa i z przewodniczącego, o którego wyznaczenie ma być uproszony w każdym poszczególnym wypadku Prezydent Konfederacji Szwajcarskiej. Czas i miejsce zezbrania się komisji oznacza przewodniczący.

Przed rozstrzygnięciem sprawy przewodnictwa obaj zastępcy porozumieją się co do tego, czy i ewentualnie jakie zasadnicze kwestje wymagają rozstrzygnięcia. Jeżeli nie dojdzie w tym względzie do porozumienia, to ewentualne rozstrzygnięcie komisji nie będzie posiadało znaczenia prejudycjalnego dla przyszłych wypadków spornych podobnego rodzaju.

Uchwały komisji zapadają większością głosów. Przedmiotem rozstrzygnięcia mogą być tylko te wnioski, które przed rozstrzygnięciem sprawy przewodnictwa zostały doręczone zastępcy drugiego Państwa.

Każde Państwo ponosi koszty członka przez siebie ustanowionego. Pozostałe koszty mają być pokryte po połowie.

W każdym z obu Państw należy udzielić komisji pomocy urzędowej.

Dieses Reglement können beide Regierungen im beiderseitigen Einverständnis abändern.

§ 2.

Soweit Ausfuhrerlaubnis für die abzugebenden Akten nötig ist, wird sie unentgeltlich erteilt. Die Aktentransporte passieren die Grenze zoll-, abgabe- und gebührenfrei. Transportkosten trägt der abgebende Staat bis zur Grenze seines Staatsgebietes.

Die aus diesem Abkommen sich ergebenden Leistungen werden, falls nicht etwas anderes bestimmt ist, kostenlos geleistet.

Artikel III.

Entstehen Meinungsverschiedenheiten, die nicht ausgeglichen werden können, so hat jeder Staat für den einzelnen Streitfall zunächst einen Vertreter zu ernennen. Diese Vertreter haben es sich angelegen sein zu lassen, im gegenseitigen Einvernehmen den Streitfall beizulegen. Gelingt dies nicht, so kann jeder Staat den Zusammentritt einer Kommission von drei Personen beantragen. Diese Kommission hat den Streitfall auf ihr geeignet erscheinende Weise beizulegen, andernfalls eine Entscheidung zu treffen.

Die Kommission besteht aus je einem Vertreter der beiden Staaten und einem Vorsitzenden, um dessen Ernennung im Einzelfalle der Schweizerische Bundespräsident gebeten werden soll. Zeit und Ort des Zusammentritts der Kommission bestimmt der Vorsitzende.

Vor der Entscheidung über den Vorsitz haben sich die beiden Vertreter darüber zu einigen, ob und gegebenenfalls welche grundsätzlichen Fragen zur Entscheidung stehen. Kommt eine Einigung hierüber nicht zustande so gebührt der etwaigen späteren Entscheidung der Kommission keine präjudizielle Bedeutung für etwaige spätere gleichartige Streitfälle.

Die Kommission fasst ihre Beschlüsse mit Stimmenmehrheit. Eine Entscheidung darf nur über Anträge gefällt werden, die bis zur Entscheidung über den Vorsitz dem Vertreter des anderen Staates zugestellt sind.

Jeder Staat trägt die Kosten für das von ihm bestellte Mitglied. Sonstige Kosten sind je zur Hälfte zu tragen.

Der Kommission ist in jedem der beiden Staaten Amtshilfe zu leisten.

Oba układające się Państwa zobowiązują się niezwłocznie wydać zarządzenia potrzebne do wykonania rozstrzygnięcia komisji.

Die beiden vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, die zur Ausführung der Entscheidung notwendigen Verfügungen unverzüglich zu treffen.

Artykuł IV.

Artikel IV.

§ 1.

Rząd Niemiecki wyda Rządowi Polskiemu akta władz centralnych Rzeszy Niemieckiej i Prus, potrzebne dla utrzymania ciągłości administracji albo udowodnienia praw lub stosunków prawnych na obszarach odstąpionych Polsce, a niepotrzebne Rzeszy Niemieckiej, względnie Prusom, dla celów administracyjnych, jako dotyczące obszarów odstąpionych a nie innych. Akta personalne prowadzone przez władze centralne wydaniu nie podlegają. Nie podlegają również wydaniu akta i części akt, których wydania nie możnaby żądać od Rzeszy Niemieckiej, względnie od Prus, dla względów politycznych. Jeżeli są akta, w których warunki te zachodzą tylko w części, to Rząd Niemiecki wyda pozostałe części akt, usuwając części wchodzące w rachubę.

§ 1.

Akten der Zentralbehörden des Deutschen Reiches und Preussens, die für die Fortführung der Verwaltung oder für den Nachweis von Rechten oder Rechtsverhältnissen in den an Polen abgetretenen Gebieten erforderlich sind, und die für das Deutsche Reich bzw. Preussen zu Verwaltungszwecken nicht erforderlich sind, weil sie sich auf die abgetretenen und nicht auf andere Gebiete beziehen, wird die Deutsche Regierung der Polnischen Regierung abgeben. Die bei den Zentralbehörden geführten Personalakten sind nicht abzugeben; ebensowenig solche Akten und Aktenteile, deren Abgabe aus politischen Gründen dem Deutschen Reich oder Preussen nicht zugemutet werden kann. Sind Akten vorhanden, bei denen diese Voraussetzung nur zum Teil vorliegt, so wird die Deutsche Regierung die übrigen Aktenteile unter Entfernung der in Betracht kommenden Stücke abgeben.

§ 2.

Jeżeli interes administracji polskiej wymaga zaznajomienia się z aktami, które nie podlegają wydaniu jako nie dotyczące obszaru odstąpionego Polsce, to Rząd Niemiecki odnośnie życzenia Rządu Polskiego przychylnie uwzględni, o ile nie będzie się to sprzeciwiało interesom niemieckim.

§ 2.

Falls das Interesse der polnischen Verwaltung Kenntnis von Akten erfordert, welche, da sie sich nicht auf das an Polen abgetretene Gebiet beziehen, nicht abzugeben sind, so wird die Deutsche Regierung den einschlägigen Wünschen der Polnischen Regierung, soweit mit dem deutschen Interesse vereinbar, entgegenkommen.

§ 3.

Artykuł 1 § 1, ustęp drugi, będzie odpowiednio stosowany z tem, że zamiast terminu 1 kwietnia 1915 r. przyjmie się termin 10 stycznia 1920 r.

§ 3.

Artikel I § 1 Absatz 2 findet mit der Massgabe entsprechende Anwendung, dass an Stelle des 1. April 1915 der 10. Januar 1920 tritt.

§ 4.

Postanowienia artykułu II-go będą odpowiednio stosowane.

§ 4.

Die Bestimmungen des Artikels II finden entsprechende Anwendung.

§ 5.

Postanowienia artykułu III-go nie mają tu zastosowania.

§ 5.

Die Bestimmungen des Artikels III finden keine Anwendung.

Artykuł V.

Oba Rządy wyrażają niniejszem swą zgodę, aby władze kościelne, których okrąg urzędowy został przecięty granicą polsko-niemiecką, mogły sobie nawzajem wydać wszystkie akta, potrzebne do utrzymania ciągłości administracji albo do udowodnienia praw lub stosunków prawnych, o ile akta te powstały przed podziałem kościelnych okręgów administracyjnych i dotyczą obszarów drugiego Państwa.

Przez postanowienie niniejsze nie narusza się ewentualnie przysługujących kościołom w jednym z obu Państw dalej idących uprawnień do wydania akt.

Przy dokonywaniu wydania akt będą stosowane udogodnienia, przewidziane w artykule II, § 2.

Artykuł VI.

Porozumienia już zawarte w sprawie wydania akt pozostają w mocy.

O ile porozumienia w rodzaju wymienionych w ustępie pierwszym nie regulują pewnych spraw, które reguluje układ niniejszy, to postanowienia obecnego układu należy uzupełniająco stosować i w takich wypadkach.

Artykuł VII.

Układ niniejszy wraz z protokołem końcowym ma być niezwłocznie ratyfikowany. Wchodzi on w życie w piętnaście dni od daty wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Wymiana ma nastąpić w Warszawie.

Na dowód czego Pełnomocnicy układ, sporządzony w dwóch egzemplarzach, w oryginale polskim i niemieckim, podpisali i wycisnęli na nim swe pieczęcie.

Działo się w Berlinie, dnia dwudziestego drugiego grudnia roku tysiąc dziewięćset dwudziestego szóstego.

(—) Witold PRĄDZYŃSKI (*M. p.*)

(—) Dr. E. WALLROTH (*M. p.*)

Artikel V.

Die beiden Regierungen geben hiermit ihre Zustimmung, dass die kirchlichen Behörden, deren Amtsbereich durch die deutsch-polnische Grenze durchschnitten ist, alle für die Fortführung der Verwaltung oder für den Nachweis von Rechten oder Rechtsverhältnissen erforderlichen Akten gegenseitig abgeben dürfen, soweit die Akten bis zur Trennung der kirchlichen Verwaltungsbezirke entstanden sind und sich auf das Gebiet des anderen Staates beziehen.

Etwaige den Kirchen in einem der beiden Staaten zustehende weitergehende Befugnisse zur Abgabe von Akten werden hierdurch nicht berührt.

Bei der Ausführung der Aktenabgabe finden die Vergünstigungen des Artikels II § 2 Anwendung.

Artikel VI.

Ueber Abgabe der Akten bereits getroffene Vereinbarungen bleiben in Kraft.

Soweit Vereinbarungen der in Absatz 1 bezeichneten Art gewisse Fragen nicht regeln, die in diesem Abkommen geregelt sind, so sind die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens auch in solchen Fällen ergänzend anzuwenden.

Artikel VII.

Das gegenwärtige Abkommen nebst dem Schlussprotokoll soll alsbald ratifiziert werden. Es tritt 15 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Austausch soll in Warschau stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Ausfertigung in deutscher und polnischer Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Berlin, am zweiundzwanzigsten Dezember eintausendneunhundertsechszwanzig.

(*L. S.*) Witold PRĄDZYŃSKI.

(*L. S.*) Dr. E. WALLROTH.

PROTOKÓT KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu układu układające się Strony zgodziły się na to, co następuje :

I. A.

1. Wyrażenie «akta» w niniejszym układzie obejmuje akta i wszelkiego rodzaju materiały, mające znaczenie akt naprzykład : tomy, zeszyty, fascykuły, listy, oddzielne dokumenty, statuty, tytuły, spisy, repertorja, wykazy, rejestry, rysunki, plany, materiał zarządu katastralnego (triangulacja, pomiarowe księgi polowe, mapy, manualy map, sieci punktów trygonometrycznych, akta pomiarowe, jak również kataster wraz z nowymi pomiarami, obliczeniami, książkami, aktami i mapami), kataster drogowy, kataster wodny, księgi wodne, księgi-załączniki do akt hipotecznych i inne akta sądowe, karty kwitów ubezpieczeniowych, księgi kasowe, umowy, rachunki, rozporządzenia, zarządzenia, protokoły, wykonane i niewykonane projekty, kosztorysy, obliczenia i t. d., o ile są sporządzone z papieru, z papieru pergaminowego lub z materiału podobnego do papieru.

Wydane będą plany, obliczenia i akta, odnoszące się do budowli rzecznych i kanałowych na obszarze odstąpionym Polsce. Jeszcze niewykonane projekty techniczne, dotyczące obszaru odstąpionego Polsce, będą wydane za odpowiedzialną zapłatą.

2. Bibliograficzne materiały pomocnicze, używane przy sprawowaniu administracji, jak : dzienniki urzędowe Rejencji, dzienniki urzędowe powiatowe, regulaminy służbowe, taryfy i inne podobnego rodzaju druki urzędowe, które w dniu 1 października 1918 r. znajdowały się na odstąpionych Polsce obszarach i przewiezione zostały do Niemiec, a nie były już w posiadaniu urzędów polskich, mają być bezpłatnie dostarczone Rządowi Polskiemu w przeciągu trzech miesięcy od dnia wejścia w życie niniejszego układu. Zobowiązanie to istnieje tylko o tyle, o ile po stronie niemieckiej pozostaną egzemplarze potrzebne do własnego użytku.

3. Wydanie Polsce akt urzędu pomiaru kraju nie wchodzi w rachubę. Rząd Niemiecki udzieli jednakowoż w każdym poszczególnym

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des gegenwärtigen Abkommens haben die Vertragsschliessenden Teile folgendes vereinbart :

I. A.

1. Die Bezeichnung „Akten“ in diesem Abkommen umfasst Akten und akten-ähnliches Material jeder Art, wie beispielsweise : Bände, Hefte, Faszikel, Briefe, Einzelkunden, Statuten, Titel, Verzeichnisse, Repertorien, Listen, Register, Zeichnungen, Pläne, das Material der Katasterverwaltung (Triangulation, Vermessungsfeldbücher, Karten, Manuale der Karten, trigonometrische Netzbilder, Vermessungsakten, sowie auch das Kataster samt neuen Vermessungen, Rechnungen, Büchern, Akten und Karten), Strassenkataster, Wasserkataster, Wasserbücher, Hypotekenbeilageakten, und sonstige Gerichtsakten, Versicherungsquittungskarten, Kasenbücher, Verträge, Rechnungen, Verordnungen, Verfügungen, Protokolle, ausgeführte und nichtausgeführte Projekte. Anschläge, Berechnungen usw., soweit sie aus Papier, Pergamentpapier oder papierähnlichem Material hergestellt sind.

Es werden abgegeben Pläne, Berechnungen und Akten, die sich auf Fluss- und Kanalbauten in dem an Polen abgetretenen Gebiete beziehen. Technische, noch nicht ausgeführte Entwürfe, die sich auf das an Polen abgetretene Gebiet beziehen, werden gegen angemessene Vergütung abgegeben.

2. Die zur Handhabung der Verwaltung benutzten bibliographischen Hilfsmittel wie : Amtsblätter, Kreisblätter, Dienstreglements, Tarife und ähnliche amtliche Drucke, die sich am 1. October 1918 auf den an Polen abgetretenen Gebieten befanden und nach Deutschland gebracht worden sind und nicht bereits im Besitz von polnischen Dienststellen waren, sind binnen drei Monaten von dem Tage des Inkrafttretens des Abkommens angerechnet an die Polnische Regierung kostenlos zu liefern. Diese Verpflichtung besteht nur insoweit, als auf deutscher Seite für den eigenen Dienstbetrieb die erforderlichen Exemplare übrig bleiben.

3. Eine Abgabe von Akten der Landesaufnahme an Polen kommt nicht in Frage : indessen wird jedoch die Deutsche Regierung Beauf-

wypadku, na wniosek, zezwolenia delegatom polskiej administracji na wgląd w akta, obserwacje i obliczenia punktów trygonometrycznych i niwelacyjnych, odnoszące się do odstąpionych Polsce obszarów, a w razie potrzeby także na robienie wyciągów.

4. Pod określeniem "korzystanie z akt" należy rozumieć w niniejszym układzie: prawo wglądu do repertoriów, rejestrów i innego wchodzącego w rachubę materiału pisemnego, pozwolenie na sporządzenie notat, wyciągów i odpisów (także kopij) z akt, oraz uprawnienie do wypożyczania akt, o ile zasady archiwalne nie stoją przeszkodzie na przeszkodzie w interesie zachowania całości substancji aktowej, i o ile akta nie są pilnie potrzebne dla własnego urzędowego użytku. Wspomniane korzystanie z akt rozciąga się również na korzystanie z akt pomiarowych, obserwacyj kątowych oraz obliczeń punktów triangulacyjnych i niwelacyjnych, Koszty rzeczowe, z którymi połączone jest korzystanie z akt, ponosi korzystający. Korzystanie samo jest wolne od opłat.

5. Narówni z aktami związków komunalnych traktowane będą akta związków wawowych oraz prawno-publicznych spółek wodnych i melioracyjnych. Akta Generalnych Ziemstw Kredytowych i Ziemstw Kredytowych nie podpadają pod postanowienia tego układu. Co do wydania tych akt postanowi się przy regulowaniu rozliczenia się owych związków.

6. Oba Rządy wydadzą sobie nawzajem, w szerszych ramach niż zakreślone w artykule I § 1, akta personalne osób cywilnych i wojskowych, które pozostają w służbie państwowej drugiego Państwa lub pobierają w niem emeryturę albo rentę, jak również akta personalne zmarłych urzędników cywilnych i osób wojskowych, po których pozostali członkowie rodziny otrzymują w drugim Państwie zaopatrzenie. To samo odnosi się do głównej księgi chorych w dawnych lazaretach i do innych akt lazaretowych, akt badania chorych i do kart chorób, które będą potrzebne w celu udowodnienia roszczeń z tytułu zaopatrzenia wyżej wymienionego rodzaju.

7. Postanowienia układu stosują się do tych akt podatkowych, które nie są wymienione w artykule I § 6.

8. Obie Strony zgadzają się, aby przy wykonywaniu układu wzięto za podstawę wykazy 3

tragnen der polnischen Verwaltung im Einzelfall auf Antrag die Genehmigung erteilen, in die Akten, die Beobachtungen und die Berechnungen der trigonometrischen Punkt- und Nivellements, die das abgetretene Gebiet betreffen, Einsicht zu nehmen und erforderlichenfalls Auszüge fertigen zu dürfen.

4. Unter „Benutzung von Akten“ wird in diesem Abkommen folgendes verstanden: Gewährung von Einsicht in die Repertorien, Register und sonstiges einschlägiges Schriftmaterial, Erlaubnis zur Anfertigung von Notizen Exzepten und Abschriften (auch Kopien) aus den Akten, Anspruch auf leihweise Ueberlassung soweit nicht nach archivalischen Grundsätzen im Interesse der Erhaltung der Aktensubstanz Uebersendungen unterbleiben, und soweit nicht die Akten für den eigenen Dienstbetrieb dringend gebraucht werden. Die genannte Benutzung von Akten bezieht sich auch auf Benutzung der Vermessungsakten, Winkelobservationen und Berechnungen der Triangulations- und Nivellements-punkte. Die sachlichen Kosten der Benutzung trägt der Benutzer. Die Benutzung selbst ist gebührenfrei.

5. Wie die Akten der Kommunalverbände werden auch die Akten der Deichverbände und öffentlichrechtlicher Wasser- und Meliorationsgenossenschaften behandelt. Die Akten der Generallandschaften und Landschaften fallen nicht unter die Bestimmung dieses Abkommens. Ueber die Abgabe dieser Akten werden bei der Regelung der Auseinsetzung dieser Verbände Bestimmungen getroffen werden.

6. Die Regierungen werden einander Personalakten von Zivil- und Militärpersonen, die in dem anderen Staate Staatsdienst leisten oder Ruhegehalt oder Rente beziehen, sowie auch Personalakten von verstorbenen Zivilbeamten und Militärpersonen, deren Hinterbliebene im anderen Staate versorgt werden, über den Rahmen des Artikels I. § 1 hinaus abgeben. Gleiches gilt für die Hauptkrankenbücher der früheren Lazarette und sonstigen Lazarettakten, Untersuchungsakten und Krankenpapiere die für den Nachweis solcher Versorgungsansprüche benötigt werden.

7. Auf Steuerakten, welche im Artikel 1 § 6, nicht erwähnt sind, finden die Bestimmungen dieses Abkommens Anwendung.

8. Beide Teile stimmen darin überein, dass bei den Ausführungen des anliegenden Abkom-

(załącznik B) i 4 (załącznik C), przyjęte w Dreźnie dnia 20 stycznia 1923 r. przez podkomisję, a dołączone do niniejszego protokołu.

9. Organizacje zawodowe, mogą oddawać sobie wzajemne usługi, wychodzące poza ramy postanowień artykułu I § 1, ustęp 3. Sprawę niszczenia akt pozostawia się ocenie tych organizacji.

I. B.

Dokumentów, należących do osób trzecich a znajdujących się w aktach, wydawać nie potrzeba. Prowadzenie poszukiwań takich dokumentów nie może jednak stanowić podstawy do opóźnienia czynności wydawania akt.

II.

Przepis artykułu IV odnosi się też w szczególności do akt państwowych, dotyczących praw i administracji kościoła katolickiego, majątku tegoż kościoła, funduszy kościelnych, katolickich pobożnych fundacyj i innych katolickich instytucyj na ziemiach odstąpionych Polsce. W sprawie państwowych akt, tyczących się kościoła, będą zawarte w razie potrzeby jeszcze porozumienia dodatkowe.

III.

Postanowienia artykułu III będą stosowane również przy wymianie akt umówionej¹ w układzie z dnia 18 czerwca 1922 r. w sprawie akt górnośląskich.

Do innych zawartych już układów co do wydania akt artykuł III się nie stosuje.

IV.

Skoro jedna z układających się Stron swe zobowiązania co do wydania akt spełni, drugiej Stronie nie będzie wolno pod żadnym warunkiem wydania akt wstrzymać lub przewlekać jeżeli swego zobowiązania jeszcze całkowicie nie wypełniła.

mens auch die von der Unterkommission in Dresden am 20. Januar 1923 gebilligten Verzeichnisse 3 (Anlage B) und 4 (Anlage C), die diesem Protokoll beigefügt werden, zu Grunde zu legen sind.

9. Berufsvertretungen können sich über die Bestimmungen des Artikels I § 1, Absatz 3, hinaus entgegenkommen. Ob Akten zu vernichten sind bleibt den Berufsvertretungen überlassen.

I. B.

In den Akten befindliche Urkunden, die Dritten gehören, brauchen nicht herausgegeben werden, indessen darf die Durchsicht nach solchen Urkunden kein Grund zu Verzögerungen im Ablieferungsverfahren sein.

II.

Die Vorschrift des Artikels IV bezieht sich auch insbesondere auf staatliche Akten, die sich auf Rechte und die Verwaltung der katholischen Kirche, auf das katholische Kirchenvermögen, auf Kirchenfonds, auf katholische fromme Stiftungen und auf sonstige katholische Anstalten in den an Polen abgetretenen Gebieten beziehen. Gegebenenfalls werden hinsichtlich der staatlichen die Kirche betreffenden Akten noch ergänzende Vereinbarungen getroffen werden.

III.

Die Bestimmungen des Artikels III finden auch auf den Aktenaustausch Anwendung, der in dem Abkommen vom¹ 18. Juni 1922 über die oberschlesischen Akten vereinbart ist.

Auf die übrigen bereits abgeschlossenen Abkommen, welche die Aktenabgabe betreffen, findet Artikel III keine Anwendung.

IV.

Hat der eine Vertragsteil seine Verpflichtung zur Aktenabgabe erfüllt, so darf der andere Teil, wenn er seine Verpflichtung noch nicht voll erfüllt hat, unter keinen Umständen die Abgabe einstellen oder verzögern.

¹ Vol. XXXIV, page 235, of this Series.

¹ Vol. XXXIV, page 235, de ce recueil.

V.

Postępowanie komisji, przewidzianej w artykule IIII, reguluje komisja sama w każdym poszczególnym wypadku.

VI.

Obie strony nie uprzystępniają akt, otrzymanych na podstawie tego układu, dla celów publikacji literackich lub publicystycznych przez przeciąg lat czterdziestu, licząc od wejścia układu w życie.

VII.

Ponieważ układ nie zawiera postanowień o aktach wcielonych już do archiwów, pozostawia się w danym razie obu Rządom uregulowanie tej sprawy w drodze porozumienia, biorąc za podstawę naukowy punkt widzenia.

Gdyby się okazała w czasie późniejszym konieczność uregulowania dla celów administracyjnych sprawy wydania akt, przekazanych do archiwów państwowych, pozostawia się w danym razie obu Rządom uregulowanie tej sprawy w drodze porozumienia, w którym wzięty będzie za podstawę jako „terminus a quo” termin pierwotnego zajęcia dotyczących obszarów przez Prusy.

Działo się w Berlinie, dnia dwudziestego drugiego grudnia roku tysiąc dziewięćset dwudziestego szóstego.

(—) Witold PRĄDZYŃSKI.

(—) Dr. E. WALLROTH.

ZAŁĄCZNIK A.

REGULAMIN

W SPRAWIE WYKONANIA UKŁADU.

I.

W celu wykonania układu oba Rządy przyspieszą według możliwości wydanie akt i w tym celu utworzą albo wyznaczą po jednym organie urzędowym najpierw na pięć lat, a na wniosek jednego z Rządów najwyżej jeszcze na dalszych pięć lat. Tym organom urzędowym przysługuje prawo

V.

Das Verfahren der im Artikel III vorgeschriebenen Kommission regelt die Kommission für jeden Fall selbst.

VI.

Beide Teile werden die auf Grund dieses Abkommens erhaltenen Akten während einer Frist von vierzig Jahren von dem Inkrafttreten dieses Abkommens an gerechnet für eine literarische oder publizistische Veröffentlichung nicht zur Verfügung stellen.

VII.

Da das Abkommen über die Abgabe der bereits den Archiven einverleibten Akten keine Bestimmung trifft, bleibt es gegebenenfalls den beiden Regierungen überlassen, diese Frage durch Vereinbarung unter Zugrundelegung von wissenschaftlichen Gesichtspunkten zu regeln.

Sollte sich späterhin die Notwendigkeit ergeben, zu Verwaltungszwecken die Frage der Abgabe der an die Staatsarchive abgegebenen Akten zu regeln, so bleibt es gegebenenfalls den beiden Regierungen überlassen, diese Frage durch Vereinbarung zu regeln unter Zugrundelegung des Zeitpunktes der ursprünglichen Übernahme der betreffenden Gebiete durch Preussen als „terminus a quo“.

So geschehen in Berlin, am zweiundzwanzigsten Dezember eintausendneuhundertsechszwanzig.

(—) Witold PRĄDZYŃSKI.

(—) Dr. E. WALLROTH.

ANLAGE A.

REGLEMENT

ÜBER DIE AUSFÜHRUNG DES ABKOMMENS.

I.

Die beiden Regierungen werden für die Ausführung des Abkommens die Aktenabgabe nach Möglichkeit beschleunigen und zu diesem Zwecke zunächst auf fünf Jahre und auf Antrag einer Regierung höchstens auf noch weitere fünf Jahre je eine Dienststelle schaffen oder benennen.

bezpośredniego urzędowego porozumiewania się. Powyższe organa są uprawnione do posługiwania się w celu wykonania swych zadań poszczególnymi władzami lub osobami. Osoby, zaopatrzone w zaświadczenia organu urzędowego wydającego zlecenie, będą uważane przez drugie Państwo za należycie wylegitymowane do wykonania czynności określonych w zleceniu, jeżeli zaświadczenie potwierdzone jest przez odpowiedni organ drugiego Rządu. Zaświadczenia winny być wystawiane w języku polskim i nienieckim. Osoby otrzymujące zlecenie i wysłane do drugiego Państwa podlegają ogólnie obowiązującemu prawu o cudzoziemcach i ogólnie obowiązującym przepisom paszportowym.

2.

Liczba urzędników drugiego Państwa, wyznaczonych do zbadania albo odebrania akt u poszczególnych władz, nie powinna z reguły przekraczać, z zastrzeżeniem dowolnej zmiany osób i ewentualnego specjalnego porozumienia, dwóch (2) osób, a czas pobytu w celu badania akt dwóch (2) tygodni. Obu układającym się Rządom wolno konwojować transporty akt przez własnych urzędników.

W celu wykonania układu należy Stronie przeciwnej dostarczyć u odnośnych władz bezpłatnie nadających się do pracy pomieszczeń.

3.

O ile organa urzędowe, utworzone, względnie wyznaczone, do wykonania układu, nie porozumieją się pomiędzy sobą w szczegółach w sposób odmienny, obowiązywać będzie, co następuje :

a) Przy każdym wydaniu akt należy równocześnie przelać spis akt w dwóch egzemplarzach,

b) Każde Państwo poleci swym władzom, których akta mają być wydane, aby z urzędu śpiesznie sporządziły spisy akt do wydania, i prześle te spisy drugiemu Państwu. Termin do sporządzenia i przekazania spisów nie może przekraczać dla władz prowincjonalnych jednego roku, dla innych władz — sześciu miesięcy, licząc od chwili wejścia układu w życie.

Przejęcie akt może nastąpić niezwłocznie po przesłaniu odnośnych spisów; dopuszczalne jest wydanie ich już we wcześniejszym terminie,

c) celem zbadania treści przesłanych spisów przysługuje każdemu Państwu prawo wysłania delegatów, którzyby przez przejrzanie rejestrów głównych, repertoriów i innych wchodzących w rachubę pism mogli sprawdzić, czy spisy są kompletne, u tych władz, u których

Diesen Dienststellen steht miteinander der unmittelbare Dienstverkehr zu. Die Dienststellen sind berechtigt, sich zur Erledigung ihrer Geschäfte einzelner Behörden oder Personen zu bedienen. Die mit einem Ausweis der beauftragenden Dienststelle versehenen Personen werden für die in dem Auftrage bezeichneten Geschäfte von dem anderen Staate als gehörig legitimiert anerkannt, sofern der Ausweis von der entsprechenden Dienststelle der anderen Regierung vidimiert ist. Der Ausweis ist in deutscher und polnischer Sprache auszufertigen. Sofern die beauftragten Personen in das andere Staatsgebiet entsendet werden, unterliegen sie dem allgemein geltenden Fremdenrecht und den allgemein geltenden Passbestimmungen.

2.

Die Zahl der zur Prüfung oder zur Uebernahme von Akten bei den einzelnen Behörden beauftragten Beamten des anderen Staates soll vorbehaltlich beliebigen Personalwechsels und etwaiger besonderer Vereinbarung in der Regel die Zahl zwei (2) und die Zeit des Aufenthalts zur Prüfung die Frist von zwei (2) Wochen nicht überschreiten. Beiden Regierungen ist die Begleitung der Transporte der Akten durch eigene Beamte freigestellt.

Zum Zwecke der Ausführung des Abkommens sind der Gegenseite geeignete Arbeitsräume bei den in Betracht kommenden Behörden kostenlos zur Verfügung zu stellen.

3.

Soweit die zur Ausführung des Abkommens geschaffenen bzw. benannten Dienststellen im Einzelnen nicht etwa Abweichendes miteinander vereinbaren, gilt folgendes :

a) Bei jeder Aktenabgabe ist zugleich ein Verzeichnis der Akten in zwei Exemplaren mitzuübersenden ;

b) Jeder Staat wird von seinen Behörden, von denen Akten abzugeben sind, Verzeichnisse der abzugebenden Akten von amtswegen mit Beschleunigung aufstellen lassen und sie dem anderen Staate übermitteln. Die Frist zur Aufstellung und Uebermittlung der Verzeichnisse darf bei Provinzialbehörden ein Jahr, bei den übrigen Behörden sechs Monate von dem Inkrafttreten des Abkommens an gerechnet nicht übersteigen.

Die Uebernahme von Akten kann unverzüglich nach der Uebermittlung der bezüglichen Verzeichnisse erfolgen; zulässig ist ihre Abgabe auch schon vorher.

c) Zur Prüfung des Inhalts der übermittelten Verzeichnisse steht jedem Staate das Recht zu, Beauftragte zu entsenden, die durch Einsicht in die Hauptregister, Repertorien und das einschlägige Schriftenmaterial die Vollständigkeit der Verzeichnisse bei den Stellen nach-

spisy sporządzano. Dzień, w którym ma się rozpocząć badanie przesłanych spisów, podany zostanie do wiadomości przez organ rządowy drugiego Rządu równocześnie ze zwrotem potwierdzonych zaświadczeń. Wspomnianym delegatom oba Rządy udzielać będą nawzajem pomocy przy wykonywaniu ich prac. Prawo badania na miejscu wygasa co do akt władz prowincjonalnych w terminie lat trzech, co do akt pozostałych władz w terminie dwóch lat od wejścia układu w życie. Gdyby jednak spis której z władz dostarczony został z takim opóźnieniem, że z upływem powyższych terminów nie mineloby, od chwili dostarczenia spisu, dwa lata odnośnie władz prowincjonalnych, zaś półtora roku odnośnie innych władz, uprawnienie do badania akt na miejscu przedłuża się do pełnych dwóch lat, względnie półtora roku, od chwili dostarczenia spisu.

Na podstawie badań na miejscu każda Strona uprawniona będzie do postawienia wniosku, aby jej wydano dalsze akta,

d) żądanie wydania akt można zgłosić każdego czasu także w terminie późniejszym,

e) każde Państwo może się zrzec na piśmie wydania mu akt. W wypadku takiego zrzeczenia ustaje dla drugiego Państwa ewentualny obowiązek przechowywania danych akt.

f) przy zgłoszeniu żądania wydania akt wystarcza oznaczenie akt według formy albo według treści, umożliwiające ich wyszukanie.

g) wykonywanie prawa badania spisów i dodatkowego żądania akt nie może wstrzymać wydania akt, objętych już spisami.

4.

Punkt 1 i 2 stosować się będzie odpowiednio również do korzystania z akt.

5.

Po zniesieniu wymienionych w punkcie 1 organów rządowych wszelkie komunikowanie się w sprawach wykonania układu odbywać się będzie w drodze dyplomatycznej.

6.

Istnieje zgoda pod tym względem, że akt nie można sprzedawać w stanie niezniszczonym.

prüfen können, bei denen sie aufgestellt sind. Der Tag, an welchen die Prüfung der übersandten Verzeichnisse beginnen soll, wird von der Dienststelle der anderen Regierung gleichzeitig mit der Rücksendung der vidimierten Personalausweise bekanntgegeben. Die beiden Regierungen werden derartige Beauftragte bei der Ausführung ihrer Arbeit gegenseitig unterstützen. Das Recht zur örtlichen Prüfung erlischt für die Akten der Provinzialbehörden drei Jahre, für die Akten der übrigen Behörden zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des Abkommens. Sollte indessen das Verzeichnis einer Behörde verspätet abgeliefert sein, so dass an den oben genannten Terminen bei Provinzialbehörden noch nicht zwei Jahre seit Uebermittlung des Verzeichnisses, bei den übrigen Behörden noch nicht anderthalb Jahre verflossen sind, so verlängert sich die Befugnis zur örtlichen Prüfung bis zum Ablauf von zwei bezw. anderthalb Jahren nach Uebermittlung des Verzeichnisses.

Auf Grund der örtlichen Prüfung steht jedem Teil die Befugnis zu, die Abgabe weiterer Akten zu beantragen.

d) Der Anspruch auf Abgabe von Akten kann auch später jederzeit geltend gemacht werden.

e) Jeder Staat kann auf die Abgabe von Akten schriftlich verzichten. Im Falle eines solchen Verzichts hört für den anderen Staat auch eine etwaige Verpflichtung zur Aufbewahrung der Akten auf.

f) Bei Geltendmachung eines Anspruchs auf Abgabe von Akten genügt auch eine Kennzeichnung der Akten entweder nach Form oder nach Inhalt, die ihr Heraussuchen ermöglicht.

g) Die Ausübung des Rechts auf Nachprüfung und Nachforderung von Akten darf die Abgabe der in Verzeichnissen bereits enthaltenen Akten nicht aufhalten.

4.

Auf die Benutzung von Akten findet Punkt 1 und 2 entsprechende Anwendung.

5.

Nach Aufhebung der in Punkt 1 genannten Dienststellen erfolgt der gegenseitige die Ausführung des gegenwärtigen Abkommens betreffende Verkehr auf diplomatischem Wege.

6.

Es besteht Einverständnis, dass Akten in unvernichtetem Zustand nicht verkauft werden können.

7.

Za władze prowincjonalne w rozumieniu punktów 3 b) i c) uważa się :

POLSKIE :	NIEMIECKIE :
Wojewoda i Urząd Wojewódzki	Oberpräsidium, Regierungspräsident und Regierung, Medizinalkollegium, Provinzialschulkollegium bis zum 10. Januar 1920,
Kuratorjum Okręgu Szkolnego	der Oberpräsident von Westpreussen als Chef der Weichselstrombauverwaltung, der Oberpräsident von Breslau als Chef der Oderstrombauverwaltung,
Dyrekcja Dróg Wodnych	Generalkommission (Landeskulturamt), Die Direktion der Rentenbank, Oberpostdirektion,
Okręgowy Urząd Ziemi	Eisenbahndirektion, jetzt Reichsbahndirektion, Oberzolldirektion, Oberlandesgericht, Wehrkreisverwaltungsamt, Provinzialverwaltung (Landeshauptmann).
Dyrekcja Poczty i Telegrafów	
Dyrekcja Kolei Państwowych	
Dyrekcja Celnego Sądu apelacyjnego	
Dowództwo Okręgu Korpusu	
Starosta Krajowy	

8.

Dopóki na Górnym Śląsku stosuje się na podstawie obopólnego porozumienia odmienne postępowanie, będzie ono nadal stosowane. W przeciwnym razie regulamin uzyska i tu moc obowiązującą.

7.

Im Sinne von 3 b), c) gelten als Provinzialbehörden :

DEUTSCHE :	POLNISCHE :
Oberpräsidium, Regierungspräsident und Regierung, Medizinalkollegium, Provinzialschulkollegium bis zum 10. Januar 1920,	Wojewoda i Urząd Wojewódzki
der Oberpräsident von Westpreussen als Chef der Weichselstrombauverwaltung, der Oberpräsident von Breslau als Chef der Oderstrombauverwaltung,	Kuratorjum Okręgu Szkolnego
Generalkommission (Landeskulturamt), Die Direktion der Rentenbank, Oberpostdirektion,	Dyrekcja Dróg Wodnych
Eisenbahndirektion, jetzt Reichsbahndirektion, Oberzolldirektion, Oberlandesgericht, Wehrkreisverwaltungsamt, Provinzialverwaltung (Landeshauptmann).	Okręgowy Urząd Ziemi
	Dyrekcja Poczty i Telegrafów
	Dyrekcja Kolei Państwowych
	Dyrekcja Celnego Sądu Apelacyjnego
	Dowództwo Okręgu Korpusu
	Starosta Krajowy.

8.

Solange in Oberschlesien ein abweichendes Verfahren im gegenseitigen Einvernehmen geübt wird, verbleibt es dabei. Andernfalls tritt auch hier das Reglement in Kraft.

ZAŁĄCZNIK B.

ANLAGE B.

SPIS « 3 »

VERZEICHNIS « 3 »

AKT, KTÓRYCH ŻĄDANO OD POLSKI W PIŚMIE NIEMIECKIEGO KOMISARZA RZESZY I PAŃSTWA Z DNIA 9 MAJA 1922 R., ZAŁĄCZNIK B., A KTÓRE WEDŁUG ROZMOWY Z DN. 17 LISTOPADA 1922 R. RZĄD POLSKI GOTÓW JEST STAWIĆ DO DYSPOZYCJI.

DER IN DEM SCHREIBEN DES RICHS- UND STAATSKOMMISSARS VOM 9.V.22 IN ANLAGE B., VON POLEN ANGEFORDERTEN AKTEN, DIE NACH DER BESPRECHUNG VOM 17.XI.22 DIE POLNISCHE REGIERUNG BEREIT IST, ZUR VERFÜGUNG ZU STELLEN.

L. B. LFD. N°	Nazwa Akt <i>Benennung der Akten</i>
1.	Kassenangelegenheiten IV 2 ap. Kr.
2.	Arbeiterangelegenheiten II Q. I ap. Kr.
3.	Techniker-, Schreiber-, Arbeiterangelegenheiten II Q ap.
4.	Generelle Verfügungen, Kassenangelegenheiten betr. vom 1/VIII ab (2 Stock) IV 2 gen.
5.	Arbeiterunterstützungen II Miscells p. und gen.
6.	Zu und Abschreibungen beim Kap. 39 Handakten.
7.	Deutsche Kriegsanihe Akten.
8.	Defekt-Akten Wallmeister a. D. Merawitz betr. mit Hauptrechnungsunterlagen in einem Paket.
9.	Akten Prozess Eintz gegen Fiskus.
10.	Akten Prozess Schindler und Gen. gegen Fiskus.
11.	Verwaltungsangelegenheit Kriegsamt Posen betr.
12.	Verwaltungsangelegenheit Kriegswirtschaftsamt Posen betr.
13.	Einberufungs- und Schlichtungsausschuss betr.
14.	Personalien der deutschen Techniker, Schreiber und Arbeiter betr.
15.	Personalien des Landmessers Schmidt betr.
23.	Gen. Nr. Invalidenversicherung.
24.	Akten spec. Angestelltenversicherung.
25.	Akten spec. Krankenkassenangelegenheiten.
26.	Akten, — Entwürfe der monatl. Kassenabschlüsse,
27.	Friedenskassentagebuch der Festungsbaukasse Posen Ost bis einschliesslich 1918.
28.	Kriegskassentagebuch der Festungsbaukasse Posen bis einschl. 1918.
29.	Friedenskassenhandbuch B,
30.	Kassenhandbuch A. Jahr 1916, 1917 und 1919.
31.	Kassenhandbuch B. Armierung bis 31.12.18 (2 Bücher).
32.	Kassenhandbuch B. Feldstellungen bis 31.12.18.
33.	Vorschussbuch 1916, 1917 und 1918.
34.	Depositenbuch Frieden.
35.	Depositenbuch (Krieg).
36.	Kleiderkassenbankkonto.
37.	Rechnungsbelege von den Jahren 1916, 1917 und 1918 aus den Hauptbüchern A.
38.	Rechnungsbelege vom 1.VIII.14 bis 31.12.18 aus den Handbüchern B.
39.	Rechnungsbelege der Neubauten von 1913 bis einschl. 1918.
41.	Vorschussbelege der Jahre 1916, 1917, 1918.
42.	Konzepte der Jahresrechnungen 1914, 1915, 1916 und 1917.
43.	Materialien- und Geräterechnungen zu lfd. Nr. 46-49.
43 a)	Dienstverträge der deutschen Techniker und Schreiber.
44.	Verzeichnis der ständigen Arbeiter der Fortifikation.
45.	Verzeichnis der Armierungsarbeiter in einzelnen Heften.
46.	Kriegsrangliste der Offiziere.
47.	Kriegsstammrolle der Festungsbaufeldwebel und Wallmeister nebst Aktenstück über Schriftwechsel.

L. B. LFD. N°	Nazwa Akt <i>Benennung der Akten</i>
48.	Kriegsstammrolle der Mannschaftabteilung.
49.	Personalpapiere der Offiziere, Festungsbaufeldwebel, Wallmeister nebst Aktenstück über Schriftwechsel.
50.	Personalakten der Wallmeister, Festungsbaufeldwebel, auch der ausgeschiedenen.
51.	Abfindung der Unternehmer für die Festungsneubauten.
52.	Entschädigung der Firma Feld und Franke, Berlin.
53.	Entschädigung der Firma Ordorika, Dresden.
54.	Entschädigung der Firma Kalermann und Gesches, Kiel.
55.	Entschädigung der Firma Münchener Tiefbaugesellschaft, München.
56.	Entschädigung der Vereinigten Baubüros.
57.	Entschädigung der Firma Reich, Bromberg.
58.	Krankenblätter mit dem dazu gehörigen Verzeichnis, sämtliche Kranken und Dienstbeschädigungsvorgänge der Mannschafstablgt.
59.	Revierkrankenbücher der Fortifikation Posen.
60.	Militärpässe und Nationale der Fortifikation Posen.
61.	Löhnungslisten und Verzeichnis über gezahlte Entlassungsgebühren der Fortifikation Posen.
62.	Stammrollen der Fuhrparkkolonne der Fortifikation Posen.
63.	Revierkrankenbücher der Fortifikation Posen.
64.	Revierkrankenbücher der 6. Komp. Arm. Btl. 47.
65.	Stammrollen der 6. Komp. Arm. Btl. 47.
66.	Verzeichnis der zur Fortifikation Posen kdt. Militärpersonen.
67.	Ordensangelegenheiten.
68.	Ernennungen, Beförderungen der Festungsbauoffiziere.
69.	Ernennungen, Beförderungen des Festungsbau-Unterspersonals.
70.	Urlaubs- und Krankheitsangelegenheiten des Festungsbau-Unterspersonals.
71.	Urlaubs- und Krankheitsangelegenheiten der Fortif. Arbeiter.
74.	Uebergabe und Beseitigung der Betonbauten, welche auf Privatgelände erbaut waren.
75.	Ehrengerichte und Untersuchungen.

DO SPISU « 3 »

ZU VERZEICHNIS " 3 "

WYSZEGÓLNIENIE TYCH PUNKTÓW, CO DO ERLÄUTERUNG DERJENIGEN PUNKTE, ZU DENEN
KTÓRYCH Z POLSKIEJ STRONY POCZYNIONO POLNISCHERSEITS VORBEHALTE GEMACHT WERDEN.
ZASTRZEŻENIA.

L. B. LFD. N°	Nazwa Akt <i>Benennung des Akten</i>
16.	Armierungs- und Arbeiterbatl. betr.
17.	Abschnitt Warthstellung Miloslaw betr.
18.	Abschnitt Slupsa Feysern betr.
19.	Abschnitt Weichselstellungen betr.
20.	Abschnitt Kalisch betr.
21.	Ausbau der Feldstellungen betr.
22.	Geräte- und Materialienbeschaffungen aus Anlass der Armierung.
40.	Fortifik. Armierung Desarmierung und Feldstellungen vom 1.IV.18.
72.	Demobilmachung.
73.	Verhandlungen über Rückbau der Armierungsstellungen.

ZAŁĄCZNIK C.

WYKAZ « 4 »

TYCH AKT, ŻĄDANYCH PRZEZ PRZEDSTAWICIELI POLSKICH, KTÓRE RZĄD NIEMIECKI, ODPOWIEDNIO DO POROZUMIENIA CO DO ŻYCZEŃ, WYSUNIĘTYCH W SPISIE NIEMIECKIEGO KOMISARZA RZESZY I PAŃSTWA Z DN. 9 MAJA 1922 R., GOTÓW JEST STAWIĆ DO DYSPOZYCJI.

Wyciągi z rejestrów poborowych i ważne papiery personalne według listy imiennej, którą Polska doręczy.

Plany fortyfikacyj, akta wyposażeniowe, patrz załączoną listę specjalną.

Opisy, o ile są, zakładów, dróg, gruntów i urządzeń, w szczególności zaś przewodów telefonicznych i wodociągowych, jak również zakładów elektrycznych.

Materiały katastralne i t. p., dokumenty co do nabycia gruntów.

Opisy stałych urządzeń fortyfikacyjnych.

Dzieła drukowane co do żądanych opisów topograficznych, geograficznych i trygonometrycznych, a w szczególności :

- „ Abrisse, Koordinaten und Höhen „, Mittler u. Sohn Band II, III, VII, VIII, X und XI,
 „ Nivellements der preussischen Landesaufnahme „, Mittler u. Sohn, Heft I, II, V und VI.
 „ Vorschriften für die topographische Abteilung „, Mittler u. Sohn, Heft 1.
 „ Handbuch für Vermessungskunde “ von Jordan, 4 Bände.

Akta inwalidzkie, akta osób pozostałych po poległych, akta badania chorych żołnierzy, spisy uszkodzeń służbowych, karty chorób, dokumenty urzędu stanu cywilnego, akta personalne i emerytalne według list, które Polska zestawi.

Umowy dzierżawy, kupna i zamiany.

DO ZAŁĄCZNIKA C.

LISTA AKT

PLANÓW FORTYFIKACJI I T. P., KTÓRE MAJĄ BYĆ POLSCE DANE DO DYSPOZYCJI.

A. AKTA — A. AKTEN.

L. B. LFD. N°	Forteca Festung	Onaczenie Akt Bezeichnung der Akten	Znak Akt Aktenseichen	Numery zeszytów N° der Hefte	Ilość zeszytów Zahl der Hefte
1.	Dirschau	Geheim	IX. 2. 4. D. I.	I	1
2.	Graudenz	»	IX. 2. 3. G. 2-a)	I, 2	2
3.	»	Armierungsentwurf	IX. 2.3. G. 2.	I. 2. 3.	3
4.	»	Sicherstellung	— I.	I.	1
5.	Posen	Geheim	IX. 2. 2. P. 4.	I. 2. 3.	4

ANLAGE C.

NACHWEISUNG « 4 »

DERJENIGEN VON DEN POLNISCHEN VERTRETEREN VERLANGTEN AKTEN, DIE DIE DEUTSCHE REGIERUNG BEI EINIGUNG ÜBER DIE IN DER LISTE DES DEUTSCHEN REICHS- UND STAATSKOMMISSARS VOM 9 MAI 1922 AUFGEFÜHRTE WÜNSCHE ZUR VERFÜGUNG ZU STELLEN BEREIT IST.

Stammrollenauszüge und wichtige Personalpapiere, auf Grund einer namentlichen Liste, die Polen einreichen wird.

Pläne von Fortifikationen, Armierungsakten, siehe anliegende besondere Liste.

Beschreibungen, soweit vorhanden, der Anlagen, Strassen, Grundstücke und Einrichtungen, insbesondere der Fernsprech- und Wasserleitungen, wie der Elektrizitätsanlagen.

Kataster- usw. Material, Urkunden über Grunderwerb.

Beschreibungen der ständigen Befestigungsanlagen.

Gedruckte Werke über die verlangten topographischen, geographischen und trigonometrischen Beschreibungen, insbesondere :

Invalidenakten, Hinterbliebenenakten, Mannschaftsuntersuchungsakten, Dienstbeschädigungslisten, Krankenpapiere, Standesamtsurkunden, Personal- und Pensionsakten nach von Polen aufzustellenden Listen.

Pacht-, Kauf- und Tauschverträge.

ZU ANLAGE C.

LISTE

DER POLEN ZUR VERFÜGUNG ZU STELLENDEN AKTEN, PLÄNE VON FORTIFIKATIONEN USW.

L. B. LFD. No.	Ferteca Festung	Oznaczenie Akt Bezeichnung der Akten	Znak Akt Aktenzeichen	Numery zeszytów No der Hefte	Ilość zeszytów Zahl der Hefte
6.	Posen	Arm. Entwurf	— 3.	2. 3.	2
7.	»	Sicherstellung	— 2.	2. 3.	1
8.	Thorn	Geheim	IX. 2. 1. T. 5	1. 2. 3. 4. 5. 6.	6
9.	»	Arm. Entw.	— 4.	4.	1
10.	»	Sicherstellung	— 3.	4. 5.	2
11.	Culm	Geheim	IX. 2. 6. G. 1.	1.	1
12.	»	Arm. Entw.	— 2.	1.	1
13.	»	Sicherstellung	— 3.	1.	1
14.	Graudenz	Rayongrenzen	VII. 3. 5. G 1.	1. 2.	2
15.	»	Baugesuche	— 2.	1. 2.	2
16.	»	Entschädigungen	— 3.	1.	1
17.	Posen	Baugesuche	VII. 2. 5. P. 1.	25-30	6
18.	»	Rayongrenzen	— 2.	1-8	8
19.	»	Johannismühle	— 4.	1.	1
20.	»	Entschädigungen	— 5.	1. 2.	2
21.	Thorn	Baugesuche	VII. 1. 5. T. 1.	19-23	5
22.	»	Entschädigungen	— 3.	1.	1
23.	»	Rayongrenzen	— 4.	1-4	4
Razm : — Summe :					58

B. PLANY. — B. PLÄNE.

		Ilość Kart Anzahl der Blätter	Uwagi Bemerkungen
1.	Festung Posen 1 : 50,000	1	Plany 1-24 sa oznaczone odpowiedniemi numerami zielono. Die Pläne 1-24 sind mit entspr. N ^o in grün bezeichnet.
2.	» » »	1	
3.	» » Telegraphen-pp. Netze	1	
4.	» Graudenz 1 : 100,000	1	
5.	» Culm 1 : 100,000	1	
6.	» » 1 : 25,000	1	
7.	» » 1 : 25,000	1	
8.	» » 1 : 300,000	1	
9.	» Thorn 1 : 12,500 Armierung	1	
10.	» » 1 : 50,000	1	
11.	» » 1 : 100,000 Kriegsstellungen	1	
12.	» » »	1	
13.	» » »	1	
14.	» » 1 : 100,000	1	
15.	» » »	1	
16.	» » »	1	
17.	» » »	1	
18.	» » »	1	
19.	» » 1 : 50,000	1	
20.	» » »	1	
21.	» » »	1	
22.	Wechselstellungen	1	
23.	Grenstellungen	1	
24.	Thorn — Stellungen	1	
25.	Oznaczenie : Bezeichnung : Festung Graudenz Feste Courbière Kontruktionsplan einer Front	1	

	Oznaczenie <i>Bezeichnung</i>	Nazwy planów i rysunków <i>Benennung der Pläne, Zeichnungen</i>	Ilość kart <i>Anzahl der Blätter</i>
26.	VI a) 3	Zeichnungen der Courbière v. Bastion I	1
27.	VI a) 4	» » » II v. » II	2
28.	VI a) 5	» » » III v. » III	2
29.	VI a) 6	Blatt Profile in einem Heft.	2
30.	VI a) 8	Zeichnung der Courbière V nebst 6 Blatt Profile und 1 Heft	1
31.	VI a) 9	Zeichnungen der Curtine I	1
32.	VI a) 10	» » » II	2
33.	VI a) 11	» » » III	3
34.	VI a) 12	» » » IV	3
35.	VI a) 13	» d. r. Flügels Magazinlinie	2
36.	VI a) 14	» d. l. » wie vor	3
37.	VI a) 15	Magazinlinie der Feste	2
38.	VI a) 16	Zeichnungen der Bastion I (1781)	1
39.	VI a) 17	» » » II (1782)	3
40.	VI a) 18	» » » III (1782)	2
41.	VI a) 19	» » » IV (1783)	3
42.	VI a) 20	» » » V (1783)	2
43.	VI a) 21	» » Bastionsflanken	4
44.	VI a) 22	» des Ravelin No 1 (784/85)	4
45.	VI a) 24	» » » 2 (1784)	3
46.	VI a) 25	» » » 3 (1784)	4
47.	VI a) 26	» » » 4 (1784)	2
48.	VI a) 27	» » Reduits » 1	3
49.	VI a) 28	» » » 2	2
50.	VI a) 29	» » » 3	2
51.	VI a) 30	» » » 4 nebst Dossierungsplan von Ravelin 4, Grundriss der Lunette VII und Aufriss der Lunette VII und VIII (1786)	3
52.	VI a) 31	Zeichnungen des Hornwerks von der Front I (1788/90)	2
53.	VI a) 32	Fundamentplan des Hornwerks vor dem Obertor und 3 Blatt Profile dazu 1788	3
54.	VI a) 34	Zeichnungen der Kriegspulvermagazine in den Bastionen III, IV u. V.	1
55.	VI a) 36	Zeichnung der Pulvermagazine in den Ravelinen (1842)	2
56.	VI a) 37	Projektzeichnungen zu einem von der Weichsel in der Festungskehle neu zu erbauenden Blockhause	1
57.	VI a) 38	Zeichnungen von den 4 Hauptbrunnen unter dem Haupt- walle	5
58.	VI a) 39	Zeichnungen des Brunnens im Hornwerkshofe	3
59.	VI a) 41	Einz. Zeichnungen des Dampfpumpwerks der Feste Courbière	1
60.	VI a) 42	Pläne und Profile von den Hauptkanälen unter dem Festungsplatze zur Ableitung der Latrinen und des Tagswassers nach der Weichsel nebst Brouillons	5
61.	VI a) 43	Ableitungskanal des Tagswassers aus dem Hauptgraben der Front IV bis zur Laboratoriums-Berme	2
62.	VI a) 44	Zeichnungen der Kanäle zum Auffangen und Ableiten der Quellen aus den im Jahre 1818 abgerutschten Teilen der Erdlöschungen in der Festungskehle 1818-1822	3
63.	VI a) 45	Zeichnungen der Quellenfangkanäle von 1828-1830	1
64.	VI a) 46	Zeichnungen der Quellenfangkanäle von 1831-1834	1
65.	VI a) 47	Plan von den Entwässerungskanälen der Festung Graudenz	1
66.	VI b) 1	Minenplan der Festung (Grundriss) 1792	1
67.	VI b) 2	Profile der Demolierungsminen von den Bastionen und den Ausserwerken	1

	Oznaczenie Bezeichnung	Nazwy planów i rysunków Benennung der Pläne Zeichnungen	Ilość kart Anzahl der Blätter
68.	VI b) 3	Kommunikationsgalerien unter der Hauptgrabensohle vor Bastion III und IV	2
69.	VI b) 25	Situationsplan sämtlicher Minen aller Souterrains, Kanäle und überhaupt des gesamten Mauerwerks (1812)	1
70.	VI b) 28	Kasemattenplan der Feste Courbière 1869)	1
71.	VI c) 4	Entwurfzeichnungen für die Sicherung der wichtigsten Hohlräume der alten Festung.	2
72.	VI c) 6	Bauentwurf betr. Sicherung der Pulvermagazine in Bastion III und IV der alten Festung gegen Wirkungen von Beifanggeschossen	1
73.	VI c) 9	Umbau des Ravelin IV der Feste Courbière in ein Sturmübungswerk für Pioniere	9
74.	VI c) 8	Umbau des Ravelin IV auf der Feste Courbière in ein Sturmübungswerk für Pioniere	4
75.	VI c) 11	Umgestaltung der r. Flanke des Bastions IV der Feste Courbière	1
76.	VI c) 15	Aufbau auf die Capüre IV (Mil. Bauamt).	2
77.	VI c) 16	Feste Courbière, Kasematten der Donjon und Magazininie (Mil. Bauamt)	2
ROZDZIAŁ A. I. — ABSCHNITT A. I.			
A. PLANY GRANIC, MAPY KATASTRALNE.			
A. GRENZPLÄNE, KATASTERKARTEN.			
78.	I a) 1	Grenzplan des fiskalischen Grundbesitzes 1769.	1
79.	I a) 2	Lageplan von dem Terrain, welches die Militärverwaltung von dem Pfarrgute Schadau erworben hat (1890)	1
80.	I a) 3	Lageplan von dem Festungsgelände bei Stremotzin (Böslerhöhe) 1898	1
81.	I a) 8	Lageplan von dem erworbenen Wegelände bei Böslerhöhe 1 : 1000 (1898).	1
82.	I a) 11	Lageplan von einem Teile des Graudenzner Stadtwalles 1901	1
83.	I a) 13	Lageplan von dem Zufuhrweg nach dem Kl. Pfaffenberge 1895	1
84.	I a) 15	Lageplan von dem auf dem Kl. Pfaffenberge von der kath. Pfarre erworbenen 2 Parzellen (1896)	1
85.	I a) 16	Lageplan von dem südl. der Eisenbahnstrecke Graudenz-Marienburg belegenen Gelände zur Anlage einer Batterie in der Gemarkung Schadau 1898	1
86.	I a) 17	Lageplan von dem Gelände der Gemarkung Rondren zur Erweiterung des Forts Böslerhöhe 1898	1
87.	I a) 18	Lageplan von dem Gelände der Gemarkung Graudenz zur Erweiterung des Forts Böslerhöhe 1898	1
88.	I a) 29	Lageplan des fiskalischen Geländes an der Bischofstrasse	1
89.	I a) 33	Grenzplan von Feste Courbière (mit eingetragenen Warnungstafeln) 1 : 2500	1
90.	I a) 35	Strasse Mockrau-Walddorf, Vermess. Pläne 1 : 1250 (Pausleinen)	5
91.	I a) 36	Katasterkarte der Gemarkung Burg Belschau 1 : 5000	2
92.	I a) 37	Lageplan des in Besitz genommenen Geländes für den Ausbau von Graudenz	1
93.	I a 39 b)	Grundbesitz der Fortifikation Graudenz 1 : 25.000	2

	Oznaczenie <i>Bezeichnung</i>	Nazwy planów i rysunków <i>Benennung der Pläne, Zeichnungen</i>	Ilość kart <i>Anzahl der Blätter</i>
		ROZDZIAŁ A. I. — ABSCHNITT A. I.	
		C. UŻYTKOWANIE TERENÓW FORTECZNYCH I PRAWA DO POWIERZCHNI. (Plany.)	
		C. FESTUNGSNUTZUNGEN UND OBERFLÄCHENRECHTE. (Pläne.)	
94.	I c) 6	Uebersichtsplan der zur Feste Courbière gehörenden Nutzungen	I
		ROZDZIAŁ A. III. — ABSCHNITT A. III.	
		MAPY I PLANY ZESTAWIONE W ROZMAITYCH PODZIAŁKACH. ZUSAMMENGESTELLTE KARTEN UND PLÄNE VERSCHIEDENER GRÖSSENVERHÄLTNISSE.	
95.	III 1	Haupt und Situationsplan der Feste Courbière 1789	I
96.	III 11	Uebersichtsplan der alten Festung (Feste Courbière) 1 : 2500	I
97.	III 15	Karte des Truppenübungsplatzes Gruppe und Umgebung	I
98.	III 53	Karte der Inf. Werke und Stützpunkte pp. von Graudenz (1 : 2500)	12 (1 Heft)
99.	III 77 a) u. b)	Karte der Provinz Ostpreussen 1 : 300.000 (Mittelbachs Spezialkarte)	II
100.	III 78	Karte der Umgebung von Graudenz 1 : 100.000 (Befehls- bereich der Festung Graudenz)	I
		ROZDZIAŁ IV b). — ABSCHNITT IV b).	
		URZĄDZENIA 1914-1915. — ARMIERUNGSBAUTEN 1914-1915	
101.	IV b) 28	Skizzen über die Lage der J. R. sowie Brunnen, Zapfstellen, elektrische und Lichtleitungen (Heft) : Nordabschnitt Südabschnitt Westabschnitt Ostabschnitt	17 1 3 7
102.	IV b) 30	Fest. Funkenstation in Neudorf, Bauzeichnung : Leinwandpausen 1, 2, 3, 5 Lichtpausen 1-13	4 13
103.	IV b) 6	Einzelzeichnungen für die feste Armierungsbrücke	3
		ROZDZIAŁ V. — ABSCHNITT V.	
		RYSUNKI BUDOWLANE I ROBOCZE.	
		a) <i>Odcinek południowy</i> :	
		BAU-UND AUSFÜHRUNGSZEICHNUNGEN.	
		a) <i>Südabschnitt</i> .	
104.	V a) 21	Bauentwurf betr. Anlage einer 10 cm. Kanonenbatterie zu 3 Geschützen in Schirmlafetten im U. A. Neuhof	4
105.	V a) 22	Mun. Dep. im U. Absch. Neuhof v. 7. 6. 98.	I

	Oznaczenie Bezeichnung	Nazwy planów i rysunków Benennung der Pläne, Zeichnungen	Ilość kart Anzahl der Blätter
106.	V a) 23	Bauentwurf für Anlage eines bombensicheren Mun. Dep. für die gesamte Artillerie des U. A. Böslershöhe z. Entw. v. 24.1.98	8
107.	V a) 27	Lageplan des Inf. Stützpunktes Böslershöhe (1 : 400)	1
108.	V a) 35	Bauentwurf betr. Anlage einer 10 cm. S. L. Battr. zu 3 Geschützten im U. Abschn. Neuhof v. 17.9.01	3
		V. b) <i>Odcinek Wschodni.</i> V. b) <i>Ostabschnitt.</i>	
109.	V b) 1	Entwurfzeichnungen für den Gr. Pfaffenberg v. 20.2.91	4
110.	V b) 21	Bauentwurf betr. den Bau eines bombensicheren Unterterraumes für 1 Komp. auf dem Kl. Pfaffenberg z. Bericht v. 11.5.92	1
111.	V b) 33	Bauentwurf betr. Erhöhung der Sturmfreiheit und günstigere Gestaltung der Befest. Anlagen auf dem Kl. Pfaffenberg zum Vorbericht 6.8.95.	1
		V. e) <i>Mosty i materiał mostowy.</i>	
		V e) <i>Armierungsbrücken und Brückengerät.</i>	
122.	V e) 3	Brückengeräteschuppen auf dem linken Weichselufer.	2
		ROZDZIAŁ A. VII. — ABSCHNITT A. VII.	
		SŁUŻBOWE BUDYNKI MIESZKALNE I INNE BUDOWLE. DIENSTWOHNGEBÄUDE UND SONSTIGE HOCHBAUTEN.	
113.	VII 2	Bauentwurf für 1 Wallmeister-Dienstwohngebäude und Versetzung des ehem. Pontonwagenhauses und Schirrhofeinrichtungen	2
114.	VII 3	Geräteschuppen für das II Battl. des Fussart. Regts. 15 auf Bastion IV der Feste Courbière	3
115.	VII 5	Ausführungszeichnung der Brieftaubenstation auf der Feste Courbière	3
116.	VII 6	Zeichnung des Schuppens für Förderbahngerät in Böslershöhe	1
117.	VII 7	Zeichnungen von Wächterwohnungen	12
118.	VII 9	Schuppen zu den Wächterwohnungen auf dem Bauposten Nordfront	1
119.	VII 10	Wellblechbaracken zur Unterbringung von Armierungsgerät	3
120.	VII 11	Lagerschuppen (jetzt Schmiede) auf dem Schirrhof	2
121.	VII 15	Um- und Erweiterungsbau des Fortifikationsdienstgebäudes Graudenz-Nord	9
122.	VII 16	Schuppen zur Unterbringung von Scheinwerfegerät im Hornwerk der Feste Courbière	9
		Razem : — Zusammen :	1 Teka-1 Mappe 304

¹ TRADUCTION.N^o 1590. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE RELATIF A L'ÉCHANGE DES DOSSIERS. SIGNÉ A BERLIN, LE 22 DÉCEMBRE 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE REICH ALLEMAND, désireux, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 92 du Traité de Versailles, à la disposition A. IX et à la disposition finale B. I, Titre III b, de l'Accord polono-allemand du 25 novembre 1919, concernant l'évacuation militaire des territoires cédés et le transfert de l'administration civile, et à la Déclaration de Paris du 9 janvier 1920, de régler les questions relatives à la remise et à l'utilisation des actes, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. le D^r Witold PRĄDZYŃSKI, membre de la Commission de codification de la République de Pologne ; et

LE REICH ALLEMAND :

M. le D^r Erich WALLROTH, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article premier.**Paragraphe 1.*

Le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand s'engagent à se remettre réciproquement tous les actes qui sont nécessaires pour assurer la continuité des services administratifs ou pour établir des droits et des rapports de droit et qui, jusqu'au 1^{er} avril 1915, appartenais régulièrement, en tant qu'actes, aux autorités civiles (services et établissements) de l'Etat (ainsi que du Reich) et des associations communales, ayant leur siège dans les anciennes provinces prussiennes coupées par la frontière polono-allemande, ou qui ont été postérieurement établis auprès de ces autorités, jusqu'à la reprise desdites autorités par la Pologne, pour autant que le ressort administratif de ces autorités comprenait, en totalité ou en partie, des territoires cédés à la Pologne. Il en sera de même pour tous les actes des autorités militaires ayant leur siège sur lesdits territoires, dans la mesure où lesdits actes se rapportent à la gestion des biens-fonds domaniaux militaires et des dépendances de ces biens-fonds.

Les actes déposés aux archives de l'Etat avant le 1^{er} avril 1915, ne rentrent pas dans cette catégorie ; toutefois, l'utilisation réciproque de ces actes sera autorisée aux fins mentionnées à l'alinéa premier, c'est-à-dire en vue d'assurer la continuité des services administratifs ou d'établir des droits ou des rapports de droit.

La remise des actes des organisations professionnelles (chambres de commerce, d'agriculture, de métiers, de médecins, de vétérinaires, de pharmaciens, etc.) n'est pas obligatoire. Cependant, dans les limites de leur compétence intérieure, les deux gouvernements useront de leur influence sur les susdites organisations professionnelles, afin que celles-ci permettent l'utilisation de leurs

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1590. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE EXCHANGE OF ARCHIVES. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 22, 1926.

THE POLISH REPUBLIC and THE GERMAN REICH, being desirous of settling the questions relating to the transfer and utilisation of records in conformity with the provisions of the last paragraph of Article 92 of the Treaty of Versailles, of Clause A. IX of the German-Polish Convention of November 25, 1919, regarding the military evacuation of the ceded territories and the transfer of the civil administration, of Clause B. I, Part III *b*, of the Final Provisions of the same Convention and lastly, of the Paris Declaration of January 9, 1920, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE POLISH REPUBLIC :

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Member of the Codification Commission of the Polish Republic ;

THE GERMAN REICH :

Dr. Erich WALLROTH, Director at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

*Article I.**Paragraph 1.*

The Polish Government and the German Government mutually undertake to hand over to each other the records which are necessary to ensure the continuity of the administration or to prove rights and legal relationships and which were, up to April 1, 1915, duly deposited as official records with the civil authorities (offices and institutions) of the State (including the Reich) and the communal associations, situated in the former Prussian provinces intersected by the Polish-German frontier, or which were drawn up by these authorities between the above-mentioned date and the supersession of these authorities by Poland, provided that the sphere of action of the said authorities wholly or partly consisted of districts ceded to Poland. The same applies to all records belonging to the military authorities established in the said territories in so far as they relate to the administration of the military lands and appurtenances thereof.

The aforesaid records shall not be deemed to include documents which had been transferred to the State archives prior to April 1, 1915 ; nevertheless, the Parties shall reciprocally allow each other to make use of these records for the purposes mentioned in paragraph 1, viz., to ensure the continuity of administration or to prove rights or legal relationships.

Records belonging to professional organisations (Chambers of commerce, agriculture, handicrafts, physicians, veterinary surgeons, pharmaceutical chemists, etc.) shall not be subject to transfer. Nevertheless, the two Governments shall use their influence, within the sphere of their national competence, with the said professional organisations to have these records made available.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

actes. Les deux gouvernements contractants n'assument toutefois aucune responsabilité en ce qui concerne l'octroi de l'autorisation d'utiliser lesdits actes.

En principe, sont considérées comme actes nécessaires pour assurer la continuité des services administratifs, ou pour établir des droits ou des rapports de droit, les pièces qui se rapportent aux territoires de l'autre Partie.

Les deux gouvernements se réservent la faculté de garder les actes et les pièces qui ont trait à des questions personnelles et dont la communication ne semble pas opportune, ainsi que les actes et pièces que l'un des deux gouvernements ne saurait remettre pour des raisons d'ordre politique. Lorsqu'il s'agit d'actes qui ne répondent qu'en partie à ces conditions, le gouvernement intéressé retirera des dossiers les pièces exclues de la remise et remettra les autres pièces.

Paragraphe 2.

Sont considérés comme actes, les volumes, fascicules, documents, feuilles, cartes et dessins servant à la gestion des affaires officielles et établis sur papier, papier parcheminé ou sur des matières analogues au papier, ainsi que les pièces annexées aux différents dossiers.

Paragraphe 3.

Les actes, volumes, fascicules et autres unités minima, qui se rapportent à des unités administratives territoriales ou à des secteurs de voies de communication coupées par la frontière polono-allemande et qui sont nécessaires pour assurer la continuité des services administratifs ou pour établir des droits ou des rapports de droit et ne peuvent être divisés sans intervention mécanique, seront remis à l'autre Etat si celui-ci possède la majeure partie de ladite unité administrative ou dudit secteur de voies de communication. Dans des cas particuliers, lorsque des intérêts essentiels de l'Etat qui possède la partie la plus faible de l'unité en question l'emportent sensiblement sur les intérêts de l'administration de l'autre Etat, ces actes seront, pour des raisons d'équité, remis à l'Etat qui possède la partie la plus faible. Dans ce cas, l'Etat qui est en possession des actes est tenu d'autoriser l'autre Etat à les utiliser.

Lorsque des actes concernant les deux Parties ont une certaine importance pour l'Etat qui n'est pas en leur possession, il conviendra, en vue de faciliter leur utilisation, de dresser, aux frais de l'Etat qui en obtient ou en conserve la possession, la liste desdits actes dans deux répertoires identiques, destinés aux deux Parties, en indiquant le lieu où les actes sont déposés à demeure.

Les actes des établissements techniques ou des installations d'un caractère local pourront être attribués d'après la situation du centre principal de leur administration. Les dispositions concernant l'utilisation des actes et la tenue du répertoire en double sont applicables à ces actes.

Paragraphe 4.

Les actes et les pièces mentionnés au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 3, ne pourront être détruits que d'un commun accord. L'accord sera censé être intervenu, s'il n'a pas été formulé d'opposition pendant un délai d'un an à partir de la date de la lettre d'avis concernant la destruction projetée. Le gouvernement qui, après avoir pris connaissance de certains actes, s'oppose à leur destruction, en indiquant ses motifs par écrit, peut demander la remise de ces actes, au prix du vieux papier, si l'autre Etat ne veut pas les conserver plus longtemps.

Paragraphe 5.

Les actes déjà remis au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, ne sont pas sujets à restitution. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 seront applicables si une demande à cet effet est présentée dans un délai de trois ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'accord.

The two Contracting Governments, however, assume no responsibility in connection with the granting of authorisation to consult these records.

In principle, records necessary to ensure the continuity of administration or to prove rights or legal relationships shall be understood as being records relating to the territory of the other Party.

The two Governments reserve the right to withhold records or parts thereof which relate to personal questions and which it does not seem expedient to communicate, as well as records or parts thereof which either of the Governments may be unwilling to hand over for political reasons. In the case of records to which these conditions only partly apply, the Government concerned shall extract the documents which it does not desire to hand over and shall deliver the remainder of the file.

Paragraph 2.

The term records shall be deemed to include volumes, fascicules, documents, sheets, maps and designs used for the despatch of official business and made out on paper, parchment or similar material, together with the accessory documents annexed to the various files.

Paragraph 3.

Records, individual volumes, fascicules and other minimum units which relate to territorial administrative districts and traffic districts intersected by the Polish-German frontier and which are necessary to ensure the continuity of administration or to prove rights and legal relationships and cannot be sub-divided without mechanical aid, shall be handed over to the other State if the latter possesses the greater part of the administrative or traffic district in question. In particular cases, in which the essential interests of the State possessing the smaller portion of the area clearly outweigh the administrative interests of the other State, the records shall be left, for reasons of equity, to the State having the smaller portion. In this case the State possessing the records shall be obliged to allow the other State to utilise them.

When records concerning both Parties are of considerable importance to the State which does not possess them, they shall be entered, with a view to facilitating their use, in two identical Schedules for the use of the two Parties. These schedules shall state the place in which the records are permanently deposited, and shall be drawn up at the expense of the State acquiring or retaining the records.

Records belonging to technical institutions or establishments of a local character may be allocated according to the situation of the Chief administrative centre. The provisions regarding the utilisation of records and the compilation of duplicate schedules shall also apply to these records.

Paragraph 4.

The records and parts thereof specified in Paragraph 1, second sub-paragraph, and in Paragraph 3 may only be destroyed by agreement between the Parties. Agreement shall be presumed to exist if no objection is raised within one year reckoned from the date of the receipt of written notice of the intention to destroy the records. Either Government may, after examining the records, lodge an objection to their destruction, giving its reasons in writing; it shall then be entitled to claim the handing over of the records in question on payment of the usual charge for waste-paper, provided that the other State does not wish to retain them.

Paragraph 5.

There shall be no obligation to return records already handed over before the date on which the present Agreement comes into force. The provisions of Paragraphs 1 and 3 shall be applicable *mutatis mutandis* if a request is made within three years from the date on which the Convention comes into force.

Paragraphe 6.

Les actes concernant les impôts personnel, industriel, successoral et sur les mouvements d'argent (*Verkehrssteuern*), restent en la possession de l'Etat qui les a reçus, s'ils ont déjà été remis, de part et d'autre, au moment de l'entrée en vigueur du présent accord. Il ne saurait être question de les restituer.

Si la remise réciproque de ces actes n'a pas encore eu lieu, on s'abstiendra d'établir une obligation à cet égard, à moins qu'un accord spécial n'ait stipulé la remise des actes concernant les impôts.

Il appartient à chaque Etat de prendre une décision, en toute équité, quant aux actes à remettre à l'autre Etat parmi ceux qui sont énumérés à l'alinéa premier.

Si l'un des deux gouvernements exprime le désir de recevoir ou d'utiliser les actes énumérés à l'alinéa premier, en tant qu'ils se réfèrent à des créances fiscales datant d'avant le 10 janvier 1920, l'autre Etat accueillera favorablement cette demande, pour autant que les dispositions législatives ne s'y opposent pas.

Article II.

Paragraphe 1.

La procédure concernant l'application du présent accord est établie par le règlement ci-joint (Annexe A).

Les deux gouvernements peuvent modifier ce règlement, d'un commun accord.

Paragraphe 2.

Si une autorisation est nécessaire pour exporter les actes qui doivent être remis, cette autorisation sera délivrée gratuitement. Les transports d'actes franchissant la frontière sont exonérés de tous droits de douane, impôts et autres taxes. Les frais de transport incombent à l'Etat qui effectue la remise jusqu'à sa frontière.

Sauf dispositions contraires, les prestations résultant du présent accord seront effectuées gratuitement.

Article III.

En cas de divergences d'opinion qu'il serait impossible d'aplanir, chaque Etat devra, pour chaque différend, désigner, en premier lieu, un représentant. Ces représentants s'efforceront de régler le différend d'un commun accord. En cas d'échec, chaque Etat pourra demander la réunion d'une commission de trois membres. Cette commission sera chargée de régler le différend de la façon qui lui paraîtra appropriée, ou, si elle n'y parvient pas, de rendre un arrêt.

La commission sera composée d'un représentant de chacun des deux Etats et d'un président que le Président de la Confédération helvétique sera prié de désigner dans chaque cas particulier. La date et le lieu de la réunion de la commission seront fixés par son président.

Avant que soit prise la décision relative au choix du président, les deux représentants devront se mettre d'accord sur le point de savoir si des questions de principe sont soumises à la commission et, dans l'affirmative, déterminer quelles sont ces questions. S'ils ne peuvent se mettre d'accord à cet égard, l'arrêt ultérieur de la commission, si elle en rend un, ne préjugera en rien la solution relative à tout différend de même nature qui pourrait surgir ultérieurement.

La commission se prononcera à la majorité des voix. Elle ne pourra rendre d'arrêt que sur les points (*Anträge*) notifiés au représentant de l'autre Etat avant la décision relative au choix du président.

Chaque Etat supportera les frais du membre désigné par lui, les autres frais incombant par moitié à chacune des deux Parties.

Paragraph 6.

Records regarding personal, industrial, inheritance and business taxes (*Verkehrssteuern*) shall remain in the hands of the State which has received these taxes if such records have already been handed over by one Party to the other on the date on which the present Agreement comes into force. There shall be no question of returning them.

If the records have not yet been thus handed over, no obligation to do so shall be recognised unless a special agreement should have been concluded regarding the handing over of records relating to taxation.

It shall be left to the discretion of each State to decide which, if any, of the records mentioned in first sub-paragraph shall be handed over to the other State.

If a Government expresses the wish to receive or utilise records specified in first sub-paragraph and relating to taxes owed before January 10, 1920, the other State shall give favourable consideration to such requests, if there are no legal obstacles to so doing.

Article II.

Paragraph 1.

The procedure regarding the application of the Agreement shall be governed by the annexed Regulations (Annex A).

These Regulations may be altered by agreement between the two Governments.

Paragraph 2.

If an export authorisation is required for the records to be handed over, it shall be granted free of charge. Consignments of records shall be allowed to cross the frontier free of Customs duty, charges and taxes. Costs of conveyance shall be borne by the State handing over the records as far as its own frontier.

In the absence of any provisions to the contrary the services arising out of the present Agreement shall be rendered free of charge.

Article III.

In the event of differences of opinion upon which no agreement can be reached, each State shall in the first instance appoint a representative for each individual dispute. These representatives shall endeavour to compose the dispute by an amicable agreement. Should they fail to do so, each State may propose the appointment of a Commission of three persons. This Commission shall endeavour to settle the dispute in the manner it deems most suitable, and otherwise shall pronounce a decision.

The Commission shall consist of a representative of each of the two States and a Chairman whom the President of the Swiss Confederation shall be asked to appoint in each case. The time and place of meeting of the Commission shall be fixed by the Chairman.

Before the appointment of the Chairman, the two representatives shall agree as to what questions of principle, if any, are to be decided. If no agreement on this point is reached, the decision which the Commission may subsequently take shall be regarded as constituting a precedent for subsequent disputes of the same nature.

The Commission shall take its resolutions by a majority vote. A decision may only be pronounced on points (*Anträge*) notified to the representative of the other State before the appointment of the Chairman.

Each State shall defray the expenses of the member appointed by it. All other costs shall be shared equally between the two Parties.

Dans chacun des deux Etats, les autorités administratives seront tenues de prêter leur concours à la commission.

Les deux Etats contractants s'engagent à prendre sans retard les mesures nécessaires pour la mise à exécution de l'arrêt.

Article IV.

Paragraphe 1.

Le Gouvernement allemand remettra au Gouvernement polonais les actes des autorités centrales du Reich allemand et de la Prusse, qui sont nécessaires pour assurer la continuité des services administratifs ou pour établir des droits ou des rapports de droit dans les territoires cédés à la Pologne, et qui ne sont pas nécessaires au Reich allemand ou à la Prusse pour les besoins de l'administration, dans la mesure où lesdits actes se rapportent aux territoires cédés et non à d'autres territoires. Les dossiers personnels tenus par les autorités centrales ne seront pas remis. Ne seront pas remis non plus les actes et les pièces que le Reich allemand ou la Prusse ne sauraient livrer pour des raisons d'ordre politique. Lorsqu'il s'agit d'actes qui ne répondent qu'en partie à ces conditions, le Gouvernement allemand retirera des dossiers les pièces en question et remettra les autres pièces.

Paragraphe 2.

Dans les cas où l'administration polonaise a intérêt à prendre connaissance d'actes qui ne doivent pas être remis, du fait qu'ils ne se rapportent pas aux territoires cédés à la Pologne, le Gouvernement allemand accueillera favorablement les demandes présentées à cet effet par le Gouvernement polonais, si les intérêts de l'Allemagne ne s'y opposent pas.

Paragraphe 3.

L'article I, paragraphe 1, deuxième alinéa, est applicable par analogie, la date du 1^{er} avril 1915 étant toutefois remplacée par celle du 10 janvier 1920.

Paragraphe 4.

Les dispositions de l'article II sont applicables par analogie.

Paragraphe 5.

Les dispositions de l'article III ne sont pas applicables.

Article V.

Les deux gouvernements se déclarent d'accord pour autoriser les autorités ecclésiastiques, lorsque les territoires soumis à leur juridiction sont divisés par la ligne frontière polono-allemande à se remettre réciproquement tous les actes nécessaires pour assurer la continuité des services administratifs ou pour établir des droits ou des rapports de droit, si ces actes ont été établis avant que lesdits territoires aient été ainsi divisés et se rapportent aux territoires de l'autre Etat.

Cette disposition ne porte pas atteinte aux droits plus étendus dont jouiraient éventuellement les Eglises dans l'un des deux Etats, en ce qui concerne la remise des actes.

Lors de la remise des actes, il sera fait application des facilités prévues à l'article II, paragraphe 2.

Every assistance shall be given to the Commission in each of the two States by the official authorities.

The two Contracting States undertake to apply without delay such measures as may be necessary to give effect to the decision.

Article IV.

Paragraph 1.

The German Government shall hand over to the Polish Government the records of the central authorities of the German Reich and of Prussia which are necessary to ensure the continuity of administration or to prove rights and legal relationships in the territories ceded to Poland, and which are not required by the German Reich or Prussia, as the case may be, for administrative purposes, owing to the fact that they refer to the ceded territories and to no other. The personal dossiers in the possession of the central authorities shall not, however, be handed over, nor such records or parts thereof as the German Reich or Prussia does not desire to hand over for political reasons. In the case of records to which this condition only partly applies, the German Government shall extract the documents which it does not desire to hand over and shall deliver the remainder of the file.

Paragraph 2.

Should it be in the interests of the Polish administration to take cognisance of records which are not subject to be handed over, owing to the fact that they do not refer to territory ceded to Poland, the German Government shall as far as possible meet the Polish Government's requests in this connection in so far as they are not incompatible with Germany's interests.

Paragraph 3.

Article I, Paragraph 1, second sub-paragraph, shall apply *mutatis mutandis*, the date of April 1, 1915, being replaced by that of January 10, 1920.

Paragraph 4.

The provisions of Article II shall apply *mutatis mutandis*.

Paragraph 5.

The provisions of Article III shall not apply.

Article V.

The two Governments declare themselves in agreement that the ecclesiastical authorities, whose areas are intersected by the German-Polish frontier, shall be allowed to hand over to each other all the records necessary to ensure the continuity of administration or to prove rights or legal relationships, provided these records were drawn up before the division of the ecclesiastical area and relate to the territory of the other State.

This shall not affect any more extensive powers granted to the churches in either of the two States in connection with the handing over of records.

The facilities provided for in Article II, Paragraph 2, shall apply to the handing over of such records.

Article VI.

Les accords conclus antérieurement au sujet de la remise d'actes restent en vigueur.

Les dispositions du présent accord seront appliquées subsidiairement dans les cas où certaines questions, réglées par le présent accord, ne le sont pas dans les accords du genre de ceux qui sont mentionnés à l'alinéa premier.

Article VII.

Le présent accord, y compris le protocole final, sera ratifié dans le plus bref délai. Il entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des instruments de ratification. Cet échange aura lieu à Varsovie.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord, établi en double exemplaire, en langue polonaise et en langue allemande, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (*Signé*) Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) (*Signé*) D^r E. WALLROTH.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature du présent accord, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

I. A.

1. Sous le terme « actes », le présent accord comprend tous les actes et documents analogues de toute nature, tels que : volumes, cahiers, fascicules, lettres, documents séparés, statuts, titres, listes, répertoires, catalogues, registres, dessins, plans, documents de l'administration du cadastre (triangulation, livres d'arpentage, cartes, répertoires géographiques, réseaux trigonométriques, procès-verbaux d'arpentage, ainsi que le cadastre avec les nouveaux relevés, les calculs, les livres, les actes et les cartes), cadastre des routes, cadastre des voies d'eau, registre des voies d'eau, livres annexes des hypothèques et autres actes judiciaires, fiches des quittances d'assurance, livres de caisse, contrats, comptes, décrets, arrêtés, procès-verbaux, projets exécutés et non exécutés, devis, calculs, etc., s'ils sont établis sur du papier, du papier parcheminé ou sur des matières analogues au papier.

Seront remis, les plans, les calculs et les actes qui se rapportent aux installations et aménagements sur les fleuves et canaux du territoire cédé à la Pologne. Les projets techniques qui n'ont pas encore été exécutés et qui se rapportent aux territoires cédés à la Pologne, seront remis contre une indemnité appropriée.

2. Les matériaux bibliographiques auxiliaires, utilisés par l'administration, tels que journaux officiels, journaux officiels des districts, règlements de service, tarifs et autres imprimés officiels de ce genre, qui, au 1^{er} octobre 1918, se trouvaient dans les territoires cédés à la Pologne et qui ont été transféré en Allemagne et n'appartenaient pas déjà à des administrations polonaises, seront livrés gratuitement au Gouvernement polonais, dans un délai de trois mois à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord. Cette obligation n'est valable que dans la mesure où il reste aux administrations allemandes les exemplaires nécessaires au bon fonctionnement de leurs services.

Article VI.

The agreements already concluded with regard to the handing over of records shall remain in force.

Where agreements of the nature specified in first sub paragraph fail to settle particular questions which are dealt with in the present Agreement, the provisions of the latter shall be applied to supplement the agreements.

Article VII.

The present Agreement, together with the Final Protocol, shall be ratified as soon as possible. It shall enter into force fifteen days from the date of the exchange of the instruments of ratification. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement in duplicate German and Polish texts and have thereto affixed their seals.

Done at Berlin, December the twenty-second, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (*Signed*) Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) (*Signed*) Dr. E. WALLROTH.

FINAL PROTOCOL.

On signing the present Agreement the Contracting Parties have agreed as follows :

I. A.

1. The term " records " employed in the present Agreement comprises all records and similar documents of all kinds, *e. g.* volumes, pamphlets, fascicules, letters, separate documents, statutes, title-deeds, inventories, catalogues, lists, registers, drawings, plans, cadastral material, (triangulations, field survey books, maps and gazetteers, trigonometrical surveys, survey records and also the cadastral register itself, with new measurements, reckonings, books, records and maps), road surveys, water surveys, waterway books, records attached to mortgages and other judicial documents, insurance receipts, cash books, contracts, accounts, decrees, ordinances, minutes, designs, whether carried out or not, drafts, calculations, etc. provided they are made out on paper, parchment, or similar material.

Plans, calculations and records referring to river and canal constructions in the territory ceded to Poland shall be handed over. Technical designs not yet carried into effect which refer to territory ceded to Poland shall be handed over in return for suitable remuneration.

2. The bibliographical material employed to assist in the despatch of administrative business, such as official journals, district (Kreis) journals, service regulations, tariffs and similar official printed matter, which on October 1, 1918, was situated in territory ceded to Poland and was conveyed to Germany and was not previously in the possession of the Polish administrative authorities, shall be delivered free of charge to the Polish Government within three months from the date on which the present Agreement comes into force. This obligation shall only apply in so far as the German authorities have sufficient copies for their own use.

3. Il ne saurait être question de la remise à la Pologne de documents de la Direction des levés topographiques. Toutefois, dans chaque cas particulier et sur demande, le Gouvernement allemand autorisera les délégués de l'administration polonaise à prendre connaissance des actes, des relevés et des calculs des points trigonométriques et des nivellements relatifs aux territoires cédés à la Pologne et, le cas échéant, il les autorisera à en prendre des extraits.

4. Au sens du présent accord, le terme « utilisation des actes », signifie le droit de consulter les répertoires, les registres et autres documents qui s'y rapportent, l'autorisation de prendre des notes, des extraits et des transcriptions (ainsi que des copies) et, également, le droit d'emprunter les actes, si les règles applicables en la matière et visant à sauvegarder l'intégrité des archives ne s'opposent pas à la sortie desdits actes et à condition que l'administration nationale n'en ait pas un besoin urgent. L'utilisation des actes sus-mentionnés s'étend également aux procès-verbaux d'arpentage, aux observations d'angles et aux calculs des points de triangulation et de nivellement. Les frais matériels que comporte l'utilisation des actes incombent à la Partie qui les utilise. L'utilisation elle-même est gratuite.

5. Les dispositions concernant les actes des associations communales s'appliquent également aux actes des associations pour l'entretien des digues et des syndicats de droit public pour les voies d'eau et les améliorations rurales. Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas aux actes des Etats provinciaux et des Etats régionaux (*Generallandschaften und Landschaften*). Les dispositions relatives à la remise de ces actes seront arrêtées lors du règlement des comptes de ces associations.

6. Les deux gouvernements se remettront réciproquement, dans une mesure plus large que ne la prévoient les dispositions de l'article premier, paragraphe 1, les dossiers personnels des civils et des militaires qui remplissent des fonctions officielles dans l'autre Etat ou qui y sont titulaires d'une pension ou d'une rente, ainsi que les dossiers personnels des fonctionnaires civils et des militaires décédés dont les ayants-droit bénéficient de secours dans l'autre Etat. Les mêmes dispositions s'appliquent au registre principal des malades des anciens hôpitaux et à d'autres actes des hôpitaux, ainsi qu'aux fiches d'examen et aux autres papiers des malades qui seraient nécessaires pour établir le bien-fondé de réclamations relatives à des pensions du genre mentionné précédemment.

7. Les dispositions du présent accord s'appliquent aux actes concernant les impôts non mentionnés à l'article premier, paragraphe 6.

8. Les deux Parties conviennent, dans l'exécution du présent accord, de prendre également pour base les listes 3 (Annexe B) et 4 (Annexe C), adoptées à Dresde, le 20 janvier 1923, par la sous-commission, et jointes au présent protocole.

9. Les organisations professionnelles auront la faculté d'accueillir les demandes qui leur seront présentées, dans une mesure plus large qu'elles n'y sont tenues en vertu de l'article premier, paragraphe 1, alinéa 3. La question de la destruction des actes est laissée à l'appréciation de ces organisations.

I. B.

En principe, les documents appartenant à des tiers et compris dans les actes, ne sont pas livrés. Néanmoins, la recherche de ces documents ne peut justifier un retard dans la remise des actes.

II.

La disposition de l'article IV se réfère en particulier aux actes officiels concernant les droits et l'administration de l'Eglise catholique, les biens de cette Eglise, les fonds ecclésiastiques, les fondations pieuses catholiques et les autres institutions catholiques, dans les territoires cédés à la Pologne. Le cas échéant, des avenants seront conclus au sujet des actes officiels concernant l'Eglise.

3. The records of the topographical survey need not be handed over to Poland ; nevertheless, the German Government shall in each case and on request authorise the representatives of the Polish administration to consult the observations and reckonings concerning trigonometrical points and levellings situated in the ceded territory and, if necessary, to make abstracts therefrom.

4. The term " utilisation of records " in the present Agreement shall be understood to mean the authorisation to consult inventories, registers and other relevant written matter, permission to take notes, abstracts and transcriptions (including copies) from the records, and the right to borrow the latter except where the archive regulations prohibit the taking away of records, with a view to safeguarding their integrity, or where the records are urgently required by the home administration. The said utilisation of records also includes the utilisation of survey records, observations of angles and reckonings of triangulation and levelling points. The material costs of utilisation shall be defrayed by the user. No fees shall be charged for such utilisation.

5. The records of the dyke maintenance associations and of the public waterway and improvement corporations shall be dealt with on the same footing as the records of the communal associations. The records of the provincial and district land institutions (*Generallandschaften und Landschaften*) are not governed by the provisions of the present Agreement. Provisions regarding the handing over of these records shall be agreed upon when the division of the assets of these institutions is effected.

6. The two Governments shall hand over to each other in a more ample measure than is provided in Article 1, paragraph 1, the personal records of civilians and soldiers performing official duties in the other State or drawing retired pay or pensions, as well as personal records of deceased civilian officials and soldiers whose dependents receive assistance in the other State. The same applies to the main registers of patients of the former hospitals and other hospital records, medical examination records, and other papers relating to the patients which are necessary to prove such claims for assistance.

7. The provisions of the present Agreement do not apply to taxation records not mentioned in Article I, paragraph 6.

8. The two Parties agree that in carrying out the present Agreement, they will also be guided by the schedules 3 (Annex B) and 4 (Annex C) attached to the present Protocol and approved by the Sub-Commission at Dresden on January 20, 1923.

9. Professional representative organisations shall have greater freedom to meet each other's requests than is provided in Article 1, Paragraph 1, § 3. They shall be free to decide whether records are to be destroyed or not.

I. B.

Where documents filed in the records are the property of third persons they need not be delivered ; nevertheless, the necessity for eliminating such documents may not be used as a pretext for delays in the delivery of the records.

II.

The provisions of Article IV refer in particular to State papers concerning the rights and administration of the Catholic Church, the property of that Church, the church funds, the Catholic pious foundations and the other Catholic institutions in the territories ceded to Poland. If necessary, further agreements shall be concluded in regard to State papers relating to the Church.

III.

Les dispositions de l'article III seront également applicables aux échanges d'actes prévus par l'accord du 18 juin 1922, concernant les actes de la Haute-Silésie.

L'article III n'est pas applicable aux autres accords conclus antérieurement et concernant des remises d'actes.

IV.

Lorsqu'une des Parties contractantes aura rempli ses obligations concernant la remise des actes, l'autre Partie ne pourra, dans aucun cas, suspendre ou retarder la remise d'actes, si elle n'a pas encore rempli entièrement ses obligations à cet égard.

V.

La procédure de la commission prévue à l'article III sera réglée dans chaque cas particulier par la commission elle-même.

VI.

Les actes reçus par les Parties en vertu du présent accord ne seront pas rendus accessibles en vue de leur utilisation pour des publications littéraires et journalistiques avant l'expiration d'un délai de quarante ans à dater de l'entrée en vigueur dudit accord.

VII.

Attendu que le présent accord ne comporte aucune disposition concernant les actes déjà déposés aux archives, les deux gouvernements se mettront d'accord, le cas échéant, en s'inspirant de points de vue scientifiques.

Au cas où, ultérieurement, et pour des raisons d'ordre administratif, il paraîtrait indispensable de régler la question de la remise d'actes transférés aux archives de l'Etat, les deux gouvernements se mettront d'accord, en adoptant comme *terminus a quo* la date de la prise originaire de possession des territoires en question par la Prusse.

Fait à Berlin, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-six.

(Signé) Dr E. WALLROTH.

(Signé) Witold PRĄDZYŃSKI.

ANNEXE A.

RÈGLEMENT

CONCERNANT L'EXÉCUTION DE L'ACCORD.

I.

Aux fins de l'exécution de l'accord, les deux gouvernements hâteront, dans la mesure du possible, la remise des actes et, à cet effet, ils créeront ou désigneront, chacun de leur côté, un service officiel, tout d'abord pour une période de cinq ans. Sur la demande de l'un des deux gouvernements, ce délai pourra être prolongé de cinq ans au maximum. Ces services auront le droit de communiquer directement entre eux pour les questions de leur ressort. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils seront autorisés à faire appel à des autorités ou à des particuliers. Les personnes munies d'une pièce d'identité délivrée par le service dont elles exécutent le mandat, seront considérées par l'autre Etat comme dûment autorisées à effectuer les travaux indiqués dans le mandat, si l'attestation est visée par l'autorité correspondante de l'autre gouvernement. Les pièces d'identité seront établies en langues polonaise et allemande. Les personnes chargées de missions et envoyées dans l'autre Etat, seront assujetties à la législation générale sur les étrangers et aux dispositions en vigueur relatives aux passeports.

III.

The provisions of Article III shall also apply to the exchange of records agreed upon in the Convention of June 18, 1922, regarding the records of Upper Silesia.

Article III shall not apply to the other agreements already concluded which deal with the handing over of records.

IV.

When one of the Contracting Parties has fulfilled its obligations in respect of the handing over of records, the other Party may in no case suspend or delay the handing over of records if it has not yet fulfilled its obligations in this respect.

V.

The procedure of the Commission provided for in Article III shall be settled in each case by the Commission itself.

VI.

The records received by the Parties in virtue of the present Agreement shall not be made available for literary or journalistic publication for a period of forty years reckoned from the entry into force of the present Agreement.

VII.

As the present Agreement contains no provision regarding the delivery of records already deposited in the archives, the two Governments shall, if necessary, be authorised to settle this question by agreement on a technical basis.

Should it later prove necessary for administrative reasons to settle the question of the delivery of records handed over to the State archives, it shall be open to the two Governments to conclude an agreement on this question, taking as *terminus a quo* the date of the original taking over of the territories in question by Prussia.

Done at Berlin, December the twenty-second, One thousand nine hundred and twenty-six.

(Signed) Dr. E. WALLROTH.

(Signed) Witold PRĄDZYŃSKI.

ANNEX A.

REGULATIONS

CONCERNING THE EXECUTION OF THE AGREEMENT.

I.

The two Governments shall as far as possible expedite the delivery of the records in application of the present Agreement, and to this end shall each create or appoint an official department, in the first instance for a period of five years, which may be prolonged at the request of either Government for not more than another five years. These departments shall communicate with one another direct for official purposes. The official departments shall be entitled to enlist the assistance of individual authorities or persons in the discharge of their duties. Persons provided with a certificate by the official department appointing them shall be regarded by the other State as duly authorised to perform the duties specified in their instructions, provided that the certificate is *visé* by the competent official department of the other Government. The certificate shall be made out in German and Polish. Persons entrusted with such duties and despatched to the territory of the other State shall be subject to the general legislation regarding aliens, and to the passport regulations.

2.

Sous réserve du droit de changer à volonté le personnel employé et sauf accord spécial, les fonctionnaires de l'autre Etat, désignés en vue d'examiner ou de prendre possession d'actes auprès des différentes autorités, ne devront pas, en règle générale, dépasser le chiffre de deux (2) et la durée de leur séjour en vue de l'examen des actes, ne devra pas dépasser deux (2) semaines. Les deux gouvernements contractants pourront faire convoier les transports d'actes par leurs propres fonctionnaires.

Aux fins d'exécution de l'accord, des bureaux appropriés, situés dans les locaux des services intéressés seront mis gratuitement à la disposition de l'autre Partie contractante.

3.

Si les services créés ou désignés en vue de l'exécution de l'accord ne conviennent pas à d'autres arrangements de détail, les dispositions suivantes seront appliquées :

a) Lors de chaque remise d'actes, on transmettra simultanément une liste des actes en deux exemplaires ;

b) Chaque Etat fera établir, le plus rapidement possible et d'office, par ses propres autorités dont les actes doivent être remis, la liste des actes à remettre, et transmettra ces listes à l'autre Etat. Le délai prévu pour établir et pour transmettre les listes ne pourra dépasser un an pour les autorités provinciales et six mois pour les autres autorités, à dater de l'entrée en vigueur de l'accord.

La prise de possession des actes pourra s'effectuer immédiatement après la transmission des listes en question ; leur remise antérieure est admise.

c) Aux fins d'examen du contenu des listes transmises, chaque Etat a le droit de déléguer, auprès des autorités qui auront établi ces listes, des mandataires qui pourront vérifier si ces listes sont complètes en consultant les registres principaux, les répertoires et les écritures qui s'y rapportent. La date à laquelle commencera l'examen des listes transmises sera annoncée par le service de l'autre Etat, qui retournera en même temps les pièces d'identité après les avoir visées. Les deux gouvernements prêteront réciproquement leur assistance auxdits mandataires dans l'exercice de leurs fonctions. En ce qui concerne les actes des autorités provinciales, le droit d'examiner les actes sur place s'éteint dans un délai de trois ans, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, et dans un délai de deux ans en ce qui concerne les actes d'autres autorités. Toutefois, si la remise de la liste d'une autorité subissait un retard tel qu'il ne se serait pas écoulé, entre la remise de la liste et l'expiration des délais fixés plus haut, deux ans en ce qui concerne les autorités provinciales et un an et demi en ce qui concerne les autres autorités, la faculté d'examiner les actes sur place sera prolongée jusqu'à l'expiration d'une période de deux ans, ou respectivement d'un an et demi, à compter de la date de la remise de la liste.

A la suite de l'examen sur place, chaque Partie a le droit de demander la remise d'autres actes.

d) La demande de remise d'actes peut également être présentée ultérieurement, à n'importe quelle date.

e) Chaque Etat peut renoncer par écrit à la remise d'actes. Dans ce cas, l'obligation éventuelle de l'autre Etat, relative à la conservation de ces actes, se trouve éteinte.

f) Lors de la présentation d'une demande de remise d'actes, il suffira de désigner l'acte d'après sa forme ou d'après son contenu, de manière à rendre possible sa recherche.

g) L'exercice du droit d'examen des listes et des demandes additionnelles de remise d'actes ne peuvent suspendre la remise d'actes portés antérieurement sur les listes.

4.

Les points 1 et 2 seront applicables par analogie à l'utilisation des actes.

5.

Après la suppression des services mentionnés au point 1, la voie diplomatique sera utilisée pour toutes les communications concernant l'exécution du présent accord.

2.

Subject to the right to change the personnel employed, and in the absence of any special agreement, the number of officials of the other State appointed to examine or take over records from the different authorities shall not, as a rule, exceed two (2) and the length of their stay for the purpose of examining records shall not exceed two (2) weeks. Both Governments may have consignments of records accompanied by their own officials.

For the purposes of the application of the Agreement, suitable premises shall be placed at the disposal of the other Party, free of charge, in the offices of the authorities concerned.

3.

The following provisions shall apply except in so far as the official departments created or appointed with a view to the application of the Agreement may decide to modify them in points of detail :

(a) A schedule of the records, in duplicate, shall be sent with each consignment of records.

(b) Each State shall have schedules of the records to be delivered drawn up officially as soon as possible by those of its authorities who have records to hand over, and shall forward them to the other State. The time allowed for making out and forwarding these Schedules shall not exceed one year, in the case of provincial authorities, and six months, in the case of other authorities, from the date of the coming into force of the Agreement.

The records may be taken over immediately after the forwarding of the schedules concerning them ; it shall, however, be permissible to hand them over in advance of the schedules.

(c) With a view to verifying the contents of the schedules forwarded, each State shall be entitled to send representatives to check them by examining the main registers, catalogues and relevant written documentation on the premises of the office which made out the schedules. The date on which the verification of the schedules despatched is to begin shall be notified by the authorities of the other Government at the time of sending back the *visé* personal certificates. The two Governments shall reciprocally assist the representatives in question in the discharge of their duties. The right to proceed to a verification on the spot shall lapse in the case of the records of the provincial authorities three years, and in the case of the records of other authorities two years, from the date on which the present Agreement comes into force. Should there, however, be a delay in handing over the schedule to an authority, so that there remains less than two years of this period to run after its delivery, in the case of provincial authorities, and less than a year and a half in the case of other authorities, the right to proceed to a verification on the spot shall be prolonged so as to cover a period of two years or one and a half years respectively from the date on which the schedule was forwarded.

Each Party shall be entitled to ask for the handing over of further records on the basis of the investigation on the spot.

(d) Claims for the delivery of records may also be put forward at any subsequent time.

(e) Each State may renounce in writing the right to have records handed over. In the case of such renunciation the other State ceases to be under any obligation to preserve these records.

(f) In making a claim for the handing over of records, it is sufficient to describe the records either by their form or by their contents in such a way as to make their identification possible.

(g) The exercise of the right of examining records or of claiming additional records shall not delay the handing over of the records already included in the schedules.

4.

Points 1 and 2 shall apply *mutatis mutandis* to the utilisation of records.

5.

After the abolition of the official organ specified in Point 1, communications between the two States regarding the application of the present Agreement shall take place through the diplomatic channel.

6.

Il est convenu que des actes ne pourront être vendus avant d'avoir été détruits.

7.

Aux fins énoncées en 3, b) et c), les autorités suivantes sont considérées comme autorités provinciales :

POLONAISES :		ALLEMANDES :	
Wojewoda i Urząd Wojewódzki	Palatin et bureaux du Palatinat.	Oberpräsidium, Regierungspräsident und Regierung	Présidence supérieure de province. Président de Régence et Régence.
Kuratorjum Okręgu Szkolnego	Inspection d'Académie.	Medizinalkollegium, Provinzialschulkollegium bis zum 10. Januar 1920.	Conseil médical, Conseil provincial de l'instruction publique jusqu'au 10 janvier 1920.
Dyrekcja Dróg Wodnych	Direction des voies navigables.	der Oberpräsident von Westpreussen als Chef der Wechselstrombauverwaltung, der Oberpräsident von Breslau als Chef der Oderstrombauverwaltung,	Le président supérieur de la Prusse occidentale, en sa qualité de chef de l'Administration des constructions fluviales de la Vistule. Le président supérieur de Breslau, en sa qualité de chef de l'Administration des constructions fluviales de l'Oder.
Okręgowy Urząd Ziemiański	Office foncier régional.	Generalkommission (Landeskulturamt), Die Direktion der Rentenbank,	Commission générale (Office régional d'agriculture), la Direction de la Rentenbank.
Dyrekcja Poczty i Telegrafów	Direction des Postes et Télégraphes).	Oberpostdirektion,	Direction supérieure des Postes.
Dyrekcja Kolei Państwowych	Direction des chemins de fer d'Etat.	Eisenbahndirektion, jetzt Reichsbahndirektion,	Direction des chemins de fer, actuellement Direction des chemins de fer du Reich.
Dyrekcja Cel	Direction des douanes.	Oberzolldirektion,	Direction supérieure des douanes.
Sąd Apelacyjny	Cour d'appel.	Oberlandesgericht,	Tribunal supérieur de province.
Dowództwo Okręgu Korpusu	Commandement de région de corps d'armée.	Wehrkreisverwaltungsamt,	Administration de région militaire.
Starosta Krajowy	Bailli.	Provinzialverwaltung (Landeshauptmann)	Administration provinciale. Capitaine de province.

8.

La procédure différente, appliquée actuellement en Haute-Silésie, restera en vigueur aussi longtemps que les deux Parties seront d'accord à ce sujet. Dans le cas contraire, le présent règlement y sera également appliqué.

6.

It is agreed that the records shall not be sold before they have been destroyed.

7.

The following shall be regarded as provincial authorities within the meaning of 3 (b) and (c) :

GERMAN :		POLISH :	
Central Presidency, Provincial President and Government.	Oberpräsidium Regierungspräsident und Regierung,	Wojewoda i Urząd Wo- jewódzki.	Provincial Governor and Provincial Adminis- tration.
Medical Council. Provincial Education Council up to Ja- nuary 10, 1920.	Medizinalkollegium, Provinzialschulkolle- gium bis zum 10. Januar 1920,	Kuratorjum Okręgu Szkolnego.	Inspectorate of Educa- tion.
General Governor of West Prussia in his capacity of Presi- dent of the Vistula Conservancy Board.	der Oberpräsident von Westpreussen als Chef der Weichsel- strombauverwaltung	Dyrekcja Dróg Wod- nych.	Directorate of Navig- able Waterways.
General Governor of Breslau in his capa- city of President of the Oder Conservancy Board.	der Oberpräsident von Breslau als Chef der Oderstrombauverwal- tung,		
General Commission Provincial Agricultural Office.	Generalkommission, (Landeskulturamt),	Okręgowy Urząd Ziem- ski.	District Land Office.
Board of Managers of the Rentenbank.	Die Direktion der Ren- tenbank,		
Central Post Office Di- rectorate.	Oberpostdirektion,	Dyrekcja Pozct i Tele- grafów	Directorate of Posts and Telegraphs.
Railway Directorate, now Directorate of the Reich Railways.	Eisenbahndirektion, jetzt Reichsbahndi- rektion,	Dyredżja Kolei Państ- wowych.	Directorate of State Railways.
Central Customs Direc- torate.	Oberzolldirektion.	Dyrekcja Cel.	Customs Directorate.
Supreme Provincial Court.	Oberlandesgericht,	Sąd Apelacyjny	Court of Appeal.
District Defence Admi- nistration.	Wehrkreisverwaltungs- amt,	Dowództwo Okregu Korpusu.	Army Corps Area Com- mand.
Provincial Administra- tion (Head of Local Government).	Provinzialverwaltung, (Landeshauptmann),	Starosta Krajowy.	Bailiff.

8.

The different procedure employed in Upper Silesia shall remain in force as long as the two Parties are in agreement to this effect. Otherwise the present regulations shall come into force in Upper Silesia also.

ANNEXE B.

LISTE « 3 »

DES ACTES DEMANDÉS A LA POLOGNE PAR LA NOTE DU COMMISSAIRE DU REICH ET DE L'ÉTAT PRUSSIE EN DATE DU 9 MAI 1922, ANNEXE B, ET QUE LE GOUVERNEMENT POLONAIS EST PRÊT A REMETTRE CONFORMÉMENT A L'ENTRETIEN DU 17 NOVEMBRE 1922.

N° d'ordre	Désignation des actes
1.	Questions de caisse, IV, 2, ap. Kr.
2.	Questions de main-d'œuvre II, Q. I ap. Kr.
3.	Questions concernant les techniciens, les employés de bureau et la main-d'œuvre II, Q. ap.
4.	Dispositions générales concernant les questions de caisse à partir du 1/VIII (2 ^e étage). IV, 2, gén.
5.	Secours aux ouvriers, II, divers sp. et gén.
6.	Annotations et copies, concernant les pièces relatives au chapitre 39.
7.	Actes concernant les emprunts de guerre allemands.
8.	Dossier incomplet concernant les irrégularités de l'ancien garde du génie Merawitz, avec les principales pièces justificatives de comptabilité (1 paquet).
9.	Actes du procès Eintz contre le fisc.
10.	Actes du procès Schindler et consorts contre le fisc.
11.	Questions d'administration concernant l'Office de guerre de Poznań.
12.	Questions d'administration concernant l'Office économique de guerre de Poznań.
13.	Actes concernant la Commission d'appel et de conciliation.
14.	Dossiers personnels des techniciens, employés de bureau et ouvriers allemands.
15.	Dossier personnel de l'arpenteur Schmidt.
23.	N° gén. de l'Assurance invalidité.
24.	Actes spéciaux concernant l'assurance des employés.
25.	Actes spéciaux relatifs aux questions concernant les caisses de maladie.
26.	Actes, — Brouillons des balances mensuelles de caisse.
27.	Journal de caisse (du pied de paix) de la caisse des constructions de forteresses de Poznań-Est jusqu'à et y compris l'année 1918.
28.	Journal de caisse (du pied de guerre) de la caisse des constructions de forteresse de Poznań, jusqu'à et y compris l'année 1918.
29.	Carnet de caisse (du pied de paix) B.
30.	Carnet de caisse A, années 1916, 1917 et 1919.
31.	Carnet de caisse B. Armement, jusqu'au 31/12/1918 (deux volumes).
32.	Carnet de caisse B. Positions de campagne jusqu'au 31/12/1918.
33.	Carnet des avances 1916, 1917 et 1918.
34.	Carnet des dépôts du temps de paix.
35.	Carnet des dépôts du temps de guerre.
36.	Comptes en banque de la Caisse d'habillements.
37.	Pièces justificatives de comptabilité des années 1916, 1917 et 1918, extraits des grands livres A.
38.	Pièces justificatives de comptabilité du 1/VIII/14 jusqu'au 31/XII/18, extraits des Carnets B.
39.	Pièces justificatives de comptabilité concernant les constructions neuves de 1913 jusqu'à et y compris 1918.
41.	Pièces justificatives des avances pendant les années 1916, 1917 et 1918.
42.	Minutes des bilans annuels de 1914, 1915, 1916 et 1917.
43.	Comptes des matériaux et du matériel ad N ^{os} 46 à 49.
43 a)	Contrats des techniciens et des employés de bureau allemands.
44.	Liste des ouvriers permanents du génie de forteresse.
45.	Liste des ouvriers de l'armement, en fascicules séparés.
46.	Liste des officiers, indiquant leur rang en temps de guerre.

ANNEX B.

SCHEDULE 3.

OF THE RECORDS WHICH WERE CLAIMED FROM POLAND IN ANNEX B OF THE NOTE DATED MAY 9, 1922, OF THE COMMISSIONER OF THE REICH AND PRUSSIA, AND WHICH THE POLISH GOVERNMENT IS PREPARED TO HAND OVER IN PURSUANCE OF THE CONVERSATION OF NOVEMBER 17, 1922.

Serial No.	Description of records
1.	Accountancy matters, IV, 2, ap. Kr.
2.	Labour matters, II, Q, I, ap. Kr.
3.	Questions concerning technicians, clerks and workmen, II, Q, ap.
4.	General provisions concerning accountancy matters from 1/VIII onwards (Second floor). IV, 2, gen.
5.	Relief to workers. II. Miscell, sp. and gen.
6.	Notes and copies concerning pleadings relating to Chapter 39.
7.	Records concerning German war loan.
8.	Incomplete records concerning ex-Wallmeister Merawitz, together with principal accountancy documents in one packet.
9.	Records of the case Eintz v. Treasury.
10.	Records of the case Schindler & Associates v. Treasury.
11.	Administrative case concerning Posen War Department.
12.	Administrative case concerning Posen War Trade Department.
13.	Documents concerning Commission of Appeal and Conciliation.
14.	Personal files of German technicians, clerks and workmen.
15.	Personal file of Schmidt, surveyor.
23.	Gen. no. disablement insurance.
24.	Special records of employees insurance.
25.	Special records of sickness insurance matters.
26.	Records — rough copies of monthly cash balances.
27.	Cash diary (peace footing) of fortress construction fund of Posen East up to 1918, inclusive.
28.	Cash diary (war footing) of Posen fortress construction fund up to 1918, inclusive.
29.	Peace footing cash manual B.
30.	Cash manual A, years 1916, 1917 and 1919.
31.	Cash manual B, armament up to 31.12.18 (2 volumes).
32.	Cash manual B, field works up 31.12.18.
33.	Advances book, 1916, 1917 and 1918.
34.	Deposits books (peace).
35.	Deposits books (war).
36.	Clothing fund banking account.
37.	Accountancy vouchers for 1916, 1917 and 1918, from main A registers.
38.	Accountancy vouchers from 1.8.14 to 31.12.18 from B manuals.
39.	Accountancy vouchers for new constructions from 1913 to 1918 inclusive.
41.	Vouchers of advances made in 1916, 1917 and 1918.
42.	Rough copies of annual accounts for 1914, 1915, 1916 and 1917.
43.	Accounts for material and appliances <i>ad</i> Serial No. 46/49.
43 (a)	Contracts of German technicians and clerks.
44.	List of the workmen permanently employed on fortifications.
45.	List of armament workers in separate booklets.
46.	Seniority list of officers (war).

N° d'ordre	Désignation des actes
47.	Registre matricule des effectifs sur pied de guerre des sous-officiers du service des constructions de forteresses et des gardes du génie, ainsi que le répertoire de la correspondance.
48.	Registre matricule des effectifs sur le pied de guerre, des hommes de troupes.
49.	Dossiers personnels des officiers, des sous-officiers du service de construction de forteresses, des gardes du génie, ainsi que le répertoire de la correspondance.
50.	Dossiers personnels des gardes du génie, des sous-officiers du service de construction de fortifications, y compris ceux des gardes et sous-officiers en congé illimité.
51.	Règlement de comptes des entrepreneurs pour les nouvelles constructions de forteresses.
52.	Indemnité à la Maison Feld und Francke, Berlin.
53.	Indemnité à la Maison Ordorika, Dresde.
54.	Indemnité à la Maison Kalermann und Gesches, Kiel.
55.	Indemnité à la Maison Münchener Tiefbaugesellschaft, München.
56.	Indemnité aux Vereinigte Baubüros.
57.	Indemnité à la Maison Reich, Bydgoszcz.
58.	Papiers concernant les malades avec la liste qui s'y rapporte, et toutes les fiches concernant les maladies et accidents, en service commandé, de la troupe.
59.	Registre des malades soignés à l'infirmerie de la forteresse de Poznań.
60.	Livrets individuels et livrets matricules de la forteresse de Poznań.
61.	Listes de soldes et état des indemnités de libération de la forteresse de Poznań.
62.	Registre matricule du convoi auxiliaire des subsistances de la forteresse de Poznań.
63.	Registre des malades soignés à l'infirmerie de la forteresse de Poznań.
64.	Registre des malades soignés à l'infirmerie de la 6 ^e compagnie du bataillon du génie de forteresse N° 47.
65.	Registre matricule de la 6 ^e compagnie du bataillon de génie de forteresse N° 47.
66.	Liste des militaires détachés à la forteresse de Poznań.
67.	Questions concernant les décorations.
68.	Nomination et avancement des officiers du génie de forteresse.
69.	Nomination et avancement du personnel subalterne du génie de forteresse.
70.	Questions concernant les congés et les maladies du personnel subalterne du service des constructions de forteresse.
71.	Questions concernant les congés et les maladies des ouvriers du génie de forteresse.
74.	Rémise et destruction des constructions en béton, établies sur des terrains privés.
75.	Tribunaux d'honneur et instructions judiciaires.

AD LISTE « 3 ».

ENUMÉRATION DES POINTS AU SUJET DESQUELS LA POLOGNE A FAIT DES RÉSERVES.

N° d'ordre	Désignation des actes
16.	Actes concernant la bataillon de génie de forteresse et d'ouvriers.
17.	Actes concernant le secteur de la position de Miloslaw sur la Warta.
18.	Actes concernant le secteur Slupsa Feyslerl.
19.	Actes concernant le secteur des positions de la Vistule.
20.	Actes concernant le secteur de Kalisz.
21.	Actes concernant le renforcement des positions de campagne.
22.	Acquisition du matériel et des matériaux se rapportant à la mise en état de défense.
40.	Armement et désarmement des fortifications et positions de campagne, en date du 1 ^{er} avril 1918.
72.	Démobilisation.
73.	Négociations concernant le démantèlement des positions de défense.

Serial No.	Description of records
47.	War muster roll of fortress-engineer sergeant majors and warrant officers, together with records of correspondence.
48.	War muster role of personnel department.
49.	Personal files of officers, fortress-engineers, sergeant majors and warrant officers with records of correspondence.
50.	Personal files of fortress-engineers, warrant officers and sergeant majors including those who have been discharged.
51.	Settlement of accounts of contractors for new fortress construction.
52.	Compensation of the firm of Feld und Franke, Berlin.
53.	Compensation of the firm of Ordorika, Dresden.
54.	Compensation of the firm of Kalerman und Gesches, Kiel.
55.	Compensation of the firm of Münchener Tiefbaugesellschaft, Munich.
56.	Compensation of the firm of Vereinigte Baubüros.
57.	Compensation of the firm of Reich, Bromberg.
58.	Sickness returns with list relating thereto ; all records concerning sickness and accidents in the course of work of the personnel department.
59.	Hospital registers of the infirmary of the Posen Defences.
60.	Military passports and nationality cards of Posen Defences.
61.	Wage letters and schedule of discharge gratuities of the Posen Defences.
62.	Muster roll of the wagon park of the Posen Defences.
63.	Hospital registers of the Posen Defences.
64.	Hospital registers of the 6th Company of the 47th Fortress Battalion.
65.	Muster roll of the 6th Company of the 47th Fortress Engineers Battalion.
66.	List of military personnel attached to Posen Defences.
67.	Matters concerning decorations.
68.	Appointments and promotions of fortress-engineer officers.
69.	Appointments and promotions of lower grade fortress-engineer personnel.
70.	Leave and hospital returns of lower grade fortress-engineer personnel.
71.	Leave and sickness of fortress workmen.
74.	Handing over and demolition of concrete works built on private land.
75.	Courts of Honour and Investigations.

AD. SCHEDULE 3.

ENUMERATION OF POINTS REGARDING WHICH POLAND HAS MADE RESERVATIONS.

Serial No.	Description of records
16.	Re. fortress and labour battalions.
17.	Re. Miloslaw position on the Wartha Sector.
18.	Re. Slupsa-Feysern sector.
19.	Re. Vistula positions sector.
20.	Re. Kalisz sector.
21.	Re. extension of field positions.
22.	Orders for implements and materials for armament.
40.	Armament and disarmament of fortifications, and field positions, dated 1.IV.18.
72.	Demobilisation.
73.	Negotiations regarding the demobilisation of defence positions.

ANNEXE C.

LISTE « 4 »

DES ACTES, DEMANDÉS PAR LES REPRÉSENTANTS POLONAIS, QUE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT A REMETTRE A LA SUITE DE L'ACCORD CONCERNANT LES DEMANDES MENTIONNÉES SUR LA LISTE DU COMMISSAIRE DU REICH ET DE L'ÉTAT PRUSSIE, EN DATE DU 9 MAI 1922.

Extrait des registres matricules et pièces personnelles importantes, conformément à la liste nominative qui sera remise par la Pologne.

En ce qui concerne les plans de fortification et les actes concernant l'armement, voir liste spéciale ci-jointe.

Les descriptions, pour autant qu'elles existent, des installations, routes, terrains et aménagements, en particulier des conduites téléphoniques et des conduites d'eau, ainsi que des installations électriques. Les documents du cadastre, etc. ; les documents concernant l'acquisition de terrains.

Description des installations permanentes de forteresse.

Les ouvrages imprimés se rapportant aux descriptions topographiques, géographiques et trigonométriques demandées, et en particulier :

- « Abrisse, Koordinaten und Höhen », Mittler und Sohn, volumes II, III, VII, VIII, X et XI.
- « Nivellements der preussischen Landesaufnahme », Mittler und Sohn, fascicules I, II, V et VI.
- « Vorschriften für die topographische Abteilung », Mittler und Sohn, fascicule I.
- « Handbuch für Vermessungskunde », de Jordan, quatre volumes.

Les actes concernant les invalides, les ayants droit des morts au champ d'honneur, les fiches d'examen des soldats malades, les listes des lésions contractées en service, les bulletins de maladie, les documents du bureau d'état-civil, les dossiers personnels et les dossiers des pensions, d'après les listes qui seront établies par l'Administration polonaise.

Les contrats de fermage, d'achat et d'échange.

AD. ANNEXE C

LISTE D'ACTES

DES PLANS DE FORTIFICATIONS, ETC., QUI DOIVENT ÊTRE REMIS A LA POLOGNE.

A. ACTES.

N° d'ordre	Forteresse	Désignation des actes	Marques distinctives des actes	N° des fascicules	Nombre des fascicules
1.	Tczew	Secret	IX. 2. 4. D. 1	1	1
2.	Grudziądz	»	IX. 2. 3. G. 2, a	1, 2.	2
3.	»	Projet d'armement	IX. 2. 3. G. 2	1, 2, 3.	3
4.	»	Défilement	— 1.	1.	1
5.	Poznań	Secret	IX. 2. 2. P. 4.	1, 2, 3.	4
6.	»	Projet d'armement	— 3.	2, 3.	2
7.	»	Défilement	— 2.	2, 3.	1
8.	Toruń	Secret	IX. 2. 1. T. 5.	1. 2. 3. 4. 5. 6.	6
9.	»	Projet d'armement	— 4.	4.	1
10.	»	Défilement	— 3.	4, 5.	2

ANNEX C.

SCHEDULE 4,

OF THE RECORDS CLAIMED BY THE POLISH REPRESENTATIVES WHICH THE GERMAN GOVERNMENT IS PREPARED TO PLACE AT THEIR DISPOSAL IN VIEW OF THE AGREEMENT ENTERED INTO REGARDING THE REQUESTS MENTIONED IN THE LIST OF THE COMMISSIONER OF THE REICH AND PRUSSIA, DATED MAY 9, 1922.

Muster-roll abstracts and important personal papers in accordance with a nominal list to be supplied by Poland.

Plans of fortifications, armament records, see special list attached.

Descriptions as far as available of installations, roads, grounds and establishments and particularly of telephone cables and water mains and of electrical installations.

Cadastral, etc., material, documents regarding acquisition of land.

Descriptions of permanent fortress works.

Printed works referring to the topographical, geographical and geometrical descriptions asked for and particularly:

“ Abrisse, Koordinaten und Höhen ”, Mittler und Sohn, Vols : II, III, VII, VIII, X and XI.

“ Nivellements der preussischen Landesaufnahme ’, Mittler und Sohn, Nos. I, II, V and VI.

“ Vorschriften für die topographische Abteilung ”, Mittler und Sohn, No. 1.

“ Handbuch für Vermessungskunde ”, by Jordan, four volumes.

Records concerning disabled persons, the families of deceased, medical inspections of personnel, lists of service injuries, medical history sheets, Register Office documents, personal and pension records according to lists to be supplied by Poland.

Leasehold, purchase and exchange contracts.

AD ANNEX C.

LIST

OF RECORDS, PLANS OF FORTIFICATIONS, ETC., TO BE PLACED AT POLAND'S DISPOSAL.

A. RECORDS.

Serial No.	Fortress	Description of Records	Distinctive Mark	Nos. of Booklets	Number of Booklets
1.	Dirschau	Secret	IX. 2. 4. D. 1.	1.	1
2.	Graudenz	”	IX. 2. 3. G. 2 (a)	1. 2.	2
3.	”	Armament scheme	IX. 2. 3. G. 2.	1. 2. 3.	3
4.	”	Defilade	— 1.	1.	1
5.	Posen	Secret	IX. 2. 2. P. 4.	1. 2. 3.	4
6.	”	Armament scheme	— 3.	2, 3.	2
7.	”	Defilade	— 2.	2. 3.	1
8.	Thorn	Secret	IX. 2. 1. T. 5.	1, 2, 3, 4, 5, 6,	6
9.	”	Armament scheme	— 4.	4.	1
10.	”	Defilade	— 3.	4. 5.	2

N° d'ordre	Forteresse	Désignation des actes	Marques distinctives des actes	N° des fascicules	Nombre des fascicules
11.	Chelmno	Secret	IX. 2. 6. G. 1.	I.	I
12.	»	Projet d'armement	— 2.	I.	I
13.	»	Défilement	— 3.	I.	I
14.	Grudziądz	Limites de rayon	VII. 3. 5. G. 1.	I, 2.	2
15.	»	Demande de permis de construire	— 2.	I, 2.	2
16.	»	Indemnités	— 3.	I.	I
17.	Poznań	Demandes de permis de construire	VII. 2. 5. P. 1.	25-30.	6
18.	»	Limites de rayon	— 2.	I-8.	8
19.	»	Johannismühle	— 4.	I.	I
20.	»	Indemnités	— 5.	I, 2.	2
21.	Toruń	Demandes de permis de construire	VII. 1. 5. T. 1.	19, 23.	5
22.	»	Indemnités	— 3.	I.	I
23.	»	Limites de rayon	— 4.	I, 4.	4
				Total	58

B PLANS.

			Nombre de feuilles	Observations
1.	Forteresse de Poznań	I : 50.000	I	Les numéros des plans de 1 à 24 sont marqués en vert.
2.	» » »	I : 50.000	I	
3.	» » »	réseaux télégraphiques	I	
4.	» » Grudziądz	I : 100.000	I	
5.	» » Chelmno	I : 100.000	I	
6.	» » »	I : 25.000	I	
7.	» » »	I : 25.000	I	
8.	» » »	I : 300.000	I	
9.	» » Toruń	I : 1.500 armement	I	
10.	» » »	I : 50.000	I	
11.	» » »	I : 100.000 positions de guerre	I	
12.	» » »	I : 100.000	I	
13.	» » »	I : 100.000	I	
14.	» » »	I : 100.000	I	
15.	» » »	I : 100.000	I	
16.	» » »	I : 100.000	I	
17.	» » »	I : 100.000	I	
18.	» » »	I : 100.000	I	
19.	» » »	I : 50.000	I	
20.	» » »	I : 50.000	I	
21.	» » »	I : 50.000	I	
22.	Positions de la Vistule		I	
23.	» » la frontière		I	
24.	» » Toruń		I	
25.	Désignation : Forteresse de Grudziądz Fort de Courbière VI a) 2, plan d'établissement d'un front		I	

Serial No.	Fortress	Description of Records	Distinctive Mark	Nos. of Booklets	Number of Booklets
11.	Culm	Secret	IX. 2. 6. G. 1.	I.	1
12.	»	Armament scheme	— 2.	I.	1
13.	»	Defilade	— 3.	I.	1
14.	Graudenz	Limits of the Zone	VII. 3. 5. G. 1.	I. 2.	2
15.	»	Applications for Building Permit	— 2.	I. 2.	2
16.	»	Indemnities	— 3.	I.	1
17.	Posen	Applications for Building Permit	VII. 2. 5. P. 1.	25-30	6
18.	»	Limits of the Zone	— 2.	1-8	8
19.	»	Johannismühle	— 4.	I.	1
20.	»	Indemnities	— 5.	I. 2.	2
21.	Thorn	Applications for Building Permit	VII. 1. 5. T. 1.	19-23	5
22.	»	Indemnities	— 3.	I.	1
23.	»	Limits of the Zone	— 4.	I-4	4
				Total . . .	58

B. PLANS.

		Sheets	Observations
1.	Fortress of Posen	I : 50,000	Plans 1-24 are marked with the corresponding number in green.
2.	» » »	»	
3.	» » »	Telegraph cables, etc.	
4.	» » Graudenz	I : 100,000	
5.	» » Culm	I : 100,000	
6.	» » »	I : 25,000	
7.	» » »	I : 25,000	
8.	» » »	I : 300,000	
9.	» » Thorn	I : 12,500 armament	
10.	» » »	I : 50,000	
11.	» » »	I : 100,000 war positions	
12.	» » »	I : 100,000	
13.	» » »	I : 100,000	
14.	» » »	I : 100,000	
15.	» » »	I : 100,000	
16.	» » »	I : 100,000	
17.	» » »	I : 100,000	
18.	» » »	I : 100,000	
19.	» » »	I : 50,000	
20.	» » »	I : 50,000	
21.	» » »	I : 50,000	
22.	Vistula positions	I	
23.	Frontier positions	I	
24.	Thorn positions	I	
	Description : Fortress of Graudenz. Courbière Fort.	I	
25.	VI (a) 2. Construction plan of one front		

	Marques	Désignation des plans et des dessins	Nombre de feuilles
26.	VI a) 3	Dessin de la Courbière du Bastion I	1
27.	VI a) 4	» » » II » » II	2
28.	VI a) 5	» » » III » » III	2
29.	VI a) 6	Profils en un fascicule	2
30.	VI a) 8	Dessin de la Courbière V ainsi que 6 profils en un fascicule	1
31.	VI a) 9	Dessin de la Courtine I	1
32.	VI a) 10	» » » II	2
33.	VI a) 11	» » » III	3
34.	VI a) 12	» » » IV	2
35.	VI a) 13	Dessin de l'aile droite de l'alignement des magasins .	3
36.	VI a) 14	» » » gauche » » » »	3
37.	VI a) 15	Alignement des magasins du fort	2
38.	VI a) 16	Dessins du bastion I (1781)	1
39.	VI a) 17	» » » II (1782)	3
40.	VI a) 18	» » » III (1782)	2
41.	VI a) 19	» » » IV (1783)	3
42.	VI a) 20	» » » V (1783)	2
43.	VI a) 21	» des flancs des bastions	4
44.	VI a) 22	» du redan N° 1 (1784/85)	4
45.	VI a) 24	» » » N° 2 (1784)	3
46.	VI a) 25	» » » N° 3 (1784)	4
47.	VI a) 26	» » » N° 4 (1784)	2
48.	VI a) 27	Dessin du réduit N° 1	3
49.	VI a) 28	» » » N° 2	2
50.	VI a) 29	» » » N° 3	2
51.	VI a) 30	» » » N° 4 ainsi que le plan de défilement du redan 4, le plan de la lunette VII et l'élévation des lunettes VII et VIII (1786)	3
52.	VI a) 31	Dessin de l'ouvrage à cornes du front I (1788/90)	2
53.	VI a) 32	Plan des fondations de l'ouvrage à cornes devant la porte supérieure et trois feuilles de profils qui s'y rappellent (1788)	3
54.	VI a) 34	Dessin des poudrières de guerre dans les bastions III, IV et V	1
55.	VI a) 36	Dessin des poudrières dans les redans (1842)	2
56.	VI a) 37	Plan d'un projet de blockhaus à construire dans la gorge de la forteresse vers la Vistule	1
57.	VI a) 38	Dessins des quatre puits principaux sous le rempart principal	5
58.	VI a) 39	Dessins du puits dans la cour de l'ouvrage à cornes .	3
59.	VI a) 41	Dessins de l'installation de la pompe à vapeur du fort de Courbière	1
60.	VI a) 42	Plans et profils des canaux principaux creusés sous la forteresse et destinés à l'écoulement des eaux des latrines et des eaux de surface dans la Vistule, ainsi que les brouillons	5
61.	VI a) 43	Canal d'écoulement des eaux de surface du fossé principal du front 4 jusqu'à la berme du laboratoire	2
62.	VI a) 44	Dessins des canaux destinés à capter et à détourner les sources situées dans les parties des escarpes éboulées en 1818 dans la gorge de la forteresse (1818/1822) .	3
63.	VI a) 45	Dessins des canaux destinés à capter les sources (1828- 1830)	1
64.	VI a) 46	Dessins des canaux destinés à capter les sources (1831- 1834)	1
65.	VI a) 47	Plan des drains de la forteresse de Grudziądz	1
66.	VI b) 1	Plan des mines de la forteresse (projection horizontale) 1792	1

	Identification No.	Description of plans and sketches	Number of sheets
26.	VI (a) 3.	Sketches of Courbiere Bastion I	1
27.	VI (a) 4.	» » » II » II	2
28.	VI (a) 5.	» » » III » III	2
29.	VI (a) 6.	Profiles of fortifications bound in one volume	2
30.	VI (a) 8.	Sketch of Courbiere V with 6 profiles bound in one volume	1
31.	VI (a) 9.	Sketches of Curtain I	1
32.	VI (a) 10.	» » » II	2
33.	VI (a) 11.	» » » III	3
34.	VI (a) 12.	» » » IV	3
35.	VI (a) 13.	» » the right wing of the magazine alignment	2
36.	VI (a) 14.	Sketches of left wing of the magazine alignment	3
37.	VI (a) 15.	Magazine alignment of the fort	2
38.	VI (a) 16.	Sketches of Bastion I (1781)	1
39.	VI (a) 17.	» » » II (1782)	3
40.	VI (a) 18.	» » » III (1782)	2
41.	VI (a) 19.	» » » IV (1783)	3
42.	VI (a) 20.	» » » V (1783)	2
43.	VI (a) 21.	» » the bastion flanks	4
44.	VI (a) 22.	» of the Ravelin No. 1 (1784/85)	4
45.	VI (a) 24.	» » » 2 (1784)	3
46.	VI (a) 25.	» » » 3 (1784)	4
47.	VI (a) 26.	» » » 4 (1784)	2
48.	VI (a) 27.	» » Redoubt » I	3
49.	VI (a) 28.	» » » 2	2
50.	VI (a) 29.	» » » 3	2
51.	VI (a) 30.	» » » 4 with deflade plan of Ravelin 4, ground plan of Lunette VII and elevation of Lunettes VII and VIII (1786)	3
52.	VI (a) 31.	Sketches of the horn-work of Front I (1788/90)	2
53.	VI (a) 32.	Plans of foundation of the horn-work in front of the Upper Gate, together with three sheets of sections (1788)	3
54.	VI (a) 34.	Sketches of the powder-magazines in Bastions III, IV and V	1
55.	VI (a) 36.	Sketches of the powder magazine in the ravelins (1842)	2
56.	VI (a) 37.	Plans for a new block-house to be built in the gorge of the fortress towards the Vistula	1
57.	VI (a) 38.	Sketches of the four chief wells under the main ramparts	5
58.	VI (a) 39.	Sketches of the well in the courtyard of the horn-work	3
59.	VI (a) 41.	Sketches of the steam pump installation in the Courbiere Fort	1
60.	VI (a) 42.	Plans and profiles of the main conduits under the fortress for the drainage of latrines and surface water into the Vistula, with rough copies.	5
61.	VI (a) 43.	Conduit for drainage of surface water from the main ditch of Front IV as far as the laboratory berm.	2
62.	VI (a) 44.	Sketches of the conduits for receiving and removing the waters of the springs from the portions of the embankment which fell into the gorge in 1818 (1818-1822)	3
63.	VI (a) 45.	Sketches of the spring conduits (1828/1830).	1
64.	VI (a) 46.	Sketches of the spring conduits (1831/1834).	1
65.	VI (a) 47.	Plan of the drains of the fortress of Graudenz	1
66.	VI (b) 1.	Plan of the mines of the fortress (ground plan). 1792	1

	Marques	Désignation des plans et des dessins	Nombre de feuilles
67.	VI b) 2	Profils des mines de démolition des bastions et des ouvrages extérieurs	I.
68.	VI b) 3	Galeries de communication sous le fond du fossé principal des bastions III et IV	2
69.	VI b) 25	Plan de situation de toutes les mines de l'ensemble des souterrains, canaux et, en général, de toutes les constructions en maçonnerie (1812)	I
70.	VI b) 28	Plan des casemates du fort de Courbière (1869)	I
71.	VI c) 4	Projet en vue d'assurer la sécurité des principales cavités de l'ancienne forteresse.	2
72.	VI c) 6	Projet de construction destiné à assurer la sécurité des poudrières dans les bastions III et IV de l'ancienne forteresse contre l'effet des obus perdus	I
73.	VI c) 9	Transformation du redan IV du fort de Courbière en ouvrage destiné aux exercices d'assaut des pionniers	9
74.	VI c) 8	Transformation du redan IV du fort de Courbière en ouvrage destiné aux exercices d'assaut des pionniers	4
75.	VI c) 11	Transformation du flanc droit du bastion IV du fort de Courbière	I
76.	VI c) 15	Construction élevée sur la caponnière IV (bureau des constructions militaires)	2
77.	VI c) 16	Fort de Courbière ; casemates du donjon et alignement des magasins (bureau des constructions militaires).	2
CHAPITRE A. I.			
A. PLANS DES LIMITES. CARTES DU CADASTRE.			
78.	I a) 1	Plan des limites des biens-fonds du fisc. 1769	I
79.	I a) 2	Plan de situation du terrain acheté par l'administration militaire à la cure de Schadau (1890)	I
80.	I a) 3	Plan de situation des terrains de la forteresse de Stremotzin (Böslerhöhe) 1898.	I
81.	I a) 8	Plan de situation des terrains destinés à l'établissement de routes près de Böslerhöhe 1 : 1000 (1898).	I
82.	I a) 11	Plan de situation d'une partie du rempart de la ville de Grudziądz 1901	I
83.	I a) 13	Plan de situation d'un chemin conduisant au Kl. Pfaffenberg 1895	I
84.	I a) 15	Plan de situation des deux parcelles achetées à la cure catholique et situées sur le Kl. Pfaffenberg (1896)	I
85.	I a) 16	Plan de situation des terrains au sud du secteur des voies ferrées Grudziądz-Marienburg, destinées à l'établissement d'une batterie sur le finage de Schadau 1898	I
86.	I a) 17	Plan de situation des terrains du finage de Rundren destiné à l'agrandissement du fort de Böslerhöhe 1898.	I
87.	I a) 18	Plan de situation des terrains du finage de Grudziądz destinés à l'agrandissement du fort de Böslerhöhe 1898	I
88.	I a) 29	Plan de situation des terrains fiscaux près de la Bischofstrasse	I
89.	I a) 33	Plan des limites du fort de Courbière (avec indication de l'emplacement des écriteaux d'avertissement au $\frac{1}{2500}$	I
90.	I a) 35	Route de Mockrau à Walddorf, relevé au $\frac{1}{1250}$ (calque sur toile)	5
91.	I a) 36	Relevé cadastral du finage de Burg-Belschau au $\frac{1}{5000}$	2
92.	I a) 37	Plan de situation des terrains acquis en vue de l'extension de Grudziądz	I
93.	I a) 39 b)	Biens-fonds de la forteresse de Grudziądz au $\frac{1}{25000}$	2

	Identification No.	Description of plans and sketches	Number of sheets
67.	VI (b) 2.	Sections of the demolition mines of the bastions and outer works	1
68.	VI (b) 3.	Communication galleries beneath the main ditch in front of Bastions III and IV	2
69.	VI (b) 25.	Plan of the position of the mines in all the underground galleries, conduits and masonry constructions in general (1812)	1
70.	VI (b) 28.	Plan of the casemates of the Courbiere Fort (1869)	1
71.	VI (c) 4.	Plans for the safety of the main bomb-proofs of the old fortress	2
72.	VI (c) 6.	Design of a work to ensure the safety of the powder magazine in Bastions III and IV of the old fortress against the effects of stray shells	1
73.	VI (c) 9.	Conversion of Ravelin IV of the Courbiere Fort into assault training objective for sappers	9
74.	VI (c) 8.	Conversion of Ravelin IV of the Courbiere Fort into assault training objective for sappers	4
75.	VI (c) 11.	Transformation of the right flank of Bastion IV of the Courbiere Fort	1
76.	VI (c) 15.	Superstructure on Caponier IV (Military Construction Office)	2
77.	VI (c) 16.	Courbiere Fort, casemates of the keep and magazine alignment. (Military Construction Office)	2
SECTION A. I.			
A. BOUNDARY MAPS, CADASTRAL MAPS.			
78.	I (a) 1	Boundary plan of military fonds 1769	1
79.	I (a) 2	Site plan of the ground acquired by the military administration from the parochial lands of Schadau (1890)	1
80.	I (a) 3	Site plan of the fortress area near Stremotzin (Böslerhöhe) 1898.	1
81.	I (a) 8	Site plan of the road area acquired near the Böslerhöhe 1 : 1000 (1898)	1
82.	I (a) 11	Site plan of part of the Graudenz city wall 1901	1
83.	I (a) 13	Site plan of the path leading to the Kl. Pfaffenberg 1895	1
84.	I (a) 15	Site plan of the two lots acquired on the Kl. Pfaffenberg from the Catholic parish	1
85.	I (a) 16	Site plan of the ground to the south of the Graudenz-Marienburg Railway, intended for the establishment of a battery in the Schadau district 1898	1
86.	I (a) 17	Site plan of the land in the Rondren district intended for the extension of the Böslerhöhe Fort 1898	1
87.	I (a) 18	Site plan of the land in the Graudenz district intended for the extension of the Böslerhöhe Fort 1898.	1
88.	I (a) 29	Site plan of the military lands along the Bischofstrasse	1
89.	I (a) 33	Boundary plan of the Courbiere Fort (showing the danger boards) 1 : 2500.	1
90.	I (a) 35	Mockrau-Walddorf road, survey plans, 1 : 1250 (linen tracings)	5
91.	I (a) 36	Cadastral map of the Burg Belschau district 1 : 5000	2
92.	I (a) 37	Site plan of the land appropriated for the extension of Graudenz	1
93.	I (a) 39 (b)	Land belonging to the fortifications of Graudenz 1 : 25,000	2

	Marques	Désignation des plans et des dessins	Nombre de feuilles
CHAPITRE A. I.			
JOUISSANCE DES TERRAINS DE FORTERESSES ET DROITS DE SURFACE (PLANS).			
94.	I c) 6	Plan général des jouissances des terrains du fort de Courbière	I
CHAPITRE A. III.			
CARTES ET PLANS ÉTABLIS A DES ÉCHELLES DIFFÉRENTES.			
95.	III. I	Plan principal et plan de situation du fort de Courbière 1789	I
96.	III. II	Plan général de l'ancienne forteresse (fort de Courbière) au 1/2500	I
97.	III. 15	Carte du camp d'instruction de Gruppe et des environs	I
98.	III. 53	Carte des ouvrages d'infanterie et des points d'appui de Grudziądz au 1/2500	12 (1 fascicule)
99.	III. 77 a) et b)	Carte de la province de la Prusse orientale au 1/300000 (carte spéciale de Mittelbach)	II
100.	III. 78	Carte des environs de Grudziądz au 1/100000 (zone militaire de la forteresse de Grudziądz)	I.
CHAPITRE IV b.			
OUVRAGES DE MISE EN DÉFENSE 1914-15.			
101.	IV b) 28	Esquisse indiquant la situation des R. I. ainsi que des puits, des prises, des conduites électriques et des conduites d'éclairage (en fascicule) : Secteur nord Secteur sud Secteur ouest Secteur est	17 I 3 7
102.	IV b) 30	Station de T. S. F. de forteresse à NeuhoF ; dessin de la construction : Calques sur toile, 1, 2, 3, 5 Calques héliographiques 1-13	4 13
103.	IV b) 6	Dessins de détail du pont fixe de défense	3
CHAPITRE V.			
DESSINS DE CONSTRUCTION ET D'EXÉCUTION.			
<i>a) Secteur sud.</i>			
104.	V a) 21	Projet de construction concernant l'établissement d'une batterie de trois pièces de dix centimètres sur affût à bouclier dans le sous-secteur de NeuhoF	4
105.	V a) 22	Dépôt de munitions dans le sous-secteur de NeuhoF, du 7.6.98	I
106.	V a) 23	Projet de construction pour l'établissement d'un dépôt de munitions à l'épreuve des bombes pour toute l'artillerie du sous-secteur de Böslerböhe, annexé au projet du 24.1.98.	8

	Identification No.	Description of plans and sketches	Number of sheets
		SECTION A. I.	
		C. USUFRUCTS AND SURFACE RIGHTS OF FORTRESSES (Plans.)	
94.	I (c) 6	General plan of the usufructs belonging to the Courbière Fort.	I
		SECTION A. III.	
		COMPOSITE MAPS AND PLANS ON VARIOUS SCALES.	
95.	III I	Principal plan and site plan of the Courbière Fort 1789	I
96.	III II	General plan of the old fortress (Courbière Fort) 1 : 2500	I
97.	III 15	Map of the drill grounds, Gruppe and neighbourhood .	I
98.	III 53	Map of the infantry works and supporting points, etc., of Graudenz (1 : 2500)	12 (one booklet.)
99.	III 77 (a) and (b)	Map of the province of East Prussia 1 : 300,000 (Mittelbach's special map)	II
100.	III 78	Map of the environs of Graudenz 1 : 100,000 (military zone of the fortress of Graudenz)	I
		SECTION IV (b).	
		DEFENCE CONSTRUCTIONS 1914-1915.	
101.	IV (b) 28	Sketches showing position of I. R., together with wells, hydrants, electrical and electric-light cables (booklet) :	
		North sector	17
		South sector	I
		West sector	3
		East sector	7
102.	IV (b) 30	Fortress wireless station at Neudorf, building design :	
		Linen tracings 1, 2, 3, 5	4
		Photographic tracings 1-13	13
103.	IV (b) 6	Designs for the fixed defence bridge	3
		SECTION V.	
		CONSTRUCTION AND EXECUTION DESIGNS.	
		(a) <i>South Sector.</i>	
104.	V (a) 21	Design for the construction of a 10 cm. battery of 3 pieces on shielded carriages in the Neuhof sub-sector . . .	4
105.	V (a) 22	Munitions depôt in Neuhof sub-sector, dated 7.6.98 . .	I
106.	V (a) 23	Design for the construction of a bomb-proof munition depôt for all the artillery of the Böslerhöhe sub-sector, annexed to the plan of 24.1.98.	8

	Marques	Désignation des plans et des dessins	Nombre de feuilles
107.	V a) 27	Plan de situation du point d'appui d'infanterie Böslerhöhe au $\frac{1}{400}$	1
108.	V a) 35	Projet de construction concernant l'établissement d'une batterie de trois pièces de dix centimètres sur affût à bouclier dans le sous-secteur de Neuhof en date du 17.9.01.	3
V. b) <i>Secteur est.</i>			
109.	V b) 1	Projet concernant le Gr. Pfaffenberg, en date du 20.2.91	4
110.	V b) 21	Projet concernant la construction d'un abri souterrain à l'épreuve des bombes pour une compagnie sur le Kl. Pfaffenberg, annexe au rapport du 11.5.92	1
111.	V b) 33	Projet de construction concernant l'amélioration des conditions de défense contre l'assaut ainsi qu'une disposition plus favorable des ouvrages fortifiés sur le Kl. Pfaffenberg, annexe au rapport préliminaire du 6.8.95	1
V. e) <i>Ponts et matériel de pont.</i>			
112.	V e) 3	Hangars pour matériel de pont sur la rive gauche de la Vistule	2
CHAPITRE A. VII.			
MAISONS D'HABITATION DESTINÉES AUX LOGEMENTS DE SERVICE ET D'AUTRES CONSTRUCTIONS.			
113.	VII 2	Projet de construction pour un bâtiment destiné aux logements de service des gardes du génie et au transfert de l'ancien magasin des haquets à nacelles et des installations du service des harnachements	2
114.	VII 3	Hangars de matériel du bataillon II du 15 ^e régiment d'artillerie à pied, situés au bastion IV du fort de Courbière	3
115.	VII 5	Dessin d'exécution du colombier militaire du fort de Courbière	3
116.	VII 6	Dessin du hangar pour matériel de chemin de fer à voie étroite, à Böslerhöhe	1
117.	VII 7	Dessins des logements des gardiens	12
118.	VII 9	Hangar auprès des logements des gardiens, au poste de construction du front nord	1
119.	VII 10	Baraques en tôle ondulée pour matériel de défense	3
120.	VII 11	Hangar-magasin (actuellement forge) du dépôt des harnachements	2
121.	VII 15	Travaux de transformation et d'agrandissement du bâtiment de service du génie de forteresse. Grudziądz Nord	9
122.	VII 16	Hangar pour matériel de projecteurs dans l'ouvrage à cornes du fort de Courbière	9
			I serviette
Total			304

	Identification No.	Description of plans and sketches	Number of sheets
107.	V (a) 27	Site plan of the infantry supporting points of Böslerhöhe (1 : 400)	1
108.	V (a) 35	Design for the establishment of a 10 cm. shielded carriage battery of 3 pièces in the NeuhoF sub-sector, dated 17.9.1901	3
		V. (b) <i>East Sector.</i>	
109.	V (b) 1	Draft sketches for the Gr. Pfaffenberg, dated 20.2.1891.	4
110.	V (b) 21	Design for the building of a bomb-proof shelter for one company on the Kl. Pfaffenberg, attached to report of 11.5.1892	1
111.	V (b) 33	Design for increasing security against attack and for the better disposition of the fortified works on the Kl. Pfaffenberg, attached to preliminary report of 6.8.1895 . . .	1
		V. (e) <i>Bridges and Bridging Material.</i>	
112.	V (e) 3	Bridging material sheds on the left bank of the Vistula.	2
		SECTION A. VII. SERVICE QUARTERS AND OTHER BUILDINGS.	
113.	VII 2	Design for one building intended as quarters for fortress engineers and transfer of the former pontoon waggon shed and harness rooms	2
114.	VII 3	Store sheds for the second battalion of Foot Artillery Regiment No. 15 on Bastion IV of Courbière Fort . . .	3
115.	VII 5	Executive design for the carrier pigeon station in the Courbière Fort	3
116.	VII 6	Design of shed for tramway material at the Böslerhöhe	1
117.	VII 7	Designs for watchmen's dwellings	12
118.	VII 9	Sheds attached to the watchmen's dwellings at the building post on the north front	1
119.	VII 10	Corrugated iron huts for the storage of armament material	3
120.	VII 11	Store sheds (now smithies) in the harness depôt	2
121.	VII 15	Transformation and enlargement of the fortress personnel quarters at Graudenz North	9
122.	VII 16	Sheds for the storage of searchlight material in the horn-work of the Courbière Fort	9
		Total	304
			1 portfolio

N° 1591.

**LETONIE ET UNION
DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de commerce avec protocole de clôture, annexe (convention douanière), protocole de clôture de la convention douanière et listes relatives à cette convention, ainsi qu'un second protocole de clôture de la convention douanière. Signés à Moscou, le 2 juin 1927.

**LATVIA AND UNION
OF SOCIALIST SOVIET
REPUBLICS**

Treaty of Commerce, with Final Protocol, Annex (Customs Convention), Final Protocol of the Customs Convention and Lists relating to this Convention, and Second Final Protocol of the Customs Convention. Signed at Moscow, June 2, 1927.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 1591. — TIRDZNICĪBAS LĪGUMS¹ STARP LATVIJU UN PADOMJU
SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU, PARAKSTĪTS MASKAVĀ
2. JUNIJĀ 1927.

*Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 décembre 1927.*

LATVIJAS REPUBLIKA un PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBA, vēlēdamās nostiprināt un attīstīt savstarpējās ekonomiskās attiecības starp abām zemēm un radīt drošus pamatus praktiskai kopējai darbībai saimnieciskā laukā, nolēma, attīstot tālāk 1920. gada 11. augusta Miera līguma starp Latviju un Krieviju XVII. panta noteikumus, noslēgt Tirdzniecības² līgumu un šim nolūkam iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Robertu BILMANI, Latvijas Republikas Saeimas locekli,
Džonu HAHNU, Latvijas Republikas Saeimas locekli,
Ringoldu KALNINGU, Latvijas Republikas Saeimas locekli,
Fridriķi MENDERI, Latvijas Republikas Saeimas locekli,
Kārli OZOLU, Latvijas Republikas Ārkārtējo Sūtņi un Pilnvaroto Ministri Maskavā,

un PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRALĀ IZPILDU KOMITEJA :

Anastasiju Ivanoviču MIKOJAN, Centralās Izpildu Komitejas locekli, Ārējās un Iekšējās
Tirdzniecības Tautas Komisaru,
Aleksandru Pavloviču SEREBROVSKI, Kandidatu uz Centralās Izpildu Komitejas locekļa
amatu, Padomju Socialistisko Republiku Savienības Augstākās Tautsaimniecības
Padomes priekšsēdētāja vietnieku,
Borisu Spiridonoviču STOMOŅAKOV, Tautas Ārlietu komisariata Koleģijas locekli,
Jakovu Staņislavoviču GAŅECKI, Ārējās un Iekšējās Tirdzniecības Tautas Komisariata
Koleģijas locekli,
Juliju Vikentjeviču RUDI, Viskrievijas Padomju Centralās Izpildu Komitejas locekli,
Tautas Satiksmes Komisariata Koleģijas locekli,

kuŗi savstarpēji uzrādījuši savas labā un pienācīgā formā atrastās pilnvaras, vienojās par sekošo :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 5 novembre 1927.

² Vol. II, page 195, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 1591. — ТОРГОВЫЙ ДОГОВОР¹ МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В Г. МОСКВЕ, 20-го ИЮНЯ 1927 ГОДА.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place December 8, 1927.

Латвийская Республика и Союз Советских Социалистических Республик, желая упрочить и развить экономические взаимоотношения между обоими странами и установить прочные основы для практической совместной работы в хозяйственной области, решили в развитие постановлений ст. XVII Мирного Договора между Латвией и Россией от 11-го августа 1920² года заключить Торговый Договор и назначили для этой цели своими уполномоченными, а именно :

Правительство Латвийской Республики :

Роберта Бильманиса, Члена Сaeимы Латвийской Республики,
Джона Гана, Члена Сaeимы Латвийской Республики,
Рингольда Кальнингса, Члена Сaeимы Латвийской Республики,
Фридриха Мендерса, Члена Сaeимы Латвийской Республики,
Карла Озолса, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра
Латвийской Республики в Москве, и

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Анастасия Ивановича Микояна, Члена Центрального Исполнительного Комитета, Народного Комиссара Внешней и Внутренней Торговли,
Александра Павловича Серебровского, Кандидата в Члены Центрального Исполнительного Комитета, Заместителя Председателя Высшего Совета Народного Хозяйства Союза Советских Социалистических Республик,
Бориса Спиридоновича Стомонякова, Члена Коллегии Народного Комиссариата по Иностраным Дела́м,
Якова Станиславовича Ганецкого, Члена Коллегии Народного Комиссариата Внешней и Внутренней Торговли,
Юлия Викентьевича Рудого, Члена Всероссийского Центрального Исполнительного Комитета Советов, Члена Коллегии Народного Комиссариата Путей Сообщения,

каковые уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

¹ The exchange of ratifications took place at Riga, November 5, 1927.

² Vol. II, page 195, of this Series.

1. pants.

Abas Līgumslēdzējas Puses centīsies visādi veicināt savstarpējo tirdzniecisko sakaru attīstību un panākt preču apgrozības un tranzīta iespējamo stabilitāti un to tālāko paplašināšanu ; pie tā viņas vadīsies no saimnieciskiem ieskatiem.

2. pants.

Lai sasniegtu šī Līguma 1. pantā nospraustos mērķus, katra Līgumslēdzēja Puse it sevišķi apņemas :

1^o Piešķirt otrai Līgumslēdzējai Pusei visas tās tiesības, priekšrocības un privilēģijas, kādas pirmā Līgumslēdzēja Puse piešķirusi vai nākotnē piešķirs uz iekšējās likumdošanas un starptautisku līgumu pamata kādai trešai valstij attiecībā uz :

a) noteikumiem par otras Puses pilsoņu iebraukšanu savā teritorijā, viņu uzturēšanos un izbraukšanu ; visāda veida īpašumu iegūšanu, starp citu arī mantošanas ceļā caur testamentu vai pēc likuma, valdīšanu, lietošanu un rīcību ar tiem pārdošanas, maiņas, dāvināšanas, testamenta vai citā ceļā ; viņu personīgā īpašuma ievēšanu un izvešanu ; viņu nodarbošanos profesijām, tirdzniecībā, rūpniecībā un amatniecībā ; viņu tiesību aizsardzību tiesā vai citā ceļā ; nodokļu, kā arī visāda veida publiski-tiesiska rakstura maksu ņemšanu un visās citās lietās, kas noteic šo pilsoņu tiesisko stāvokli un viņu vispārējo tiesisko aizsardzību ;

b) vienas Puses juridisko personu stāvokli, kuŗas nodibinātas šīs Puses teritorijā saskaņā ar viņas likumiem tirdzniecisku, rūpniecisku, finansiēlu, transporta un citu saimniecisku operāciju izvešanai, starp citu attiecībā uz vienas Līgumslēdzējas Puses juridisko personu atzīšanu un viņu darbības pielaišanu otras Līgumslēdzējas Puses teritorijā, attiecībā uz viņu darbības izvešanu šai teritorijā, tanī starpā arī ārējās tirdzniecības laukā, tāpat arī attiecībā uz šo juridisko personu tiesisko aizsardzību, viņu aplikšanu nodokļiem, kā arī visāda veida publiski-tiesiskā rakstura maksām ;

c) visu, kas attiecas uz tirdzniecības un tranzīta kārtību, starp citu uz muitas nodokļiem un maksām, noteikumu un formalitatu ievēšanu un piemērošanu pie otras Puses zemes un rūpniecības ražojumu ievēšanas, izvešanas un tranzīta un pie to uzglabāšanas noliktavu telpās ;

d) uz apiešanos ar vienas Puses pasažieriem, bagažu un precēm uz otras puses dzelzceļiem ;

e) uz apiešanos ar jūras kuģiem, kas brauc zem vienas Puses flagas, viņu ekipažiem, pasažieriem un krāvām otras Puses ostās un ūdeņos.

2^o Piešķirt otrai Līgumslēdzējai Pusei sevišķas tiesības, priekšrocības un privilēģijas, kuŗas noteiktas šinī Līgumā vai nākotnē noslēdzamos līgumos.

Šī panta 2. punkta noteikumi nekādā ziņā neierobežo 1. punkta piemērošanu tai gadījumā, ja kādai trešai valstij tiks piešķirtas jebkādas tālākejošas tiesības, priekšrocības un privilēģijas.

Статья 1.

Обе Договаривающиеся Стороны будут стремиться к тому, чтобы всячески содействовать развитию взаимных торговых сношений и достигнуть возможной устойчивости товарообмена и транзита и дальнейшего их расширения; при этом они будут руководствоваться соображениями хозяйственного порядка.

Статья 2.

Для осуществления целей, поставленных в статье I настоящего Договора, каждая из Договаривающихся Сторон, в частности, обязуется:

1) Предоставить другой Договаривающейся Стороне все те права, льготы и привилегии, которые первая предоставила или предоставит в будущем на основании внутреннего законодательства и международных соглашений какой-либо третьей стране в отношении:

а) условий въезда на ее территорию граждан другой Стороны, их пребывания и выезда; приобретения, в частности путем наследования по завещанию или по закону, всякого рода имущества, владения, пользования и распоряжения им путем продажи, дарения завещания или иным образом; ввоза и вывоза ими личного имущества; занятия профессиями, торговлей, промыслами и ремеслами; судебной или иной защиты их прав; платежа налогов, а также всякого рода сборов публично-правового характера, а равно и во всех других отношениях, определяющих правовое положение и общеправовую защиту этих граждан;

б) трактования юридических лиц одной Стороны, образованных на территории этой Стороны, в соответствии с ее законами, для осуществления торговых, промышленных, финансовых, транспортных и других хозяйственных операций, в частности в отношении признания и допущения юридических лиц одной Стороны к деятельности на территории другой, в отношении осуществления ими своей деятельности на этой территории, в том числе и в области внешней торговли, равно как в отношении правовой защиты этих юридических лиц, обложения их налогами и всякого рода сборами публично-правового характера;

в) всего касающегося режима торговли и транзита, и частности таможенных пошлин и сборов, установления и применения правил и формальностей при ввозе, вывозе и транзите произведений почвы и промышленности другой Стороны и хранения их в складочных помещениях;

г) трактования пассажиров, багажа и грузов одной Стороны на железнодорожных путях сообщения другой;

д) трактования морских судов, плавающих под флагом одной стороны, их экипажа, пассажиров и грузов в портах и водах другой.

2) Предоставить другой Договаривающейся Стороне особые права, льготы и привилегии, установленные в настоящем Договоре или в соглашениях, имеющих быть заключенными в будущем.

Постановления настоящего пункта ни в чем не ограничивают применения пункта 1 настоящей статьи в случае, если третьей стране будут предоставлены какие-либо далее идущие права, льготы и привилегии.

3° Turpmāk pie jaunu tirdzniecības līgumu un nolīgumu noslēgšanas un agrāk noslēgtu tirdzniecības līgumu un nolīgumu pagarināšanas turpināt visos gadījumos izslēgt otrai Līgumslēdzējai Pusei piešķirto vai piešķiramo tiesību, priekšrocību un privilēģiju attiecināšanu uz trešām valstīm uz vislielākās labvēlības pamata.

4° Nepiemērot nevienas trešās valsts precēm tos pašus vai vēl izdevīgākus procentualus nolaidumus no muitas tarifa minimalām likmēm, nekā tos, kādi noteikti ar šo līgumu otras Līgumslēdzējas Puses precēm.

3. pants.

Ši līguma noteikumi neattiecas uz tām tiesībām, priekšrocībām un privilēģijām, kuŗas piešķirtas vai varētu tikt piešķirtas :

1° no vienas Līgumslēdzējas Puses pierobežu valstīm, lai atvieglotu apmaiņu pierobežu joslā, kuŗa pēc vispārējas kārtības nepārsniedz 15 kilometrus platumā ;

2° no vienas Līgumslēdzējas Puses kādai trešai valstij uz jau noslēgtās vai nākotnē noslēdzamās muitas savienības pamata ;

3° no Latvijas — Igaunijai, Somijai un Lietuvai ;

4° no Padomju Socialistisko Republiku Savienības — Igaunijai, Somijai, Lietuvai un Padomju Socialistisko Republiku Savienības kontinentalām pierobežu valstīm Azijā.

4. pants.

Neatkarīgi no 1920. gada 11. augusta Miera līguma starp Latviju un Krieviju noteikumiem attiecībā uz konsulariem sakariem un konsularo pārstāvju tiesībām un pienākumiem, katra Līgumslēdzēja Puse apņemas piešķirt otras Līgumslēdzējas Puses konsulariem pārstāvjiem visas tiesības un priekšrocības, kuŗas viņa piešķir jebkādas trešās valsts konsulariem pārstāvjiem.

Par konsularo pārstāvību nodibināšanu vienas Līgumslēdzējas Puses vietās, kuŗās vēl neatrodas otras Puses konsulari pārstāvji, abas Puses vienosies atsevišķi.

Konsulariem pārstāvjiem jābūt viņu reprezentētās valsts Ārlietu Ministrijas štata ierēdņiem ; viņiem nebūs tiesības nodarboties ar tirdzniecību vai rūpniecību tās valsts teritorijā, kur viņi izpilda savas funkcijas.

Pirms konsularā pārstāvja iecelšanas valdībai, kuŗa viņu iecel, jādabū piekrišana no tās valsts valdības, kuŗas teritorijā konsularam pārstāvim jāizpilda savas funkcijas.

5. pants.

1. Ārējās tirdzniecības monopola izvešanai, kuŗš pēc Padomju Socialistisko Republiku Savienības likumiem pieder Savienības valdībai, Padomju Socialistisko Republiku Savienības sūtniecības Latvijā sastāvā nodibina Tirdzniecības Pārstāvību ar sēdekli Rīgā.

3) Продолжать при заключении новых торговых договоров и соглашений и при продлении ранее заключенных договаривать во всех случаях нераспространение по наибольшему благоприятствованию на другие страны прав, льгот и привилегий, предоставленных или могущих быть предоставленными ею другой Договаривающейся Стороне.

4) Не применять к товарам какой-либо третьей страны таких же или более льготных процентных скидок с минимальных ставок таможенного тарифа, чем те, которые ею установлены для товаров другой Договаривающейся Стороны настоящим Договором.

Статья 3.

Постановления настоящего Договора не распространяются на права, льготы и привилегии, предоставленные или могущие быть предоставленными :

1) Одною из Договаривающихся Сторон пограничным государством для облегчения обмена в пограничной полосе, не превышающей, по общему правилу, 15 километров ;

2) Одною из Договаривающихся Сторон третьему государству, вследствие уже заключенного или имеющего быть заключенным таможенного союза ;

3) Латвией—Эстонии, Финляндии и Литве ;

4) Союзом Советских Социалистических Республик — Эстонии, Финляндии, Литве и граничащим с Союзом континентальным странам Азии.

Статья 4.

Независимо от постановлений Мирного договора между Латвией и Россией от 11 августа 1920 года относящихся к консульским сношениям и к правам и обязанностям консульских представителей, каждая из Договаривающихся Сторон обязуется представлять консульским представителям другой стороны все права и льготы, представляемые консульским представителям какого-либо третьего государства.

Учреждение консульских представительств в местностях одной стороны, где еще не имеется консульских представителей другой, составит предмет соглашения между обоими Договаривающимися Сторонами.

Консульские представители должны быть штатными служащими Министерства Иностранных Дел представляемого ими государства ; они не будут иметь права вести какую-либо торговлю или заниматься каким-либо промыслом на территории страны, где они осуществляют свои функции.

До назначения консульского представителя, правительство, его назначающее, должно получить согласие того государства, на территории которого консульский представитель должен осуществлять свои функции.

Статья 5.

1. Для осуществления монополии внешней торговли, принадлежащей по законам Союза Советских Социалистических Республик Правительству Союза, в составе Полномочного Представительства Союза в Латвии учреждается Торговое Представительство, имеющее местопребывание в Риге.

2. Padomju Socialistisko Republiku Savienības Tirdzniecības Pārstāvības uzdevums ir :

a) veicināt tirdzniecisko un saimniecisko attiecību attīstību starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību, kā arī pārstāvēt Padomju Socialistisko Republiku Savienības intereses ārējās tirdzniecības laukā ;

d) Padomju Socialistisko Republiku Savienības vārdā regulēt ārējo tirdzniecību ar Latviju ;

c) Padomju Socialistisko Republiku Savienības vārdā vest ārējo tirdzniecību ar Latviju.

Tirdzniecības Pārstāvības ieviešana tirdzniecības reģistrī netiek prasīta. Personu vārdi, kuņas pilnvarota, pārstāvēt Tirdzniecības Pārstāvību, pēdējai tekoši jāpublicē « Valdības Vēstnesī » un jāpaziņo bez tam arī citādā skaidrā formā atklātībai. Attiecībā pret trešām personām minētās personas skaitās par pilntiesīgiem pilnvarotiem līdz tam brīdim, kamēr par viņu pilnvaru izbeigšanos izsludina « Valdības Vēstnesī ».

3. Tirdzniecības-pārstāvis (Торговый представитель), viņa vietnieks un Tirdzniecības Pārstāvības padomes locekļi, kuņu skaitu noteiks uz abu valdību vienošanās pamata, pieder pie Padomju Socialistisko Republiku Savienības sūtniecības Latvijā diplomātiskā personāla un bauda diplomātisko pārstāvību locekļiem piešķirtās tiesības un privilēģijas.

4. Padomju Socialistisko Republiku Savienības Tirdzniecības Pārstāvības centralās valdes un daļu dienesta telpas Rīgā, kā arī viņas nodaļu dienesta telpas bauda eksteritorialitāti.

Ja rastos vajadzība atvērt Tirdzniecības Pārstāvības nodaļas, — punktus, kuņos viņas atradīsies, noteiks abu Līgumslēdzēju Pusju vienošanās ceļā.

5. Tirdzniecības Pārstāvībai un viņas nodaļām ir tiesība lietot šifru.

6. Padomju Socialistisko Republiku Savienība atzīst par saistošu priekš sevis Tirdzniecības — pārstāvja vai pārējo personu, kas pilnvarotas pārstāvēt Tirdzniecības Pārstāvību vai viņas nodaļas (šī panta 2 punkts), vai no viņiem pilnvaroto personu tiesisko rīcību. Padomju Socialistisko Republiku Savienība uzņemas atbildību par augšminēto personu noslēgtiem darījumiem.

7. Tirdzniecības Pārstāvības Latvijā izdarītai priekš Padomju Socialistisko Republiku Savienības saistošai tiesiskai rīcībai un viņas saimnieciskiem rezultātiem piemēros Latvijas likumus un tie padoti Latvijas jurisdikcijai. Tomēr, ņemot vērā šī panta 6. punktā noteikto Padomju Socialistisko Republiku Savienības atbildību par Tirdzniecības Pārstāvības darījumiem, pret Tirdzniecības Pārstāvības un viņas nodaļu īpašumu nespers nedz iepriekšēja rakstura soļus no tiesu puses, nedz administratīva rakstura soļus.

Likumīgā spēkā gājušu tiesu lēmumu izpildīšana piespiedu kārtībā pret Tirdzniecības Pārstāvības īpašumu netiks pielaista tanīs gadījumos, ja šis īpašums nozīmēts valsts suverenitātes tiesību izlietošanai, saskaņā ar starptautisko tiesību vispārējām normām, vai Tirdzniecības Pārstāvības oficiālai darbībai.

2. Задачей Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Латвии является :

а) содействовать развитию торговых и хозяйственных отношений между Союзом Советских Социалистических Республик и Латвией, а равно представлять интересы Союза в области внешней торговли ;

б) от имени Союза Советских Социалистических Республик осуществлять регулирование внешней торговли Союза с Латвией ;

в) от имени Союза Советских Социалистических Республик производить внешнюю торговлю с Латвией.

Внесение Торгового Представительства в торговый реестр не требуется. Имена лиц, уполномоченных представлять Торговое Представительство, должны непрерывно публиковаться им в « Valdības Vēstnesis », а кроме того и оповещаться иным образом в ясной для публики форме. По отношению к третьим лицам эти лица считаются уполномоченными на представительство до тех пор, пока о прекращении силы их полномочий не будет объявлено в « Valdības Vēstnesis ».

3. Торговый представитель, его Заместитель и Члены Совета Торгового Представительства, число которых будет установлено соглашением обоих правительств, принадлежит к дипломатическому персоналу Полномочного Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Латвии и пользуются правами и привилегиями, предоставленными членам дипломатических миссий.

4. Служебные помещения центрального управления и отделов Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в городе Риге, а равно его отделений, пользуются экстерриториальностью.

В случае надобности в открытии отделений Торгового Представительства, пункты, где будут находиться таковые, устанавливаются по соглашению сторон.

5. Торговое Представительство и его Отделения имеют право пользоваться шифром.

6. Союз Советских Социалистических Республик признает для себя обязательными все правовые действия, совершенные Торговым Представителем или прочими уполномоченными представлять Торговое Представительство или его отделения лицами (п. 2 настоящей статьи), или уполномоченными ими лицами. Союз Советских Социалистических Республик принимает на себя ответственность по сделкам, заключенным перечисленными выше лицами.

7. Совершенные в Латвии обязательные для Союза Советских Социалистических Республик правовые действия Торгового Представительства и хозяйственные результаты этих действий будут трактоваться по латвийским законам и подлежат латвийской юрисдикции. Однако, принимая во внимание установленную в п. 6 настоящей статьи ответственность Союза Советских Социалистических Республик за сделки Торгового Представительства, к имуществу Торгового Представительства и его отделений не будут применяться судебные меры предварительного характера и меры административного характера.

Применение принудительного исполнения судебных решений, вошедших в законную силу, не будет допускаться к имуществу Торгового Представительства в тех случаях, когда это имущество предназначено для осуществления прав государственного суверенитета, согласно общих норм международного права, или для официальной деятельности Торгового Представительства.

6. pants

Ciktāl Padomju Socialistisko Republiku Savienība nav piešķirusi trešām valstīm tālākejošas tiesības, Padomju Socialistisko Republiku Savienības atbildības pamatošanai par to valsts uzņēmumu tiesisko rīcību, kuŗi, neatrazdamies Tirdzniecības Pārstāvības sastāvā, ved veikalnieciskas lietas Latvijā vai ar Latviju, tiek prasīta skaidri izteikta atbildības uzņemšanās no Tirdzniecības Pārstāvības puses, it sevišķi ar garantiju izsniegšanu vai Tirdzniecības Pārstāvībai uzņemoties līdzatbildību. Slēdzot savus darījumus, valsts uzņēmumi rakstiskā formā aizrādīs saviem kontrahentiem uz to, ka darījuma noslēgšanai dotai Tirdzniecības Pārstāvības atļaujai vien, ciktāl tāda vajadzīga, nav garantijas nozīmes.

Šo uzņēmumu tiesiskai rīcībai Latvijā un tās saimnieciskiem rezultātiem piemēros Latvijas likumus, un tie padoti Latvijas jurisdikcijai un tiesas lēmumu izpildīšanai piespiedu kārtībā. Uz Latvijā atrodošos šo uzņēmumu īpašumu gulstas neaprobežota atbildība

Savus statutus, nodaļu bilances Latvijā un personu vārdus, kuŗas pilnvarotas tos pārstāvēt, šie uzņēmumi tekoši publicēs, pat tai laikā, kad viņi vēl nav ievesti tirdzniecības reģistrā.

7. pants.

Līgumslēdzēju Pusu savstarpējas attiecības muitas jautājumos nokārtotas, bez šī Līguma 2. un 3. panta uz muitas jautājumiem attiecošos noteikumiem, sevišķā šim Līgumam pievienotā Muitas Konvencijā, kuŗa ir Līguma sastāvdaļa.

8. pants.

Lai nostiprinātu attiecības starp Līgumslēdzējām Pusēm preču apgrozības laukā un tirdzniecisku un kredita operāciju plašākas attīstības labā starp viņām, tiks veicināta konsignācijas noliktavu līgumu sistema starp Latvijas simnieciskiem orgāniem no vienas un Padomju Socialistisko Republiku Savienības saimnieciskiem orgāniem no otras puses.

9. pants.

1. Dažāda veida preces, kā arī pasažieru bagaža, kuŗas pārvadā tranzitā caur vienas Līgumslēdzējas Puses teritoriju, atbrīvotas no visādu ievēšanas, izvēšanas un tranzita nodokļu maksāšanas, neatkarīgi no tā, vai viņas pārvadā tiešā ceļā vai ceļā izkŗauj, pārkŗauj noliktavās un atkal iekŗauj, pie kam zem noliktavām saprotamas telpas, kuŗas atrodas zem muitas orgānu uzraudzības.

2. Preču, pasažieru un bagažas pārvadāšana starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību notiek uz 1925. gada 29. oktobri Rīgā noslēgtās Latvijas — Padomju Socialistisko Republiku Savienības — Igaunijas tiešās dzelzceļu satiksmes Konvencijas un jau noslēgto vai nākotnē slēdzamu papildu nolīgumu pie minētās Konvencijas pamata.

Статья 6.

Поскольку со стороны Союза Советских Социалистических Республик не предоставлено более широких прав третьим государствам, для обоснования ответственности Союза Советских Социалистических Республик за правовые действия тех государственных предприятий, которые, не находясь в составе Торгового Представительства, ведут коммерческие дела в Латвии или с Латвией, требуется ясно выраженное принятие ответственности со стороны Торгового Представительства, в частности путем дачи гарантий или принятия совместной ответственности Торговым Представительством. Государственные предприятия при совершении своих сделок будут в письменной форме указывать своим контрагентам на то, что одно лишь разрешение Торгового Представительства на заключение сделки, поскольку такое требуется, не имеет значения гарантии.

Совершенные в Латвии правовые действия этих предприятий и их хозяйственные результаты будут трактоваться по латвийским законам и подлежать латвийской юрисдикции и принудительному исполнению судебных решений. На находящееся в Латвии имущество этих предприятий ложится неограниченная ответственность.

Их уставы, балансы их отделений в Латвии и имена лиц, уполномоченных представлять их, будут ими непрерывно публиковаться, даже и в то время, когда еще не состоялось их внесение в торговый реестр.

Статья 7.

Взаимоотношения Договаривающихся Сторон в области таможенных вопросов регулируются, помимо постановлений статей 2 и 3 настоящего Договора, поскольку эти статьи относятся к таможенным вопросам, особой таможенной конвенцией, приложенной к настоящему Договору и составляющей его нераздельную часть.

Статья 8.

Для упрочения отношений между Договаривающимися Сторонами в области товарооборота и в интересах возможно более широкого развития между ними торговых и кредитных операций, будет поощряться система договоров о консигнационных складах между латвийскими хозяйственными органами, с одной стороны, и хозяйственными органами Союза Советских Социалистических Республик, с другой стороны.

Статья 9.

1. Грузы, всякого рода, а также пассажирский багаж, проходящие транзитом через территорию одной из Договаривающихся Сторон, освобождаются от уплаты всяких ввозных, вывозных и транзитных пошлин, независимо от того, провозятся ли они прямо или же разгружаются на пути, сгружаются в складах и вновь погружаются, причем под складам понимаются помещения, находящиеся под надзором таможенных властей.

2. Перевозка грузов, пассажиров и багажа, между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик производится на основании Латвийско-Советско-Эстонской Конвенции о прямом железнодорожном сообщении, заключенной в город Риге 29 октября 1925 года и дополнительных к этой конвенции соглашений, заключенных или впредь имеющих быть заключенными.

3. Līgumslēdzējas Puses pie vedumu maksu un papildu nodevu ņemšanas uz dzelzceļiem, kā arī attiecībā uz pārvadājumu termiņiem un veidiem netaisīs izšķirību starp abu Līgumslēdzēju Pusu pilsoņiem vai juridiskām personām. It sevišķi, no precēm, kuņas sūta no Padomju Socialistisko Republiku Savienības uz kādu Latvijas staciju vai no kādas Latvijas stacijas uz Padomju Socialistisko Republiku Savienību vai tranzītā caur Latviju, uz Latvijas dzelzceļiem neņems augstākās veduma maksas un papildu nodevas, nekā tās, kuņas tai pašā virzienā un tai pašā ceļa posmā ņem no vienlīdzīgām Latvijas precēm.

Tie paši noteikumi piemērojami arī uz Padomju Socialistisko Republiku Savienības dzelzceļiem attiecībā uz precēm, kuņas sūta no Latvijas uz kādu Padomju Socialistisko Republiku Savienības staciju vai no kādas Padomju Socialistisko Republiku Savienības stacijas uz Latviju vai tranzītā caur Padomju Socialistisko Republiku Savienību.

4. Uz Latvijas dzelzceļiem spēkā esošie pazeminātie tarifi tranzītā sūtījumiem no Padomju Socialistisko Republiku Savienības caur Latviju un atpakaļ paliek spēkā, ja vien nākotnē tos nepazeminātu. Tādus pazeminājumus attiecinās arī uz minētiem tranzīta sūtījumiem.

Citādi Līgumslēdzējas Puses atstāj sev tiesību noteikt savus dzelzceļu tarifus pēc saviem ieskatiem, bet pēc iespējas dos savstarpēju atbalstu dzelzceļu tarifu jautājumos, starp citu zīmējoties uz tiešu tarifu ieviešanu.

5. Dzelzceļu tarifi uz Padomju Socialistisko Republiku Savienības dzelzceļu līnijām, kuņas veduz Latvijas ostām un atpakaļ, jānoteic tranzītam caur Latviju pie līdzvērtīgiem nosacījumiem vismaz uz tikpat labvēlīgiem pamatiem, kā uz Padomju Socialistisko Republiku Savienības dzelzceļu līnijām, kuras ved uz jebkādas trešās valsts Baltijas ostām.

10. pants.

Abas Līgumslēdzējas Puses apņemas visdrīzākā laikā noslēgt veterinari-sanitaru konvenciju, kuģniecības konvenciju, konsularu konvenciju un nolīgumu par koku pludināšanu uz Daugavas.

11. pants.

Šis Līgums sastādīts latviešu un krievu valodā, pie kam Līguma iztulkošanai abi teksti skaitās par autentiskiem.

12. pants.

Šis Līgums ratificējams un ratifikācijas dokumentu apmaiņai jānotiek Rīgā.

Līgums paliks spēkā uz pieci gadiem, skaitot no ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas.

Ja neviena no Līgumslēdzējām Pusēm neuzteic Līgumu seši mēnešus pirms minēto pieci gadu termiņa notecēšanas, Līgums skaitās automatiski pagarināts uz sekojošiem divpadsmit mēnešiem

3. При взимании Договаривающимися Сторонами провозных плат и дополнительных сборов на железных дорогах, а равно в сроках и способах перевозки не будет делаться различия между гражданами обоих Договаривающихся Сторон, а равно и их юридическими лицами. В частности, с грузов, отправляемых из Союза Советских Социалистических Республик на какую-либо латвийскую станцию или с какой-либо латвийской станции в Союз Советских Социалистических Республик или транзитом через Латвию, не будет взиматься на латвийских железных дорогах провозных плат и дополнительных сборов в размере, превышающем оплаты и сборы, взимаемые в том же направлении и на том же протяжении пути с однородных латвийских грузов.

Те же постановления будут применяться и на железных дорогах Союза Советских Социалистических Республик по отношению к грузам, отправляемым из Латвии на какую-либо станцию железных дорог Союза Советских Социалистических Республик, или с какой-либо станции Союза в Латвию или транзитом через Союз.

4. Действующие на латвийских железных дорогах пониженные тарифы для транзитных грузов, следующих из Союза Советских Социалистических Республик через Латвию и обратно, сохраняются в силе, поскольку в будущем они не будут изменены в сторону дальнейшего понижения. Подобное понижение распространяется и на упомянутые транзитные грузы.

В остальном Договаривающиеся Стороны оставляют за собой право устанавливать железнодорожные тарифы по собственному усмотрению, но будут, однако, по возможности оказывать взаимную поддержку в области железнодорожных тарифов, в частности, по установлению прямых тарифов.

5. Железнодорожные тарифы на железнодорожных линиях Союза Советских Социалистических Республик, ведущих к латвийским портам и обратно, должны быть в отношении транзита через Латвию устанавливаемы, при равноценных условиях, по меньшей мере, на одинаково благоприятных началах, что и на железнодорожных линиях Союза Советских Социалистических Республик, ведущих в балтийские порты третьих государств.

Статья 10.

Обе Договаривающиеся Стороны обязуются в кратчайший срок заключить конвенции: ветеринарно-санитарную, о мореплавании, о консульских сношениях и соглашение о сплаве леса по реке Западной Двине (Даугава).

Статья 11.

Настоящий Договор составлен на русском и латышском языках, причем при толковании Договора оба текста почитаются аутентичными.

Статья 12.

Настоящий Договор подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами будет иметь место в Риге.

Настоящий Договор останется в силе в течение пяти лет со дня обмена ратификационными грамотами.

Если за шесть месяцев до окончания указанного пятилетнего срока не последует отказа одной из Договаривающихся Сторон, то настоящий Договор почитается

un tā joprojam, kamēr to neuzteic vismaz seši mēnešus pirms Līguma iepriekšējā divpadsmit mēnešu termiņa notecēšanas.

Tomēr, pēc tam, kad Līgums ir bijis spēkā vienu gadu, abām Pusēm ir tiesība to priekšlaikus uzteikt. Šādas uzteikšanas gadījumā Līgums paliek spēkā seši mēnešus skaitot no dienas, kad viena Puse paziņo savu vēlēšanos uzteikt Līgumu.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarotie parakstījuši šo Līgumu un tam uzspieduši savus zīmogus.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, 1927. gada 2. jūnijā.

(Paraksti) R. BILMANIS.

J. HAHN.

Ringolds KALNINGS.

Fr. MENDERS.

K. OZOLS.

(Paraksti) А. МИКОЯН.

SEREBROWSKY.

Б. СТОМОНЯКОВ.

Я. ГАНЕЦКИЙ.

Рудый.

BEIGU PROTOKOLS.

Pie 2. panta.

I. punkta burts a).

2. panta 1. punkta burta a) noteikumi, kuŗi attiecas uz mantošanu, neaizkaŗ 1920. g. 11. augusta Miera Līguma starp Latviju un Krieviju XVII panta 3. punkta noteikumus.

I. punkta burts b).

1) 2. panta 1. panta burts b) neizšķiŗ jautājumu, vai vienas Puses juridiskām personām ir tiesība tikt pielaistām pie operatīvas darbības otras Puses teritorijā. Šo tiesību nokārto katras Līgumslēdzējas Puses iekšējā likumdošana, pie kamŗpatspar sevi saprotams, ka šini ziņā vislielākās labvēlības princips paliek pilnā spēkā.

2) Ciktāl vienā no Līgumslēdzējām Pusēm saimnieciskās dzīves funkcijas izpilda vai izpildīs valsts saimnieciski organi (tresti, valsts tirdznieciskas organizācijas u. t. t.), kuŗi pēc savas struktūras atšķiŗas no lielākā daļā citu valstu pieņemtām juridisko personu formām (akciju sabiedrības, tirdzniecības sabiedrības u. t. t.), Līgumslēdzējas Puses apstiprina, ka priekšrocības, kuras viena no viņām piešķiŗ vislielāko labvēlību baudošas valsts visāda veida akciju sabiedrībām, tirdzniecības sabiedrībām un citām juridiskām personām, tiek attiecinātas arī uz visām otras Puses valsts saimnieciskām organizācijām, kuŗas nodibinātas pēc šīs Puses likumiem.

продленным на следующие двенадцать месяцев впредь до того пока не последует отказа не менее чем за шесть месяцев до истечения предыдущего двенадцатимесячного срока договора.

Однако, по истечении годового срока действия Договора, обе Стороны имеют право досрочной денонсации Договора. В случае такой денонсации Договор сохраняет силу в течение шести месяцев со дня заявления одной из Сторон о своем желании его расторгнуть.

В удостоверение чего поименованные выше уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, 2 июня 1927 года.

Подписи : R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OzOLS.

Подписи : А. Микоян.
А. СЕРЕБРОВСКИЙ.
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

К статье 2.

Литера а) пункта 1.

Постановления литеры а) пункта 1 статьи 2, касающиеся наследования, не затрагивают постановлений пункта 3 статьи XVII Мирного договора между Россией и Латвией от 11 августа 1920 года.

Литера б) пункта 1.

1) Литера б) пункта 1 статьи 2 не предрешает вопроса о том, имеют ли юридические лица одной стороны право быть допущенными к оперативной деятельности на территории другой. Таковое право регулируется внутренним законодательством каждой из Договаривающихся Сторон, причем само собой разумеется, что и в данном отношении принцип наибольшего благоприятствования сохраняет полную силу.

2) Постольку в одной из Договаривающихся Сторон функции хозяйственной жизни осуществляются или будут осуществляться через государственные хозяйственные организации (тресты, государственные торговые организации и т. д.), по своей структуре отличающиеся от принятых в большинстве других стран форм юридических лиц (акционерные общества, торговые товарищества и т. д.), Договаривающиеся Стороны подтверждают, что льготы, предоставляемые одною из них всякого рода акционерным обществам, торговым товариществам и иным юридическим лицам наиболее благоприятствуемой нации, распространяются также на все государственные хозяйственные организации другой Стороны, учрежденные по законам этой стороны.

1. punkta burts e).

2. panta 1. punkta burta *e)* noteikumi neattiecas uz kabotažu, ar kuŗu nodarboties ir tiesība vienīgi katras Līgumslēdzējas Puses nacionālai flotei.

4. punkts.

1) 2. panta 4. punkta noteikumi neattiecas uz valstīm, kas minētas šī Līguma 3. panta 3. un 4. punktā.

2) 2. panta 4. punkta noteikumi neattiecas uz precēm, kuŗas pielaiž ievēšanai vienas Līgumslēdzējas Puses teritorijā bez aplikšanas ar muitas nodokļiem.

3) Zem minimalām likmēm 2. panta 4. punkta nozīmē jāsaprot katras Līgumslēdzējas Puses autonomo muitas tarifu likmes, kā arī līgumos un nolīgumos ar trešām valstīm noteiktās muitas likmes.

Pie 3. panta.

4. punkts.

Padomju Socialistisko Republiku Savienība deklarē, ka, šim Līgumam spēkā esot, viņa nolēma nepiešķirt (не имеет в виду предоставить) nevienai ārvalstij, izņemot Savienības kontinentalās pierobežu valstis Azijā, uz zemāk uzskaitītām precēm lielākus nolaidumus no muitas tarifu likmēm nekā tos, kuŗus Padomju Socialistisko Republiku Savienība piešķīrusi Latvijai.

Šis noteikums attiecas uz sekošām precēm :

Zivju konservi, stikls un stikla ražojumi, fasona dzelzs un tērauds, stiepuļes, darba rīki un instrumenti, lauksaimniecības rīki un instrumenti, lauksaimniecības mašīnas, vagoni, vilnas dzijas un trikotaža.

Pie 6. panta.

Padomju Socialistisko Republiku Savienības valsts saimniecisko uzņēmumu nepielaišanu pie operatīvas darbības Latvijā nemotivēs ar to, ka tiem trūkst Latvijas konsula apliecības par to, ka Latvijas juridiskas personas Padomju Socialistisko Republiku Savienībā bauda tās pašas tiesības, kādas Savienības juridiskās personas bauda Latvijā.

Pie 9. panta.

Padomju Socialistisko Republiku Savienības valsts tirdzniecības un transporta organizācijām, kā arī kooperatīvām organizācijām būs Latvijā tiesība :

a) lietot zem izdevīgiem nosacījumiem Latvijas valstij piederošās ostu ierīces un noliktavas ;

Литера д) пункта 1.

Постановление литеры д) пункта 1 статьи 2 не относится к каботажу, осуществление которого составляет исключительное право национального флота каждой из Договаривающихся Сторон.

Пункт 4.

1) Постановления п. 4 ст. 2 не относятся к странам, упомянутым в п. п. 3 и 4 ст. 3 настоящего Договора.

2) Постановления п. 4 статьи 2 не относятся к товарам, которые допускаются ко ввозу на территорию одной из Договаривающихся Сторон без обложения таможенными пошлинами.

3) Под минимальными ставками в смысле п. 4 ст. 2 понимаются как ставки автономных таможенных тарифов каждой из Договаривающихся Сторон, так и таможенные ставки, установленные в порядке договоров и соглашений с третьими государствами.

*К статье 3.**Пункт 4.*

Союз Советских Социалистических Республик заявляет, что на время действия настоящего Договора он не имеет в виду предоставить в отношении упомянутых ниже товаров ни одному иностранному государству, за исключением граничащих с Союзом континентальных стран Азии, скидок со ставок таможенных тарифов Союза в большем размере чем те, которые предоставлены Союзом Советских Социалистических Республик Латвии.

Товарами, к которым относится настоящее постановление, являются :

Рыбные консервы, стекло и стеклянные изделия, сортовое железо и сталь, проволока, ручные инструменты, сельско-хозяйственные инструменты, сельско-хозяйственные машины, вагоны, шерстяная пряжа и трикотаж.

К статье 6.

Отказ в допущении в Латвии к оперативной деятельности государственных хозяйственных организаций Союза Советских Социалистических Республик не будет мотивироваться отсутствием у них удостоверений латвийского консула о том, что в Союзе Советских Социалистических Республик латвийские юридические лица пользуются теми же правами, какими пользуются в Латвии юридические лица Союза.

К статье 9.

Государственные торговые и транспортные организации, а также и кооперативные организации Союза Советских Социалистических Республик будут иметь в Латвии право :

а) пользования на льготных условиях портовыми сооружениями и складами, принадлежащими Латвийскому Государству и

b) nomāt zemes gabalus un celt uz tiem noliktavas, elevatorus, saldētavas un citas pie transporta piederošas ierīces ostu teritorijās.

Lietošanas un eksploatacijas nosacījumus noteiks specialos starp Līgumslēdzējām Pusēm noslēdzamos eksploatacijas nolīgumos.

(Paraksti) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Paraksti) А. МИКОЯН.
SREBROWSKY.
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

PIELIKUMS

pie 1927. gada 2. jūnija Tirdzniecības Līguma starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību.

MUITAS KONVENCIJA

STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU.

1. pants.

Latvijas zemes un rūpniecības ražojumi, kuŗi uzskaitīti klātpieliktā sarakstā « A », pie ieviešanas Padomju Socialistisko Republiku Savienībā baudi sarakstā « A » noteiktos procentualos nolaidumus no Savienības muitas tarifu minimalām likmēm.

2. pants.

Padomju Socialistisko Republiku Savienības zemes un rūpniecības ražojumi, kuŗi uzskaitīti klātpieliktā sarakstā « B », pie ieviešanas Latvijā baudi sarakstā « B » noteiktos procentualos nolaidumus no Latvijas muitas tarifu minimalām likmēm.

3. pants.

Šinī līgumā noteikto muitas priekšrocību piemērošanai katra Līgumslēdzēja Puse atstāj sev tiesību pie otras Puses zemes un rūpniecības ražojumu ieviešanas prasīt izcelšanās apliecības uzrādīšanu, kuŗa apliecinātu, ka ievēdamā prece ražota šīs otrās Puses teritorijā.

Zīmējoties uz jēlvielām, šī vārda šaurā nozīmē, un zemes ražojumiem, kā arī uz pusfabrikātiem un fabrikātiem, kas izgatavoti no Līgumslēdzēju Pusu jēlvielām, apliecībās jāaizrāda, ka tie ražoti otras Puses teritorijā. Zīmējoties uz pusfabrikātiem un fabrikātiem, ciktāl tie nav izgatavoti no līgumslēdzēju Pusu jēlvielām, apliecībās jāaizrāda, ka viņu vērtība caur pārstrādāšanu pieaugusi ne mazāk kā par 35 %.

б) аренды земельных участков и постройки на них складов, элеваторов, холодильников и прочих относящихся к транспорту сооружений на портовых территориях.

Условия пользования и эксплуатации будут установлены в специальных эксплуатационных соглашениях, имеющих быть заключенными между Договаривающимися Сторонами.

(Подписи) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Подписи) А. Микоян.
А. СЕРЕБРОВСКИЙ.
В. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

ПРИЛОЖЕНИЕ

к торговому договору между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик от 2 июня 1927 года.

ТАМОЖЕННАЯ КОНВЕНЦИЯ

между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик.

Статья 1.

Продукты почвы и промышленности Латвии, перечисленные в прилагаемом при сем списке «А», при ввозе их в Союз Советских Социалистических Республик, будут пользоваться указанными в списке «А» процентными скидками с минимальных ставок таможенных тарифов Союза.

Статья 2.

Продукты почвы и промышленности Союза Советских Социалистических Республик, перечисленные в прилагаемом при сем списке «Б», при ввозе их в Латвию будут пользоваться указанными в списке «Б» процентными скидками с минимальных ставок таможенных тарифов Латвии.

Статья 3.

Для применения таможенных льгот, предусматриваемых настоящим Договором, каждая из Договаривающихся Сторон оставляет за собой право требовать при ввозе произведений почвы и промышленности другой Стороны представления свидетельства о происхождении, удостоверяющего, что ввозимый продукт произведен на территории этой Стороны.

Относительно как сырья в тесном смысле этого слова и произведений почвы, так и полуфабрикатов и фабрикатов, изготовленных из сырья Договаривающихся Сторон, в свидетельствах этих должно быть указано, что они произведены на территории другой Стороны. Относительно же полуфабрикатов, или фабрикатов, поскольку таковые изготовлены не из сырья Договаривающихся Сторон, в свидетельствах этих должно быть указано, что ценность их от переработки возросла не менее чем на 35 %.

Izcelšanās apliecības Padomju Socialistisko Republiku Savienības precēm izdos P. S. R. Savienībā Ārējās un Iekšējās Tirdzniecības Tautas Komisariats un viņa organi, bet izcelšanās apliecības Latvijas precēm izdos Latvijā Latvijas Finanšu ministrija vai viņas pilnvarotie valsts organi, vai arī citas organizācijas pēc abu Pusu vienošanās.

Izcelšanās apliecību formu kā precēm, kuŗas izved no Latvijas uz Padomju Socialistisko Republiku Savienību, tā precēm, kuŗas isved no Padomju Socialistisko Republiku Savienības uz Latviju, noteiks uz abu Pusu savstarpējas vienošanās pamata.

Augšminētās izcelšanās apliecības vizēs un legalizēs attiecīgās Puses kompetentie organi saskaņā ar tās Puses noteikumiem, uz kuŗu izved apliecībā norādītās preces, pie kam šinī ziņā Puses sev savstarpēji garantē vislielākās labvēlības baudošās valsts režīmu.

4. pants.

Ši Konvencija sastādīta latviešu un krievu valodā, pie kam Konvencijas iztulkošanai abi teksti skaitās par autentiskiem.

5. pants.

Ši Konvencija, kuŗa saskaņā ar šai dienā parakstītā Tirdzniecības Līguma 7. pantu ir minētā Līguma sastāvdaļa, stājas spēkā vienā laikā ar minēto Līgumu un zaudē savu spēku vienā laikā ar to.

Šo aptiecinot, abu Pusu Pilnvarotie parakstījuši šo Konvenciju un uzspieduši tai savus zīmogus.

Sastādīta Maskavā, divos eksemplaros, 1927. gada 2. jūnijā.

(Paraksti) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Paraksti) А. МИКОЯН.
SREBROWSKY.
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

BEIGU PROTOKOLS

PIE MUITAS KONVENCIJAS.

Pie 1. un 2. panta.

1. Šai dienā parakstītā Tirdzniecības Līguma 3. beigu protokola pie 4. panta noteikumi, zīmējoties uz jēdziena «minimalās likmes» noteikšanu, attiecīgi piemērojami arī šīs Konvencijas 1. un 2. pantam.

Свидетельства о происхождении товаров Союза Советских Социалистических Республик будут выдаваться в Союзе С. С. Р. Народным Комиссариатом Внешней и Внутренней Торговли и его органами, а свидетельства о происхождении латвийских товаров в Латвии Латвийским Министерством Финансов, уполномоченными им государственными органами, а также другими организациями по соглашению Сторон.

Форма свидетельств о происхождении товаров, как вывозимых из Союза Советских Социалистических Республик в Латвию, так и вывозимых из Латвии в Союз Советских Социалистических Республик, будет установлена по взаимному соглашению между Сторонами.

Визирование и легализация упомянутых выше свидетельств о происхождении будет производиться компетентными органами подлежащих Сторон в соответствии с правилами Стороны, куда ввозятся товары, указанные в этих свидетельствах, причем и в этом отношении Стороны гарантируют друг другу режим наиболее благоприятствуемой нации.

Статья 4.

Настоящая конвенция составлена на русском и латышском языках, причем при толковании ее оба текста почитаются аутентичными.

Статья 5.

Настоящая конвенция составляющая согласно ст. 7 Торгового Договора, подписанного сего числа нераздельную его часть, вступает в силу одновременно с упомянутым Договором и теряет свою силу одновременно с ним.

В удостоверение чего, Уполномоченные обеих Сторон подписали настоящую Конвенцию и приложили к ней свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах 2 июня 1927 года.

(Подписи) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Подписи) А. Микоян.
А. СЕРЕБРОВСКИЙ.
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ

к Таможенной Конвенции.

К статьям 1 и 2.

1. Постановления заключительного протокола 3 к п. 4 ст. 2 Торгового Договора от сего числа, касающиеся определения понятия «минимальные ставки», имеют соответственное применение и к ст. ст. 1 и 2 настоящей Конвенции.

2. Ja vienā no Līgumslēdzējām Pusēm pastāv muitas likmes, kuŗas atšķiras atkarībā no preču ieviešanas vietas, tad pats par sevi saprotams, ka procentuālos nolaidumus piešķir no tām minimalām likmēm, kuŗas ir spēkā preču ieviešanas vietā.

3. Uzskatot par savu uzdevumu preču apgrozības iespējamo attīstību starp abām valstīm, Līgumslēdzējas Puses, piešķirot speciālos muitas nolaidumus no savu muitas tarifu minimalām likmēm, iziet no tā, ka eksports no Latvijas uz Padomju Socialistisko Republiku Savienību Līguma pirmā pastāvēšanas gadā sasniegs ne mazāk kā piecpadsmit miljonu rubļu (ap četrdesmit miljonu latu), bet eksports no Savienības uz Latviju ievērojami pārsniegs eksporta apmēru 1925./26. gadā, kas bija ap septiņi miljonu rubļu (ap deviņpadsmit miljonu latu), pie kam vienas Puses eksporta apmēru uz otro Pusi nenostāda atkarībā no šīs otrās Puses eksporta apmēra uz pirmo.

Gadījumā, ja preču apgrozība starp Latviju un Savienību nesasniedz augšā aprādītos apmērus, Līgumslēdzējas Puses uzsāks sarunas par šai Konvencijā noteikto muitas nolaidumu revīziju. Līdz sarunu nobeigšanai tai Pusei, kuŗas eksports uz otro Pusi izrādītos zemāks par paredzēto apmēru, ir tiesība apturēt minēto nolaidumu piemērošanu otras Puses precēm līdz jautājuma nokārtošanai par preču apgrozības normālo attīstību.

To pašu kārtību piemēros arī sekojošos Līguma pastāvēšanas gados.

Pats par sevi saprotams, ka augšminētie noteikumi nekādā ziņā neierobežo vislielākās labvēlības principa piemērošanu pie vienas Puses preču aplūkšanas muitas nodokļiem otras Puses teritorijā.

SARAKSTS « A »

LATVIJAS RAŽOJUMI.

P.S.R.S. muitas tarifa panti.	Preču nosaukums.	No- laiduma procents.
21. p. 3. punkts	Žāvētas, sāļtas, kaltētas, vētinātas zivis, izņemot šī panta 2. punktā minētās	20
Ex 21. p. 4. punkts	Zivju konzervi	20
44. p. 1., 2. un 3. punkts	Izstrādātas ādas	20
Ex 67. p. 1. punkts	Logu stikls plāksnēs	20
67. p. 9. punkts	Gaismas jutīgas fotografiskas stikla plates	20
Ex 138. p. 4. punkts	Fasona dzelzs un tērauds	25
151. p. 1. punkts	Dzelzs un tērauda stiepuļes	25
151. p. Piezīme	Piemērojama	
152. p. 1. un 3. punkts	Stiepuļu izstrādājumi	25
153. p.	Ādatu preces	20
159. p.	Rokas instrumenti amatniecībām, mākslām un fabrikām	25
160. p. 2. punkts	Dažādas lāpstas, grābekļi, dakšas, dažādi kapļi	25
161. p. 3., 4., 7. punkts	Lauksaimniecības mašīnas un rīki, lauksaimniecības mašīnu daļas	25
164. p. 1. un 2. punkts	Dzelzsceļu vagoni	50
Ex 204. p. 1. un 2. punkts	Āditi un pīti izstrādājumi un audumi	25

2. Само собой разумеется, что если в одной из стран существуют таможенные ставки, различающиеся в зависимости от места ввоза товара, то процентные скидки предоставляются с тех минимальных ставок, которые действуют в месте ввоза товара.

3. Ставя себе задачей всемерное развитие товарооборота между их странами, Договаривающиеся Стороны, устанавливая специальные таможенные скидки с минимальных ставок их таможенных тарифов, исходят из того, что экспорт из Латвии в Союз Советских Социалистических Республик в первый год действия договора будет составлять не менее пятнадцати миллионов рублей (около сорока миллионов лат), а экспорт из Союза в Латвию значительно превысит размер экспорта за 1925/26 г., составлявший около 7 (семи) мил. руб. (около девятнадцати миллионов лат), при чем размеры экспорта из одной Стороны в другую не ставятся в зависимость от размеров экспорта из этой Стороны в первую.

В случае, если же товарооборот между Союзом и Латвией не достигнет указанных выше размеров, Договаривающиеся Стороны вступят между собой в переговоры относительно пересмотра установленных настоящей Конвенцией льготных скидок. До окончания переговоров та из Сторон, экспорт из которой в другую Сторону оказался бы меньше предполагаемого размера, имеет право приостановить применение к товарам другой Стороны упомянутых скидок, впредь до урегулирования вопроса о нормальном развитии товарооборота.

То же правило применяется и в последующие годы действия Договора.

Само собой разумеется, что изложенные выше постановления ни в чем не ограничивают применения принципа наибольшего благоприятствования к обложению таможенными пошлинами товаров одной Стороны на территории другой.

СПИСОК А.

ТОВАРЫ латвийского происхождения.

Статьи таможенного тарифа СССР.	Наименование товаров.	Проценти. скидки.
Ст. 21 п. 3	Рыба вяленая, копченая, соленая и сушеная, кроме поименованной в п. 2 этой статьи.	20
Из ст. 21 п. 4	Рыбные консервы.	20
Ст. 44 п. п. 1., 2 и 3	Кожы выделанные	20
Из ст. 67 п. 1	Листовое стекло оконное	20
Ст. 67 п. 9	Стеклянные фотографические пластинки крытые пленкой	20
Из ст. 138 п. 4	Сортовое железо и сталь	25
Ст. 151 п. 1.	Проволока железная и стальная	25
Ст. 151 — примечание	Имеет применение	
Ст. 152 п. п. 1 и 3	Проволочные изделия	25
Ст. 153	Игольный товар	20
Ст. 159	Инструменты ручные для ремесел, художеств, фабрик и заводов	25
Ст. 160 п. 2.	Лопаты, заступы, грабли, сапы, вилы, мотыги, кирки, кайлы	25
Ст. 164 п. п. 1, 2	Вагоны железнодорожные	
Из ст. 204 п. п. 1, 2	Вязаные и плетеные изделия и материи	25
Ст. 161 п. п. 3, 4, 7	Сельско-хозяйственные машины и орудия и части сельско-хозяйственных машин	50 25

SARAKSTS « B »

PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS RAŽOJUMI.

Latvijas muitas tarifa panti.	Preču nosaukums.	No- laiduma procents.
Ex I. p. I. punkts	Kvieši	20
Ex 7. p	Zemāk nosauktie žāvētie augļi un ogas : melnās plūmes ; rozīnes ; firziķi ; abrikosi un līdzīgi kauleni ; sausais kompots vai maisījums no minētiem žāvētiem augļiem un ogām	33 ¹ / ₃ 33 ¹ / ₃
Ex II. p. I. punkts	Meža un dārza rieksti ; valrieksti un ciedra rieksti	33 ¹ / ₃
Ex 11. p. 2. punkts	Mandeles	33 ¹ / ₃
11. p. Piezīme	Piemērojama.	
12. p.	Sinepes, sausas, maltās, nesagatavotas	50
21. p. I. punkts	Tabaka lapās un saiņos, ar un bez kātiem, tabakas kāti.	15
22. p.	Cukurs, šī panta 1. un 2. punktā minētais	15
Ex 28. p. I. punkta burti « a » un « b »	Dabīgi Krimas, Kaukaza un Turkestana vīnogu vīni ar alkohola saturu līdz 24°, ieskaitot, mucās	25
Ex 28. p. 2. punkta butis « a »	Tie paši pudelēs	25
Ex 28. p. 2. punkta burts « b »	Putojoši Dona vīni un Abrau-Dirso	25
Ex 32. p. un piezīme	Dabīgi Kaukaza mineralūdeņi	60
33. p.	Sāls, šī pantā a), b), c) punktā un piezīmē minētā	50
45. p. 2. punkts	Mati un sari	100
84. p.	Jēlnafta un mazūts	100
Ex 85. p. 2. punkts	Petroleja	25
Ex 85. p. 3. punkts	Bencīns	25
Ex 88. p. I. punkta burts « c »	Auto- un velo-riepas	50
Ex 105. p. I. punkts	Zoda (ogļskābais nātrijs) — tehniskā, kristālos un kalci- nēta	100
Ex 105. p. 3. punkta burts « a »	Kaustiska zoda, netīrta	100
Ex 117. p. I. punkts	Saulgriežu un kokvilnas eļļa	20
Ex 119. p. 2. punkts	Odekolons, smaržūdeņi	20
139. p.	Čuguns gabalos, lūzumos un skaidās	100
Ex 140. p. 3. punkts	Melnais skārds	100
Ex 167. p. 3. punkts	Elektromotori	25
169. p. 3. punkts	Elektriskas kvēllampīnas	25
179. p.	Vegetabiliskas šķiedrvielas, neapstrādātā veidā	100
Ex 188. p.	Katuni un parķis	15
Ex 192. p. 2. punkts	Satīns	15

СПИСОК Б.

ТОВАРЫ СОВЕТСКОГО ПРОИСХОЖДЕНИЯ.

Статьи Латвийского таможенного тарифа.	Наименование товаров.	Процентн. скидки
Из ст. 1 п. 1	Пшеница	20
Из ст. 7	Нижепоименованные сушеные фрукты и ягоды : чернослив ; изюмы ; персики ; абрикосы и подобные косточковые ; сухой компот или смесь из указанных сушеных фруктов и ягод	33 1/3
Из ст. 11 п. 1	Орехи лесные и садовые, грецкие орехи и кедровые орехи	33 1/3
Из ст. 11 п. 2	Миндаль	33 1/3
Ст. 11 — примечание имеет применение.		
Ст. 12	Горчица сухая, молотая, не приготовленная	50
Ст. 21 п. 1	Табак в листах и папушах, со стебельками и без них, табачный стебель	15
Ст. 22	Сахар поименованный в п. п. 1 и 2 этой статьи	15
Из ст. 28 п. 1 лит. « а » и « б »	Натуральные крымские, кавказские и туркестанские виноградные вина с содержанием алкоголя до 24° включительно, в бочках	25
Из ст. 28 пункт 2-а	То же, в бутылках	25
Из ст. 28 пункт 2-б	Шипучие донские и Абрау-Дюрсо	25
Из ст. 32 и примечания	Минеральные воды — натуральные кавказские	60
Ст. 33	Соль, поименованная в п. п. а), б), в) и примечании к этой статье	50
Ст. 45 п. 2	Волос и щетина	100
Ст. 84	Нефть сырая и мазут	100
Из ст. 85 п. 2	Керосин	25
Из ст. 85 п. 3	Бензин	25
Из ст. 88 п. 1-с	Авто- и вело-шины	50
Из ст. 105 п. 1	Сода (натр углекислый) — техническая, в кристаллах и кальцинированная	100
Из ст. 105 п. 3-а)	Сода каустическая, не очищенная	100
Из ст. 117 п. 1	Масло подсолнечное и хлопковое	20
Из ст. 119 п. 2	Одеколон , духи	20
Ст. 139	Чугун в штыках, лому и стружках	100
Из ст. 140 п. 3	Черная жесь	100
Из ст. 167 п. 3	Электро-моторы	25
Ст. 169 п. 3	Электрические лампочки накаливания	25
Ст. 179	Волокнистые растительные материалы в сыром виде	100
Из ст. 186	Ситцы и бумага	15
Из ст. 192 п. 2	Сатин	15

BEIGU PROTOKOLS.

Pie saraksta « A ».

20 % nolaidums no Padomju Socialistisko Republiku Savienības muitas tarifa 21. panta 3. un 4. punkta likmēm piemērojams vienīgi tām zivju precēm, uz kuņģiem Savienība nav piešķirusi priekšrocības trešām valstīm.

Pie saraksta « B ».

Latvija deklarē, ka gadījumā, ja šīs Konvencijas pastāvēšanas laikā ievestu muitas nodokļus uz zemāk uzskaitītām precēm, kuņģis tagad Latvijā nav apliktas muitas nodokļiem, viņa nolēma nepiešķirt (не имеет в виду предоставить) nevienai ārvalstij (tanī skaitā arī šai dienā parakstītā Tirdzniecības Līguma 3. panta 3. punktā minētām valstīm) nolaidumus no Latvijas muitas tarifa likmēm, kuņģi neattiektos arī uz Padomju Socialistisko Republiku Savienību.

Šis noteikums attiecas uz sekošām precēm :

Labība graudos, izņemot rīsu, kartupeļus un kviešus, dzīvi augi, augi un to daļas, kuņģus lieto medicīnā, dzelzs visāda, izņemot melno skārdu, tērauds visāds, lauksaimniecības mašīnas un rīki un lauksaimniecības mašīnu daļas.

Pats par sevi saprotams, ka šis noteikums neaizskar šai dienā parakstītā Tirdzniecības Līguma 3. panta 2. punktu.

(Paraksti) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Paraksti) А. МИКОЯН.
СЕРЕБРОВСКИЙ,
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГАНЕЦКИЙ.
Рудый.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

К списку «А».

Скидка в 20 % по п. п. 3 и 4 ст. 21 таможенного тарифа Союза Советских Социалистических Республик будет применяться лишь к тем сортам рыбных товаров, по которым Союз не предоставил льгот третьим странам.

К списку «Б».

Латвия, заявляет, что на время действия настоящей Конвенции она, в случае введения пошлин на упомянутые ниже, необлагаемые в настоящее время в Латвии таможенными пошлинами товары, не имеет в виду предоставить в отношении этих товаров ни одному иностранному государству (в том числе и государствам, перечисленным в п. 3 ст. 3 Торгового Договора, подписанного сего числа), скидок со ставок таможенного тарифа Латвии, которые не распространялись бы на Союз Советских Социалистических Республик.

Товарами, к которым относится настоящее постановление, являются: хлеб в зерне, кроме риса, картофеля и пшеницы, растения живые, растения и части растений, употребляемые в медицине, железо всякое, кроме черной жести, сталь всякая, сельскохозяйственные машины и орудия и части сельскохозяйственных машин.

Естественно, что настоящее постановление не затрагивает п. 2 ст. 3 Торгового Договора от сего числа.

(Подписи) R. BILMANIS.
J. HAHN.
Ringolds KALNINGS.
Fr. MENDERS.
K. OZOLS.

(Подписи) А. Микоян.
А. СЕРЕБРОВСКИЙ.
Б. СТОМОНЯКОВ.
Я. ГЛАНЕЦКИЙ.
Рудый.

¹ TRADUCTION.

N^o 1591. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 2 JUIN 1927.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireuses de consolider et de développer les relations économiques réciproques entre les deux pays et de créer des bases sûres à la collaboration pratique dans le domaine économique, ont décidé, étendant les stipulations de l'article XVII du Traité de paix du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie, de conclure un Traité de commerce, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

- M. Roberts BILMANIS, membre de la Saeima de la République de Lettonie,
- M. John HAHN, membre de la Saeima de la République de Lettonie,
- M. Ringolds KALNINGS, membre de la Seima de la République de Lettonie,
- M. Fridrikis MENDERS, membre de la Saeima de la République de Lettonie,
- M. Karlis OZOLS, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République de Lettonie à Moscou ; et le

COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

- M. Anastasi Ivanovitch MIKOTAN, membre du Comité exécutif central, commissaire du Peuple pour le Commerce extérieur et intérieur,
- M. Alexandre Pavlovitch SEREBROVSKI, candidat au poste de membre du Comité exécutif central, vice-président du Conseil économique supérieur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes,
- M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOF, membre du Conseil du commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères,
- M. Jacques Stanislavovitch GANETSKI, membre du Conseil du commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur et intérieur,
- M. Jules Vikentievitch RUDI, membre du Comité exécutif central soviétiste panrusse membre du Conseil du commissariat du Peuple pour les transports ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus, des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes s'efforceront d'activer de toutes manières le développement des relations commerciales réciproques et d'obtenir la stabilité possible de l'échange de marchandises et du transit ainsi que leur extension ultérieure ; elles se guideront en cela par les considérations économiques.

¹ Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

¹ Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.

¹ TRANSLATION.

No. 1591. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 2, 1927.

THE REPUBLIC OF LATVIA and THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, being desirous of strengthening and developing the reciprocal economic relations between the two countries and of establishing a sound basis for practical collaboration in the economic field, have determined to give effect to the stipulations of Article XVII of the Peace Treaty of August 11, 1920, between Latvia and Russia, by the conclusion of a commercial treaty, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

- M. Roberts BILMANIS, Member of the " Saeima " of the Republic of Latvia,
- M. John HAHN, Member of the " Saeima " of the Republic of Latvia,
- M. Ringolds KALNINGS, Member of the " Saeima " of the Republic of Latvia,
- M. Fridrikis MENDERS, Member of the " Saeima " of the Republic of Latvia,
- M. Karlis OZOLS, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the Republic of Latvia at Moscow ; and the

CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

- M. Anastasi Ivanovitch MIKOTAN, Member of the Central Executive Committee, People's Commissary for Foreign and Home Trade,
- M. Alexandre Pavlovitch SEREBROVSKI, Candidate for the post of Member of the Central Executive Committee, Vice-President of the Upper Economic Council of the Union of Socialist Soviet Republics,
- M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOF, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign Affairs,
- M. Jacques Stanislavovitch GANETSKI, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign and Home trade,
- M. Jules Vikentievitch RUDI, Member of the Pan-Russian Soviet Central Executive Committee, Member of the Council of the People's Commissariat for Transport ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The two Contracting Parties shall endeavour in every way to promote the development of their reciprocal commercial relations, and to ensure the most stable conditions possible for the exchange of commodities and for transit trade as also for their subsequent extension ; they will be guided in this matter by economic considerations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Pour atteindre les buts indiqués dans l'article 1 du présent Traité, chacune des Parties contractantes s'engage en particulier :

1^o A accorder à l'autre Partie contractante tous les droits, avantages et privilèges qui ont été ou seront accordés par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers par la législation intérieure ou des traités internationaux en ce qui concerne :

a) Les dispositions sur l'entrée dans son territoire des citoyens de l'autre Partie, sur leur séjour et sur leur sortie ; sur l'acquisition de biens de toutes espèces, et entre autres par voie de succession testamentaire ou légale, sur la possession, l'usage et la disposition de ces biens par voie de vente, d'échange, de donation, de testament ou autre ; l'entrée et la sortie de leurs biens personnels ; l'exercice par eux de diverses professions, dans le commerce, dans l'industrie et dans les métiers ; la protection de leurs droits devant les tribunaux ou par d'autres voies ; la perception des impôts ainsi que de toutes taxes de caractère juridique ou public et tous les autres rapports qui déterminent la situation juridique desdits citoyens et leur protection judiciaire générale ;

b) La situation des personnes morales de l'une des Parties contractantes constituées sur le territoire de cette dernière conformément aux lois locales pour la réalisation d'opérations commerciales, industrielles, financières, de transport entre autres, en ce qui est de la reconnaissance des personnes morales de l'une des Parties contractantes et l'admission de leur activité sur le territoire de l'autre et de la réalisation de cette activité sur ledit territoire, y compris le domaine du commerce extérieur, ainsi que par rapport à la protection judiciaire desdites personnes, morales à leur imposition et au paiement de toute sorte de taxes de nature publique et judiciaire.

c) Tout ce qui se rapporte au régime du commerce et du transit, entre autre aux impôts et aux taxes, à l'introduction et à l'application de règlements et de formalités à l'importation, à l'exportation et au transit des produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante et à leur entreposage ;

d) Le traitement des voyageurs, bagages et marchandises de l'une des Parties sur les chemins de fer de l'autre Partie ;

e) Le traitement des navires de haute mer battant pavillon de l'une des Parties contractantes ainsi que de leurs équipages, voyageurs et cargaisons dans les ports de l'autre Partie contractante.

2^o A accorder à l'autre Partie contractante des droits, avantages et privilèges spéciaux déterminés dans le présent Traité ou qui seront déterminés dans les traités à conclure à l'avenir.

Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne restreignent aucunement l'application du paragraphe 1 dans le cas où des droits, avantages et privilèges plus vastes qui seraient accordés à tout Etat tiers.

3^o A continuer, lors de la conclusion de nouveaux traités et accords commerciaux et au moment de la prorogation de traités de commerce déjà conclus, d'exclure l'application à des Etats tiers, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, des droits, avantages et privilèges accordés ou qui pourraient être accordés à l'autre Partie contractante.

4^o A ne pas accorder aux marchandises d'aucun Etat tiers les mêmes réductions en pourcent (ou des réductions en pourcent encore plus avantageuses) des taux minimum du tarif douanier que celles établies par le présent traité pour les marchandises de l'autre Partie contractante.

Article 2.

In order to achieve the objects mentioned in Article 1 of the present Treaty, each of the Contracting Parties undertakes in particular :

(1) To grant to the other Contracting Party all rights, benefits and privileges which have been or may be granted by one of the Contracting Parties to a third State by means of internal legislation or international treaties :

(a) In regard to regulations concerning the admission to its territory of citizens of the other Party, their residence and departure ; the acquisition of property of all kinds, *inter alia* by bequest or legal inheritance, the possession, use and disposal of such property by sale, exchange, gift, bequest or otherwise ; the importation and exportation of their personal property ; the exercise by them of various commercial and industrial occupations and of handicrafts ; the protection of their rights before the Courts or by other means ; the levying of taxes and all charges of a legal or public nature, and concerning all other matters which determine the legal status of the said citizens and their general legal protection ;

(b) In regard to the position of juridical persons of one of the Contracting Parties, which have been regularly incorporated in the territory of the other Party, in conformity with the laws in force therein, for the purpose of engaging in commercial, industrial, financial and transport operations ; and in particular in regard to the recognition of juridical persons of one Contracting Party and their admission into the territory of the other Party for the purpose of pursuing their activities therein and of engaging in foreign trade ; and also in regard to the legal protection of the said juridical persons, their taxation and the payment by them of public and legal charges of all kinds ;

(c) In regard to all matters relating to the commercial and transit régimes, including taxes and charges, the introduction and application of regulations and formalities connected with the importation, exportation and carriage in transit of the products of the soil and of industry of the other Contracting Party, and the warehousing of such products ;

(d) In regard to the treatment of the travellers, baggage and goods of one of the Parties on the railways of the other Party ;

(e) In regard to the treatment of sea-going vessels flying the flag of one of the Contracting Parties, and of their crews, passengers and cargoes in the ports of the other Contracting Party.

(2) To grant to the other Contracting Party the special rights, benefits and privileges which are laid down in the present Treaty, or which may be laid down in subsequent treaties.

The provisions of paragraph 2 of the present Article in no wise restrict the application of paragraph 1 in the event of more extensive rights, benefits and privileges being granted to any third State.

(3) When concluding new commercial treaties and agreements and when prolonging existing commercial treaties to continue to ensure that the rights, benefits and privileges which are or may hereafter be granted to the other Contracting Party, shall not be extended to third States, on the basis of the most-favoured-nation clause.

(4) To refrain from granting to the merchandise of any third State percentage reductions on minimum Customs tariff rates as favourable as or more favourable than the percentage reductions stipulated in the present Treaty for the goods of the other Contracting Party.

Article 3.

Les dispositions du présent traité ne concernent pas les droits, avantages et privilèges qui ont été ou seront accordés :

1^o Par une des Parties contractantes aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic dans la zone frontière dont la largeur ne dépasse pas ordinairement 15 kilomètres ;

2^o Par une des Parties contractantes à un Etat tiers sur la base d'une union douanière déjà conclue ou à conclure à l'avenir ;

3^o Par la Lettonie à l'Estonie, à la Finlande et à la Lithuanie ;

4^o Par l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie et aux Etats continentaux limitrophes de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Asie.

Article 4.

Indépendamment des dispositions du Traité de paix du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie sur les relations consulaires et les droits et obligations des représentants consulaires, chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux représentants consulaires de l'autre Partie contractante tous les droits et privilèges qu'elle accorde aux représentants consulaires de tout Etat tiers.

L'établissement de représentants consulaires dans les localités d'une des Parties contractantes, où il n'y a pas encore de représentants consulaires de l'autre Partie contractante, sera réglé par un accord spécial des deux Parties.

Les représentants consulaires doivent être fonctionnaires de carrière du Ministère des Affaires étrangères du pays qu'ils représentent ; ils n'auront pas le droit de s'occuper de commerce ou d'industrie dans le territoire du pays où ils remplissent leurs fonctions.

Avant de procéder à la nomination d'un représentant consulaire l'Etat qui le nomme doit obtenir le consentement de l'Etat sur le territoire duquel le représentant consulaire devra exercer ses fonctions.

Article 5.

1. Pour réaliser le monopole du commerce extérieur qui, d'après les lois de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, appartient au Gouvernement de l'Union, il est créé près la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lettonie une représentation commerciale avec siège à Riga.

2. La représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera chargée :

a) D'activer le développement des relations commerciales et économiques entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que de défendre des intérêts de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans le domaine du commerce extérieur ;

b) De régler au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes le commerce extérieur avec la Lettonie ;

c) De faire le commerce extérieur avec la Lettonie au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

L'inscription de la représentation commerciale sur le registre du commerce n'est pas exigée. Les noms des personnes ayant pouvoir de représenter la représentation commerciale doivent être publiés d'une façon suivie par cette dernière dans le journal officiel « Valdibas Vestnesis » et, en outre, doivent être portés à la connaissance du public sous toute autre forme claire. Les personnes

Article 3.

The provisions of the present Treaty do not affect the rights, benefits and privileges which have been or may be granted :

(1) By one of the Contracting Parties to contiguous States, with a view to facilitating traffic within the frontier zone, the average width of which does not exceed fifteen kilometres ;

(2) By one of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union already concluded or which may hereafter be concluded ;

(3) By Latvia to Estonia, Finland and Lithuania ;

(4) By the Union of Socialist Soviet Republics to Estonia, Finland, Lithuania and the Continental States bordering upon the Union of Socialist Soviet Republics in Asia.

Article 4.

Independently of the provisions of the Peace Treaty of August 11, 1920, between Latvia and Russia, concerning consular relations and the rights and obligations of consular representatives, each of the Contracting Parties undertakes to grant to the consular representatives of the other Contracting Party all rights and privileges which it may grant to the consular representatives of any third State.

The establishment of consular representatives in the territory of one of the Contracting Parties at places where there are as yet no consular representatives of the other Contracting Party shall be regulated by a special agreement between the two Parties.

Consular representatives must be officials *de carrière* of the Ministry of Foreign Affairs of the country which they represent ; they shall not be entitled to engage in trade or industry in the country in which they exercise their functions.

Before proceeding to appoint a consular representative, the State making the appointment must obtain the consent of the State in whose territory the consular representative is to exercise his functions.

Article 5.

1. A Commercial Delegation with its seat at Riga, attached to the legation of the Union of Socialist Soviet Republics in Latvia, is hereby established for the exercise of the monopoly of foreign trade which, according to the laws of the Union of Socialist Soviet Republics, belongs to the Government of the Union.

2. The Commercial Delegation of the Union of Socialist Soviet Republics shall :

(a) Promote the development of commercial and economic relations between Latvia and the Union of Socialist Soviet Republics, and defend the interests of the Union of Socialist Soviet Republics in the matter of foreign trade ;

(b) Regulate foreign trade with Latvia on behalf of the Union of Socialist Soviet Republics ;

(c) Carry on foreign trade with Latvia on behalf of the Union of Socialist Soviet Republics ;

The registration of the Commercial Delegation in the commercial register shall not be required. The names of persons entitled to represent the Commercial Delegation must be announced regularly by the latter in the official journal "Valdibas Vestnesis" and must also be brought to the knowledge of the public by some other clear method. The above-mentioned persons shall be

susnommées seront considérées comme fondés de pouvoirs par rapport aux tierces personnes jusqu'au moment où il sera publié dans le « Valdibas Vestnesis » que leurs pleins-pouvoirs ont pris fin.

3. Le représentant commercial (torgovi predstavitel), son remplaçant et les membres du conseil de la représentation commerciale, dont le nombre sera fixé d'un commun accord par les deux gouvernements, font partie du personnel diplomatique de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lettonie et jouissent des droits et privilèges accordés aux membres des missions diplomatiques.

4. Les locaux de service de l'administration centrale de la représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de ses succursales à Riga, ainsi que ceux des autres succursales jouiront du droit d'exterritorialité.

S'il est nécessaire d'ouvrir des succursales de la représentation commerciale, les localités où celles-ci devront se trouver seront déterminées par voie d'accord des deux Parties contractantes.

5. La représentation commerciale et ses succursales auront le droit d'employer le chiffre.

6. L'Union des Républiques soviétistes socialistes se reconnaît liée par tous les actes juridiques du représentant commercial ou des autres personnes, autorisées à représenter la représentation commerciale ou ses succursales (paragraphe 2 du présent article) ou de leurs mandataires. L'Union des Républiques soviétistes socialistes accepte la responsabilité des transactions effectuées par les personnes susmentionnées.

7. Les actes juridiques faits par la représentation commerciale en Lettonie et liant l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les résultats économiques desdits actes seront traités d'après les lois lettones et soumis à la juridiction lettone. Toutefois, considérant la responsabilité incombant, du fait du paragraphe 6 du présent article, à l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour les transactions effectuées par la représentation commerciale, il ne sera pas recouru, ni à des mesures juridiques de nature préventive, ni à des mesures de caractère administratif par rapport aux biens de la représentation commerciale et de ses succursales.

L'exécution par voie de contrainte des jugements entrés en vigueur légale ne sera pas admise contre les biens de la représentation commerciale dans les cas où ces biens sont désignés pour l'exercice des droits de souveraineté de l'Etat, conformément aux normes générales du droit international, ou pour l'activité officielle de la représentation commerciale.

Article 6.

Pour autant que l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'a pas accordé à des Etats tiers de droits plus vastes, on exigera, pour l'établissement de la responsabilité de l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour les actes juridiques des entreprises d'Etat, (qui, bien que ne faisant pas partie de la représentation commerciale, font des affaires commerciales en Lettonie ou avec la Lettonie), la reconnaissance explicitement exprimée de l'acceptation de cette responsabilité de la part de la représentation commerciale, en particulier par la remise de garanties ou l'acceptation d'une responsabilité solidaire par la représentation commerciale. A la conclusion des transactions, les entreprises de l'Etat feront connaître par écrit à leurs contractants que la seule autorisation délivrée par la représentation commerciale pour la conclusion de la transaction, autant que cette autorisation est exigée, ne peut pas être considérée comme une garantie.

Les actes juridiques faits en Lettonie par ces entreprises, ainsi que leurs résultats économiques, seront traités d'après les lois lettones, soumis à la juridiction lettone et à l'exécution par contrainte des décisions judiciaires. Les biens de ces entreprises situés en Lettonie supportent une responsabilité illimitée.

Les statuts, les bilans de leurs succursales en Lettonie et les noms des personnes autorisées à les représenter, seront publiés par ces entreprises, d'une manière suivie, même à l'époque où elles ne seront pas encore inscrites sur le registre du commerce.

regarded as official representatives in their relations with third persons until such time as an announcement is made in the "Valdibas Vestnesis" that their powers have been withdrawn.

3. The Commercial Delegate (*tergovi predstavitel*), his deputy and the members of the Commercial Delegation Council, whose number shall be fixed by agreement between the two Governments, shall belong to the diplomatic staff of the Union of Socialist Soviet Republics' Legation in Latvia, and shall enjoy the rights and privileges granted to members of the diplomatic corps.

4. The offices of the central administration of the Commercial Delegation of the Union of Socialist Soviet Republics and its branches in Riga and elsewhere shall enjoy extra-territoriality.

Should it be necessary to open branches of the Commercial Delegation, their situation shall be determined by agreement between the two Contracting Parties.

5. The Commercial Delegation and its branches shall be entitled to use cipher.

6. The Union of Socialist Soviet Republics agrees to be bound by all juridical acts carried out by the Commercial Delegate or by other persons authorised to represent the Commercial Delegation or its branches (paragraph 2 of the present Article) or their agents. The Union of Socialist Soviet Republics accepts responsibility for the transactions effected by the above-mentioned persons.

7. Juridical acts carried out by the Commercial Delegation in Latvia which bind the Union of Socialist Soviet Republics and also the economic results of the said acts, shall be dealt with in accordance with Latvian law and shall be subject to Latvian jurisdiction. Nevertheless, in view of the liability assumed by the Union of Socialist Soviet Republics under paragraph 6 of the present Article in respect of transactions effected by the Commercial Delegation, recourse shall not be had either to judicial measures of a preventive character or to administrative measures affecting the property of the Commercial Delegation and its branches.

The execution by attachment of judgments which have acquired legal force shall not be admitted in the case of property belonging to the Commercial Delegation where such property is intended, in accordance with the general rules of International Law, for the exercise of the sovereign rights of the State, or for the official activities of the Commercial Delegation.

Article 6.

Except where more extensive rights have been granted to third States by the Union of Socialist Soviet Republics, the Union of Socialist Soviet Republics shall not be held liable for juridical acts of State enterprises, which transact commercial business in or with Latvia although they do not form part of the Commercial Delegation, without an express recognition of such liability on the part of the Commercial Delegation, as for instance by lodging a guarantee or by an acceptance of joint liability. When such transactions are concluded, the State enterprises in question shall notify the Contracting Parties in writing that the permit issued by the Commercial Delegation for the conclusion of the transaction, where such a permit is required, cannot in itself be regarded as a guarantee.

The juridical acts carried out in Latvia by these enterprises, and the economic consequences of such acts shall be treated in accordance with Latvian law. They shall be subject to Latvian jurisdiction and to the execution of judgments by attachment. The liability attaching to the property of these enterprises situated in Latvia shall be subject to no limitation.

The articles of association and balance sheets of their branches in Latvia and the names of persons authorised to represent them shall be published regularly by these enterprises, even when they have not yet been entered in the commercial register.

Article 7.

Les relations réciproques des Parties contractantes en ce qui concerne les questions douanières seront réglées, en dehors des stipulations des articles 2 et 3 du présent traité, en tant que ces articles concernent les questions douanières, par une convention douanière spéciale annexée au présent traité et faisant partie intégrante de ce dernier.

Article 8.

En vue de consolider les relations entre les Parties contractantes dans le domaine du trafic des marchandises et pour intensifier le développement des opérations commerciales et financières entre celles-ci, le système des contrats sur les entrepôts de consignation sera encouragé entre les organes économiques lettons d'une part, et les organes économiques de l'Union des Républiques soviétistes socialistes de l'autre.

Article 9.

1. Les marchandises de toute espèce, ainsi que les bagages, transportés en transit par le territoire d'une des Parties contractantes sont exempts du paiement de tout droit d'importation, d'exportation et de transit, qu'elles soient transportées par voie directe ou qu'elles soient, pendant le transport, déchargées, entreposées et chargées de nouveau ; en entendant par entrepôt les locaux placés sous la surveillance des autorités douanières.

2. Le transport de marchandises, de voyageurs et de bagages entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera effectué sur la base de la Convention letto-soviéto-estonienne concernant la communication ferroviaire directe, conclue le 29 octobre 1925 à Riga, et des accords additionnels à cette convention déjà conclus ou à conclure à l'avenir.

3. Pour la perception par les Parties contractantes des taxes de transports et des surtaxes de chemins de fer ainsi que pour les délais et les modes de transport, il ne sera fait aucune distinction tant entre les citoyens des deux Parties contractantes qu'entre les personnes morales de ces dernières. En particulier les chemins de fer lettons n'appliqueront pas aux marchandises expédiées de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à destination d'une gare lettone ou à celles expédiées d'une gare lettone à destination de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou à celles expédiées en transit par la Lettonie, des tarifs de transport et des surtaxes plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et pour la même longueur de chemin aux marchandises lettones analogues.

Les mêmes dispositions seront appliquées par les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes par rapport aux marchandises expédiées de la Lettonie à destination d'une des gares de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou d'une gare de l'Union à destination de la Lettonie ou en transit par l'Union.

4. Les tarifs réduits de chemin de fer en vigueur en Lettonie pour les marchandises de transit venant de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et passant par la Lettonie et vice-versa, seront maintenus pour autant qu'ils ne seront pas modifiés à l'avenir et ne subiront pas une réduction plus grande. Ces réductions seront étendues également aux marchandises de transit mentionnées.

Pour le reste, les Parties contractantes se réserveront le droit d'établir à leur gré les tarifs de chemin de fer, mais cependant elles se prêteront, dans la mesure du possible, une aide mutuelle dans le domaine des tarifs ferroviaires et spécialement en ce qui concerne l'établissement de tarifs directs.

5. Les tarifs ferroviaires sur les lignes de chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, conduisant vers les ports lettons et vice-versa, doivent être établis en ce qui concerne le transit par la Lettonie, et sous conditions équivalentes, sur des bases au moins aussi avantageuses que sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes conduisant aux ports de la Baltique situés sur le territoire d'un Etat tiers.

Article 7.

The mutual relations of the Contracting Parties in regard to Customs questions shall be regulated, apart from the provisions of Articles 2 and 3 of the present Treaty, in so far as these Articles apply to Customs questions, by a special Customs Convention which shall be annexed to the present Treaty and shall form an integral part thereof.

Article 8.

With a view to strengthening the trade relations between the Contracting Parties and to promoting commercial and financial intercourse, the system of contracts for delivery to or from consignment warehouses shall be jointly encouraged by the Latvian economic authorities and the economic authorities of the Union of Socialist Soviet Republics.

Article 9.

1. Merchandise and baggage of all kinds carried in transit through the territory of one of the Contracting Parties shall be exempt from the payment of any import, export and transit duties, whether they are conveyed direct or whether during transport they are unloaded, warehoused and re-loaded; warehouses are understood to mean premises placed under the supervision of Customs authorities.

2. The transportation of goods, passengers and baggage between Latvia and the Union of Socialist Soviet Republics shall be effected in accordance with the Convention between Latvia, the Soviet Socialist Republics and Estonia concerning through railway communication, which was concluded on October 29, 1925, at Riga, and the additional agreements to this Convention already concluded or which may be concluded hereafter.

3. As regards the transport charges and railway surcharges levied by the Contracting Parties, and also as regards the means of transport and time taken, no discrimination shall be made between the nationals or juridical persons of the two Contracting Parties. In particular, the Latvian railways shall not apply to goods forwarded from the Union of Socialist Soviet Republics to a Latvian railway station or from a Latvian station to the Union of Socialist Soviet Republics, or to goods forwarded in transit through Latvia, any higher transport tariffs and surcharges than those applied to similar Latvian goods carried in the same direction and for the same distance.

The same treatment shall be applied by the railways of the Union of Socialist Soviet Republics to goods forwarded from Latvia to a railway station of the Union of Socialist Soviet Republics or from a station of the Union to Latvia or to goods forwarded in transit through the Union.

4. The reduced railway tariffs in force in Latvia for goods in transit coming from the Union of Socialist Soviet Republics and passing through Latvia, and *vice versa*, shall be maintained unless they should be modified hereafter and should be still further reduced. These reductions shall likewise extend to the above-mentioned goods in transit.

Apart from these provisions, the Contracting Parties shall be free to establish such railway tariffs as they think fit. They shall, however, as far as possible, assist each other in the matter of railway tariffs, especially as regards the establishment of through tariffs.

5. Railway tariffs on the railway lines of the Union of Socialist Soviet Republics running towards Latvian ports, and *vice versa*, must, as regards transit through Latvia, be computed on a scale at least as favourable as the scale used under similar conditions, on the railways of the Union of Socialist Soviet Republics which communicate with Baltic ports situated in the territory of a third State.

Article 10.

Les deux Parties contractantes s'engagent à conclure dans le plus bref délai des conventions : vétérinaire et sanitaire, de navigation, de relations consulaires et un accord sur le flottage du bois sur la Daugava (Zapadnaïa Dvina).

Article 11.

Le présent traité est rédigé en langue lettone et en langue russe, les deux textes étant considérés comme authentiques pour l'interprétation du traité.

Article 12.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Riga.

Le présent traité restera en vigueur pendant l'espace de cinq ans à partir du jour de l'échange des instruments de ratification.

Si aucune des Parties contractantes ne dénonce le présent traité six mois avant l'expiration dudit terme de cinq ans, le présent traité sera considéré comme prorogé automatiquement pour les douze mois suivants et ainsi de suite tant qu'il ne sera pas dénoncé au moins six mois avant l'expiration du terme précédent de douze mois.

Toutefois, après l'expiration du délai d'un an pendant lequel le traité reste en vigueur, les deux Parties contractantes ont le droit de le dénoncer avant l'expiration de son terme. En cas de pareille dénonciation le traité reste en vigueur six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes a fait connaître son désir de le réaliser.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Moscou, en double expédition, le 2 juin 1927.

(Signé) R. BILMANIS.

(Signé) J. HAHN.

(Signé) Ringolds KALNINGS.

(Signé) Fr. MENDERS.

(Signé) K. OZOLS.

(Signé) A. MIKOTAN.

(Signé) SEREBROVSKI.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) J. GANETSKI.

(Signé) RUDI.

PROTOCOLE DE CLOTURE

*Ad article 2.**Lettre a) du paragraphe premier.*

Les stipulations de la lettre *a)* du paragraphe premier de l'article 2 relatives à la succession ne concernent pas les stipulations du paragraphe 3 de l'article XVII du Traité de paix du 20 août 1920 entre la Lettonie et la Russie.

Lettre b) du paragraphe premier.

1° La lettre *b)* du paragraphe premier de l'article 2 ne tranche pas la question de savoir si les personnes morales d'une des Parties contractantes ont le droit d'être admises

Article 10.

The two Contracting Parties undertake to conclude, at the earliest possible date, conventions relating to veterinary and public health matters, navigation, consular relations, and also an agreement concerning the floating of timber on the Daugava (*Zapadnaia Dvina*).

Article 11.

The present Treaty is drawn up in Latvian and Russian, both texts being regarded as authentic for the interpretation of the Treaty.

Article 12.

The present Treaty shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Riga.

The present Treaty shall remain in force for a period of five years from the date of the exchange of ratifications.

If the present Treaty is not denounced by either of the Contracting Parties six months before the expiry of the said period of five years, it shall be regarded as automatically prolonged for the following twelve months, and so on, until its denunciation at least six months before the expiry of the previous period of twelve months.

Nevertheless, when the Treaty has been in force for one year, either Contracting Party shall be entitled to denounce it before the expiration of the above-mentioned period. In that case, the Treaty shall remain in force for six months from the date on which one of the Contracting Parties has notified its desire to terminate it.

In faith whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow on June 2, 1927.

(Signed) R. BILMANIS.

(Signed) J. HAHN.

(Signed) Ringolds KALNINGS.

(Signed) Fr. MENDERS.

(Signed) K. OZOLS.

(Signed) A. MIKOTAN.

(Signed) SEREBROVSKI.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) J. GANETSKI.

(Signed) RUDI.

FINAL PROTOCOL.

*Ad Article 2.**Letter (a) of Paragraph 1.*

The stipulations of letter (a) of paragraph 1 of Article 2 concerning inheritance do not affect the stipulations of paragraph 3 of Article XVII of the Peace Treaty of August 20, 1920, between Latvia and Russia.

Letter (b) of Paragraph 1.

(1) Letter (b) of paragraph 1 of Article 2 does not determine the question whether juridical persons of one of the Contracting Parties are entitled to carry on their activities

à des opérations sur le territoire de l'autre. Ce droit est réglé par la législation interne de chacune des Parties contractantes et il va de soi que, sous ce rapport, le principe de la nation la plus favorisée conserve sa pleine vigueur.

2^o En tant que les fonctions de la vie économique dans une des Parties contractantes sont ou seront assumées par les organisations économiques d'Etat (trusts, organisations commerciales d'Etat etc.), différant par leur structure des formes adoptées dans la majorité des autres Etats pour les personnes morales (sociétés anonymes, associations commerciales, etc.), les Parties contractantes affirment que les privilèges accordés par l'une d'elles aux sociétés anonymes de toute espèce, aux associations commerciales et aux autres personnes morales de la nation la plus favorisée seront étendus également à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie contractante établies conformément aux lois de cette dernière.

Lettre e) du paragraphe premier.

Les stipulations de la lettre *e)* du paragraphe premier de l'article 2 ne concernent pas le cabotage; le droit de cabotage est réservé exclusivement à la flotte nationale de chaque Partie contractante.

Paragraphe 4.

1^o Les stipulations du paragraphe 4 de l'article 2 ne concernent pas les Etats mentionnés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 3 du présent traité.

2^o Les stipulations du paragraphe 4 de l'article 2 ne se rapportent pas aux marchandises admises à l'importation dans le territoire d'une des Parties contractantes sans prélèvement de droits de douane.

3^o Par taux minima au sens du paragraphe 4 de l'article 2, il faut entendre les taux des tarifs douaniers autonomes de chacune des Parties contractantes, ainsi que les taux douaniers fixés dans les traités d'accords avec des Etats tiers.

Ad article 3.

Paragraphe 4.

L'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare que, dès l'entrée en vigueur du présent traité, elle ne se propose pas d'accorder à un Etat tiers, à l'exception des Etats continentaux limitrophes de l'Union en Asie, des réductions des taux des tarifs douaniers sur les marchandises énumérées ci-dessous supérieures à celles que l'Union des Républiques soviétistes socialistes a accordées à la Lettonie.

Cette stipulation concerne les marchandises suivantes :

Conserves de poisson, verre et objets en verre, fer façonné et acier, fils de fer, outils et instruments de travail, outils et instruments agricoles, machines agricoles, wagons, fils de laine et objets tricotés.

Ad article 6.

La non-admission des entreprises économiques d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à des opérations en Lettonie ne sera pas motivée par le fait que lesdites entreprises manquent de certificats délivrés par le consul de Lettonie et attestant que les personnes morales de Lettonie dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes jouissent des mêmes droits que les personnes morales de l'Union en Lettonie.

within the territory of the other. This right is governed by the internal laws of each of the Contracting Parties⁹, in which connection the principle of the most favoured nation is of course fully applicable.

(2) In so far as the functions of economic life in the territory of one of the Contracting Parties are or may be undertaken by State economic organisations (trusts, State commercial organisations, etc.), organised on a different basis from that adopted in the majority of other States for juridical persons (incorporated companies, trade associations, etc.), the Contracting Parties declare that the privileges granted by one of them to incorporated companies of all kinds, trade associations and other juridical persons of the most favoured nation shall likewise extend to all the State economic organisations of the other Contracting Party established in accordance with the laws of the latter.

Letter (e) of Paragraph 1.

The stipulations of letter (e) of paragraph 1 of Article 2 do not apply to the coasting trade. The right of engaging in this trade is reserved exclusively for the national vessels of each Contracting Party.

Paragraph 4.

1. The stipulations of paragraph 4 of Article 2 do not apply to the States mentioned in paragraphs 3 and 4 of Article 3 of the present Treaty.

2. The stipulations of paragraph 4 of Article 2 do not apply to goods allowed to be imported into the territory of one of the Contracting Parties without payment of Customs duties.

3. Minimum rates, within the meaning of paragraph 4 of Article 2, are understood to be the rates of the autonomous Customs tariffs of each of the Contracting Parties and the Customs rates laid down in Treaties with third States.

Ad Article 3.

Paragraph 4.

The Union of Socialist Soviet Republics declares that, as from the entry into force of the present Treaty, it will refrain from granting to any third State, with the exception of continental States bordering upon the Union in Asia, any greater reductions in the Customs tariff rates on the goods mentioned below than those granted to Latvia by the Union of Socialist Soviet Republics.

This stipulation applies to the following goods :

Preserved fish, glass and glassware, worked iron and steel, wire, tools and implements, agricultural tools and implements, agricultural machinery, trucks, wool yarn and knitted wares.

Ad Article 6.

State economic enterprises of the Union of Socialist Soviet Republics shall not be refused admission into Latvia for the purpose of carrying on their activities therein on the ground that the said State enterprises are not furnished with certificates issued by the Latvian Consul, testifying that Latvian juridical persons in the Union of Socialist Soviet Republics enjoy the same rights as are enjoyed by juridical persons of the Union in Latvia.

Ad article 9.

Les organisations commerciales et de transport d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ainsi que les organisations coopératives auront le droit en Lettonie :

- a) De faire usage à des conditions avantageuses d'installations et d'entrepôts de ports appartenant à l'Etat letton ;
- b) De prendre à bail des lots de terre et d'y construire des entrepôts, des élévateurs, des entrepôts frigorifiques et de construire sur le territoire des ports d'autres installations nécessaires aux transports.

Les conditions d'usage et d'exploitation seront fixées dans des traités spéciaux d'exploitation à conclure entre les Parties contractantes.

(Signé) R. BILMANIS.

(Signé) J. HAHN.

(Signé) Ringolds KALNINGS.

(Signé) Fr. MENDERS.

(Signé) K. OZOLS.

(Signé) A. MIKOTAN.

(Signé) SEREBROVSKI.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) J. GANETSKI.

(Signé) RUDI.

ANNEXE

au Traité de Commerce du 2 juin 1927 entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

CONVENTION DOUANIÈRE

ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie, énumérés dans la liste « A » annexée à la présente convention, jouiront, à leur importation dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, des réductions en pourcentage indiquées dans la liste « A » sur les taux minima des tarifs douaniers de l'Union.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, énumérés dans la liste « B » annexée à la présente convention, jouiront, à leur importation en Lettonie, des réductions en pourcentage indiquées dans la liste « B » sur les taux minima des tarifs douaniers de la Lettonie.

Article 3.

Pour l'application des privilèges douaniers prévus par la présente convention, chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'exiger, à l'importation des produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie, la présentation d'un certificat d'origine attestant que la marchandise importée a été produite sur le territoire de l'autre Partie.

En ce qui concerne tant les matières brutes, au sens étroit de ce mot, et les produits du sol, que les produits mi-ouvrés et finis à l'aide des matières brutes des Parties contractantes, les certificats d'origine doivent porter l'indication qu'ils ont été produits sur le territoire de l'autre Partie. En

Ad Article 9.

The State commercial and transport organisations of the Union of Socialist Soviet Republics and co-operative societies shall be entitled in Latvia :

(a) To make use of the plant and warehouses in ports belonging to the Latvian State upon favourable terms ;

(b) To hire sites for the construction of warehouses, elevators, cold storage warehouses, and to instal in the port areas other plant required for transport.

The conditions relating to the use of such warehouses and the operation of such plant shall be laid down in separate treaties to be concluded between the Contracting Parties.

(Signed) R. BILMANIS.

(Signed) A. MIKOTAN.

(Signed) J. HAHN.

(Signed) SEREBROVSKI.

(Signed) Ringolds KALNINGS.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) Fr. MENDERS.

(Signed) J. GANETSKI.

(Signed) K. OZOLS.

(Signed) RUDI.

ANNEX

to the Commercial Treaty of June 2, 1927, between Latvia and the Union of Socialist Soviet Republics.

CUSTOMS CONVENTION

BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS.

Article 1.

Latvian products of the soil and of industry enumerated in list " A " annexed to the present Convention shall, when imported into the Union of Socialist Soviet Republics, enjoy the percentage reductions indicated in list " A " on the minimum rates of the Union Customs tariffs.

Article 2.

The products of the soil and of industry of the Union of Socialist Soviet Republics enumerated in list " B " annexed to the present Convention shall, when imported into Latvia, enjoy the percentage reductions indicated in list " B " on the minimum rates of the Latvian Customs tariffs.

Article 3.

For the application of the Customs privileges provided for by the present Convention, each of the Contracting Parties reserves the right to require, in the case of products of the soil and of industry imported by the other Party, the production of a certificate of origin testifying that the goods imported were produced in the territory of the other Party.

As regards raw materials in the strict sense of the term, products of the soil, and partly manufactured products finished with raw materials of a Contracting Party, the certificates of origin must state that such articles were produced within the territory of the other Party. In

ce qui concerne les produits mi-ouvrés et finis, en tant qu'ils n'ont pas été préparés à l'aide des matières brutes des Parties contractantes, les certificats doivent contenir l'indication que leur valeur a, du fait du travail, subi au moins une augmentation de 35 %.

Les certificats d'origine des marchandises de l'Union des Républiques soviétistes socialistes seront délivrés dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes par le Commissariat du Peuple pour le commerce intérieur et extérieur et par ses organes, et les certificats d'origine des marchandises lettones seront délivrés en Lettonie par le Ministère des Finances de Lettonie ou par les institutions d'Etat autorisées par ce dernier ainsi que par d'autres organisations sur un accord des deux Parties.

La forme des certificats d'origine des marchandises exportées de la Lettonie dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que des marchandises exportées de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sera établie d'un commun accord par les deux Parties.

Les certificats d'origine susmentionnés seront visés et légalisés par les institutions compétentes de la Partie respective, conformément aux règles de la Partie où les marchandises mentionnées dans les certificats seront importées ; sous ce rapport les Parties se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

La présente convention est établie en langues lettone et russe, les deux textes faisant foi pour l'interprétation.

Article 5.

La présente convention qui constitue, conformément à l'article 7 du Traité de commerce signé en date de ce jour, une partie intégrante de ce dernier, entre en vigueur et perd sa validité en même temps que le Traité mentionné.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en double expédition, le 2 juin 1927.

(Signé) R. BILMANIS.

(Signé) J. HAHN.

(Signé) Ringolds KALNINGS.

(Signé) Fr. MENDERS.

(Signé) K. OZOLS.

(Signé) A. MIKOTAN.

(Signé) SEREBROVSKI.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) J. GANETSKI.

(Signé) RUDI.

PROTOCOLE DE CLOTURE

DE LA CONVENTION DOUANIÈRE.

Ad articles 1 et 2.

1. Les dispositions du protocole de clôture 3 ayant trait au paragraphe 4 de l'article 2 du Traité de commerce signé en date de ce jour, concernant la définition de la notion « taux minima », sont respectivement appliquées aux articles 1 et 2 de la présente convention.

2. Il est entendu que, si dans une des Parties contractantes il existe des taux douaniers qui diffèrent d'après le lieu de l'importation des marchandises, les réductions en pourcentage seront accordées sur les taux minima qui sont en vigueur au lieu d'importation des marchandises.

the case of partly manufactured and finished products, not prepared from the raw materials of a Contracting Party, the certificates must state that the work done upon them has involved an increase in their value of not less than 35 %.

Certificates of origin for goods of the Union of Socialist Soviet Republics shall be issued in the Union of Socialist Soviet Republics by the People's Commissariat for Home and Foreign Trade and its organs, and certificates of origin for Latvian goods shall be issued in Latvia by the Latvian Finance Ministry or by State institutions authorised by the latter or by any other organisations which may be agreed upon by the two Parties.

The form in which certificates of origin for goods exported from Latvia into the Union of Socialist Soviet Republics and for goods exported from the Union of Socialist Soviet Republics are to be made out shall be determined by mutual agreement between the two Parties.

The above-mentioned certificates of origin shall be endorsed and legalised by the competent institutions of the Party concerned, in accordance with the regulations of the Party into whose territory the goods mentioned in the certificates are imported ; in this connection, most-favoured-nation treatment is reciprocally guaranteed by the Parties.

Article 4.

The present Convention is drawn up in Latvian and Russian, both texts being regarded as authentic for purposes of interpretation.

Article 5.

The present Convention which, as provided in Article 7 of the Commercial Treaty signed this day, constitutes an integral part of the latter, shall come into force and expire at the same time as the above-mentioned Treaty.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow, June 2, 1927.

(Signed) R. BILMANIS.

(Signed) J. HAHN.

(Signed) Ringolds KALNINGS.

(Signed) Fr. MENDERS.

(Signed) K. OZOLS.

(Signed) A. MIKOTAN.

(Signed) SEREBROVSKI.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) J. GANETSKI.

(Signed) RUDI.

FINAL PROTOCOL

OF THE CUSTOMS CONVENTION.

Ad Articles 1 and 2.

1. The provisions of the Final Protocol 3, having reference to paragraph 4 of Article 2 of the Commercial Treaty signed this day, concerning the definition of the term " minimum rates ," shall apply to Articles 1 and 2 of the present Convention.

2. It is understood that, should the Customs rates of one of the Contracting Parties differ according to the place from which the goods are imported, the percentage reductions shall be granted on the minimum rates in force at the place from which the goods are imported.

3. Poursuivant le but de développer le plus possible l'échange de marchandises entre les deux pays, les Parties contractantes, en établissant des réductions douanières spéciales sur les taux minima de leurs tarifs douaniers, partent de cette considération que l'exportation de la Lettonie vers l'Union des Républiques soviétistes socialistes atteindra, pendant la première année de la validité du traité, le chiffre de quinze millions de roubles au minimum (approximativement quarante millions de lats), et que l'exportation de l'Union vers la Lettonie dépassera considérablement le chiffre de l'exportation en 1925/26, qui a atteint environ sept millions de roubles (à peu près dix neuf millions de lats) ; les proportions de l'exportation de l'une des Parties vers l'autre ne dépendra pas de la mesure de l'exportation de cette dernière Partie vers la première.

Dans le cas où l'échange de marchandises entre l'Union et la Lettonie n'atteindrait pas les proportions sus-indiquées, les Parties contractantes procéderont à des pourparlers en vue de la revision des réductions de faveur établies par la présente convention. Jusqu'à la fin des pourparlers la Partie dont l'exportation vers l'autre Partie n'atteindrait plus les proportions prévues, a le droit d'arrêter l'application des réductions mentionnées aux marchandises de l'autre Partie jusqu'au règlement de la question relative au développement normal de l'échange de marchandises.

La même procédure sera appliquée également pendant les années suivantes de la validité du traité.

Il est entendu que les dispositions susmentionnées ne limitent en rien l'application du principe de la nation la plus favorisée concernant les droits de douane imposés aux marchandises de l'une des Parties sur le territoire de l'autre.

LISTE « A ».

PRODUITS D'ORIGINE LETTONE.

Position du tarif douanier de l'U. R. S. S.	Dénomination des marchandises	Réductions en %
Article 21, al. 3	Poissons fumés, salés, séchés et essorés à l'exception de ceux qui sont énumérés à l'alinéa 2 du présent article. . .	20
Ex Article 21, al. 4	Conserves de poissons.	20
Article 44, al. 1, 2, 3	Peaux travaillées	20
Ex Article 67, al. 1	Verre en plaques pour vitres	20
Article 67, al. 9.	Plaques photographiques en verre couvertes d'une couche sensible à la lumière	20
Ex Article 138, al. 4.	Fer façonné et acier	25
Article 151, al. 1.	Fil de fer et d'acier	25
Article 151	Remarque est appliquée.	
Article 152, al. 1 et 3	Articles en fil de métal	25
Article 153.	Aiguilles de toutes espèces	20
Article 159.	Outils à main pour les métiers, les arts et les fabriques. . .	25
Article 160, al. 2.	Pelles, bèches, rateaux, fourches, pioches de toutes espèces	25
Article 161, al. 3, 4, 7	Machines et outils agricoles et pièces détachées des machines agricoles	25
Article 164, al. 1, 2	Wagons de chemin de fer	50
Ex Article 204, al. 1 et 2.	Articles et étoffes tricotés et tressés	25

3. With a view to developing trade between the two countries to its fullest extent, the Contracting Parties have established special Customs reductions on the minimum rates of their Customs tariffs, on the assumption that Latvian exports to the Union of Socialist Soviet Republics will, during the first year in which the Treaty is in force, reach the minimum figure of fifteen million roubles (approximately forty million lats) and that the exports of the Union to Latvia will considerably exceed the figure of the 1925/26 exports, which amounted to approximately seven million roubles (nearly nineteen million lats); the volume of the exports of one of the Parties to the other shall not be made to depend upon the volume of the latter's exports to the former.

Should the amount of trade between the Union and Latvia fail to reach the above-mentioned sums, the Contracting Parties shall open negotiations with a view to the revision of the special reductions provided for in the present Convention. Pending the conclusion of the negotiations, the Party whose exports to the other Party have fallen short of the amounts contemplated shall have the right to suspend the application of the reductions mentioned to the goods of the other Party until the question of the normal development of trade has been settled.

The same procedure shall also be followed during the remainder of the period of validity of the Convention.

It is understood that the above-mentioned provisions in no way limit the application of the most-favoured-nation principle in regard to Customs duties levied on the goods of one Party in the territory of the other.

LIST "A".

PRODUCTS OF LATVIAN ORIGIN.

Nos. in U. S. S. R. Customs Tariff	Description of Goods	Percentage Reductions
Article 21. Paragraph 3 .	Fish, smoked, salted and dried, with the exception of the kinds enumerated in paragraph 2 of the present Article.	20
Ex Article 21. Paragraph 4 .	Preserved fish	20
Article 44. Paragraphs 1,2,3	Dressed skins	20
Ex Article 67. Paragraph 1 .	Plate-glass for windows	20
Article 67. Paragraph 9 .	Sensitized photographic glass plates	20
Ex Article 138. Paragraph 4	Worked iron and steel	25
Article 151. Paragraph 1 .	Iron and steel wire.	25
Article 151	The note is to be applied.	
Article 152. Paragraphs 1 and 3.	Wire manufactures	25
Article 153	Needles of all kinds	20
Article 159	Hand tools for use in crafts, arts and industries.	25
Article 160. Paragraph 2 .	Shovels, spades, rakes, forks and picks of all kinds	25
Article 161. Paragraphs 3, 4 and 7	Agricultural machinery and implements, and spare parts thereof	25
Article 164. Paragraphs 1, 2	Railway trucks	50
Ex Article 204. Paragraphs 1 and 2	Knitted and woven articles and materials	25

LISTE « B ».

PRODUITS D'ORIGINE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Position du tarif douanier letton	Dénomination des marchandises	Réductions en %
Ex Article 1, al. 1.	Froment.	20
Ex Article 7.	Fruits et baies séchés suivants: Pruneaux, raisins secs ; pêches, abricots et autres fruits à noyaux ; compote séchée ou mélange des fruits et baies séchés susmentionnés	33 ¹ / ₃
Ex Article 11, al. 1.	Noisettes de bois et de jardin ; noix, noix de cèdre	33 ¹ / ₃
Ex Article 11, al. 2.	Amandes	33 ¹ / ₃
Article 11	Remarque est applicable.	
Article 12	Moutarde, sèche, en poudre, non préparée	50
Article 21, al. 1	Tabacs en feuilles et paquets, avec ou sans tiges ; tiges de tabac	15
Article 22	Sucre, mentionné aux articles 1 et 2 de cet article.	
Ex Article 28, al. 1, lettres « a) » et « b) »	Vins de raisins naturels de la Crimée, du Caucase et du Turkestan, contenant jusqu'à 24° d'alcool en fût	25
Ex Article 28, al. 2 a)	Idem — en bouteilles	25
Ex Article 28, al. 2 b)	Vins mousseux du Don et d'Abrau-Dursault	25
Ex Article 32 et remarque	Eaux minérales naturelles du Caucase	60
Article 33	Sel, mentionné aux alinéas a), b), c), et à la remarque	50
Article 45, al. 2	Crins et soies de porc	100
Article 84	Naphte brute et mazout	100
Ex Article 85, al. 2	Pétrole	25
Ex Article 85, al. 3	Benzine	25
Ex Article 88, al. 1 lettre c)	Pneumatiques pour automobiles et bicyclettes	50
Ex Article 105, al. 1	Soude (carbonate de soude) technique, en cristaux et calcinée	100
Ex Article 105, al. 3 a)	Soude caustique brute	100
Ex Article 117, al. 1	Huile de tournesol et de graines de coton	20
Ex Article 119, al. 2	Eau de Cologne, parfums	20
Article 139	Fonte en morceaux, en déchet et en copeaux.	100
Ex Article 140, al. 3	Tôle (de fer)	100
Ex Article 167, al. 3	Moteurs électriques	25
Article 169, al. 3	Lampes électriques à incandescence	25
Article 179	Matières végétales textiles, non travaillées	100
Ex Article 188	Indienne et coton imprimé	15
Ex Article 192, al. 2	Satin	15

LIST " B ".

PRODUCTS OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS.

Nos. in the Latvian Customs Tariff	Description of Goods	Percentage Reduction
Ex Article 1, Paragraph 1 . . .	Wheat	20
Ex Article 7	Dried fruit and berries of the following kinds : Prunes, raisins, peaches, apricots and other stone fruit ; dried compôte or mixture of the above-mentioned dried fruits and berries	33 ¹ / ₃
Ex Article 11, Paragraph 1 . . .	Wood and garden nuts, walnuts, cedar nuts	33 ¹ / ₃
Ex Article 11, Paragraph 2 . . .	Almonds	33 ¹ / ₃
Article 11	The note is to be applied.	
Article 12	Mustard, dried, powdered, unprepared	50
Article 21, Paragraph 1 . . .	Tobacco in leaf form and tied, with or without stems ; tobacco stems	15
Article 22	Sugar as mentioned in Articles 1 and 2 of this Article.	
Ex Article 28, Paragraph 1, letters " a " and " b " . . .	Natural grape wines from the Crimea, Caucasus and Turkestan containing up to 24 degrees of alcohol, in casks	25
Ex Article 28, Paragraph 2 a)	Ditto, in bottles	25
Ex Article 28, Paragraph 2 b)	Sparkling wines from the Don and Abrau-Dursault	25
Ex Article 32 and Note . . .	Natural mineral waters from the Caucasus	60
Article 33	Salt as mentioned in paragraphs (a), (b), (c) and in the Note	50
Article 45, Paragraph 2 . . .	Hair and bristles	100
Article 84	Naphtha, raw and mazout	100
Ex Article 85, Paragraph 2 . . .	Petroleum	25
Ex Article 85, Paragraph 3 . . .	Benzine	25
Ex Article 88, Paragraph 1, letter " c "	Automobile and bicycle tyres	50
Ex Article 105, Paragraph 1 . . .	Soda (sodium carbonate) for technical purposes, in crystals and calcined	100
Ex Article 105, Paragraph 3 a)	Caustic soda, raw	100
Ex Article 117, Paragraph 1 . . .	Sunflower and cotton seed oil	20
Ex Article 119, Paragraph 2 . . .	Eau de Cologne, perfumes	20
Article 139	Cast iron in pigs, scrap and fillings	100
Ex Article 140, Paragraph 3 . . .	Sheet iron	100
Ex Article 167, Paragraph 3 . . .	Electric motors	25
Article 169, Paragraph 3 . . .	Electrical incandescent lamps	25
Article 179	Fibrous vegetable substances, unworked	100
Ex Article 188	Calico and printed cottons	15
Ex Article 192, Paragraph 2 . . .	Sateen	15

PROTOCOLE DE CLOTURE

A la liste « A ».

La réduction de 20 % sur les alinéas 3 et 4 de l'article 21 du tarif douanier de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ne sera appliquée qu'aux espèces de poissons pour lesquelles l'Union n'a pas accordé d'avantages à des Etats tiers.

A la liste « B ».

La Lettonie déclare qu'au cas où pendant la période de validité de la présente convention seraient établis des droits de douane sur les marchandises énumérées ci-dessous, qui sont actuellement exemptes de droits de douane, elle n'a pas en vue d'accorder relativement à ces marchandises à un Etat tiers (y compris les Etats, énumérés dans le paragraphe 3 de l'article 3 du Traité de commerce, signé en date de ce jour) des réductions sur les taux du tarif douanier de Lettonie, qui ne seraient pas étendues à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Cette disposition concerne les marchandises suivantes :

Blé et grains, à l'exception du riz, des pommes de terre et du froment, plantes et parties de plantes employées en médecine, fer de toutes espèces à l'exception de la tôle, acier de toutes espèces, machines et outils agricoles et parties des machines agricoles.

Il est entendu que la présente disposition ne touche pas le point 2 de l'article 3 du Traité de commerce de ce jour.

(Signé) R. BILMANIS.

(Signé) J. HAHN.

(Signé) Ringolds KALNINGS.

(Signé) Fr. MENDERS.

(Signé) K. OZOLS.

(Signé) A. MIKOTAN.

(Signé) A. SEREBROVSKI.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) J. GANETSKI.

(Signé) RUDI.

FINAL PROTOCOL.

To list " A ".

The reduction of 20 % on paragraphs 3 and 4 of Item 21 in the Customs tariff of the Union of Socialist Soviet Republics shall apply only to fish in respect of which no privileges have been granted by the Union to third States.

To list " B ".

Latvia declares that if, during the validity of the present Convention, Customs duties should be established on the under-mentioned goods, which are at present exempt from Customs duties, no reductions shall be granted in the Latvian Customs tariff rates on the said goods to any third State (including States enumerated in paragraph 3 of Article 3 of the Commercial Treaty signed this day) unless such reductions are extended to the Union of Socialist Soviet Republics.

This provision applies to the following goods : corn and grain, with the exception of rice, potatoes and wheat, living plants and parts of plants used in medicine, iron of all kinds except sheet iron, steel of all kinds, agricultural machinery and implements, and parts of agricultural machinery.

It is understood that the present provision does not affect section 2 of Article 3 of the Commercial Treaty signed this day.

(Signed) R. BILMANIS.
(Signed) J. HAHN.
(Signed) Ringolds KALNINGS.
(Signed) Fr. MENDERS.
(Signed) K. OZOLS.

(Signed) A. MIKOTAN.
(Signed) A. SEREBROVSKI.
(Signed) B. STOMONIAKOV.
(Signed) J. GANETSKI.
(Signed) RUDI.

N° 1592.

**FRANCE ET ROYAUME
DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES**

Traité d'entente amicale. Signé à
Paris, le 11 novembre 1927.

**FRANCE AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

Treaty of Friendly understanding.
Signed at Paris, November 11, 1927.

N^o 1592. — TRAITÉ¹ D'ENTENTE AMICALE ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A PARIS, LE 11 NOVEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 décembre 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ayant un égal souci du maintien en Europe d'un état de paix et de stabilité politique aussi nécessaire au progrès social qu'à la prospérité économique de la France et du Royaume serbe-croate-slovène ;

Fermement attachés au principe du respect des engagements internationaux, solennellement confirmé par le Pacte de la Société des Nations ;

Désireux, dans le cadre de ce Pacte, d'assurer par avance leur communauté de vues dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi par les traités dont ils sont signataires ;

Et convaincus du devoir des gouvernements modernes d'éviter le retour des guerres en prévoyant le règlement pacifique des litiges qui peuvent survenir entre eux,

Ont résolu à ces fins de se donner mutuellement de nouveaux gages de paix, d'entente et d'amitié et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le Dr V. MARINKOVITCH, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

La France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir, de part et d'autre, en aucun cas, à la guerre.

Toutefois, cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit :

1^o De l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement pris dans l'alinéa premier du présent article ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 2 décembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1592. — TREATY² OF FRIENDLY UNDERSTANDING BETWEEN FRANCE AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 11, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 9, 1927.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being equally desirous of maintaining in Europe that state of peace and political stability, which is essential for the social advancement and economic prosperity both of France and of the Serb-Croat-Slovene Kingdom ;

Being firmly attached to the principle of respect for international undertakings, a principle which has been solemnly confirmed by the Covenant of the League of Nations ;

Being desirous, within the framework of the aforesaid Covenant of ensuring, in advance, the adoption of a common attitude in the event of the order established by the treaties which they have signed being endangered ;

And being convinced that it is the duty of modern Governments to prevent a return to war by providing for the pacific settlement of any disputes which may arise between them ;

Have resolved, for this purpose, to give each other renewed pledges of peace, understanding and friendship, and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ;

M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ;

Dr. V. MARINKOVITCH, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

France and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes reciprocally undertake to refrain from all attacks or invasions directed against one another and in no circumstances to resort to war against one another.

Nevertheless, this stipulation shall not apply :

(1) To the exercise of the right of legitimate defence, that is to say, the right of resisting a violation of the undertaking given in paragraph 1 of the present Article ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, December 2, 1927.

2° D'une action entreprise par application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations ;

3° D'une action entreprise en raison d'une décision de l'Assemblée ou du Conseil de la Société des Nations ou par application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que, dans ce dernier cas, cette action soit dirigée contre un Etat qui, le premier, s'est livré à une attaque.

Article II.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par eux dans l'article premier du présent traité, la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions, de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires : Toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer ; toute autre question sera soumise à une Commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

Article III.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement royal de l'Etat serbe-croate-slovène s'engagent à examiner en commun, sous réserve des résolutions éventuelles du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations, les questions de nature à mettre en danger la sécurité extérieure de la France ou de l'Etat serbe-croate-slovène ou à porter atteinte à l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Article IV.

Si, malgré les intentions sincèrement pacifiques des Gouvernements français et serbe-croate-slovène, la France ou le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se voyaient attaqués sans provocation de leur part, les deux gouvernements se concerteraient sans délai sur leur action respective, à exercer dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, en vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérêts nationaux et du maintien de l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour se concerter entre elles, dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe et, sous réserve des résolutions qui seraient prises en pareil cas par le Conseil ou par l'Assemblée de la Société des Nations, pour s'entendre sur l'attitude à observer respectivement en pareil cas par chacune d'elles.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que rien dans le présent traité ne doit être interprété en contradiction des stipulations des traités actuellement en vigueur, qui sont signés par

(2) To action undertaken in application of Article 16 of the Covenant of the League of Nations ;

(3) To action undertaken in virtue of a decision by the Assembly or Council of the League of Nations, or in application of paragraph 7 of Article 15 of the Covenant of the League of Nations, provided that, in the latter case, such action is directed against a State which was the first to attack.

Article II.

Taking into consideration their respective obligations under Article I of the present Treaty, France and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertake to settle by pacific means and in the following manner all questions whatever which may divide them and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy ; all questions regarding which the Parties may be in dispute as to their respective rights shall be submitted to judges, with whose decisions the Parties undertake to comply ; all other questions shall be submitted to a Conciliation Commission, and if the arrangement proposed by that Commission is not accepted by both Parties, the question shall be brought before the Council of the League of Nations, which shall decide in accordance with Article 15 of the League Covenant.

The procedure in regard to these methods of pacific settlement is laid down in special conventions which have been signed on this day.

Article III.

The Government of the French Republic and the Royal Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom undertake to give joint consideration, subject to any resolutions adopted by the Council or Assembly of the League of Nations, to questions which are of such a nature as to endanger the external security of France or the Serb-Croat-Slovene State, or to impair the order established by treaties which they have both signed.

Article IV.

If, in spite of the sincerely pacific intentions of the French and Serb-Croat-Slovene Governments, either France or the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes should be attacked without provocation, the two Governments shall, without delay confer with one another as to the measures which each shall take, within the framework of the Covenant of the League of Nations, in order to safeguard their legitimate national interests and to uphold the order established by the treaties of which they are both signatories.

Article V.

The High Contracting Parties agree to take counsel together in the event of any modification, or attempted modification, of the political status of European countries and, subject to any resolutions which may be adopted in such case by the Council or Assembly of the League of Nations, to come to an understanding as to the attitude which they should respectively observe in such an eventuality.

Article VI.

The High Contracting Parties declare that nothing in this Treaty is to be interpreted as contradicting the stipulations of the treaties at present in force which have been signed by France

la France ou le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et qui concernent leur politique en Europe. Elles s'engagent à échanger leurs vues dans les questions touchant la politique européenne, en vue de coordonner leurs efforts pacifiques et, à cette fin, à se faire désormais respectivement connaître les traités ou accords qu'elles viendraient à conclure avec des tierces Puissances sur le même sujet et qui auront toujours un but conforme au maintien de la paix.

Article VII.

Rien, dans le présent traité, ne pourra être interprété ou appliqué de manière à porter atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties contractantes en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article VIII.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article IX.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans, à l'expiration desquels il pourra être renouvelé moyennant un préavis dûment notifié à la fin de la quatrième année et pour une période à déterminer.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, à cet effet ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 11 novembre 1927.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) D^r V. MARINKOVITCH.

Pour la copie certifiée conforme.

Belgrade, ce 26 novembre 1927.

N^o 11/315/Pov.

D'ordre du Ministre,

Chef de la première section politique,
Conseiller de Légation.

S. Lazarevitch.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :

P. de Fouquières.

or the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and which concern their policy in Europe. They undertake to exchange views on questions affecting European policy in order to co-ordinate their efforts in the cause of peace, and for this purpose to communicate to each other henceforward any treaties or agreements which they may conclude with third Powers on the same subject. Such treaties or agreements shall invariably be directed to aims which are compatible with the maintenance of peace.

Article VII.

Nothing in the present Treaty may be interpreted or applied in such a way as to prejudice the rights and obligations of the High Contracting Parties under the Covenant of the League of Nations.

Article VIII.

The present Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in conformity with Article 18 of the Covenant.

Article IX.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris as soon as possible.

It shall enter into force immediately upon the exchange of ratifications and shall remain in force for five years, after which it may be renewed in virtue of previous notice, which must have been duly given at the end of the fourth year, and for a period to be determined.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries duly authorised for this purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in Paris in duplicate, November 11, 1927.

(L. S.) (*Signed*) A. BRIAND.

(L. S.) (*Signed*) Dr. V. MARINKOVITCH.

N° 1593.

**FRANCE ET ROYAUME
DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES**

Convention d'arbitrage. Signée à
Paris, le 11 novembre 1927.

**FRANCE AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

Arbitration Convention. Signed at
Paris, November 11, 1927.

No. 1593. — CONVENTION D'ARBITRAGE¹ ENTRE LA FRANCE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉE A PARIS, LE 11 NOVEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 décembre 1927.

LES SOUSSIGNÉS, dûment autorisés, chargés par leurs gouvernements respectifs de fixer les modalités suivant lesquelles il sera, ainsi qu'il est prévu dans l'article 2 du Traité² conclu en date de ce jour, entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, procédé au règlement pacifique de toutes les questions qui ne pourraient être réglées à l'amiable entre les deux pays.

Ont convenu des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale³, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations ayant leur origine dans des faits antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 2 décembre 1927.

² Page 373 de ce volume.

³ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1593. — ARBITRATION CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 11, 1927.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 9, 1927.

THE UNDERSIGNED, duly authorised, charged by their respective Governments to determine the methods by which, as provided in Article 2 of the Treaty³ concluded this day between France and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, a peaceful solution shall be attained of all questions which cannot be settled amicably between the two countries,

Have agreed as follows :

PART I.

Article 1.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice⁴, as laid down hereinafter. It is agreed that the disputes referred to above include those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Convention and belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 2.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Paris, December 2, 1927.

³ Page 373 of this Volume.

⁴ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément à la présente convention.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente convention qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the *Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Convention.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Convention until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers : these three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the president by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 7.

Within fifteen days from the date when either of the High Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention¹ de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire de la présente convention, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

¹ DE MARTENS. *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 8.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of The Hague Convention¹ of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its president.

Article 11.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be published, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Convention, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission, seront également partagés par moitié.

Article 16.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II.

Article 17.

Toutes les questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article premier de la présente convention et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la *Commission permanente de conciliation*, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable, et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 6 à 15 de la présente convention sera appliquée.

Article 18.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, portée devant le Conseil de la Société des Nations.

Article 14

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive salary, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share. The expenses occasioned by the work of the Commission shall also be borne equally by the Parties.

Article 16.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be jointly submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its statute or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement, after a month's notice one or other of them may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 17.

All questions on which the Governments of the High Contracting Parties shall differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and the settlement of which cannot be attained by means of a judicial decision as provided in Article 1 of the present Convention, and for the settlement of which no procedure has been laid down by any treaty in force between the Parties, shall be submitted to the *Permanent Conciliation Commission*, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report.

The procedure laid down in Articles 6 to 15 of the present Convention shall be applicable.

Article 18.

If the two Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the labours of the Permanent Conciliation Commission the question shall, at the request of either Party, be brought before the Council of the League of Nations.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 19.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20.

La présente convention reste applicable entre les Hautes Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Genève à la Société des Nations en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre la France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Elle entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit traité.

Fait à Paris, le 11 novembre 1927.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) Dr V. MARINKOVITCH.

Pour la copie certifiée conforme :

Belgrade, le 26 novembre 1927.

N° 11316/Pov.

D'ordre du Ministre

Chef de la première Section politique,

Conseiller de Légation

S. Lazarevitch.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,

P. de Fouquières.

GENERAL PROVISIONS.

Article 19.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the latter has not been notified thereof, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the Council of the League of Nations, if the question is brought before it, to ensure that suitable provisional measures are taken. Each of the High Contracting Parties undertakes to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 20.

The present Convention continues applicable as between the High Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 21.

The present Convention shall be ratified. Ratifications shall be deposited at Geneva with the League of Nations at the same time as the ratifications of the Treaty concluded this day between France and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

It shall enter into and remain in force under the same conditions as the said Treaty.

Done at Paris, November 11, 1927.

(L. S.) (*Signed*) A. BRIAND.

(L. S.) (*Signed*) DR. V. MARINKOVITCH.

N° 1594.

**SUISSE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, avec protocole additionnel. Signé à Berne, le 21 décembre 1926.

**SWITZERLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning reciprocal Legal Assistance in Civil and Commercial Matters, with Additional Protocol. Signed at Berne, December 21, 1926.

N^o 1594. — ACCORD¹ ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉ A BERNE, LE 21 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 décembre 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, prenant pour base de règlement des relations judiciaires entre les deux Etats la Convention internationale de La Haye relative à la procédure civile², du 17 juillet 1905, à laquelle tant la Suisse que la République tchécoslovaque ont adhéré, et ayant jugé utile d'y apporter quelques modifications et de régler, en outre, la légalisation et la force probante de documents, ainsi que la communication de renseignements juridiques, ont décidé de conclure à cet effet un accord, et ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Heinrich HÄBERLIN, président de la Confédération suisse, chef du Département fédéral de Justice et Police;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Emile SPIRA, docteur en droit, chef de section au Ministère de la Justice ; et

M. Karel HALFAR, docteur en droit, chef du Département des traités internationaux au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. NOTIFICATIONS D'ACTES JUDICIAIRES ; COMMISSIONS ROGATOIRES.

Article premier.

L'assistance judiciaire réciproque comprend :

a) La notification d'actes judiciaires et extrajudiciaires, y compris ceux de la juridiction non contentieuse, notamment la notification d'actes concernant les affaires

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 16 novembre 1927. Conformément à l'article 9, alinéa 2 de l'accord, celui-ci est entré en vigueur 16 décembre 1927.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1594. — AGREEMENT² BETWEEN SWITZERLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BERNE, DECEMBER 21, 1926.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 10, 1927.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, taking the Hague International Convention relating to Civil Procedure³, of July 17, 1905, to which both Switzerland and the Czechoslovak Republic have adhered, as a basis for the settlement of the judicial relations between the two countries and deeming it advisable to make certain amendments in the aforesaid Convention, and further to settle the question of the legalisation and admissibility as evidence of documents, and of the exchange of legal information, have decided to conclude an Agreement for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. Heinrich HÄBERLIN, President of the Swiss Confederation, Head of the Federal Department of Justice and Police ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Emile SPIRA, Doctor of Laws, Head of Section at the Ministry of Justice ; and
M. Karel HALFAR, Doctor of Laws, Head of the International Treaties Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. SERVICE OF JUDICIAL DOCUMENTS ; LETTERS OF REQUEST.

Article I.

Reciprocal legal assistance shall include :

(a) The service of judicial and extra-judicial documents, including documents relating to non-litigious affairs, in particular, the service of documents concerning questions of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Prague, November 16, 1927. In conformity with paragraph 2 of Article 9, the Agreement came into force December 16, 1927.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

de tutelle et de curatelle, ainsi que les affaires de poursuite pour dettes et de faillite ;

b) L'exécution de commissions rogatoires concernant les affaires prévues sous lettre a).

Il n'y a pas lieu de prêter l'assistance judiciaire quand l'intervention requise a le caractère d'une mesure d'exécution.

Article 2.

Les actes à notifier, ainsi que les commissions rogatoires à exécuter (Articles 1 et 9 de la Convention de La Haye) seront transmis directement par la division de police du Département de Justice et Police de la Confédération suisse, à Berne, au Ministère de la Justice de la République tchécoslovaque, à Prague, et directement par le Ministère de la Justice de la République tchécoslovaque, à Prague, à la division de police du Département de Justice et Police de la Confédération suisse, à Berne. Ces deux autorités provoqueront la liquidation rapide des demandes par les autorités suisses ou tchécoslovaques compétentes. Elles retourneront les demandes exécutées ou non exécutées. Dans leurs relations, les deux autorités utiliseront exclusivement la langue française.

Article 3.

a) Les actes à notifier suivant les articles 1 et 2 de la Convention de La Haye (notification simple) seront rédigés, en Suisse, dans la langue de l'autorité requérante, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque ou, en tant que les prescriptions en vigueur le permettent, dans la langue de la minorité nationale. Les actes à notifier seront munis de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

b) Pour ce qui concerne la notification suivant l'article 3 de la Convention de La Haye (notification dans une forme spéciale), l'acte à notifier en Tchécoslovaquie sera rédigé en langue tchécoslovaque ou accompagné d'une traduction dans cette langue ; l'acte à notifier en Suisse sera rédigé dans la langue officielle de l'autorité suisse requise ou accompagné d'une traduction dans cette langue. Ces traductions seront, sur demande, faites dans l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante.

c) Les commissions rogatoires suisses et leurs annexes seront rédigées dans la langue officielle de l'autorité suisse requérante et accompagnées d'une traduction en langue tchécoslovaque ; les commissions rogatoires tchécoslovaques et leurs annexes seront rédigées en langue tchécoslovaque et accompagnées d'une traduction dans la langue officielle de l'autorité suisse requise. Ces traductions seront, sur demande, faites dans l'Etat requis, aux frais de l'autorité requérante. Les commissions rogatoires et les traductions seront munies de la signature et du sceau ou du timbre de l'autorité requérante. La légalisation n'est pas exigée.

Article 4.

Ni la notification d'actes, ni l'exécution des commissions rogatoires, pas plus que les traductions prévues à l'article 3 de cet accord, ne pourront être refusées pour le motif que l'autorité requérante n'aura pas déposé d'avance une somme d'argent pour les dépenses qui doivent être remboursées. Les frais de port seront à la charge de l'autorité expéditrice.

II. EXÉCUTION DE DÉCISIONS RELATIVES AUX FRAIS ET DÉPENS.

Article 5.

Les décisions relatives aux frais et dépens visées à l'article 18, alinéas 1 et 2, de la Convention de La Haye, rendues par des tribunaux de l'un des deux Etats, seront mises à exécution, à la requête

guardianship and curatorship and affairs connected with prosecution for debt and bankruptcy proceedings ;

(d) The execution of letters of request concerning the questions under (a).

There shall be no occasion for legal assistance when the action requested is in the nature of the execution of a judgement.

Article 2.

The documents to be served and the letters of request to be executed (Articles 1 and 9 of the Hague Convention) shall be transmitted direct by the Police Section of the Department of Justice and Police of the Swiss Confederation, at Berne, to the Czechoslovak Ministry of Justice, at Prague, or direct by the Czechoslovak Ministry of Justice, at Prague, to the Police Section of the Department of Justice and Police of the Swiss Confederation, at Berne. These two authorities shall ensure that requests from the competent Swiss or Czechoslovak authorities are complied with expeditiously and shall return the requests whether executed or not. Communications between the two authorities shall invariably be written in French.

Article 3.

(a) The documents to be served in pursuance of Articles 1 and 2 of the Hague Convention (simple service of documents) shall be drawn up, in Switzerland, in the language of the authority making the request, and in Czechoslovakia, in the Czechoslovak language or, when permissible under the regulations in force, in the language of the national minority. The documents to be served shall bear the signature and the seal or stamp of the authority making the request. They do not require to be legalised.

(b) As regards the service of documents under Article 3 of the Hague Convention (service by special form) a document which has to be served in Czechoslovakia shall be drawn up in the Czechoslovak language or shall be accompanied by a translation in that language ; a document which has to be served in Switzerland shall be drawn up in the official language of the Swiss authority to which the request is made, or shall be accompanied by a translation in that language. Such translations shall be made, if a wish to that effect is expressed, in the State applied to and at the expense of the authority making the request.

(c) Swiss letters of request and the annexes thereto, shall be drawn up in the official language of the Swiss authority making the request and shall be accompanied by a translation in the Czechoslovak language ; Czechoslovak letters of request and the annexes thereto shall be drawn up in the Czechoslovak language and shall be accompanied by a translation in the official language of the Swiss authority applied to. Such translations shall be made, if a wish to that effect is expressed, in the State applied to, at the expense of the authority making the request. The letters of request and the translations shall bear the signature and the seal or stamp of the authority making the request. They do not require to be legalised.

Article 4.

Request for the service of documents or the execution of letters of request or for the translations provided for under Article 3 of this Agreement may not be refused on the grounds that the authority making the request has not deposited funds in advance to meet recoverable expenses.

The authority which forwards the documents must pay the postal charges.

II. EXECUTION OF DECISIONS RELATING TO COSTS AND EXPENSES.

Article 5.

Decisions relating to costs and expenses as mentioned in paragraphs 1 and 2 of Article 18, of the Hague Convention, which are rendered by the Courts of one State, shall be carried out,

directe de la partie intéressée, sur le territoire de l'autre Etat, de la même façon que les décisions rendues par ses propres tribunaux.

Le requête sera accompagnée du dispositif de la décision, revêtu de l'attestation constatant que celle-ci est passée en force de chose jugée. Cette attestation sera délivrée par le tribunal qui a rendu la décision ou, en Suisse, par le greffier de ce tribunal. Le requérant produira également une traduction de ces documents, certifiée conforme, en Tchécoslovaquie, en langue tchécoslovaque, en Suisse, dans la langue de l'autorité requise.

III. LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES DOCUMENTS.

Article 6.

Les actes dressés, délivrés ou légalisés par les tribunaux d'un des deux Etats n'ont besoin, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre du tribunal, d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre Etat. Parmi les actes ci-dessus désignés, rentrent aussi les actes signés par le greffier du tribunal, pourvu que cette signature soit suffisante d'après les lois de l'Etat auquel appartient le tribunal.

Les actes dressés, délivrés ou légalisés par une des autorités administratives centrales des deux Etats ou par une autorité administrative supérieure de même classe ou par une autorité cantonale n'ont besoin d'aucune légalisation pour être utilisés sur le territoire de l'autre Etat, pourvu qu'ils soient munis du sceau ou du timbre de ladite autorité et que celle-ci figure dans la liste annexée au présent accord. Cette liste peut d'ailleurs être, d'un commun accord, modifiée ou complétée en tout temps par une publication de l'autorité administrative.

Article 7.

Les actes authentiques dressés sur le territoire d'un des deux Etats, ainsi que les livres de commerce qui y sont tenus, auront devant les tribunaux de l'autre Etat la même force probante que leur attribuent les lois de l'Etat dont ils proviennent. Cependant, la force probante ne leur sera attribuée que dans les limites admises par les lois de l'Etat dont les tribunaux seront saisis.

IV. RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET COMMUNICATION DE PRESCRIPTIONS LÉGALES.

Article 8.

Le Département de Justice et Police de la Confédération suisse et le Ministère de la Justice de la République tchécoslovaque se communiqueront, sur demande, des renseignements concernant le droit en vigueur dans leur Etat.

La demande devra indiquer d'une façon précise la législation sur laquelle le renseignement est requis.

DISPOSITIONS FINALES

Article 9.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague.

Cet accord entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et produira ses effets encore trois mois après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

at the direct request of the party concerned, in the territory of the other State, in the same way as decisions rendered by its own Courts.

Such requests shall be accompanied by the terms of the decision which must be certified as having acquired the force of law. This attestation shall be given by the Court which rendered the decision or, in Switzerland, by the registrar of the said Court. The party making the request must also furnish a duly certified translation of these documents for Czechoslovakia, in the Czechoslovak language, and for Switzerland, in the language of the authority applied to.

III. LEGALISATION OF DOCUMENTS AND ADMISSIBILITY AS EVIDENCE.

Article 6.

Documents drawn up, issued or legalised by the Courts of one State shall not, if the seal or stamp of the Court has been affixed thereto, require legalisation for use in the territory of the other State. The above-mentioned documents shall include documents signed by the registrar of the Court, provided that such signature is sufficient under the laws of the country to which the Court belongs.

Documents drawn up, issued or legalised by one of the central administrative authorities of the two States or by a higher administrative authority of the same category, or by a cantonal authority, shall not require legalisation in order to be used in the territory of the other State, provided that the seal or stamp of the said authority has been affixed thereto, and that such authority is mentioned in the list annexed to the present Agreement. This list may, by consent of the parties, be amended or supplemented at any time by virtue of a notification published by the administrative authority.

Article 7.

The admissibility as evidence of authentic documents drawn up in the territory of one of the States, and of commercial books kept in that territory, shall be determined, in proceedings before the courts of the other State, according to the laws of the State in which they are drawn up. Nevertheless, the measure of recognition given them shall not be greater than that accorded under the laws of the State before whose Courts the action is brought.

XIV. LEGAL INFORMATION AND COMMUNICATION OF LEGAL PROVISIONS.

Article 8.

The Department of Justice and Police of the Swiss Confederation and the Czechoslovak Ministry of Justice shall, if requested to do so, furnish information to each other concerning the laws in force in their respective States.

Such requests must specify clearly the legal provisions concerning which information is desired.

FINAL PROVISIONS.

Article 9.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague. This Agreement shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall continue in force three months after its denunciation, which may be effected at any time.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord, en deux exemplaires.

Fait à Berne, le vingt et un décembre mil neuf cent vingt-six.

(Signé) H. HÄBERLIN.

(Signé) D^r Emil SPIRA.

(Signé) D^r Karel HALFAR.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires des Parties contractantes, en passant à la signature de l'accord entre la Suisse et la République tchécoslovaque concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière civile et commerciale, se sont mis d'accord pour constater :

1^o Que les autorités de tutelle et de curatelle en Slovaquie et en Russie Subcarpathique sont, au sens de l'accord, comprises dans les tribunaux ;

2^o Que pour les notifications d'actes, il est établi, d'un commun accord, un formulaire, dont se serviront la division de police du Département fédéral de Justice et Police et le Ministère de la Justice tchécoslovaque.

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole.

Fait à Berne, en deux exemplaires, le vingt et un décembre mil neuf cent vingt-six.

(Signé) H. HÄBERLIN.

(Signé) D^r Emil SPIRA.

(Signé) D^r Karel HALFAR.

LISTE DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

DONT LES ACTES N'ONT BESOIN D'AUCUNE LÉGALISATION, EN CONFORMITÉ DE L'ARTICLE 6, ALINÉA 2, DE L'ACCORD ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

A. EN CE QUI CONCERNE LES ACTES SUISSES.

I. Autorités fédérales :

Les départements du Conseil fédéral, soit :

Département politique fédéral,
Département fédéral de l'Intérieur,
Département fédéral de Justice et Police,
Département militaire fédéral,
Département fédéral des Finances et des Douanes,
Département fédéral de l'Economie publique,
Département fédéral des Postes et des Chemins de fer,
La Chancellerie fédérale, die Bundeskanzlei, la Cancelleria federale.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement in duplicate.

Done at Berne, December the twenty-first, one thousand nine hundred and twenty-six.

(Signed) H. HÄBERLIN.

(Signed) Dr. Emil SPIRA.

(Signed) Dr. Karel HALFAR.

ADDITIONAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Agreement between Switzerland and the Czechoslovak Republic concerning reciprocal legal assistance in civil and commercial affairs, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have agreed :

(1) That for the purposes of the present Agreement the term courts shall include the guardianship and curatorship authorities in Slovakia and Sub-Carpathian Russia ;

(2) That an agreed form for the service of documents shall be drawn up, and shall be employed by the Police Section of the Federal Department of Justice and Police and the Czechoslovak Ministry of Justice.

The present Protocol shall be an integral part of the Agreement.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Protocol.

Done at Berne in duplicate, December the twenty-first, one thousand nine hundred and twenty-six.

(Signed) H. HÄBERLIN.

(Signed) Dr. Emil SPIRA.

(Signed) Dr. Karel HALFAR.

LIST OF ADMINISTRATIVE AUTHORITIES

WHOSE DOCUMENTS DO NOT REQUIRE LEGALISATION, IN CONFORMITY WITH PARAGRAPH 2, OF ARTICLE 6, OF THE AGREEMENT BETWEEN SWITZERLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING RECIPROCAL LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL AFFAIRS.

A. SWISS DOCUMENTS.

1. *Federal Authorities :*

The Departments of the Federal Council, viz :

Federal Political Department,
Federal Department of the Interior,
Federal Department of Justice and Police,
Federal Military Department,
Federal Department of Finance and Customs,
Federal Department of Public Economy,
Federal Department of Posts and Railways,
The Federal Chancellery.

II. *Autorités cantonales :*

Canton de Zurich (Zürich) Die Staatskanzlei,
 Canton de Berne (Bern) : Die Staatskanzlei, la Chancellerie d'Etat,
 Canton de Lucerne (Luzern) : Die Staatskanzlei,
 Canton d'Uri : Die Standeskanzlei,
 Canton de Schwyz : Die Kantonskanzlei,
 Canton d'Unterwald-le-Haut (Unterwalden ob dem Wald) : Die Staatskanzlei,
 Canton d'Unterwald-le-Bas (Unterwalden nid dem Wald) : Die Standeskanzlei,
 Canton de Glaris (Glarus) : Die Regierungskanzlei,
 Canton de Zoug (Zug) : Die Kantonskanzlei,
 Canton de Fribourg (Freiburg) : La Chancellerie d'Etat, die Staatskanzlei,
 Canton de Soleure (Solothurn) : Die Staatskanzlei,
 Canton de Bâle-Ville (Baselstadt) : Die Staatskanzlei,
 Canton de Bâle-Campagne (Baselland) : Die Landeskanzlei,
 Canton de Schaffhouse (Schaffhausen) : Die Staatskanzlei,
 Canton d'Appenzell-Rhodes extérieures (Appenzell Ausser-Rhoden) : Die Kantonskanzlei,
 Canton d'Appenzell-Rhodes intérieures (Appenzell Inner-Rhoden) : Landammann und
 Standeskommission,
 Canton de Saint-Gall (St. Gallen) : Die Staatskanzlei,
 Canton des Grisons (Graubünden, Grigioni) : Die Standeskanzlei, la Cancelleria di Stato,
 Canton d'Argovie (Aargau) : Die Staatskanzlei,
 Canton de Thurgovie (Thurgau) : Die Staatskanzlei,
 Canton du Tessin (Ticino) : La Cancelleria di Stato,
 Canton de Vaud : La Chancellerie d'Etat,
 Canton du Valais (Wallis) : La Chancellerie d'Etat, de Staatskanzlei,
 Canton de Neuchâtel : La Chancellerie d'Etat,
 Canton de Genève : La Chancellerie d'Etat.

B. EN CE QUI CONCERNE LES ACTES TCHÉCOSLOVAQUES :

1. Ministère de l'intérieur,
 Administrations politiques du pays à Praha, Brno et Opava,
 Administration civile de la Russie Subcarpathique à Uzhorod,
 Présidences des Directions de police,
 Archives du Ministère de l'Intérieur,
2. Ministère de l'Hygiène publique,
3. Ministère des Postes et Télégraphes,
 Office des chèques postaux à Praha,
 Directions des Postes et Télégraphes à Praha, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava et Kosice,
4. Ministère du Commerce,
 Office des brevets d'invention à Praha,
5. Ministère des Travaux publics,
6. Ministère des Finances,
7. Ministère de l'Agriculture,
 Ministère de l'Agriculture, Service détaché pour la Slovaquie à Bratislava,
 Service de renseignements agricoles attaché à l'Administration civile de la Russie Subcarpathique
 à Uzhorod,
 Direction des domaines d'Etat à Praha,
 Direction des forêts d'Etat à Brandys n./L. Zarnovice, Banska, Bystrice, Liptavsky Hradek,
 Solny Hrad, Uzhorod, Rahovo et Bustina,
 Commission ministérielle pour les opérations agraires à Praha,
 Commission provinciale pour les opérations agraires à Brno et Opava,
 Archives agricoles d'Etat,

II. CANTONAL AUTHORITIES :

Canton of Zurich : The Chancellery of State,
 Canton of Berne : The Chancellery of State,
 Canton of Lucerne : The Chancellery of State,
 Canton of Uri : The Chancellery of State,
 Canton of Schwyz : The Cantonal Chancellery,
 Canton of Unterwald-Upper : The Chancellery of State,
 Canton of Unterwald-Lower : The Chancellery of State,
 Canton of Glarus : The District Chancellery,
 Canton of Zug : The Cantonal Chancellery,
 Canton of Fribourg : The Chancellery of State,
 Canton of Solothurn : The Chancellery of State,
 Canton of Bâle—Town : The Chancellery of State,
 Canton of Bâle—Country : The Provincial Chancellery,
 Canton of Schaffhausen : The Chancellery of State,
 Canton of Appenzell (exterior) : The Cantonal Chancellery,
 Canton of Appenzell (interior) : The Prefect and Parliamentary Commission,

 Canton of St. Gallen : The Chancellery of State,
 Canton of Graubunden : The Chancellery of State,
 Canton of Aargau : The Chancellery of State,
 Canton of Thurgau : The Chancellery of State,
 Canton of Ticino : The Chancellery of State,
 Canton of Vaud : The Chancellery of State,
 Canton of Valais : The Chancellery of State,
 Canton de Neuchâtel : The Chancellery of State,
 Canton of Geneva : The Chancellery of State.

B. CZECHOSLOVAK DOCUMENTS.

1. Ministry of the Interior,
National Political Administrations at Prague, Brno and Opava,
Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Uzhorod,
Chief Offices of Police Departments,
Archives of the Ministry of the Interior,
2. Ministry of Public Health,
3. Ministry of Posts and Telegraphs,
Postal Cheque Office at Prague,
Departments of Posts and Telegraphs at Prague, Pardubice, Brno, Opava, Bratislava and
Kosice,
4. Ministry of Commerce,
Patents Office at Prague,
5. Ministry of Public Works,
6. Ministry of Finance,
7. Ministry of Agriculture,
Ministry of Agriculture, Separate Branch for Slovakia at Bratislava,
Agricultural Information Branch attached to the Civil Administration of Sub-Carpathian
Russia at Uzhorod,
State Property Department at Prague,
State Forest Department at Brandys, n/L. Zarnovice, Banska, Bystrice, Liptavsky Hradek,
Solny Hrad, Uzhorod, Rahovo and Bustina,
Ministerial Commission for Agrarian Undertakings at Prague,
Provincial Commission for Agrarian Undertakings at Brno and Opava,
State Agricultural Archives,

8. Ministère de la Défense nationale,
9. Ministère de l'Instruction publique,
Conseils scolaires du pays à Praha, Brno et Opava, section du Ministère de l'Instruction publique à Bratislava, section scolaire de l'Administration civile pour la Russie Subcarpathique à Uzhorod,
10. Ministère des Affaires étrangères,
Archives du Ministère des Affaires étrangères,
11. Ministère de l'Approvisionnement,
12. Ministère de la Justice,
13. Présidence du Conseil des Ministres,
14. Ministère pour l'Unification de la législation et de l'organisation de l'Administration publique,
15. Ministère (investi des pleins pouvoirs) pour l'administration de la Slovaquie à Bratislava,
16. Ministère des Chemins de fer,
Directions des chemins de fer Praha-Sud, Praha-Nord, Plzen, Hradec Kralové, Brno, Olomouc, Bratislava et Kostice,
17. Ministère de la Prévoyance sociale,
18. Bureau suprême du Contrôle des comptes à Praha,
19. Office foncier d'Etat à Praha,
20. Bureau de Statistique à Praha,
21. Chancellerie du Président de la République à Praha,
22. Chancellerie de la Chambre des députés de l'Assemblée nationale à Praha,
23. Chancellerie du Sénat de l'Assemblée nationale à Praha.

Pour copie conforme.

Berne, le 9 décembre 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Kaeslin.

Copie certifiée conforme.

Prague, le 25 juin 1927.

Dr Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

8. Ministry of National Defence,
9. Ministry of Education,
National School Council at Prague, Brno and Opava, Ministry of Education Section at Bratislava, Education Section of the Civil Administration of Sub-Carpathian Russia at Uzhorod,
10. Ministry of Foreign Affairs,
Archives of the Ministry of Foreign Affairs,
11. Ministry of Food Supplies,
12. Ministry of Justice,
13. Presidency of the Council of Ministers,
14. Ministry for the Unification of Laws and of the Organisation of Public Administration,
15. Ministry (with full powers) for the Administration of Slovakia at Bratislava,
16. Ministry of Railways,
Managing Boards of the Prague-South, Prague-North, Plzen, Hradec Kralové, Brno, Olomouc, Bratislava and Kostice Railways,
17. Ministry of Social Welfare,
18. Chief Board of Audit and Control at Prague,
19. State Land Office at Prague,
20. Statistical Office at Prague,
21. Chancellery of the President of the Republic at Prague,
22. Chancellery of the Chamber of Deputies of the National Assembly at Prague,
23. Chancellery of the Senate of the National Assembly at Prague.

N° 1595.

**EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE,
JAPON ET HONGRIE**

Accord aéronautique en vue d'assurer
l'application de l'article 128 du
Traité de Trianon, fait à Paris, le
19 mai 1927, et échange de notes
du 12 juillet 1927.

**BRITISH EMPIRE, FRANCE,
ITALY,
JAPAN AND HUNGARY**

Agreement on Aerial Navigation
with a view to the Application of
Article 128 of the Treaty of
Trianon, done at Paris, May 19,
1927, and Exchange of Notes of
July 12, 1927.

N^o 1595. — ACCORD¹ AÉRONAUTIQUE ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN ET JAPONAIS ET LE GOUVERNEMENT HONGROIS, EN VUE D'ASSURER L'APPLICATION DE L'ARTICLE 128 DU TRAITÉ DE TRIANON. FAIT A PARIS, LE 19 MAI 1927.

Textes officiels français et hongrois communiqués par la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 décembre 1927.

I.

PROTOCOLE

1. Les soussignés constatent leur accord sur les documents ci-après énumérés qu'ils ont paraphés. Ils déclarent vouloir attirer l'attention de leurs gouvernements respectifs sur les liens étroits qui existent entre ces différents documents dont, par conséquent, ils recommanderont à ces gouvernements l'acceptation sans réserve et sans modification :

- a) Lettre du président de la Conférence des ambassadeurs au sujet du régime à appliquer, à l'avenir, à la navigation aérienne civile hongroise (pièce A) ;
- b) Lettre du ministre de Hongrie à Paris, au sujet du régime à appliquer, à l'avenir, à la navigation aérienne civile hongroise (pièce B) ;
- c) et d) Annexes aux deux lettres précitées (pièces C et D) ;
- e) Lettre du ministre de Hongrie à Paris, au sujet du paragraphe 6 de la loi hongroise N^o XI de 1922 et de l'« Akadémia Ludovika » ;
- f) Lettre du ministre de Hongrie à Paris, au sujet du stockage des pièces détachées d'aéronefs (pièce F).

2. Les soussignés sont d'accord pour préciser que la mise en vigueur des mesures d'application que le Gouvernement hongrois doit prendre, en vue d'assurer l'exécution de l'accord ci-dessus visé, impliquera l'abrogation des dispositions jusqu'ici en vigueur, afin d'assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Trianon, ainsi que la cessation immédiate du contrôle aéronautique exercé par la Commission militaire interalliée de contrôle. Les mesures d'application ci-dessus visées (ordonnances, etc.) font l'objet des six annexes au présent procès-verbal.

Si les mesures ainsi édictées pour l'application de l'accord intervenu se révèlent insuffisantes dans la pratique, il appartiendra au Gouvernement hongrois, dont l'attention aura été attirée sur ces insuffisances, d'y remédier dans la mesure où l'expérience en aura montré la nécessité.

Il en sera ainsi, en particulier, si, en ce qui concerne la formation du personnel, le développement de l'aviation à voile en Hongrie, par ses répercussions sur la situation générale de l'aviation hongroise, affecte l'application de l'article 128 du Traité.

¹ Entré en vigueur les 14 et 15 août 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1595. — AGREEMENT² ON AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS AND THE HUNGARIAN GOVERNMENT, WITH A VIEW TO THE APPLICATION OF ARTICLE 128 OF THE TREATY OF TRIANON. DONE AT PARIS, MAY 19, 1927.

French and Hungarian official texts communicated by the Conference of Ambassadors. The registration of this Agreement took place December 12, 1927.

I.

PROTOCOL.

1. The undersigned record their agreement upon the documents hereinafter enumerated, which they have initialed. They express their desire to draw the attention of their respective Governments to the close connection between these different documents, which they consequently recommend to those Governments to accept without reservation or modification :

- (a) Letter from the President of the Conference of Ambassadors regarding the régime to be applied in future to Hungarian civil aviation (Document A) ;
- (b) Letter from the Hungarian Minister in Paris regarding the régime to be applied in future to Hungarian civil aviation (Document B) ;
- (c) and (d) Annexes to the two letters mentioned above (Documents C and D) ;
- (e) Letter from the Hungarian Minister in Paris, concerning paragraph 6 of Hungarian Law No. XI of 1922 and the "Akadémia Ludovika" ;
- (f) Letter from the Hungarian Minister in Paris with regard to storage of the component parts of aircraft (Document F).

2. The undersigned agree in stating that the putting into force of the measures of application to be taken by the Hungarian Government in order to ensure the execution of the above-mentioned Agreement will imply the cancelling of the provisions at present in force for the purpose of ensuring the execution of Article 128 of the Treaty of Trianon, and the immediate cessation of the aeronautical control at present exercised by the Inter-Allied Military Commission of Control. The measures of application referred to above (Decrees, etc.) are contained in the six Annexes to the present Protocol.

If the measures thus enacted in application of the Agreement concluded prove insufficient in practice, it will be for the Hungarian Government, when its attention has been drawn to this insufficiency, to supply the remedy whenever experience shows the necessity of doing so.

This shall apply in particular if, as regards the training of personnel, the development of motorless flight in Hungary, through its effects upon the general situation of Hungarian aviation, affects the application of Article 128 of the Treaty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force August 14 and 15, 1927.

Les listes des pilotes et élèves-pilotes de vol à voile seront tenues à jour. Elles seront mises éventuellement à la disposition de la Société des Nations en cas d'application de l'article 143 du Traité de Trianon, dans l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent.

3. Il est entendu que les noms des membres de l'armée visés à l'article V, paragraphe c) 2, de l'annexe 1 aux pièces A et B, qui sont en possession d'un certificat de pilote délivré antérieurement au 1^{er} avril 1926, seront communiqués à la Conférence des ambassadeurs à la date de la mise en vigueur des mesures d'application visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Les autorisations accordées et les radiations effectuées, conformément aux dispositions de l'article V, paragraphe c) de l'annexe 1 précitée, seront publiées annuellement au *Journal Officiel*, les radiations visées au dernier alinéa dudit article V, paragraphe c), étant publiées à part.

4. Les prescriptions concernant les pilotes et élèves-pilotes, doivent être entendues comme s'appliquant en général à toute personne susceptible de conduire un aéronef, quelle qu'en soit la catégorie.

5. Les dispositions concernant la tenue des listes de matériel et de personnel ne visent ni les ballons sans moteur ni les cerfs-volants employés pour des fins purement civiles.

Fait à Paris, en double exemplaire, le dix-neuf mai mil neuf cent vingt-sept.

(Signé) R. MASSIGLI.

(Signé) KORANYI.

(Signé) A. HOLMAN.

(Signé) C. CORTINI.

(Signé) MIZUNO.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :

R. Massigli.

Annexe au 1 Protocole de signature.

ORDONNANCE N^o . . . CONCERNANT LA CONSTRUCTION, L'IMPORTATION, ETC., D'AÉRONEFS.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Il est interdit de construire, de détenir, d'importer ou de mettre en circulation des aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir des engins quelconques de guerre, tels que canons, mitrailleuses, torpilles, bombes, ou munis d'appareils de visée ou de lancement pour de tels engins.

Paragraphe 2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe 1 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, se rend coupable d'une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles infractions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

The lists of pilots and cadet pilots in motorless flying shall be kept up to date. These lists shall, if necessary, be placed at the disposal of the League of Nations in the event of the application of Article 143 of the Treaty of Trianon in the circumstances provided for in the previous paragraph.

3. It is understood that the names of the members of the Army mentioned in Article V, paragraph (c) 2, of Annex 1 to Documents A and B, who are in possession of pilots' certificates issued before April 1st, 1926, shall be communicated to the Conference of Ambassadors at the time when the measures of application mentioned in paragraph 2 above come into force.

The licences granted and the cancellations effected in conformity with the provisions of Article V, paragraph (c), of Annex 1 above mentioned shall be published annually in the *Official Journal*, the cancellations referred to in the last paragraph of Article V (c) being published separately.

4. The provisions concerning pilots and cadet pilots must be understood as applying in general to any person capable of flying an aircraft, whatever its category.

5. The provisions concerning the keeping of lists of material and personnel shall not refer to balloons without engines or to kites employed for purely civilian purposes.

Done in Paris in duplicate on May the nineteenth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(Signed) R. MASSIGLI.

(Signed) KORANYI.

(Signed) A. HOLMAN.

(Signed) C. CORTINI.

(Signed) MIZUNO.

Annex 1 to the Protocol of Signature.

DECREE NO. REGARDING THE CONSTRUCTION, IMPORT, ETC., OF AIRCRAFT.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war, such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for the sighting or discharge of these engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

Paragraph 2.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraph 1 of this Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and to a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraphe 3.

Les aéronefs visés au paragraphe 1 — sans égard aux conditions fixées au paragraphe 61 de la loi V de 1878 — seront saisis et rendus inutilisables.

Paragraphe 4.

A toute association qui contreviendrait au paragraphe 1 de la présente ordonnance s'appliquent les dispositions prévues pour l'exécution de l'article 112 du Traité de Trianon (loi N° XI de 1922).

Paragraphe 5.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1927.

Annexe 2 au Protocole de signature.

ORDONNANCE N°..... CONCERNANT LES AVIONS SANS PILOTES ET LES AVIONS AYANT LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES AVIONS DE CHASSE MODERNES.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Les avions sans pilotes sont interdits.

Paragraphe 2.

Les avions qui possèdent les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond, ne peuvent être construits ou importés qu'avec l'assentiment du Ministère royal hongrois du Commerce.

L'autorisation peut être refusée sans indication des raisons qui motivent le refus.

Paragraphe 3.

Les avions mentionnés au paragraphe 2 ne peuvent être conduits que par les pilotes qui ont reçu, à cet effet, du Ministère royal hongrois du Commerce, une autorisation spéciale.

Paragraphe 4.

Dans les écoles d'aviation, les exercices sur les avions visés au paragraphe 2 sont interdits.

Paragraph 3.

The aircraft referred to in paragraph 1 of the present Decree shall, regardless of the conditions laid down in paragraph 61 of Law No. V of 1878, be seized and rendered useless.

Paragraph 4.

The provisions laid down for the execution of Article 112 of the Treaty of Trianon (Law No. XI of 1922) shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

Paragraph 5.

The present Decree shall enter into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, 1927.

Annex 2 to the Protocol of Signature.

DECREE NO. REGARDING AIRCRAFT WITHOUT PILOTS AND AIRCRAFT WITH THE TECHNICAL CHARACTERISTICS OF MODERN FIGHTER AEROPLANES.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

Aircraft without pilots are prohibited.

Paragraph 2.

Aircraft possessing the technical characteristics of modern fighter aeroplanes in respect of dead weight, ratio of dead weight to engine power, arrangement of seats, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude may only be constructed or imported with the consent of the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

This consent may be refused without reasons being given.

Paragraph 3.

The aircraft mentioned in paragraph 2 may only be flown by pilots holding a special licence issued by the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

Paragraph 4.

Flying schools are forbidden to carry out exercises with the aircraft described in paragraph 2.

Paragraphe 5.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 4 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 6.

Les avions visés au paragraphe 1, ainsi que les avions des types visés au paragraphe 2, qui auront été construits ou importés sans l'autorisation exigée, seront saisis et rendus inutilisables, sans égard aux conditions fixées au paragraphe 61 de la loi V de 1878.

Paragraphe 7.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1927.

Annexe 3 au Protocole de signature.

ORDONNANCE N° EN VUE DE LIMITER LA FORMATION DES PILOTES.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

L'instruction et l'entraînement dans le pilotage ayant un caractère ou un but militaire, contrairement aux engagements contenus dans l'article 128 du Traité de Trianon, sont interdits.

Paragraphe 2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe 1 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 3.

A toute association qui contreviendrait au paragraphe 1 de la présente ordonnance s'appliquent les dispositions prévues pour l'exécution de l'article 112 du Traité de Trianon (loi N° XI de 1922).

Paragraphe 4.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1927.

Paragraph 5.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraphs 1 to 4 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 6.

Aircraft of the kind described in paragraph 1 and of the kind described in paragraph 2, if constructed or imported without the necessary licence, shall be seized and rendered useless, regardless of the conditions laid down in paragraph 6r of Law No. V of 1878.

Paragraph 7.

The present Decree shall come into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, 1927.

Annex 3 to the Protocol of Signature.

DECREE NO. REGARDING THE RESTRICTION OF AIR TRAINING.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

All air training of a military character or serving a purpose contrary to the undertaking contained in Article 128 of the Treaty of Trianon is prohibited.

Paragraph 2.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraph 1 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 3.

The provisions laid down for the execution of Article 112 of the Treaty of Trianon (Law No. XI of 1922) shall apply to any association which offends against paragraph 1 of the present Decree.

Paragraph 4.

The present Decree shall come into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, 1927.

Annexe 4 au Protocole de signature.

ORDONNANCE, N^o SUR LA TENUE DES CONTRÔLES DANS L'AÉRONAUTIQUE.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Les usines construisant du matériel aéronautique sont tenues de faire une déclaration au Ministère du Commerce.

Paragraphe 2.

Les aéronefs et les moteurs d'aéronefs, en voie de construction ou terminés, doivent être portés sur les listes conformes au modèle donné à l'annexe 1 de la présente ordonnance.

Paragraphe 3.

Quiconque forme des pilotes doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de l'élève, ainsi que les dates auxquelles a commencé et s'est terminée l'instruction.

Paragraphe 4.

Quiconque exploite un aéroport doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de toute personne qui vient voler sur l'aéroport et de celle qui sont employées à l'intérieur de l'aéroport à l'entretien des aéronefs.

Paragraphe 5.

Les associations, sociétés ou individus qui se livrent à l'aéronautique ou emploient des aéronefs, ainsi que tous autres propriétaires d'aéronefs, doivent en faire la déclaration au Ministère royal hongrois du Commerce.

La déclaration doit contenir :

- 1^o Le nom, le siège ou le domicile de l'association, de la société ou de tout autre propriétaire ;
- 2^o Le type et le numéro d'enregistrement de l'aéronef.

Paragraphe 6.

Les déclarations revues aux paragraphes 1 et 4 doivent être faites avant la fin du mois qui suit celui dans lequel se trouve réalisée la condition prévue pour cette déclaration.

Dans le cas où les conditions pour lesquelles une déclaration est prévue se trouvent remplies dès la mise en vigueur de la présente ordonnance, les déclarations devront être faites avant la fin du mois qui suivra le mois de la promulgation de ladite ordonnance.

Paragraphe 7.

Les copies des listes visées aux paragraphes 2, 3 et 4 devront être remises au ministre du Commerce deux fois par an : le 31 juillet pour le premier semestre et le 31 janvier pour le deuxième semestre, et, pour la première fois, à la fin du troisième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente ordonnance.

Annex 4 to the Protocol of Signature.

DECREE No. REGARDING THE KEEPING OF AVIATION LISTS.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

Factories manufacturing aviation material must notify the fact to the Ministry of Commerce

Paragraph 2.

Aircraft and aero-engines, whether completed or in process of construction, shall be entered in registers on the model given in Annex 1 to the present Decree.

Paragraph 3.

Every person who trains flying pupils must keep a list showing the names, occupations and residences of the pupils and the dates on which training began and ended.

Paragraph 4.

The manager of an aerodrome must keep lists showing the names, occupations and residences of all persons coming to fly at the aerodrome and of persons employed, within the aerodrome, on the upkeep of aircraft.

Paragraph 5.

Associations, companies or individuals engaged in aviation or employing aircraft, as well as all other owners of aircraft, must notify the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

The notification must contain :

- (1) Name, address or residence of the association, company or other owner ;
- (2) Type and registration number of the aircraft.

Paragraph 6.

The notifications referred to in paragraphs 1 and 4 must be made before the end of the month following the month in which the case for notification arises.

If the conditions entailing notification are already fulfilled at the time when the present Decree comes into force, such notification must be made before the end of the month following the month in which the present Decree is promulgated.

Paragraph 7.

Copies of the lists mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 must be submitted to the Ministry of Commerce twice yearly, on July 31st in respect of the first half-year and on January 31st in respect of the second half-year, starting from the end of the third month following the coming into force of the present Decree.

Paragraphe 8.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 7 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à quinze jours et d'une amende de 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 9.

La présente ordonnance ne modifie en rien les obligations de déclaration et de tenue à jour, fixées par d'autres règles juridiques ; par contre, l'accomplissement d'obligations basées sur d'autres règles juridiques n'annule point les obligations dérivant de la présente ordonnance.

Paragraphe 10.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation et son exécution sera confiée au ministre du Commerce.

BUDAPEST, le 1927.

Annexe 5 au Protocole de signature.

ORDONNANCE DU MINISTÈRE ROYAL HONGROIS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Comme conséquence de l'accord de Paris sur l'aéronautique en date du et en vertu de l'alinéa 3 du paragraphe 6 de la loi XVII de l'année 1922, les ordres suivants sont promulgués, d'accord avec le ministre de l'Intérieur :

1. Il est interdit à tous les services de l'armée et des organes de sûreté, ainsi qu'à leur personnel, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 128 du Traité de Trianon, des rapports quelconques avec l'aéronautique. Les mesures ci-dessus ne concernent pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre.

2. Sont interdites aux membres de l'armée et des organes de sûreté, isolés ou en groupes, l'instruction ou l'activité dans l'aéronautique, quelle qu'en soit la catégorie.

3. A titre exceptionnel, des membres de l'armée pourront être autorisés, jusqu'à concurrence d'un chiffre total de douze, à apprendre à piloter ou à piloter à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport, seule, et à leurs propres frais. Ces douze membres de l'armée seront répartis à raison de deux par brigade mixte, exception faite des brigades 5 et 7, lesquelles n'auront qu'un seul membre de l'armée autorisé à piloter.

Les demandes d'autorisations ci-dessus visées devront être adressées au Ministère de la Défense nationale. Les membres de l'armée ne devront, à cet effet, recevoir aucune subvention ou congé spécial.

L'activité des membres de l'armée dans l'aviation de sport ne devra avoir aucun caractère ni but militaire.

Une infraction aux dispositions qui précèdent entraînera, sans préjudice d'autres sanctions disciplinaires, le retrait de l'autorisation accordée.

Paragraph 8.

Any person contravening or fraudulently infringing paragraphs 1 to 7 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding fifteen days and to a fine not exceeding 80 pengős.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 9.

Nothing in the present Decree shall affect the obligations concerning notification and the keeping up to date of registers which arise out of other rules of law ; on the other hand, the discharge of obligations arising out of other rules of law shall not cancel the obligations entailed by the present Decree.

Paragraph 10.

The present Decree shall enter into force on the day of its promulgation, and the Minister of Commerce shall be responsible for its execution.

BUDAPEST,, 1927.

Annex 5 to the Protocol of Signature.

DECREE OF THE ROYAL HUNGARIAN MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE.

In accordance with the Paris Air Convention dated, and in virtue of paragraph 6, sub-paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, the following orders are promulgated by agreement with the Minister of the Interior :

1. All departments of the Army and of the services responsible for public order, as well as their personnel, are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation for a military purpose in contravention of Article 128 of the Treaty of Trianon. The above prohibitions shall not apply to the necessary measures undertaken for ground anti-aircraft defence.

2. Members of the Army and of the services responsible for public order shall not be trained, or take part, in aviation of any kind whatever, whether individually or in groups.

3. As an exceptional measure, members of the Army, up to the maximum number of twelve, may be authorised to learn or to take part in amateur flying, privately and at their own expense. This allotment of twelve shall be divided in the proportion of two per mixed brigade, with the exception of brigades 5 and 7, in which only one member of the Army shall be authorised to fly.

Requests for the authorisations mentioned above must be addressed to the Ministry of National Defence. Members of the Army shall not receive any subsidy or special leave for this purpose.

The activity of members of the Army in amateur aviation shall not be of a military character or have any military purpose.

In the case of an offence against the above regulations, the authorisation granted shall, without prejudice to further disciplinary action, be cancelled.

Annexe 6 au Protocole de signature.

ORDONNANCE DU MINISTÈRE ROYAL HONGROIS DE L'INTÉRIEUR.

En vertu de l'alinéa 3, paragraphe 6 de la loi XVII de l'année 1922 et d'accord avec le ministre des Finances, j'ordonne aux organes de sûreté (police royale hongroise, gendarmerie royale hongroise, garde des douanes, garde financière, garde fluviale) en matière d'aéronautique ce qui suit :

1. Les fonctionnaires appartenant à des organes de sûreté et qui sont affectés au service d'aérodromes peuvent recevoir une instruction aéronautique, en vue d'obtenir le certificat de pilote, sous la réserve, toutefois, que leur nombre ne dépasse pas l'effectif de douze.

Leur répartition présente est :

Budapest Mátyásföld	2
Budapest Gellért	2
Szombathely	2
Székesfehérvár	2
Szeged	2
Miskolc	2

2. Il est entendu que ces brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires des organes de sûreté pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer, en toute connaissance de cause, le contrôle de l'aviation commerciale.

3. A l'exception des douze fonctionnaires susmentionnés, les fonctionnaires des organes de sûreté ne seront pas admis à l'entraînement au pilotage. Les douze brevets de pilotage accordés ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles des organes de sûreté ou auraient atteint l'âge de 48 ans.

4. Les organes de sûreté ne pourront disposer d'aucun aéronef.

Le Ministère du Commerce prendra les mesures relatives à l'entraînement des douze fonctionnaires susmentionnés.

Pièce A.

2.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

LE PRÉSIDENT.

N° 144.

PARIS, le 12 juillet 1927.

Au nom des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la communication suivante :

Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués des gouvernements ci-dessus énumérés, d'une part, et les délégués du Gouvernement hongrois, d'autre part, sur le régime à appliquer, à l'avenir, à l'aéronautique civile hongroise, afin d'assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Trianon, ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement hongrois mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires.

Annex 6 to the Protocol of Signature.

DECREE OF THE ROYAL HUNGARIAN MINISTRY OF THE INTERIOR.

In virtue of paragraph 6, sub-paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, and by agreement with the Minister of Finance, I hereby issue the following orders concerning aviation to the services responsible for public order (Royal Hungarian Police, Royal Hungarian Gendarmerie, Customs Guards, Excise Guards and River Patrols) :

(1) Officials belonging to services responsible for public order and posted for duty at aerodromes may receive training in aviation with a view to securing a pilot's certificate, provided, however, that their number shall not exceed twelve. Their present distribution is as follows :

Budapest Mátyásföld	2
Budapest Gellért	2
Szombathely	2
Székesfehérvár	2
Szeged	2
Miskolc	2

(2) It is understood that such pilots' certificates will not be issued to officials in the services responsible for public order to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

(3) Except for the twelve officials above mentioned, officials of the services responsible for public order shall not be allowed to receive training in aviation. The twelve pilots' certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the supervisory posts of the services responsible for public order or reach their forty-eighth year.

(4) The services responsible for public order shall not possess any aircraft.

The Ministry of Commerce shall provide for the training of the twelve officials referred to above.

Document A.

2.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

THE PRESIDENT.

No. 144.

PARIS, July 12, 1927.

On behalf of the British, French, Italian and Japanese Governments, I have the honour to bring to your notice the following communication :

The negotiations which have taken place at Paris between the delegates of these Governments and the delegates of the Hungarian Government with regard to the regime to be applied in future to Hungarian civil aviation with a view to the execution of Article 128 of the Treaty of Trianon have resulted in an Agreement on the following basis :

“ The Hungarian Government shall apply the regulations given in detail in the attached Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay.

» Dès que le Gouvernement hongrois aura mis en vigueur lesdites mesures, les fonctions de la Commission militaire interalliée de contrôle, en qualité de Comité de garantie aéronautique, cesseront.

» Dès ce moment, les dispositions de l'article 143 du Traité de Trianon s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement hongrois, en exécution dudit traité, en matière aéronautique.

» Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 143.

» Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement hongrois, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 143 du Traité de Trianon. »

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Gouvernements britannique, français, italien et japonais approuvent, en ce qui les concerne, l'accord ci-dessus visé et qu'ils déclarent, dès maintenant, accepter que la mise en vigueur des mesures convenues implique l'abrogation des dispositions jusqu'ici appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Trianon.

D'autre part, il reste naturellement entendu que, conformément à l'article 128 dudit traité, les forces militaires de la Hongrie ne comporteront aucune aéronautique militaire.

(Signé) A. BRIAND.

Monsieur le Baron Koranyi,
Ministre de Hongrie, Paris.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :

R. Massigli.

Pièce B.

3.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE EN FRANCE.

PARIS, le 12 juillet 1927.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la communication suivante :

Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués du Gouvernement hongrois, d'une part, et les délégués des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, d'autre part, sur le régime à appliquer, à l'avenir, à l'aéronautique civile hongroise, afin d'assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Trianon, ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement hongrois mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires.

« Dès que le Gouvernement hongrois aura mis en vigueur lesdites mesures, les fonctions de la Commission militaire interalliée de contrôle, en qualité de Comité de garantie aéronautique, cesseront.

« Dès ce moment, les dispositions de l'article 143 du Traité de Trianon s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement hongrois, en exécution dudit traité, en matière aéronautique.

« Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 143.

“ As soon as the Hungarian Government has put these measures into force, the Inter-Allied Military Commission of Control shall cease to act as Air Committee of Guarantee.

“ From that date, the provisions of Article 143 of the Treaty of Trianon shall apply to the obligations mentioned above and in general, to the obligations entered into by the Hungarian Government in air matters in pursuance of the aforesaid Treaty.

“ The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 143.

“ The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Hungarian Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations, with a view to the application of Article 143 of the Treaty of Trianon. ”

I have the honour to inform you that the British, French, Italian and Japanese Governments approve this Agreement and that they hereby recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions hitherto applied to ensure the execution of Article 128 of the Treaty of Trianon.

Furthermore, it is of course understood that, in pursuance of Article 128 of that Treaty, the armed forces of Hungary will not include any military air forces.

(Signed) A. BRIAND.

Baron Koranyi,
Hungarian Minister, Paris.

Document B.

3.

ROYAL LEGATION OF HUNGARY IN FRANCE.

PARIS, July 12, 1927.

I am instructed by my Government to forward to you the following communication :

The negotiations which have taken place in Paris between the delegates of the Hungarian Government and the delegates of the British, French, Italian and Japanese Governments with regard to the régime to be applied in future to Hungarian civil aviation with a view to the execution of Article 128 of the Treaty of Trianon have resulted in an Agreement on the following basis :

“ The Hungarian Government shall apply the regulations given in detail in the attached Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay.

“ As soon as the Hungarian Government has put these measures into force, the Inter-Allied Military Commission of Control shall cease to act as Air Committee of Guarantee.

“ From that date, the provisions of Article 143 of the Treaty of Trianon shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the Hungarian Government in air matters in pursuance of the aforesaid Treaty.

“ The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 143.

« Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement hongrois, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 143 du Traité de Trianon. »

En confirmant à la Conférence, d'ordre de mon gouvernement, que, conformément à l'article 128 du Traité de Trianon, les forces militaires de la Hongrie ne comporteront aucune aéronautique militaire, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement hongrois approuve, en ce qui le concerne, l'accord visé ci-dessus et qu'il est prêt à exécuter les obligations qui en résultent pour lui.

Il est, d'autre part, entendu que, dans l'esprit des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, la mise en vigueur des mesures convenues impliquera l'abrogation des dispositions jusqu'ici appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Trianon.

(Signé) KORANYI,
Ministre de Hongrie.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand
Président de la Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :

R. Massigli.

Pièce C.

Annexe 1 aux pièces A et B.

4.

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 128 DU TRAITÉ DE TRIANON.

I.

Le Gouvernement hongrois promulguera et mettra en vigueur l'ordonnance dont la teneur suit :

1^o Sont interdites : la construction, la détention, l'importation ou la mise en circulation d'aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir un engin de guerre quelconque, tel que canon, mitrailleuse, torpille, bombe, ou des instruments de visée ou de lancement pour de tels engins.

2^o Toute infraction au paragraphe 1 ci-dessus sera qualifiée de contravention punissable d'une peine de prison allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös. Les appareils seront saisis et rendus inutilisables.

3^o A toute association contrevenant au paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent les dispositions pour l'exécution de l'article 112 du Traité de Trianon. (Loi N^o XI de 1922.)

II.

Le Gouvernement hongrois veillera à ce que l'aéronautique civile hongroise soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal, tant en ce qui concerne l'aéronautique

“ The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Hungarian Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations, with a view to the application of Article 143 of the Treaty of Trianon. ”

I am instructed by my Government to confirm the fact that, in pursuance of Article 128 of the Treaty of Trianon, the armed forces of Hungary will not include any military air forces, and I have the honour to inform you that the Hungarian Government approves the Agreement referred to above and that it is prepared to execute the obligations which this Agreement imposes upon it.

It is further understood that the British, French, Italian and Japanese Governments recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions hitherto applied to ensure the execution of Article 128 of the Treaty of Trianon.

(Signed) KORANYI,
Minister of Hungary.

His Excellency
M. Aristide Briand,
President of the Conference of Ambassadors,
Paris.

Document C.

Annex 1 to the Documents A and B.

4.

MEASURES FOR ENSURING THE EXECUTION OF ARTICLE 128
OF THE TREATY OF TRIANON.

I.

The Hungarian Government shall issue and put into force a Decree to the following effect :

(1) No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for the sighting or discharge of those engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

(2) Any infringement of paragraph 1 above shall be deemed to be an offence punishable by a term of imprisonment not exceeding six months and by a fine not exceeding 80 pengös. The aircraft shall be seized and rendered useless.

(3) The provisions regarding the execution of Article 112 of the Treaty of Trianon (Law No. XI. of 1922) shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

II.

The Hungarian Government shall ensure that Hungarian civil aviation is kept within the limits of normal development both in regard to commercial aviation, which shall not be subsidised

commerciale, qui ne pourra être subventionnée que dans une mesure correspondant à ce développement, qu'en ce qui concerne les appareils utilisés dans les écoles et en ce qui concerne l'aviation de sport, sous réserve des limitations résultant des dispositions ci-après :

III.

a) Le Gouvernement hongrois subordonnera à une autorisation spéciale, par lui délivrée, la construction ou l'importation d'avions qui posséderaient les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond.

b) Le Gouvernement hongrois accordera l'autorisation spéciale, visée ci-dessus, exclusivement pour participer à des courses ou compétitions internationales annoncées publiquement ou à des records contrôlés officiellement, ainsi que pour les préparatifs que nécessiterait cette participation. En aucun cas, ces préparatifs ne pourront comporter d'exercices dans les écoles. Le nombre d'avions de cette nature se maintiendra dans les limites du nombre des avions civils de même nature employés pour les fins indiquées ci-dessus dans un autre pays d'Europe de superficie et de population analogues et où l'aviation de sport est pratiquée.

c) Le Gouvernement hongrois prendra les mesures appropriées pour que le nombre des pilotes autorisés à piloter de tels avions n'excède pas le cadre des besoins définis au paragraphe b) ci-dessus.

IV.

Le Gouvernement hongrois fera le nécessaire pour que les autorités hongroises n'accordent de subvention d'aucune sorte, ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'instruction ou l'entraînement d'élèves-pilotes ou de pilotes dans l'aviation de sport, ni, en général, aux personnes se livrant à l'aviation, à l'exception du personnel destiné au fonctionnement des lignes commerciales en service, ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

Le Gouvernement hongrois prendra les mesures appropriées pour que de telles subventions ne soient pas non plus accordées par aucune autre administration publique ayant la gestion de deniers publics, y compris les administrations municipales.

Les prix en espèces, offerts à l'occasion des compétitions aéronautiques, ainsi que les allocations accordées pour l'organisation préparatoire de telles compétitions, ne devront, ni par leur importance ni par leur nombre, présenter le caractère de subventions. Ces prix ou allocations ne pourront être attribués que pour des compétitions officiellement reconnues.

V.

Le Gouvernement hongrois prendra les mesures appropriées :

a) Pour que soient interdits toute instruction et tout entraînement dans l'aviation ayant, contrairement aux engagements visés à l'article 128 du Traité de Trianon, un caractère ou un but militaire ;

b) Pour interdire à toute administration publique, ou à son personnel, s'occupant de l'organisation ou de l'administration d'une force armée, d'entretenir, dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 128 du Traité de Trianon, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Il reste entendu que les dispositions ci-dessus visées ne concernent pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre ;

c) 1° Pour interdire dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, toute instruction et toute activité des membres de l'armée isolés ou en groupes ;

in excess of these requirements, and in regard to aircraft employed in flying schools, and, further, in regard to amateur aviation, subject to the limitations arising out of the following provisions :

III.

(a) The Hungarian Government shall make dependent upon a special licence issued by it the construction or import of aircraft having the technical characteristics of modern fighter aeroplanes as regards dead weight, ratio of dead weight to engine power, arrangement of seats, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude.

(b) The Hungarian Government shall issue these licences to such aircraft exclusively for the purpose of taking part in international races or competitions, publicly announced, or of establishing records officially checked and for such preparation as may be necessary for taking part in the competitions. Such preparation shall not include practising in flying schools. The number of aircraft of this kind shall not exceed the number of civil aircraft of the same kind which are in use for these purposes in any other European country of similar size and population where amateur aviation is engaged in.

(c) The Hungarian Government shall take the requisite measures to ensure that the number of air pilots who are licensed to fly these aircraft shall not exceed the requirements mentioned in paragraph (b) above.

IV.

The Hungarian Government shall take the requisite steps to ensure that the Hungarian authorities shall not grant subsidies, either to associations or societies, or individuals who devote themselves to amateur aviation, or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet pilots or pilots in amateur aviation, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by air lines or for the normal requirements of aircraft factories.

The Hungarian Government shall take suitable steps to ensure that such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds to administer, including municipal authorities.

Money prizes offered in flying competitions and appropriations made for the preparatory organisation of such competitions shall not, either as regards their amount or their number, bear the character of subsidies. These prizes and appropriations shall be granted for officially recognised competitions only.

V.

The Hungarian Government shall take suitable steps to ensure :

(a) That training and instruction in flying which is of a military character or for a military purpose contrary to the undertaking given under Article 128 of the Treaty of Trianon shall be prohibited.

(b) That all public administrations and their staff concerned with the organisation or administration of armed forces shall be prohibited from having any connection with any form of aviation for a military purpose in contravention of Article 128 of the Treaty of Trianon. These provisions shall not, however, be applicable to such measures as may be necessary for anti-aircraft defence from the ground.

(c) 1. That members of the Army may not, either individually or collectively, receive any instruction or engage in any activities in connection with aviation in any form.

2° A titre exceptionnel, les membres de l'armée qui en feront la demande pourront être autorisés à apprendre à piloter, à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport, seule, et à leurs propres frais ; il ne leur sera accordé à cet effet, par les autorités hongroises, ni subventions ni congés spéciaux.

Il est entendu que ces autorisations exceptionnelles excluront pour les titulaires, conformément au paragraphe a) ci-dessus, toute instruction et tout entraînement aériens ayant un caractère ou un but militaire.

Ces autorisations pourront être accordées jusqu'à concurrence d'un chiffre total de douze, ce maximum ne pouvant être atteint qu'au bout d'une période de six ans à compter du 1^{er} janvier 1927 et à raison de deux autorisations par an.

Ce maximum de douze, une fois atteint, pourra être maintenu par l'octroi d'autorisations nouvelles, qui seront accordées jusqu'à concurrence d'une par an.

Toutefois, les titulaires d'autorisation qui viendraient à être rayés des cadres de l'armée, par suite de décès ou de réforme pourront toujours être remplacés, au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du contingent normalement fixé pour l'année.

Les noms des bénéficiaires des autorisations seront portés sur une liste dressée au début de chaque année.

Les membres de l'armée, titulaires d'un brevet de pilote délivré avant le 1^{er} avril 1926, pourront, jusqu'à concurrence de six, continuer à piloter. Ces six pilotes, qui ne seront pas remplacés et dont les noms seront portés sur une liste spéciale, ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés aux alinéas précédents.

VI.

Le Gouvernement hongrois prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'enregistrement :

- a) De toutes les fabriques construisant du matériel aéronautique ;
- b) De tous les aéronefs et moteurs, terminés ou en cours de construction, les appareils et moteurs destinés à l'exportation étant enregistrés à part ;
- c) De tous les pilotes et élèves-pilotes, les pilotes aptes à conduire les avions visés à l'article III ci-dessus étant enregistrés à part ;
- d) De toutes les entreprises exploitant une ligne aérienne ;
- e) De toutes les organisations, sociétés ou individus s'occupant d'aéronautique ou employant des aéronefs ;
- f) De tous autres propriétaires d'aéronefs.

Ces listes d'enregistrement seront constamment tenues à jour.

VII.

Les avions sans pilotes sont interdits.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :*

R. Massigli.

2. That as an exceptional measure members of the Army may, at their own request, be authorised to learn to fly as private persons, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The Hungarian authorities shall not grant them any special subsidies or special leave for the purpose.

It is to be understood that these exceptional authorisations shall, in conformity with paragraph (a) above, exclude all training in flying of a military character or for a military purpose.

Such authorisations may be granted up to a maximum of twelve. This maximum may only be reached in six years as from January 1st, 1927, with the proviso that not more than two authorisations may be granted each year.

When the maximum number of twelve has been reached, it may be maintained by the grant of fresh authorisations, not more than one being granted each year.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the Army, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year over and above the normal number for that year in place of the one which has lapsed.

A list of persons holding such authorisations shall be drawn up at the beginning of each year.

Members of the Army who hold a pilot's licence issued before April 1st, 1926, may continue to act as pilots if they do not exceed the maximum number of six. These six pilots, who may not be replaced and whose names shall appear on a special list, are not included in the number of pilots referred to in the above paragraphs.

VI.

The Hungarian Government shall take the necessary measures to ensure that lists are kept of :

- (a) All factories manufacturing aviation material ;
- (b) All aircraft or aero-engines completed or in process of construction, a separate list being kept of all aircraft or aero-engines intended for export ;
- (c) All air pilots and cadet pilots (air pilots qualified to fly aircraft of the kind specified under Article III above shall be entered on a separate list) ;
- (d) All organisations which own air transport lines ;
- (e) All associations or companies or individuals engaged in aviation or using aircraft ;
- (f) All other owners of aircraft.

These lists shall always be kept up to date.

VII.

Aircraft without pilots are prohibited.

*Pièce D.**Annexe 2 (aux pièces A et B).*

5.

DISPOSITION CONCERNANT LES ORGANES DE SURETÉ.

Les prescriptions générales visées à l'article V, paragraphes *a*), *b*) et *c*), alinéa 1, s'appliquent également aux organes de sûreté.

Toutefois, à titre exceptionnel, douze fonctionnaires des organes de sûreté pourront recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Il est entendu que ces brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires des organes de sûreté pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer en toute connaissance de cause le contrôle de l'aviation commerciale.

Ces douze brevets de pilote ainsi accordés ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles des organes de sûreté ou auraient atteint l'âge de 48 ans.

Les douze fonctionnaires titulaires de brevets seront répartis entre les différents aérodromes.

Les organisations des organes de sûreté ne pourront disposer d'aucun aéronef.

Il n'existera en Hongrie, en dehors de ces douze fonctionnaires, aucune autre organisation de police spéciale à l'aviation.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :*

R. Massigli.

Pièce E.

6.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE EN FRANCE.

PARIS, le 12 juillet 1927.

Comme suite aux conversations qui ont eu lieu avec le Secrétaire général de la Conférence des ambassadeurs au sujet de la portée du paragraphe 6 de la loi hongroise N° XI de 1922, j'ai l'honneur de vous faire savoir que lesdites dispositions, en tant qu'elles auraient pu s'appliquer à l'activité de l'« Akadémia Ludovika » dans les matières spécialement interdites à l'armée et à la marine, telle que l'aéronautique, se trouveront abrogées en vertu des dispositions combinées du paragraphe 6 de la loi hongroise N° XI de 1922, d'une part, du paragraphe 1 du projet d'ordon-

*Document D.**Annex 2 to Documents A and B.*

5.

PROVISIONS REGARDING SERVICES RESPONSIBLE FOR PUBLIC ORDER.

The general provisions laid down in Article V, Sections (a), (b) and (c), paragraph 1, also apply to the services responsible for public order.

Nevertheless, as an exceptional measure, twelve officials of these services may be given aeronautical training and hold a pilot's certificate.

It is agreed that these pilots' certificates will not be issued to the officials in question to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The twelve pilots' certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the supervisory posts of the services responsible for public order or reach their forty-eighth year.

The twelve holders of these pilots' certificates shall be distributed among the different aerial ports.

The services responsible for public order may not possess aircraft.

Apart from these twelve officials, no other special air police organisation shall exist in Hungary.

Document E.

6.

ROYAL LEGATION OF HUNGARY IN FRANCE.

PARIS, July 12, 1927.

Following the conversations which took place with the Secretary-General of the Conference of Ambassadors regarding the scope of paragraph 6 of Hungarian Law No. XI of 1922, I have the honour to inform you that these provisions will, so far as they might have applied to the activities of the "Akadémia Ludovika" in matters specially forbidden to the Army and Navy, such as aviation, be nullified by the combined effect of paragraph 6 of Hungarian Law No. XI of 1922, taken in conjunction with paragraph 1 of the draft Decree constituting Annex III to the

nance, qui constitue l'annexe III au Protocole aéronautique, et du paragraphe 2 du projet d'ordonnance du Ministère de la Défense nationale, qui constitue l'annexe V audit Protocole, d'autre part.

(Signé) KORANYI,
Ministre de Hongrie.

Son Excellence,
Monsieur Aristide Briand,
Président de la Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :*
R. Massigli.

Pièce F.

7.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE EN FRANCE.

PARIS, le 12 juillet 1927.

Il résulte de l'accord intervenu en date de ce jour, entre la Conférence des ambassadeurs et le Gouvernement hongrois, que dès qu'auront été mises en vigueur les dispositions législatives prévues par ledit Arrangement, tous les types d'aéronefs, qui — selon les articles I et III de l'annexe 1 aux pièces A et B dudit accord — sont interdits, toutes les machines de guerre qui pourront être employées pour l'armement aérien et qui sont visées au paragraphe 1 de l'article I de l'annexe 1 aux pièces A et B, ne peuvent être ni fabriquées en Hongrie, ni importées en Hongrie, ni exportées de Hongrie.

Il reste entendu, d'autre part, que l'engagement pris par le Gouvernement hongrois de veiller à ce que l'aéronautique hongroise soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal implique le seul stockage des pièces détachées d'aéronefs nécessité par les besoins normaux de l'aviation civile envisagée par ledit accord.

(Signé) KORANYI,
Ministre de Hongrie.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Président de la Conférence des Ambassadeurs,
Paris.

Pour copie conforme.

*Le Secrétaire général de la Conférence
des Ambassadeurs :*
R. Massigli.

Protocol on air matters, and with paragraph 2 of the draft Decree of the Ministry of National Defence, constituting Annex V to the aforesaid Protocol.

(Signed) KORANYI,
Minister of Hungary.

His Excellency
M. Aristide Briand,
President of the Conference of Ambassadors,
Paris.

Document F.

7.

ROYAL LEGATION OF HUNGARY IN FRANCE.

PARIS, July 12, 1927.

In accordance with the Agreement of to-day's date between the Conference of Ambassadors and the Hungarian Government to the effect that, as soon as the legislative provisions referred to in the said Agreement have been put into force, all types of aircraft which are prohibited under Headings I and III of Annex 1 to Documents A and B of the said Agreement, all war machines which might be used for air armaments, and which are referred to in paragraph 1 of Article I of Annex 1 to Documents A and B, may neither be manufactured in Hungary nor imported into Hungary, nor exported from Hungary.

It is understood, further, that the undertaking given by the Hungarian Government to keep Hungarian aviation within the limits of normal development involves the storage only of component parts of aircraft essential for the normal requirements of civil aviation as covered by the Agreement.

(Signed) KORANYI,
Minister of Hungary.

His Excellency
M. Aristide Briand,
President of the Conference of Ambassadors,
Paris.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

A M. KIR. MINISZTERIUMNAK 160/1927. M. E. SZÁMU RENDELETE.
A LÉGI JÁRMŰVEK KÉSZÍTÉSE, BEHOZATALA, STB.

A m. kir. minisztérium az 1922 : XVII. t.-c. 6 §-ának 3-ik bekezdésében kapott felhatalmazás alapján a következőket rendeli :

§ 1.

Tilos oly légi járművek készítése, tartása, behozatala, vagy forgalombahelyezése, amelyek bármilyen módon páncéllal, vagy védőberendezéssel vannak felszerelve vagy amelyek bármennemű hadigép — úgymint ágyú, géppuska, torpedó, bomba — felvételére alkalmasak, vagy végül ily hadigépekhez szükséges célzó vagy hajtókészülékkel vannak ellátva.

§ 2.

Aki a jelen rendelet 1.§-ában foglalt rendelkezést megszegi, vagy kijátsza, kihágást követ el és hat hónapig terjedhető elzárással és nyolcvan pengőig terjedhető pénzbüntetéssel büntetendő.

E kihágás miatt az eljárás a közigazgatási hatóságoknak, mint rendőri büntető bíróságoknak, az államrendőrség működési területén pedig ennek hatáskörébe tartozik; harmadfokon a döntés a kereskedelemügyi miniszter hatáskörébe tartozik.

§ 3.

A rendelet 1.§-ában említett légi járművek — tekintet nélkül az 1878 : V. t.-c. 61.§-ában megszabott feltételekre — elkoboztatnak és hasznavehetetlenné tételnek.

§ 4.

Minden egyesületre, amely a jelen rendelet 1.§-ában foglaltakat megszegi, a trianoni szerződés 112. cikkének végrehajtására fennálló rendszabályok alkalmazandók. (1922 : XI. t. c.)

§ 5.

Ezen rendelet kihirdetése napján lép életbe¹.

BUDAPESTEN, 1927. évi augusztus hó 1-én.

Gróf Bethlen ISTVÁN s. k.,
m. kir. miniszterelnök.

¹ Kihirdetve a « Budapesti Közlöny » — ben 1927. évi augusztus hó 7-én.

A M. KIR. MINISZTERIUMNAK 161/1927. M. E. SZÁMU RENDELETE.
VEZETŐ NÉLKÜLI REPÜLŐGÉPEK ÉS A KORSZERŰ VADÁSZREPÜLŐGÉP MŰSZAKI JELLEGÉVEL
BIRÓ REPÜLŐGÉPEK.

A m. kir. minisztérium az 1922 : XVII. t. c : 6. §-ának 3. bekezdésében kapott felhatalmazás alapján a következőket rendeli :

§ 1.

Vezetőnélküli repülőgép tartása tilos.

§ 2.

Kizárólag a kereskedelemügyi miniszter engedélyével lehet készíteni vagy behozni olyan repülőgépeket, amelyek önsúlyuk, az önsúlynak a motorerőhöz való viszonya, az ülések elrendezése, a biztonsági tényező, az emelkedési gyorsaság, a gyorsaság és az elérhető legnagyobb magasság tekintetében korszerű vadászgépek jellegével bírnak

Az engedélyek megadása minden indokolás nélkül megtagadható.

§ 3.

A 2. §-ban említett repülőgépeket csak a kereskedelemügyi miniszter külön engedélyével ellátott légi járművezető vezetheti.

§ 4.

Repülőiskolákban tilos a 2 §-ban említett repülőgépeken gyakorlatokat végezni.

§ 5.

Aki a jelen rendelet 1-4 §-aiban foglalt rendelkezések valamelyikét megszegi vagy kijátsza, kihágást követ el és hat hónapig terjedhető elzárással és nyolcvan pengőig terjedhető pénzbüntetéssel büntetendő.

Ily kihágás miatt az eljárás a közigazgatási hatóságoknak, mint rendőri büntető bíróságoknak, az államrendőrség működési területén pedig ennek hatáskörébe tartozik; harmadfokon a döntés a kereskedelemügyi miniszter hatáskörébe tartozik.

§ 6.

Az 1. §-ban, valamint a 2. §-ban említett repülőgépek amelyeket a megkívánt engedély nélkül készítettek vagy hoztak be — tekintet nélkül az 1878 : V. t. c. 61 §-ában megszabott feltételekre — elkoboztatnak és használhatatlanná tételnek.

§ 7.

Ezen rendelet kihirdetésének napján lép életbe ¹.

BUDAPESTEN, 1927, évi augusztus hó 1-én.

Gróf Bethlen ISTVÁN s. k.,
m. kir. miniszterelnök.

¹ Kihirdetve a « Budapesti Közlöny » ben 1927, évi augusztus hó 7-én.

A M. KIR. MINISZTERIUMNAK 162/1927. M. E. SZÁMU RENDELETE.
A LÉGI JÁRMŰVEZETŐK (PILÓTÁK) KIKÉPZÉSÉNEK KORLÁTOZÁSA.

A m. kir. minisztérium az 1922 : XVII. t.-c. 6. §-ának 3-ik bekezdésében kapott felhatalmazás alapján a következőket rendeli :

§ 1.

Katonai jelleggel vagy rendeltetéssel bíró s így a trianoni szerződés 128. cikkében vállalt kötelezettséggel ellentétben álló légi járművezetői kiképzés és utánképzés tilos.

§ 2.

Aki a jelen rendelet 1. §-ában foglalt rendelkezést megszegi vagy kijátsza, kihágást követ el és hat hónapig terjedhető elzárással és nyolcvan pengőig terjedhető pénzbüntetéssel büntetendő. Ily kihágás esetén az eljárás a közigazgatási hatóságoknak, mint rendőri büntető bíróságoknak, az államrendőrség működési területén pedig ennek hatáskörébe tartozik ; harmadfokon a döntés a kereskedelemügyi miniszter hatáskörébe tartozik.

§ 3.

Minden egyesületre, amely jelen rendelet 1. §-ában foglaltakat megszegi, a trianoni szerződés 112. cikkének végrehajtására vonatkozó rendszabályok alkalmazandók (1922 : XI. t.-c.)

§ 4.

Ezen rendelet kihirdetése napján lép életbe ¹.

BUDAPESTEN, 1927. évi augusztus hó 1-én.

Gróf Bethlen ISTVÁN s. k.
m. kir. miniszterelnök.

A M. KIR. MINISZTERIUMNAK 163/1927. M. E. SZÁMU RENDELETE.
A LÉGÜGYI ELLENŐRZÉS NYILVÁNTARTÁSA.

A m. kir. minisztérium az 1922 : XVII. t.-c. 6. §-ának 3-ik bekezdésében kapott felhatalmazás alapján a következőket rendeli :

§ 1.

Azok a gyárak, amelyek légi jármű anyagának előállításával foglalkoznak, kötelesek ezt a kereskedelemügyi minisztériumnak bejelenteni.

¹ Kihirdetve a « Budapesti Közlöny »-ben 1927. évi augusztus hó 7-én.

§ 2.

A készítés alatt álló vagy elkészült légi járművekről és légi járműmotorokról a jelen rendelet 1. sz. mellékletének megfelelő nyilvántartást kell vezetni.

§ 3.

Aki légi járművezető kiképzésével foglalkozik, olyan névjegyzéket köteles vezetni, amelyben a növendékek neve, foglalkozása, lakása, valamint kiképzésük kezdete és befejezése van feltüntetve.

§ 4.

Azok a személyek, akik repülőteret tartanak üzemben, kötelesek jegyzéket vezetni azoknak a személyeknek nevével, foglalkozásáról és lakóhelyéről akik a repülőtéren repülnek és akik a repülőtéren a légi járművek karbantartására alkalmaztatnak.

§ 5.

Légi közlekedéssel foglalkozó vagy légi járműveket használó egyesületek, társaságok vagy magánosok, valamint minden más légi járműtulajdonos a kereskedelemügyi minisztériumnak köteles bejelenteni :

1. az egyesület, társaság vagy bármely más tulajdonos nevét, székhelyét vagy lakóhelyét ;

A. a légi jármű típusát és lajstromozási számát.

§ 6.

Az 1. és 4.§-okban előírt bejelentéseket mindig a bejelentés alapjául szolgáló körülmény beálltát követő hónap végéig kell megtenni.

Ha az előbbiek szerint bejelentendő körülmények már a jelen rendelet életbelépése előtt beállottak, a bejelentéseket a jelen rendelet kihirdetését követő első hónap végéig kell megtenni.

§ 7.

A 2. 3. és 4 §-okban említett nyilvántartási jegyzékek másolatai a kereskedelemügyi miniszternek évenként kétszer benyújtandók és pedig : az első félévről minden év. július hó 31. napján, a második félévről pedig január hó 31. napján. Első alkalommal azonban a nyilvántartási jegyzékek a rendelet kihirdetését követő harmadik hónap végén nyújtandók be.

§ 8.

Aki a jelen rendelet 1-7. § aiban foglalt rendelkezések valamelyikét megszegi vagy kijátsza, kihágást követ el és tizenöt napig terjedhető elzárással és nyolcvan pengőig terjedhető pénzbüntetéssel büntetendő.

E kihágás miatt az eljárás a közigazgatási hatóságoknak mint rendőri büntető bíróságoknak, az államrendőrség működési területén pedig ennek hatáskörébe tartozik : harmadfokon a döntés a kereskedelemügyi miniszter hatáskörébe tartozik.

§ 9.

Jelen rendelet semmiben sem érinti az egyéb jogszabályokban megállapított bejelentési vagy nyilvántartási kötelezettségeket, viszont más jogszabályon alapuló kötelezettségek teljesítése a jelen rendeletről folyó kötelezettségeket nem érvényteleníti.

§ 10.

Ezen rendelet kihirdetésének napján¹ lép életbe és végrehajtásával a kereskedelemügyi miniszter bizatik meg.

BUDAPESTEN, 1927, évi augusztus hó 1-én.

Gróf Bethlen ISTVAN s. k.
m. kir. miniszterelnök.

I. FÜGGELÉK A 163/1927 M. E. SZÁMU RENDELETHEZ.
A KÉSZ VAGY ÉPÍTÉS ALATT ÁLLÓ LÉGI JÁRÓMŰVEK ÉS LÉGI JÁRÓMŰMOTOROK
NYILVÁNTARTÁSA.

A. Repülőgépek.

Folyó szám	Előállító	Típus	Gyári szám	Az építés		Kiviteli célra szolgál-e ?	
				kezdeté	befejezése	igen	nem

¹ Kihirdetve a «Budapest Közlöny»-ben 1927. évi augusztus hó 7-én.

B. Kormányozható léghajó.

Folyó szám	Előállító	Típus	Gyári szám	Az építés		Kiviteli célra szolgál-e ?	
				kezdete	befejezése	igen	nem

C. Légi járóműmotorok.

Folyó szám	Előállító	Típus	Gyári szám	Az építés		Kiviteli célra szolgál-e ?	
				kezdete	befejezése	igen	nem

A. M. KIR. BELÜGYMINISZTERNEK 158. 494/1927. B. M. SZÁMU KÖRRENDELETE.

A közrendészeti szervek vonatkozásai a légügyekhez.

(Valamennyi vármegye első tisztviselőjének, a. m. kir. állami rendőrség budapesti és valamennyi kerületi főkapitányának, valamennyi csendőr kerületi parancsnokságnak, a. m. kir. folyamőrség felügyelőjének, a. m. kir. pénzügyőrségnek és a. m. kir. vámőrségnek.)

Az 1922 : XVII. t. c. 6. §-ának harmadik bekezdése alapján a. m. kir. pénzügyminiszter úrral egyetértőleg a légjárással kapcsolatban a Közbiztonsági szervek részére (m. kir. rendőrség, m. kir. csendőrség, vámőrség, pénzügyőrség és folyamőrség) a következőket rendelem :

1. A közbiztonsági szervek ama közegei, akik repülőtereken teljesítenek szolgálatot, pilótaigazolvány megszerzése céljából repülőképzésben részesülhetnek, azonban számuk a 12-öt túl nem lépheti.

Ezeknek a személyeknek jelenlegi beosztása :

Budapest Mátyásföld	2
Budapest Gellért	2
Szombathely	2
Székesfehérvár	2
Szeged	2
Miskolc	2

2. Ezek a pilótaigazolványok azonban nem abból a célból adatnak ki a közbiztonsági szervek közegeinek, hogy részükre a repülés gyakorlása lehetővé tétessék, hanem csupán avégből, hogy a kereskedelmi repülés ellenőrzéséhez szükséges gyakorlati tudást kibővítsék.

3. E 12 személyen kívül más közbiztonsági közeg pilótaképzésben nem részesülhet E 12 pilótaigazolvány csak akkor újítható meg, ha tulajdonosa a közrendészetből kiválik vagy pedig 48-ik életévét betölti.

4. A közrendészeti szervek semmiféle légi járművet nem tarthatnak.

A fenti 12 személy utánképzésére vonatkozólag a. m. kir. kereskedelemügyi miniszter fog intézkedni.

BUDAPESTEN, 1927, évi augusztus hó 1-én.

Dr. Vass JÓZSEF s. k.,

*a. m. kir. belügyminisztérium ideiglenes vezetésével
megbizott*

m. kir. népjódeleti és munkügyi miniszter.

9.

10831/eln. I. 1927. SZÁMU KÖRRENDELET.

Honvéd egyének vonatkozásai a légügyekhez.

A légjárással kapcsolatban Párisban, folyó évi július hó 12-én kötött megállapodások folyamánaképpen és az 1922. évi XVII. t. c. 6. §-ának harmadik bekezdésében foglaltak alapján a. m. kir. belügyminiszter úrral egyetértőleg a következőket rendelem el :

1. A m. kir. honvédség minden szervének, valamint a közrendészeti szerveknek és ezek személyzetének katonai célból — s így a trianoni szerződés 128 §-ában foglalt kötelezettségekkel ellentétben — a légjárással bármínemű öszeköttetést fenntartani tilos. Fenti határozványok azonban nem vonatkoznak azokra a rendszabályokra, melyek a földi légvédelem biztosítására szükségesek.

2. A m. kir. honvédség valamint közrendészeti szervek tagjainak úgy egyenként, mint csoportokban a légjárásban bármínemű kiképzés vagy közreműködés tilos.

3. A m. kir. honvédség tagjai közül kivételesen — de legfeljebb 12 személy — engedélyt kaphat pilotakiképzésre, vagy magánjellegű repülésre, azonban kizárólag saját költségükön való sportrepülésre. A honvédségnek ez a 12 tagja kettesével a vegyesdandárokhoz osztandó be, kiréve az 5 és 7. vegyesdandárokat, melyekhez a honvédségnek csak 1 — 1 repülő engedéllyel bíró tagja nyerhet beosztást.

Az engedélyek megszerzésére irányuló kérelmek a honvédelmi miniszterhez terjesztendők fel. A honvédségnek ezen tagjai erre a célra sem anyagi támogatásban nem részesülnek, sem külön szabadságot nem kapnak.

A honvédség tagjainak a sportrepülésben való részvétele sem katonai jelleggel, sem katonai céllal nem bírhat.

A fenti rendelkezések megszegése, függetlenül a fegyelmi megtorlástól, az engedélyek megvonásával jár.

BUDAPESTEN, 1927, évi augusztus hó 1-én.

¹ TRADUCTION.

10.

ORDONNANCE N^o 160/1927 M. E.
CONCERNANT LA CONSTRUCTION, L'IMPORTATION, ETC., D'AÉRONEFS.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Il est interdit de construire, de détenir, d'importer ou de mettre en circulation des aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir des engins quelconques de guerre tels que canons, mitrailleuses, torpilles, bombes, ou munis d'appareils de visée ou de lancement pour de tels engins.

Paragraphe 2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe 1 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, se rend coupable d'une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles infractions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 3.

Les aéronefs visés au paragraphe 1, sans égard aux conditions fixées au paragraphe 6r de la loi N^o V de 1878, seront saisis et rendus inutilisables.

Paragraphe 4.

A toute association qui contreviendrait au paragraphe 1 de la présente ordonnance s'appliquent les dispositions prévues pour l'exécution de l'article 112 du Traité de Trianon. (Loi N^o XI de 1922.)

Paragraphe 5.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1^{er} août 1927.

(Signé) Le comte BETHLEN,
Président du Conseil des Ministres de Hongrie.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :

R. Massigli.

¹ Communiquée par la Conférence des Ambassadeurs.

¹ Communicated by the Conference of Ambassadors.

¹ TRANSLATION.

10.

DECREE No. . . . 160/1927, M.E., REGARDING THE CONSTRUCTION, IMPORT, ETC., OF AIRCRAFT.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war, such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for the sighting or discharge of these engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

Paragraph 2.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraph 1 of this Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and to a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 3.

Aircraft of the kind referred to in paragraph 1 shall, regardless of the conditions laid down in paragraph 6r of Law No. V of 1878, be seized and rendered useless.

Paragraph 4.

The provisions laid down for the execution of Article 112 of the Treaty of Trianon (Law No. XI of 1922) shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

Paragraph 5.

The present Decree shall enter into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, August 1, 1927.

(Signed) Count BETHLEN,
Prime Minister of Hungary.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ORDONNANCE N° 161/1927 M. E.
CONCERNANT LES AVIONS SANS PILOTES ET LES AVIONS AYANT LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES
DES AVIONS DE CHASSE MODERNES.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Les avions sans pilotes sont interdits.

Paragraphe 2.

Les avions qui possèdent les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond, ne peuvent être construits ou importés qu'avec l'assentiment du Ministère royal hongrois du Commerce.

L'autorisation peut être refusée sans indication des raisons qui motivent le refus.

Paragraphe 3.

Les avions mentionnés au paragraphe 2 ne peuvent être conduits que par les pilotes qui ont reçu, à cet effet, du Ministère royal hongrois du Commerce, une autorisation spéciale.

Paragraphe 4.

Dans les écoles d'aviation, les exercices sur les avions visés au paragraphe 2 sont interdits.

Paragraphe 5.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 4 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 6.

Les avions visés au paragraphe 1, ainsi que les avions des types visés au paragraphe 2, qui auront été construits ou importés sans l'autorisation exigée, seront saisis et rendus inutilisables, sans égard aux conditions fixées au paragraphe 61 de la loi V de 1878.

DECREE No. 161/1927, M.E., REGARDING AIRCRAFT WITHOUT PILOTS AND AIRCRAFT WITH THE TECHNICAL CHARACTERISTICS OF MODERN FIGHTER AEROPLANES.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, decrees as follows :

Paragraph 1.

Aircraft without pilots are prohibited.

Paragraph 2.

Aircraft possessing the technical characteristics of modern fighter aeroplanes in respect of dead weight, ratio of dead weight to engine power, arrangement of seats, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude, may only be constructed or imported with the consent of the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

This consent may be refused without reasons being given.

Paragraph 3.

The aircraft mentioned in paragraph 2 may only be flown by pilots holding a special licence issued by the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

Paragraph 4.

Flying schools are forbidden to carry out exercises with the aircraft described in paragraph 2.

Paragraph 5.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraphs 1 to 4 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 6.

Aircraft of the kind described in paragraph 1 and of the kind described in paragraph 2, if constructed or imported without the necessary licence, shall be seized and rendered useless, regardless of the conditions laid down in paragraph 61 of Law No. V of 1878.

Paragraphe 7.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1^{er} août 1927.

(Signé) Le comte BETHLEN,
Président du Conseil des Ministres de Hongrie.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

ORDONNANCE N^o 162/1927 M. E. EN VUE DE LIMITER LA FORMATION DES PILOTES.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

L'instruction et l'entraînement dans le pilotage, ayant un caractère ou un but militaire, contrairement aux engagements contenus dans l'article 128 du Traité de Trianon, sont interdits.

Paragraphe 2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe 1 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois et d'une amende allant jusqu'à 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 3.

A toute association qui contreviendrait au paragraphe 1 de la présente ordonnance s'appliquent les dispositions prévues pour l'exécution de l'article 112 du Traité de Trianon. (Loi N^o XI de 1922.)

Paragraphe 4.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

BUDAPEST, le 1^{er} août 1927.

(Signé) Le comte BETHLEN,
Président du Conseil des Ministres de Hongrie.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

Paragraph 7.

The present Decree shall come into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, *August 1, 1927.*

(Signed) Count BETHLEN,
Prime Minister of Hungary.

DECREE No. 162/1927, M.E., REGARDING THE RESTRICTION OF THE TRAINING OF PILOTS.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

All air training of a military character or serving a purpose contrary to the undertaking contained in Article 128 of the Treaty of Trianon is prohibited.

Paragraph 2.

Any person contravening or fraudulently infringing the provisions of paragraph 1 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding six months and a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 3.

The provisions laid down for the execution of Article 112 of the Treaty of Trianon (Law No. XI of 1922) shall apply to any association which offends against paragraph 1 of the present Decree.

Paragraph 4.

The present Decree shall come into force on the day of its promulgation.

BUDAPEST, *August 1, 1927.*

(Signed) Count BETHLEN,
Prime Minister of Hungary.

ORDONNANCE N° 163/1927 M. E. SUR LA TENUE DES CONTRÔLES DANS L'AÉRONAUTIQUE.

Le Ministère royal hongrois, se basant sur le troisième alinéa de l'article 6 de la loi XVII de 1922, ordonne ce qui suit :

Paragraphe 1.

Les usines construisant du matériel aéronautique sont tenues de faire une déclaration au Ministère du Commerce.

Paragraphe 2.

Les aéronefs et les moteurs d'aéronefs, en voie de construction ou terminés, doivent être portés sur des listes conformes au modèle donné à l'annexe 1 de la présente ordonnance.

Paragraphe 3.

Quiconque forme des pilotes doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de l'élève, ainsi que les dates auxquelles a commencé et s'est terminée l'instruction.

Paragraphe 4.

Quiconque exploite un aérodrome doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de toute personne qui vient voler sur l'aérodrome et de celles qui sont employées, à l'intérieur de l'aérodrome, à l'entretien des aéronefs.

Paragraphe 5.

Les associations, sociétés ou individus qui se livrent à l'aéronautique ou emploient des aéronefs, ainsi que tous autres propriétaires d'aéronefs, doivent en faire la déclaration au Ministère royal hongrois du Commerce.

La déclaration doit contenir :

- 1^o Le nom, le siège ou le domicile de l'association, de la société ou de tout autre propriétaire ;
- 2^o Le type et le numéro d'enregistrement de l'aéronef.

Paragraphe 6.

Les déclarations prévues aux paragraphes 1 et 4 doivent être faites avant la fin du mois qui suit celui dans lequel se trouve réalisée la condition prévue pour cette déclaration.

DECREE No. 163/1927, M.E., REGARDING CONTROL OF AVIATION.

The Royal Hungarian Ministry, in virtue of Article 6, paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, hereby decrees as follows :

Paragraph 1.

Factories manufacturing aviation material must notify the fact to the Ministry of Commerce.

Paragraph 2.

Aircraft and aero-engines, whether completed or in process of construction, shall be entered in registers on the model given in Annex 1 to the present Decree.

Paragraph 3.

Every person who trains flying pupils must keep a list showing the names, occupations and residences of the pupils and the dates on which training began and ended.

Paragraph 4.

The manager of an aerodrome must keep lists showing the names, occupations and residences of all persons coming to fly at the aerodrome and of persons employed, within the aerodrome, on the upkeep of aircraft.

Paragraph 5.

Associations, companies or individuals engaged in aviation or employing aircraft, as well as all other owners of aircraft, must notify the Royal Hungarian Ministry of Commerce.

The notification must contain :

- (1) Name, address or residence of the association, company, or other owner;
- (2) Type and registration number of the aircraft.

Paragraph 6.

The notifications referred to in paragraphs 1 and 4 must be made before the end of the month following the month in which the case for notification arises.

Dans le cas où les conditions pour lesquelles une déclaration est prévue se trouvent remplies dès la mise en vigueur de la présente ordonnance, les déclarations devront être faites avant la fin du mois qui suivra le mois de la promulgation de ladite ordonnance.

Paragraphe 7.

Les copies des listes visées aux paragraphes 2, 3 et 4 devront être remises au ministre du Commerce deux fois par an : le 31 juillet pour le premier semestre et le 31 janvier pour le deuxième semestre et, pour la première fois, à la fin du troisième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente ordonnance.

Paragraphe 8.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 7 de la présente ordonnance, ou quiconque agit contre elles en fraude, commet une infraction et sera punissable d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à quinze jours et d'une amende de 80 pengös.

La procédure, dans le cas de telles contraventions, est du ressort des autorités administratives représentant des juridictions pénales de police ; dans la sphère d'activité de la police d'Etat, la procédure est du ressort de celle-ci ; en troisième instance, c'est le ministre du Commerce qui décide.

Paragraphe 9.

La présente ordonnance ne modifie en rien les obligations de déclaration et de tenue à jour, fixées par d'autres règles juridiques ; par contre, l'accomplissement d'obligations basées sur d'autres règles juridiques n'annule point les obligations dérivant de la présente ordonnance.

Paragraphe 10.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa promulgation et son exécution sera confiée au ministre du Commerce.

BUDAPEST, le 1^{er} août 1927.

(Signé) Le comte BETHLEN,
Président du Conseil des Ministres de Hongrie.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :

R. Massigli.

If the conditions entailing notification are already fulfilled at the time when the present Decree comes into force, such notification must be made before the end of the month following the month in which the present Decree is promulgated.

Paragraph 7.

Copies of the lists mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 must be submitted to the Ministry of Commerce twice yearly, on July 31st in respect of the first half-year and on January 31st in respect of the second half-year, starting from the end of the third month following the coming into force of the present Decree.

Paragraph 8.

Any person contravening or fraudulently infringing paragraphs 1 to 7 of the present Decree is guilty of an offence at law and shall be liable to a term of imprisonment not exceeding fifteen days and to a fine not exceeding 80 pengös.

The proceedings in the case of such offences shall fall within the province of the administrative authorities invested with powers of criminal police jurisdiction ; if the matter comes within the competence of the State police, the latter shall be responsible for the proceedings ; in the third instance, the decision shall rest with the Minister of Commerce.

Paragraph 9.

Nothing in the present Decree shall affect the obligations concerning notification and the keeping up to date of registers which arise out of other rules of law ; on the other hand, the discharge of obligations arising out of other rules of law shall not cancel the obligations entailed by the present Decree.

Paragraph 10.

The present Decree shall enter into force on the day of its promulgation and the Minister of Commerce shall be responsible for its execution.

BUDAPEST, *August 1, 1927.*

(Signed) Count BETHLEN,
Prime Minister of Hungary.

Annexe I au décret N° 163/1927, M. E.

TENUE EN ÉVIDENCE DES AÉRONEFS ET MOTEURS PRÊTS OU EN ÉTAT DE FABRICATION.

A. Avions.

N° d'ordre	Constructeur	Modèle	N° d'usine	Commence- ment	Fin	Est-il destiné à l'exportation ?	
				de la construction		Oui	Non

B. Dirigeables.

N° d'ordre	Constructeur	Modèle	N° d'usine	Commence- ment	Fin	Est-il destiné à l'exportation ?	
				de la construction		Oui	Non

Annex I to Decree No. 163/1927, M. E.

STATEMENT OF AIRCRAFT AND ENGINES COMPLETED OR IN PROCESS OF MANUFACTURE.

A. Aeroplanes.

Register No.	Manufacturer	Design	Factory No.	Beginning	End	Is it intended for export ?	
				of manufacture		Yes	No

B. Dirigibles.

Register No.	Manufacturer	Design	Factory No.	Beginning	End	Is it intended for export ?	
				of manufacture		Yes	No

C. Moteurs.

N° d'ordre	Constructeur	Modèle	N° d'usine	Commence- ment	Fin	Est-il destiné à l'exportation ?	
				de la construction		Oui	Non

CIRCULAIRE N° 158.494/1927 B. M. DU MINISTÈRE ROYAL HONGROIS DE L'INTÉRIEUR.

Rapport des organes de sûreté avec l'aéronautique.

Au premier fonctionnaire de chaque comitat, au chef de la police d'Etat de Budapest et de chaque département, à chaque commandement départemental de la gendarmerie, à l'inspecteur de la garde fluviale, à la garde fiscale et à la garde des douanes.

En vertu de l'alinéa 3, paragraphe 6 de la loi XVII de l'année 1922, et d'accord avec le ministre des Finances, j'ordonne aux organes de sûreté (police royale hongroise, gendarmerie royale hongroise, garde des douanes, garde financière, garde fluviale) en matière d'aéronautique ce qui suit :

1 Les fonctionnaires appartenant à des organes de sûreté et qui sont affectés au service d'aérodromes peuvent recevoir une instruction aéronautique, en vue d'obtenir le certificat de pilote, sous la réserve, toutefois, que leur nombre ne dépasse pas l'effectif de douze

Leur répartition présente est :

Budapest Mátyásföld.	2
Budapest Gellért	2
Szombathely	2
Székesfehérvár	2
Szeged	2
Miskolcs.	2

2. Il est entendu que ces brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires des organes de sûreté pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer, en toute connaissance de cause, le contrôle de l'aviation commerciale.

C. Engines.

Register No.	Manufacturer	Design	Factory No.	Beginning	End	Is it intended for export ?	
				of manufacture		Yes	No

CIRCULAR No. 158.494/1927, B.M., OF THE ROYAL HUNGARIAN MINISTRY OF THE INTERIOR.

Connection of the Services responsible for Public Order with Aviation.

To the Head Official of each Comitát, the Chief of the State Police of Budapest and of each District, to all District Gendarmerie Commandants, to the Inspector of River Patrols, to the Excise Guards and Customs Guards.

In virtue of paragraph 6, sub-paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, and by agreement with the Minister of Finance, I hereby issue the following orders concerning aviation to the services responsible for public order (Royal Hungarian Police, Royal Hungarian Gendarmerie, Customs Guards, Excise Guards and River Patrols) :

1. Officials belonging to services responsible for public order and posted for duty at aerodromes may receive training in aviation with a view to securing a pilot's certificate, provided, however, that their number shall not exceed twelve.

Their present distribution is as follows :

Budapest Mátyásföld.	2
Budapest Gellért	2
Szombathely	2
Székesfehérvár	2
Szeged.	2
Miskolc	2

2. It is understood that such pilots' certificates will not be issued to officials in the services responsible for public order to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

3. A l'exception des douze fonctionnaires susmentionnés, les fonctionnaires des organes de sûreté ne seront pas admis à l'entraînement au pilotage. Les douze brevets de pilotage accordés ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles des organes de sûreté ou auraient atteint l'âge de 48 ans.

4. Les organes de sûreté ne pourront disposer d'aucun aéronef.

Le Ministère du Commerce prendra les mesures relatives à l'entraînement des douze fonctionnaires susmentionnés.

BUDAPEST, le 11 août 1927.

(Signé) DR VASS JEZSEF.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

CIRCULAIRE N° 10831/ELN. I 1927, DU MINISTÈRE ROYAL HONGROIS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Rapports des membres de l'armée hongroise avec l'aéronautique.

Comme conséquence de l'Accord de Paris sur l'aéronautique, en date du 12 juillet 1927, et en vertu de l'alinéa 3 du paragraphe 6 de la loi XVII de l'année 1922, les ordres suivants sont promulgués, d'accord avec le ministre de l'Intérieur :

1. Il est interdit à tous les services de l'armée et des organes de sûreté, ainsi qu'à leur personnel, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 128 du Traité de Trianon, des rapports quelconques avec l'aéronautique, les mesures ci-dessus ne concernant pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre.

2. Sont interdites aux membres de l'armée et des organes de sûreté, isolés ou en groupes, l'instruction ou l'activité dans l'aéronautique, quelle qu'en soit la catégorie.

3. A titre exceptionnel, des membres de l'armée pourront être autorisés, jusqu'à concurrence d'un chiffre total de douze, à apprendre à piloter ou à piloter à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport, seule, et à leurs propres frais. Ces douze membres de l'armée seront répartis à raison de deux brigades mixtes, exception faite des brigades 5 et 7, lesquelles n'auront qu'un seul membre de l'armée autorisé à piloter.

Les demandes d'autorisations ci-dessus visées devront être adressées au Ministère de la Défense nationale. Les membres de l'armée ne devront, à cet effet, recevoir aucune subvention ou congé spécial.

L'activité des membres de l'armée dans l'aviation de sport ne devra avoir aucun caractère ni but militaire.

Une infraction aux dispositions qui précèdent entraînera, sans préjudice d'autres sanctions disciplinaires, le retrait de l'autorisation accordée.

BUDAPEST, le 1^{er} août 1927.

(Signé) OSAKY,
Ministre de la Défense nationale.

Certifié conforme à la traduction
remise au Secrétariat général
de la Conférence des Ambassadeurs :
R. Massigli.

3. Except for the twelve officials above mentioned, officials of the services responsible for public order shall not be allowed to receive training in aviation. The twelve pilots' certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the supervisory posts of the services responsible for public order or reach their forty-eighth year.

4. The services responsible for public order shall not possess any aircraft. The Ministry of Commerce shall provide for the training of the twelve officials referred to above.

BUDAPEST, *August 11, 1927.*

(Signed) DR. VASS JEZSEF.

CIRCULAR No. 10831/ELN I. 1927, OF THE ROYAL HUNGARIAN MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE.

Connection of Members of the Honved Army with Aviation.

In accordance with the Paris Air Convention dated July 12th, 1927, and in virtue of paragraph 6, sub-paragraph 3, of Law No. XVII of 1922, the following orders are promulgated by agreement with the Minister of the Interior:

1. All departments of the Army and of the services responsible for public order, as well as their personnel, are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation for a military purpose in contravention of Article 128 of the Treaty of Trianon. The above prohibitions shall not apply to the necessary measures undertaken for ground anti-aircraft defence.

2. Members of the Army and of the services responsible for public order shall not be trained, or take part, in aviation of any kind whatever, whether individually or in groups.

3. As an exceptional measure, members of the Army, up to the maximum number of twelve, may be authorised to learn, or take part in, amateur flying, privately and at their own expense. This allotment of twelve shall be divided in the proportion of two per mixed brigade, with the exception of brigades 5 and 7, in which only one member of the Army shall be authorised to fly.

Requests for the authorisations mentioned above must be addressed to the Ministry of National Defence. Members of the Army shall not receive any subsidy or special leave for this purpose.

The activity of members of the Army in amateur aviation shall not be of a military character or have any military purpose.

In the case of an offence against the above regulations, the authorisation granted shall, without prejudice to further disciplinary action, be cancelled.

BUDAPEST, *August 1, 1927.*

(Signed) OSAKY,
Minister of National Defence.

N° 3^B.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET MEXIQUE**

Convention prorogeant la durée du mandat de la Commission générale des réclamations prévue par la Convention du 8 septembre 1923. Signée à Washington, le 16 août 1927.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND MEXICO**

Convention extending the Duration of the General Claims Commission provided for in Convention of September 8, 1923. Signed at Washington, August 16, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 3^B. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES AND MEXICO, EXTENDING THE DURATION OF THE GENERAL CLAIMS COMMISSION PROVIDED FOR IN CONVENTION OF SEPTEMBER 8, 1923. SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 16, 1927.

No 3^B. — CONVENIO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PARA PRORROGAR LOS PODERES DE LA COMISIÓN DE RECLAMACIONES CONSTITUIDA EN VIRTUD DEL CONVENIO DE 8 DE SEPTIEMBRE DE 1923. FIRMADA EN WASHINGTON EL 16 AGOSTO DE 1927.

Textes officiels anglais et espagnol² transmis par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 30 novembre 1927. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer cette convention par le Secrétariat³.

English and Spanish official texts² transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 30, 1927. As the United States of America, is not a Member of the League, it does not register this Convention with the Secretariat³.

Whereas a Convention was signed on September 8, 1923, between THE UNITED STATES OF AMERICA and THE UNITED MEXICAN STATES for the settlement and amicable adjustment of certain claims therein defined ; and

Whereas under Article VI of said convention the Commission constituted pursuant thereto is bound to hear, examine and decide within three years from the date of its first meeting

Considerando que el 8 de septiembre de 1923 se firmó una convención entre LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMÉRICA y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS para el arreglo y ajuste amistoso de las reclamaciones que en ella se definen ;

Considerando que según el Artículo VI de dicha convención la Comisión que según aquella se constituyó está obligada a oír, examinar y decidir dentro de los tres años después de

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 12 octobre, 1927.

² Textes reproduits d'après le Recueil des Traités des Etats-Unis, N^o 758.

³ Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C. L. 7, 1926. V), Vol. XLVIII, p. 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des Traités (Voir volume I, page 8, de ce recueil).

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, October 12, 1927.

² The texts are reprinted from the United States Treaty Series, No. 758.

³ See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C. L. 7. 1926. V), Vol. XLVIII, p. 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

all the claims filed with it, except as provided in Article VII ; and

Whereas it now appears that the said Commission cannot hear, examine and decide such claims within the time limit thus fixed ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN States are desirous that the time originally fixed for the duration of the said Commission be extended, and to this end have named as their respective plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Honorable Frank B. KELLOGG, Secretary of State for the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN STATES :

His Excellency Senor Don Manuel C. TÉLLEZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United Mexican States at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties agree that the term assigned by Article VI of the Convention of September 8, 1923, for the hearing, examination and decision of claims for loss or damage accruing prior to September 8, 1923, shall be and the same hereby is extended for a time not exceeding two years from August 30, 1927, the day when, pursuant to the provisions of the said Article VI, the functions of the said Commission would terminate in respect of such claims ; and that during such extended term the Commission shall also be bound to hear, examine and decide all claims for loss or damage accruing between September 8, 1923, and August 30, 1927, inclusive, and filed with the Commission not later than August 30, 1927.

It is agreed that nothing contained in this Article shall in any wise alter or extend the

la fecha de su primera junta todas las reclamaciones presentadas ante ella, excepto lo que previene el Artículo VII ; y

Considerando que ahora resulta que dicha Comisión no puede oír, examinar y decidir tales reclamaciones dentro de ese plazo ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMÉRICA y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, deseando que que se prorrogue el plazo fijado originariamente para la duración de dicha Comisión, han nombrado como a sus Plenipotenciarios respectivos :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMÉRICA :

Honorable Frank B. KELLOGG, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América ; y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

Su Excelencia Señor Don Manuel C. TÉLLEZ, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos Mexicanos en Washington ;

Quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus Plenos Poderes respectivos, hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes Artículos :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que el plazo designado por el Artículo VI de la Convención del 8 de septiembre de 1923, para la audiencia, examen y decisión de reclamaciones por pérdida o daños acaecidos antes del 8 de septiembre de 1923, se prorrogue, y por la presente se prorroga, durante un plazo que no exceda de dos años contados desde el 30 de agosto de 1927, día en que, según las disposiciones de dicho Artículo VI, terminarían las funciones de tal Comisión por lo que toca a esas reclamaciones ; y que durante el término de esta prorroga, la Comisión continuará a oír, examinar y decidir cualesquiera reclamaciones por pérdida o daños acaecidos entre el 8 de septiembre de 1923 y el 30 de agosto de 1927, inclusive, siempre que hayan sido presentadas a la Comisión en fecha no posterior al 30 de agosto de 1927.

Se conviene, además, en que nada de lo contenido en este Artículo altera o prorroga,

time originally fixed in the said Convention of September 8, 1923, for the presentation of claims to the Commission, or confer upon the Commission any jurisdiction over an claim for loss or damage accruing subsequent to August 30, 1927.

Article II.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the same and affixed their respective seals.

Done in duplicate at the City of Washington, in the English and Spanish languages, this sixteenth day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-seven.

Frank B. KELLOGG (*Seal*).
Manuel C. TÉLLEZ (*Seal*).

en modo alguno, el plazo fijado originariamente en dicha Convención del 8 de septiembre de 1923 para la presentación de reclamaciones a la Comisión, ni confiere a ésta jurisdicción alguna sobre reclamaciones por pérdida o daños ocurridos con posterioridad al 30 de agosto de 1927.

Artículo II.

Esta Convención se ratificará en cuanto sea posible, canjeándose las ratificaciones en Washington.

En testimonio de lo cual, los supra-dichos Plenipotenciarios la han firmado, fijando en ella sus sellos respectivos.

Hecha por duplicado, en inglés y en castellano, en la ciudad de Washington el día diez y seis de agosto del año de mil novecientos veintisiete.

Frank B. KELLOGG (*Seal*).
Manuel C. TÉLLEZ (*Seal*).

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3^B. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE MEXIQUE, PROROGÉANT LA DURÉE DU MANDAT DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DES RÉCLAMATIONS, PRÉVUE PAR LA CONVENTION DU 8 SEPTEMBRE 1923. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1927.

Considérant qu'une Convention a été signée, le 8 septembre 1923, entre LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD et LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE, pour le règlement et l'ajustement à l'amiable de certaines réclamations qui y sont définies ;

Considérant qu'aux termes de l'article VI de ladite convention, la commission constituée à cet effet est tenue d'entendre, d'examiner et de trancher, dans un délai de trois ans à partir de la date de sa première séance, toutes les réclamations qui lui sont présentées, sauf comme il est prévu à l'article VII ;

Considérant que ladite commission est actuellement dans l'impossibilité manifeste d'entendre, d'examiner et de trancher ces réclamations dans le délai ainsi fixé ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DU NORD et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, désirant que le délai fixé à l'origine pour le mandat de ladite commission soit étendu, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD :

L'Honorable Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

Son Excellence Señor don Manuel C. TÉLLEZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis du Mexique à Washington ;

Qui, après s'être communiqué respectivement leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que le délai fixé par l'article VI de la Convention du 8 septembre 1923 pour entendre, examiner et trancher les réclamations concernant les pertes ou dommages subis antérieurement au 8 septembre 1923, sera prorogé, et le prorogé pour une durée ne dépassant pas deux années à partir du 30 août 1927, date à laquelle, conformément aux dispositions dudit article VI, se termineraient les fonctions de ladite commission en ce qui touche lesdites réclamations ; durant cette période de prorogation, la Commission sera tenue d'entendre, d'examiner et de trancher toutes les réclamations concernant les pertes ou dommages subis entre le 8 septembre 1923 et le 30 août 1927 inclus, et présentés à la commission à une date qui ne devra pas être postérieure au 30 août 1927.

Il est convenu que rien dans le présent article ne pourra, en aucune façon, modifier ou proroger le délai, fixé à l'origine dans ladite Convention du 8 septembre 1923, visant la présentation des réclamations à la commission, ni conférer à cette commission une compétence quelconque à l'égard des réclamations concernant des pertes ou dommages subis postérieurement au 30 août 1927.

Article II.

La présente convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait en double exemplaire, à Washington, en langue anglaise et en langue espagnole, le seize août de l'année mil neuf cent vingt-sept.

Frank B. KELLOGG (*sceau*).

Manuel G. TÉLLEZ (*sceau*).

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)